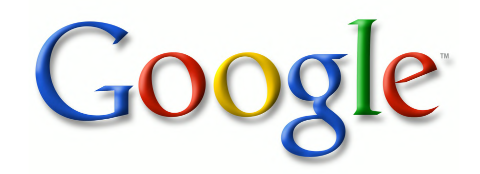


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

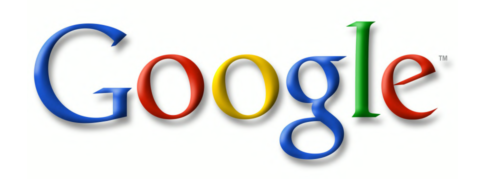
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`





28

473.



HISTOIRE

CONTEMPORAINE.

PARIS, IMPRIMERIE DE GAULTIER-LAGUIONIE.

HISTOIRE

POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, CIVILE
ET MILITAIRE

DE LA PRUSSE,

DEPUIS

LA FIN DU RÈGNE DE FRÉDÉRIC-LE-GRAND
JUSQU'AU TRAITÉ DE PARIS DE 1815.

TOME SECOND.

BIBLIOTHECA·B



PARIS,

A. BOSSANGE, RUE CASSETTE, N° 22.

1828.

473.

LIVRE SIXIÈME.

DEPUIS L'ENVAHISSEMENT

DU HANOVRE PAR LA FRANCE,

JUSQUES ET APRÈS LA FORMATION DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN.

1803-1806.

HISTOIRE

POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, CIVILE ET MILITAIRE

DE LA PRUSSE,

DEPUIS

LA FIN DU RÈGNE DE FRÉDÉRIC-LE-GRAND JUSQU'AU TRAITÉ DE PARIS DE 1815.

BIBLIOTHECA ...

SOMMAIRE.

Considérations générales sur l'état de l'Europe. — Préparatifs de la France contre l'Angleterre. — La France envahit le Hanovre. — L'Angleterre forme une ligue avec la Russie et la Suède. — L'Autriche y accède. — La Prusse reste neutre, et, pour éviter le passage de troupes, elle déclare son territoire inviolable. — La France fait passer un corps d'armée à travers le pays d'Anspach. — La Prusse met trois armées sur pied, et accorde aux Russes le passage par la Silésie. — Napoléon vainqueur à Ulm. — Le peuple prussien manifeste des sentimens belliqueux contre la France. — Voyage de l'empereur Alexandre à Berlin. — Arrivée dans la même ville de l'archiduc Antoine. — Traité secret entre la Prusse et la Russie. — L'Autriche y adhère. — Napoléon envoie à la Prusse une indemnité pour le passage de ses troupes. — Les Français à Vienne. — Bataille d'Austerlitz. — Trève entre la France et l'Autriche. — Convention entre la France et la Prusse. — Le gouvernement prussien renonce à ses dispositions hostiles contre la France, et accepte la cession du Hanovre. — La Prusse occupe le Hanovre. — L'Angleterre ferme les embouchures de l'Elbe, du Weser, de l'Ems et de la Trave. — La Suède se montre, contre la Prusse, fidèle alliée de l'Angleterre. — Napoléon témoigne à la Prusse son peu de considération pour elle. — Débats entre la Prusse et le grand duc de Berg. — Formation de la Confédération du Rhin après la paix de Presbourg. — Le roi négocie en secret avec la Russie. — Mécontentement du peuple prussien au sujet des relations de la Prusse avec la France. — Symptômes d'une rupture prochaine entre les deux nations.

La Prusse, régie depuis près de huit ans par son pacifique souverain, n'avait éprouvé dans son

administration aucun des changemens que réclamait l'esprit agissant du siècle; mais aussi peu de citoyens les croyaient nécessaires. La fortune de la noblesse considérablement accrue par le prix extraordinaire des produits agricoles et ses anciens priviléges, maintenus par son influence à la cour et par les premiers emplois qu'elle occupait dans le militaire et dans le civil, lui donnaient de l'éloignement pour toute innovation. Le négociant était content, malgré les fortes impositions parce que le commerce qui florissait lui donnait les moyens de s'enrichir. Le fonctionnaire public n'avait à la vérité que de modiques émolumens, mais il se félicitait du moins de l'exactitude avec laquelle ils lui étaient payés. On savait que le roi par son économie avait amorti une partie des dettes contractées par son père, et que chaque année en diminuait la masse. D'ailleurs, le grand nombre de ceux qui ne voyaient rien au-dessus des réglemens du grand Frédéric, décriait chaque déviation comme préjudiciable et dangereuse. Personne ne concevait que ce sont les mœurs qui soutiennent les états, que là où elles manquent, il faut y suppléer par des mesures vigoureuses mises en action par des hommes énergiques. Ce n'est que dans les temps de détresse qu'on est forcé de reconnaître cette vérité.

Si la Prusse avait fait peu de progrès dans son

intérieur, elle avait tout aussi peu à s'applaudir de son accroissement de territoire et de population. La Prusse Méridionale offrait à l'empire russe une vaste étendue de frontières dégarnies de forteresses, qu'il était impossible, en cas de guerre, de mettre à l'abri. A l'occident, l'état s'était accru sans s'arrondir; de manière que, dans leur isolement des anciennes provinces, ces nouvelles possessions ne pouvant entrer dans la ligne de défense restaient exposées à toutes les tentatives de l'ennemi. Il n'y avait d'ailleurs pas lieu de s'attendre que les nouveaux sujets se conformassent complaisamment à des dispositions dictées par la force, et changeassent de sentiment avec la même facilité. L'armée ne s'était accrue qu'en nombre, car on ne pouvait compter sur la fidélité des Polonais, et les soldats qu'on tirait des nouvelles provinces allemandes, gouvernés jusqu'alors par la crosse épiscopale, détestaient le service militaire.

Cependant le danger de cette situation ne se manifesta qu'à la paix de Lunéville, qui fit connaître à l'Europe l'énorme prépondérance qu'avait acquise la France. Cet état, formé de parties unies et compactes, gardé par trois lignes de forteresses imposantes et situées sur de larges fleuves, défendu par un million de soldats endurcis aux fatigues, habitués aux dangers, et parfaitement exercés,

avait à sa tête Napoléon, nommé premier consul à vie, depuis le 2 d'août 1802, et proclamé plus tard, le 18 mai 1804, empereur héréditaire des Français. Tous les amis de la gloire avaient contemplé avec admiration ce jeune héros triomphant à Lodi et à Arcole, et les vaincus mêmes lui avaient payé un juste tribut de considération. Ceux qu'animait un enthousiasme poétique avaient pris le plus vif intérêt à son expédition d'Egypte, et cette entreprise leur avait paru digne des anciens temps de la chevalerie. Les pertes même que fit l'Allemagne au retour de cet illustre général, les défaites de Marengo et de Hohenlinden, furent supportées comme des sacrifices pour une paix après laquelle on soupirait depuis longtemps, et ne changèrent point la nature des sentimens qu'il avait inspirés. Il avait donné à sa patrie les frontières qu'elle pouvait exiger avec justice, et le seul triomphe qu'il lui restait encore à acquérir, était de garder la promesse qu'il avait faite de ne point les dépasser. C'est ce que paraissaient garantir les traités de paix qu'il fit successivement avec la plupart des puissances de l'Europe ennemies de la France, et entre autres celui d'Amiens, conclu le 25 mars 1802, avec l'Angleterre.

Mais ce furent justement ces actes qui firent changer l'opinion publique sur son compte et

cesser la croyance en sa modération. Les seuls pays vraiment libres de l'influence française étaient l'inaccessible Angleterre, le nord en raison de son éloignement, la Prusse encore intacte, et l'Autriche toujours puissante. L'indépendance des autres états n'était qu'illusoire. La Hollande ne pouvait pas mieux qu'avant la paix d'Amiens se soustraire à la tutelle de la France. On vit dans l'automne de 1802, le Piémont détaché de l'Italie et réuni à l'empire français. On s'attendait qu'il en serait de même de Parme et Plaisance. L'Helvétie et la Ligurie s'organisaient d'après la volonté du plus puissant, et l'Espagne n'osait manifester ses véritables sentimens. Sébastiani, envoyé par Bonaparte, parcourait l'orient, et agissait conformément à ses instructions, tandis que dans tous les ports de France régnait une activité qui annonçait de grands desseins. C'était en vain qu'une politique adroite, pour justifier ces mesures, mettait en avant des prétextes spécieux, et que l'éloquence leur prêtait ses trompeuses couleurs. On pensait en secret ce que Bonaparte dit plus tard, que c'est dans la force des armes que se trouve le véritable soutien des états, et la crainte de l'oppression jetait les semences d'une nouvelle guerre.

Les Anglais sentaient vivement les dangers de leur position, dangers qui ne pouvaient que s'ag-

graver encore si la France continuait à opprimer le continent et à s'étendre en dépit des traités. La paix d'Amiens, faite précipitamment et sans but, comme ils se l'avouaient eux-mêmes, les avait frustrés de presque tous les fruits de dix années d'efforts. La cession des îles de la Trinité et de Ceylan était loin d'équivaloir aux avantages obtenus par l'ennemi, et le monopole du commerce, avantage le plus important pour l'Angleterre, ne semblait pas devoir être de longue durée, car la France ne paraissait pas avoir abandonné ses vues sur l'Égypte, et d'ailleurs il ne lui était pas difficile de fermer les ports de la Méditerranée aux flottes anglaises. Le prompt rétablissement de sa puissance maritime n'était pas non plus au-dessus des moyens de l'homme, qui, même au sein de la paix, disposait à son gré de l'Espagne et de la Hollande. Aussi la paix n'avait pas duré une année entière, qu'elle fut remplacée par une rupture ouverte. Les journaux anglais aigrissaient le premier consul en l'outrageant sans cesse. De plus l'Angleterre refusa, malgré le traité, d'évacuer Malte, à la vérité le seul port de relâche assuré des flottes anglaises dans la Méditerranée, et rejeta avec dédain les tentatives que fit la France pour se rapprocher d'elle. Bonaparte, de son côté, prohiba l'importation des marchandises anglaises, rassembla des bâtimens

de transport et des troupes entre Calais et Boulogne, en menaçant d'effectuer une descente, et attaqua l'Angleterre par le seul point où elle fût vulnérable, en envoyant, en mai 1803, contre le Hanovre, une petite armée sous les ordres de Mortier.

On croyait fermement en Allemagne que la Prusse s'opposerait à cette invasion; car, de tous les princes allemands, Frédéric-Guillaume III était le plus spécialement appelé à détourner cette attaque. Il y était engagé non-seulement par l'exemple de son père, qui, dans des conjonctures plus difficiles peut-être, avait protégé le nord de l'Allemagne, et nommément le Hanovre pareillement menacé, mais encore par l'humiliation et le danger auxquels s'exposait la Prusse, en tolérant dans son voisinage l'ennemi naturel de l'Allemagne. En outre, les Hanovriens dans leur détresse n'avaient pas manqué d'implorer le secours de la Prusse, et avaient envoyé à Berlin le premier major de Decken, pour tâcher d'intéresser le gouvernement en leur faveur. Dès le principe, le roi n'avait point méconnu ce que l'Allemagne attendait de lui, et ce que l'honneur lui dictait. Mais l'Angleterre, fidèle à ses anciens principes, visitait toujours en pleine mer les vaisseaux des puissances neutres, et y était même autorisée par la convention qu'elle avait conclue, en 1801, avec

la Russie, tandis qu'il eût été également avantageux à la Prusse et à la France, surtout dans le moment actuel, qu'elle voulût se départir de cette mesure en faveur du pavillon prussien. La France ne méconnaissait point cet avantage; aussi le roi, secrètement d'accord avec elle sur ce point, proposa à la Grande-Bretagne de faire occuper le Hanovre par ses troupes et de lui conserver ce pays, à condition qu'elle accorderait à ses navires la libre navigation des mers, proposition qui fut rejetée.

Il eût été peut-être plus sage de ne point former cette demande, ou du moins de ne point faire dépendre de son accomplissement le salut du Hanovre. L'Angleterre en refusant avait considéré sans doute qu'accorder cette demande n'aurait point suffi pour sauver le Hanovre, et que l'avantage de conserver ses possessions continentales n'aurait point compensé la perte qu'elle aurait éprouvée sur mer; peut-être aussi pensait-elle que, dans tous les cas, la Prusse ne permettrait pas une occupation qui compromettrait sa sûreté. Quels que fussent les motifs qui influèrent sur la résolution de la cour de Londres, son refus très-formel ne permit plus à la Prusse de protéger le Hanovre, ce qui l'eût fait soupçonner de partialité pour l'Angleterre et d'inimitié contre la France. C'est ce qui décida un événement qu'il

eût fallu empêcher. Le 4 juin, le Hanovre fut occupé par les troupes françaises. Le faible corps de milices nationales dont le pays pouvait disposer, désespérant de se défendre avec succès, se mutina contre ses chefs et se dispersa; et tout le pays, y compris le Lauenbourg, devint pour la France le prix de ce que la Prusse avait obtenu. Les bons citoyens furent pénétrés de la honte qui en rejaillisait sur l'Allemagne et, confondus de l'indifférence de la Prusse, ils en prévirent de fâcheuses conséquences.

En effet, l'état qui avait abandonné le Hanovre fut presqu'aussitôt puni de son défaut d'énergie. Sur la fin de juin, les Anglais fermèrent l'embouchure de l'Elbe, et bientôt après les bouches du Weser, parce que leurs ennemis ne permettaient point aux produits anglais de remonter le premier fleuve, et avaient fait occuper Cuxhaven et Ritzebuttel. Cette mesure, que les Anglais employèrent pour forcer le rétablissement de la navigation de l'Elbe, nuisit beaucoup en général au commerce du nord, et principalement à celui de la Prusse. L'exportation des toiles de Silésie, qui produisait une circulation annuelle d'un million d'écus, fut tout-à-coup interrompue; et quoiqu'on découvrît bientôt de nouveaux débouchés par Emden, et ensuite de Stettin par Kiel et Tonningen, cependant la situation moins avantageuse

de ces endroits, la dispersion des bénéfices en plusieurs mains, et l'espionnage des agens français ne laissèrent pas que d'être très-préjudiciables à ce commerce. Ce fut en vain que la Prusse essaya de négocier à Bruxelles avec Bonaparte, qui parcourait alors les côtes du nord, et elle ne fut pas plus heureuse à Londres où elle s'adressa, avec Hambourg et le Danemarck. Le premier consul ne voulut point rétablir la libre navigation de l'Elbe et du Weser, et les Anglais de leur côté refusèrent de lever leur blocus sans cette condition. Ce fut ainsi que Frédéric-Guillaume éprouva, pour la première fois, combien peu la plus entière condescendance pouvait obtenir de la volonté inflexible de Napoléon.

Cependant l'Angleterre, ne pouvant se dissimuler le danger dont elle était menacée, songeait à le détourner en s'appuyant des secours du continent. L'indifférence de la Prusse, et l'épuisement de l'Autriche ne lui laissant de recours que du côté de la Russie, elle s'efforça de gagner cette puissance. La nouvelle situation de l'Europe donnait beaucoup d'inquiétude au jeune souverain de ce vaste empire. L'ordre, qui avait été établi en Allemagne, dont il était garant, et en partie l'auteur, n'existait plus depuis l'occupation du Hanovre: occupation qui ne paraissait avoir été effectuée que dans le but d'épuiser ce malheureux

pays. Bonaparte n'avait eu aucun égard ou avait répondu d'une manière évasive à la demande d'Alexandre, de modifier son système oppressif et de rouvrir la navigation de l'Elbe et du Weser. Le roi de Sardaigne n'était point encore indemnisé, malgré les conventions qui depuis des années lui assuraient des dédommagemens. Ces griefs, l'influence de l'Angleterre, et surtout la haine qu'inspire une ambition démesurée, produisirent déjà sur la fin de 1803, du refroidissement entre la France et la Russie. Mais, lorsque le 15 mars 1804 un corps de 1200 Français eut passé le Rhin, et arrêté à Ettenheim sur le territoire badois plusieurs émigrés au nombre desquels se trouvait le duc d'Enghien, petit-fils du duc de Condé; que ce jeune prince conduit à Paris y eut été exécuté; que deux mois après, Bonaparte eut été proclamé solennellement empereur des Français, et cette dignité déclarée héréditaire dans sa famille; alors se rompirent entièrement les faibles liens qui unissaient encore les deux états, et sur la fin d'août il n'était plus douteux que l'ancienne amitié entre la France et la Russie n'eût cessé d'exister.

Les mêmes motifs faisaient partager les sentimens d'Alexandre au roi de Suède, Gustave IV, prince plein de droiture, mais exagéré dans ses vues, inconsidéré dans ses résolutions, impérieux et rempli, disait-on, d'une confiance superstitieuse

en d'anciennes prophéties. Il s'occupait peu de proportionner les moyens au but, pourvu que celui-ci fût bon ou lui parût tel, ce qui le rendait souvent ridicule aux yeux de l'observateur. Quoique pendant un voyage qu'il fit en Allemagne, en juillet 1803, pour y soulever les esprits contre Bonaparte, il eût été à portée de se convaincre du peu de considération dont il jouissait, et que les journaux français ne cessassent de verser le ridicule sur les airs de fierté et d'importance qu'il se donnait, il fut cependant le premier qui osa se prononcer ouvertement. Il se trouvait encore sur ce territoire étranger, lorsqu'il déclara (7 septembre 1804) au chargé d'affaires français Caillard, que toutes communications officielles entre Paris et Stockholm devaient cesser. Il conclut ensuite (3 décembre) une convention secrète avec l'Angleterre, par laquelle il s'engageait, moyennant un subside, à mettre Stralsund en état de défense, et permettait à son nouvel allié de faire de cette place un lieu d'enrôlement et d'entrepôt.

Il se manifesta dans le même temps certains mouvemens en Autriche, dont la politique française paraissait ne pas soupçonner les motifs, quoiqu'il lui fût difficile de les méconnaître et de croire encore à l'amitié de cette puissance. Plusieurs corps de troupes, rassemblés en Bohême

et en Moravie, se dirigèrent sous divers prétextes sur les frontières de l'Italie, où l'empereur Napoléon renforçait pareillement ses troupes, quoique sans intentions hostiles apparentes d'aucune part. Les politiques inféraient de ces préparatifs que la guerre était certaine, et que l'Angleterre et la Russie s'entendaient avec l'Autriche, parce qu'ils croyaient que la France ne pouvait être attaquée que par le moyen de cette dernière puissance.

Cependant, de son côté, la Prusse se maintenant toujours dans la même position ne semblait occupée qu'à conserver son indépendance et à protéger le nord de l'Allemagne. Le roi de Suède ayant fait sonder les vues de la cour de Berlin, on lui répondit dès le mois de septembre 1804: « Qu'on voulait rester neutre et qu'on ne souffrirait « point d'armemens ennemis dans la Poméranie « suédoise. » On témoigna les mêmes sentimens à l'ambassadeur français Laforest, lorsqu'il annonça officiellement le traité conclu entre l'Angleterre et la Suède. Hardenberg déclara, le 24 décembre, au chargé d'affaires suédois de Brinkmann: « Que « le bruit d'une convention entre les deux puis- « sances, quelque difficile qu'il fût d'y ajouter « foi, était cependant trop généralement répandu « pour ne point exiger d'éclaircissement. Qu'au « reste, quelle que fût la nature de cette négocia-

« tion, il devait notifier d'avance que son roi ne « permettrait en aucune façon que des mesures « hostiles contre la France eussent la Poméranie « pour point de départ. » Sur cette demande, la Russie, poussée par la Suède, représenta, le 29 janvier 1805, à Berlin: « Qu'exiger d'un prince « qu'il rende compte des engagemens contractés « par lui était une atteinte portée à ses droits de « souverain indépendant. » De son côté, Gustave IV déclara, le 28 février, dans le même sens, et du ton de la fierté offensée: « Qu'il ne pouvait comprendre « qu'une puissance amie, telle que la Prusse, pût « exiger des éclaircissemens sur ses rapports avec « des puissances étrangères; ni se persuader que « cette puissance eût réellement la prétention « de vouloir diriger ses démarches. » Ce ne fut qu'après avoir consulté la France, que Frédéric-Guillaume, répondit à la Russie: « Qu'il n'avait « point la prétention de restreindre le pouvoir « indépendant de Gustave; mais que la situation « actuelle de son pays ne lui permettait pas de « souffrir que sa tranquillité fût compromise par « des provocations hostiles émanées de la Pomé« ranie suédoise. » L'ambassadeur suédois ne reçut aucune réponse particulière, et fut renvoyé à celle qu'on avait donnée à la Russie, comme si Frédéric-Guillaume eût déjà voulu rompre avec Gustave. Une circonstance fortuite rendit

bientôt la rupture complète. Napoléon, ayant envoyé à Berlin sept cordons de son grand ordre de l'aigle, reçut en échange un pareil nombre de cordons de l'aigle noir de Prusse; mais à peine Gustave en fut-il instruit, qu'il renvoya celui qu'il tenait de Frédéric-Guillaume II, en déclarant qu'il considérait comme contraire aux statuts de l'ordre de le porter en même temps que l'empereur français. Là dessus, le 29 mai 1805, l'ambassadeur prussien quitta Stockholm, sans prendre congé.

Néanmoins, cette cessation de rapports avec la Suède influa si peu sur ceux de la Prusse avec les puissances ennemies, que dans le même temps la Russie demandait sa médiation. En effet, quoique cette dernière puissance fût réellement liguée avec l'Angleterre depuis le 11 avril 1805, et que l'Autriche gagnée par elle répondît à leurs vues, cependant les confédérés, réfléchissant aux maux et aux dangers de la guerre, désiraient tous d'en arrêter la marche ou du moins de ne point paraître démentir leur modération, d'autant plus que Napoléon lui-même n'avait pas dédaigné, au commencement de l'année, de se rapprocher des fiers insulaires. En conséquence, l'empereur de Russie, après s'en être entendu avec la cour de Londres, résolut d'envoyer le chambellan Nowolsitzof à Paris, et chargea la Prusse de demander

des passeports français pour son envoyé, en supposant que Napoléon consentît à ne point être salué comme empereur, et qu'il fût toujours dans les mêmes dispositions. Les conditions furent acceptées sans difficulté. Le 13 mai, un passeport expédié de Milan, où se trouvait alors Napoléon, parvint le 22 à Berlin; Nowolsitzof arriva lui-même dans le courant de juin dans cette dernière ville, qu'il quitta bientôt pour se rendre à sa destination. Mais tandis que cet envoyé était encore en route on apprit tout-à-coup à Pétersbourg que, le 26 mai, Napoléon s'était fait couronner roi d'Italie, et que, le 4 juin, la Ligurie avait été annexée à la France. Cette fâcheuse nouvelle fit changer aussitôt la face des affaires. Le 10 juillet, Novolsitzof rendit ses passeports en les accompagnant d'une note. L'Autriche, déjà armée, adhéra le 9 août à la ligue formée entre la Russie et l'Angleterre, et mit son armée sur le pied de guerre. La première division des troupes auxiliaires russes entra, le 19 août, en Gallicie, et les Français stationnés à Boulogne, sur le Haut-Rhin, et dans le Hanovre, se dirigèrent sur l'Allemagne méridionale. Les journaux faisaient assaut d'observations amères et de réponses caustiques. Tout annonçait que cet automne même verrait les plaines, où avaient mûri de riantes moissons, couvertes de sang et de cadavres.

L'attente et les vœux devançaient l'avenir. On

évaluait les forces opposées, la gloire et l'expérience des chefs, l'esprit qui animait les armées belligérantes, et l'influence de l'opinion. Le parti que devait prendre la Prusse était surtout un ample sujet de controverse. Ceux qui auraient désiré la voir liée à la cause des confédérés, disaient: « Qu'il fallait être frappé d'aveuglement « pour ne pas s'empresser de coopérer au salut « commun, lorsqu'il en était temps encore. Que le « but, où tendait la France, et ses moyens pour « y arriver, n'étaient que trop manifestes. Quand « cesserait-on d'agir d'après l'ancien préjugé, que « de l'abaissement de l'Autriche dépendait l'élé- « vation de la Prusse, et que la France était l'al- « liée naturelle de celle-ci? Qu'au contraire, tous « les rapports politiques avaient été tellement in- « tervertis par la dernière paix, que l'existence de « la Prusse et celle de l'Autriche étaient mainte- « nant inséparables, et qu'une alliance, contractée « de bonne foi, pour la défense commune et la « limitation de l'influence étrangère, était plus « nécessaire que jamais. Que le destin offrait pour « la seconde fois à la Prusse, ce que six ans au- « paravant elle avait refusé par entêtement ou « par égoïsme, son accession à l'alliance des deux « puissans empereurs de Vienne et de Pétersbourg. « Qu'elle devait maintenant réparer son ancienne « faute, et payer sa dette à la patrie. »

Les partisans de l'opinion contraire répliquaient : « Que la Prusse, bien loin d'avoir eu jus- « qu'à présent à se plaindre de la France, en avait « été particulièrement favorisée, lors du partage « qui avait eu lieu en Allemagne. Devait-elle, en « prévoyance des griefs à venir, entreprendre une « guerre uniquement avantageuse pour d'autres? « La première alliance entre l'Autriche et la Rus- « sie avait eu si peu de succès qu'on devait plutôt « craindre que désirer de participer à la seconde. « Que si la Prusse était jamais attaquée par la « France, elle trouverait des moyens de défense « suffisans, et dans sa brave armée, et dans les « secours qu'elle obtiendrait des princes du nord « de l'Allemagne, que les mêmes dangers et la « même politique ne manqueraient pas de lui don- « ner pour alliés. Que cette maxime : combattre « pour ses amis c'est combattre pour soi-même, « était pleine de grandeur et de vérité, mais qu'il « était seulement dommage que personne ne pût « en Allemagne connaître au juste qui l'on devait « qualifier d'ami ou d'ennemi. Quel genre de re- « connaissance la Prusse pouvait-elle se promet- « tre de la part des souverains de la Saxe, de la « Hesse, de Brunswick et des autres états ses voi- « sins; dans le cas où, prenant part à la guerre, « elle l'attirerait dans leurs pays? Que, dans les « conjonctures actuelles, la prudence et l'équité

« traçaient encore les règles de sa conduite, qui « devait être de se concentrer et d'observer envers « tous une exacte neutralité. »

Ce dernier parti était celui qu'avait le plus à cœur le roi et ses officiers : ce fut aussi celui qui l'emporta dans une conférence qui eut lieu à Halberstadt entre le duc de Brunswick, le comte de Schulenbourg et le baron de Hardenberg. En conséquence, on déclara au maréchal Duroc, venu à Berlin pour engager la Prusse à s'allier avec la France, que la Prusse, ne voulant point s'écarter du système constamment suivi par elle, et ayant pour but le maintien de la tranquillité du nord de l'Allemagne, inviterait les puissances de Danemarck, de Saxe et de Hesse à s'unir à elle dans le même but. En même temps, pour se prémunir contre toute espèce d'agression, on ordonna, le 7 septembre, qu'une armée de 80 mille hommes se tînt prête à marcher.

Cependant, les conséquences de la prise de possession du Hanovre se faisaient déjà sentir. La Russie, cherchant, de concert avec la Suède, les moyens de pénétrer dans cet électorat pour atteindre son ennemi, faisait des armemens dans tous les ports de la Baltique : cette entreprise mettait la Prusse dans un grand embarras. En effet, lorsque Napoléon s'était emparé de ce pays, Frédéric-Guillaume lui avait demandé, comme

un gage d'amitié, de réduire le nombre des troupes d'occupation; ce qui lui fut accordé sous condition, qu'il ne permettrait à aucune puissance l'entrée du Hanovre du côté de ses frontières. Il en avait pris volontiers l'engagement, croyant à peine possible ce qui arriva plus tard, et n'envisageant alors que la sûreté de la Marche et de sa capitale. Ce qu'il n'avait point appréhendé se réalisait maintenant. L'empereur de Russie, peu disposé à reconnaître la condescendance du roi pour la France, d'autant plus qu'il n'était point obligé, pour atteindre son but, de passer sur le territoire prussien, continuait de s'occuper de son projet de descente dans la Poméranie suédoise, et repoussait toutes les représentations qui lui venaient de Berlin, tandis que Napoléon, qui avait rappelé, pour l'employer ailleurs, la plus grande partie de son armée du Hanovre, paraissait l'avoir placée, par cela même, sous la sauvegarde de la Prusse.

Cette affaire n'était pas encore arrangée, lorsqu'il se présenta une bien plus grande difficulté entre la Prusse et la Russie. Le 19 septembre, le général russe Buxhœvdent vint demander à Berlin, pour les troupes d'Alexandre, qui se hâtaient d'arriver au secours de l'empereur d'Autriche, le passage au travers des états prussiens, sur les frontières desquels elles se trouvaient



alors. Une demande de cette nature fit plus que surprendre, elle parut offensante, et elle l'était en effet, de quelque manière qu'on l'interprétât; elle ne pouvait se fonder que sur le mépris qu'aurait inspiré l'armée prussienne, et sur la certitude de la renverser au premier choc; ou sur la faiblesse de caractère qu'on aurait attribuée au roi, en pensant qu'il pourrait se rendre à cette première invitation; ou enfin, et c'était l'explication la plus satisfaisante, sur la persuasion qu'il était en secret si mortel ennemi de la France, qu'il devait suffire d'une tentative pour l'engager à se déclarer ouvertement. En effet, on ressentit si vivement à Berlin chacune de ces suppositions, que pour montrer peut-être toute l'énergie dont on était capable, on fit plus qu'il n'était besoin. Toutes les armées prussiennes furent dirigées aussitôt sur la Vistule, et personne ne doutait que cette circonstance n'eût rendu plus étroite l'amitié qui existait entre la France et la Prusse, tandis que, dans le même temps, cette amitié recevait d'un autre côté les plus fortes atteintes.

Les Autrichiens, après avoir subjugué la Bavière, se trouvaient, dans les derniers jours de septembre, en position entre Ulm et Memmingen sur l'Iller, et leur front regardait l'occident, d'où ils s'attendaient à être attaqués. Cependant la première division russe, sous Koutousof, s'avançait

pour les soutenir, de la Gallicie vers le Danube. Napoléon, appliqué dès le commencement de la campagne à tourner l'armée autrichienne pour empêcher sa jonction avec les Russes, avait dirigé sept corps de troupes sur le Danube, dans la contrée de Nordlingen, située au nord-est d'Ulm. L'un de ces sept corps se composait des troupes qui avaient occupé le Hanovre. Bernadotte, leur chef, ayant reçu l'ordre d'évacuer tout le pays à l'exception des forteresses de Nienbourg et de Hameln, et de se rendre à Nordlingen par la voie la plus courte, observa qu'il ne pouvait éviter de traverser le territoire prussien; mais le même ordre lui fut réitéré d'une manière impérative. Forcé d'obéir, il se dirigea, après une convention amiable avec l'électeur de Hesse, par les états de ce prince, vers Francfort, et là, tournant tout-à-coup à droite, il entra dans le Wurzbourg, et s'avança, dans les premiers jours d'octobre, sur la route d'Ussenheim par Anspach, Gunzenhausen et Weissenbourg. Marmont, qui avait quitté Mayence pour se porter à sa rencontre, entra aussi, par Wurzbourg, dans la principauté d'Anspach. En même temps, Wrede, général de l'armée bavaroise, après avoir échappé aux Autrichiens en passant le Danube, prêtait la main à tous deux, et avait pénétré de son côté dans le territoire de la même principauté, par la route

de Schwabach et d'Arenberg. Il en était de même de Davoust, lequel, campé à Crailsheim et à Dinkelsbuhl, s'étendit dans la partie méridionale.

Dès l'ouverture de la campagne, on avait senti à Berlin le danger de l'isolement des principautés de Franconie; on se rappelait que déjà, en 1796, on avait permis, par une convention particulière, à l'armée de Jourdan de traverser ce pays paisible, et qu'en 1800, Augereau et l'autrichien Klenau y étaient également entrés : or, l'état actuel des choses ne permettait pas de douter que bientôt les vaincus fugitifs, aussi bien que les vainqueurs attachés à leur poursuite, ne fussent forcés de franchir les frontières de ces margraviats. D'après ces considérations, le roi avait résolu de bonne heure d'ouvrir ses possessions de Franconie à toutes les puissances belligérantes, à condition qu'aucune d'elles n'y prendrait position, et que toutes les livraisons seraient payées comptant. Mais, cette sage prévoyance ayant été désapprouvée par de subtils courtisans, sous prétexte que ce serait trahir sa faiblesse, la totalité du territoire prussien fut déclarée inviolable.

La perplexité de la Prusse n'en fut que plus grande, quand arriva ce qui avait fait le sujet de ses craintes. Plus de cent mille hommes avaient traversé le pays d'Anspach, dans un espace de six jours. Bernadotte, manquant à toutes ses pro-

messes; n'eut pas plus d'égard pour toutes les protestations des fonctionnaires civils et militaires. Malgré la sévère discipline que les chefs s'efforcèrent de faire observer, les habitans eurent sujet de se plaindre d'excès inséparables de la guerre, surtout de la part des Bavarois. On ignore de quelles raisons se servirent Duroc et l'ambassadeur français Laforest pour justifier ces vexations; mais la réponse que leur fit, le 14 octobre, le baron de Hardenberg, annonce assez que ces raisons ne parurent rien moins que satisfaisantes. « Son maître, disait-il, ne savait s'il de- « vait plus s'étonner des violences exercées par « l'armée française, que des motifs inconcevables « mis en avant pour les justifier. La Prusse, en se « déclarant neutre, n'avait pas moins rempli ses « obligations antérieures, quoique toutes à l'avan- « tage de la France, et avait été jusqu'à lui sacri- « fier même une partie de ses devoirs les plus « chers. De quelle manière avait-on reconnu sa « loyauté et sa persévérance à conserver ses rela- « tions amicales avec la France? On s'appuyait de « l'exemple des dernières guerres et de la simili- « tude des circonstances, comme si l'exception, « qui avait eu lieu alors, n'avait point été stipulée « dans des conventions expresses. On ignorait, « dit-on, nos intentions, comme si l'intention ne « ressortait pas de la nature même de la chose,

« comme si les protestations les plus solennelles « des autorités royales n'avaient pas dû suffire, et « comme si l'auteur de la présente note n'avait « pas, la carte en main, prouvé au maréchal « Duroc et à l'ambassadeur Laforest, qu'aucun « passage au travers des margraviats n'était ad- « missible. On observe que, dans une affaire d'une « telle importance, il convenait de se déclarer « d'une manière positive; comme si celui qui se « repose sur l'inviolabilité d'un système géné- « ralement reconnu était dans le devoir de l'ap- « puyer d'une déclaration, tandis que celui qui « médite de le renverser se croirait dispensé d'en « faire aucune. Enfin, on allègue des faits incon- « nus à tout le monde; on prête aux Autrichiens « des torts dont ils ne se sont jamais rendus cou- « pables; cela n'est-il pas bien fait pour faire res- « sortir la différence qu'il y a entre leur conduite « et celle des Français? Cependant, le roi, sans « tirer de cette différence des conséquences gra- « ves relativement aux intentions de l'empereur, « se contentait de croire qu'il avait eu des raisons « particulières d'annuler leurs engagemens mu- « tuels; qu'en conséquence, il se considérait lui- « même comme dégagé de toute espèce d'obliga- « tions; qu'ainsi rétabli dans une position qui ne lui « imposait d'autres devoirs que ceux réclamés par « sa sûreté et les droits de la justice, il resterait,

« à la vérité, fidèle aux principes qui avaient cons-« tamment dirigé sa conduite, et ne négligerait « rien, pour procurer, par sa médiation, à l'Europe « la paix qu'il désirait pour ses peuples; mais il « déclarait en même temps, qu'arrêté partout « dans l'exécution de ses desseins généreux, libre « d'engagemens et sans garantie, il était forcé de « faire prendre position à son armée, mesure in-« dispensable à la sûreté de ses états. »

Cette réplique, trop énergique peut-être, demandait à être appuyée de dispositions analogues; aussi le roi fit-il, dans cette occurrence, ce que l'honneur lui prescrivait. On forma aussitôt trois armées: l'une de 50 mille hommes, sous le duc de Brunswick, dans la Basse-Saxe; une seconde de 60 mille, sous le prince de Hohenlohe, dans la Franconie, et une troisième de 20 mille, sous l'électeur de Hesse, dans la Westphalie. On accorda aux Russes le passage de la Silésie, et les autorités de Breslaw furent chargées de leur subsistance. On rappela les troupes stationnées sur la Vistule, pour les diriger à l'occident. Quoique la France vît ces mesures avec déplaisir, elle ne put cependant les improuver, puisqu'elles n'étaient que défensives.

Mais de pareilles mesures, mises à exécution avec autant d'activité, deviennent ordinairement offensives, surtout lorsque les circonstances pres-

crivent de détourner le danger et de songer à sa conservation. L'histoire offre peu d'exemples, qu'une armée courageuse et bien exercée ait succombé par l'imprudence de ses chefs, d'une manière aussi ignominieuse que celle d'Autriche. Les corps d'armée de Napoléon ne furent pas plutôt arrivés à Nordlingen, qu'il s'empressa de développer son plan, de cerner et d'envelopper l'ennemi, ce qu'il exécuta sans obstacle. Ce fut, le 14 octobre, le même jour où la déclaration du roi parut à Berlin, que l'empereur des Français forma une attaque générale contre la position des Allemands à Ulm. Ses manœuvres furent si bien calculées, et si heureusement dirigées, que, quatre jours après, la ville d'Ulm et 23 mille prisonniers tombèrent au pouvoir du vainqueur. Quelques corps isolés cherchèrent leur salut dans la fuite, mais la plupart furent atteints. Le nombre total des prisonniers se monta bientôt à 60 mille; les Français prirent 90 drapeaux, et deux cents canons. Napoléon accomplit ainsi ce qu'il avait annoncé avant la bataille : « Il ne me suffit pas de « battre l'ennemi, je veux l'anéantir. »

Cette nouvelle fatale remplit l'Allemagne, surtout Vienne et Berlin, d'étonnement et d'effroi. On commença à se persuader que la France, par sa supériorité, était sur le point de devenir toute-puissante, et qu'elle pourrait bien forcer la digue

que lui opposait la Russie. « A quoi devait s'at- « tendre la Prusse restée seule, surtout après « cette dernière expérience? Il est rare qu'une « blessure faite à l'amitié se ferme au point de ne « point laisser quelque cicatrice. Ce que la pru- « dence et la nécessité prescrivaient dans cette « occasion était évident pour tout le monde : c'é- « tait, d'un côté, d'appuyer immédiatement les « forces de la Russie ; de l'autre, de détourner une « partie de celles des Français par des attaques « dirigées sur leurs flancs. Si l'on négligeait l'oc- « casion qui se présentait de conserver une indé- « pendance si chèrement acquise, on aurait lieu « de s'en repentir amèrement dans la suite. » Telle était l'opinion générale de la nation.

De tous les hommes de son royaume, le roi était peut-être le plus circonspect ; soit qu'il sût mieux apprécier que les autres l'armée, l'état et lui-même, soit que la situation actuelle de l'Europe le remplît de méfiance. Mais les rois, eux-mêmes, sont obligés de céder à l'influence de l'opinion publique, et celle qui se prononçait avec une force toujours croissante était loin de conseiller la modération. On ne parlait à Berlin que de l'atteinte portée à l'honneur prussien, et la guerre était devenue une affaire d'honneur. Une partie du peuple se plaignait, l'autre murmurait de ce que l'on pût encore hésiter. La jeu-

nesse militaire, et à sa tête les princes de la maison royale, se voyaient d'avance tout couverts de lauriers, et ne redoutaient rien tant qu'un lâche repos. Au théâtre, on représenta, au milieu des applaudissemens de tous les spectateurs, le drame de Schiller intitulé *le Camp de Wallenstein,* et, à la fin de la pièce, on jeta des loges un hymne guerrier dont un militaire distingué avait fait les paroles. A tous les banquets, dans toutes les réunions consacrées à la joie, on buvait à la délivrance de la patrie, et à la ruine de ses ennemis. Quelques citoyens seulement pensaient en secret à la campagne de 1792, et osaient la rappeler avec circonspection. La masse jugeait d'après les anciennes actions ou les clameurs des prétendans à la gloire.

L'empereur Alexandre contribua beaucoup à exalter ces dispositions. A peine ce prince eut-il entrevu les conséquences favorables que pourrait amener pour lui la mésintelligence entre la France et la Prusse, que, plein de confiance dans cet événement et dans l'amitié personnelle que trois ans auparavant il avait liée avec le roi à Memel, il quitta le séjour de Pulawy, très-belle terre sur la Vistule, à quatre lieues de la petite ville de Kasinictz, sur le même fleuve, pour se rendre en toute hâte à Berlin. Il arriva, le 25 octobre, dans cette capitale, où il trouva un peuple

qui l'accueillit avec joie, et une cour qui alla au-devant de ses désirs. L'esprit chevaleresque qui brillait dans ce jeune monarque, enthousiasma tout le monde et surtout les femmes, et triompha de l'indécision que quelques conseillers du roi pouvaient conserver encore. Quelques grands personnages seuls, guidés par une sorte de pressentiment qui, parfois n'est pas trompeur, ou déterminés par des considérations personnelles, ou véritablement éclairés sur la position des choses, osèrent se prononcer en faveur de la paix; mais dénués d'énergie, comme le sont tous les courtisans, leur opposition mollit et n'eut pas de suite. Les clameurs de l'opinion devenaient de plus en plus impérieuses, et depuis la défaite d'Ulm de fâcheux rapports, se succédant sans interruption, annonçaient que les pays d'Anspach et de Bareith, traversés dans tous les sens par les vainqueurs et les vaincus, étaient traités par les uns et les autres comme une proie qu'on leur abandonnait. L'archiduc Antoine, frère de l'empereur d'Allemagne, arrivé à Berlin sur la fin d'octobre, contribua aussi pour quelque chose à faire pencher la balance; il en fut de même du zèle inconsidéré des écrivains politiques, dont l'impatience pouvait à peine attendre le moment de la décision.

Au milieu de ce concours de circonstances, elle eut lieu enfin cette décision présumée par

tous, appréhendée par quelques-uns, et désirée par la majorité. L'empereur et le roi signèrent, le 3 novembre, à Potsdam un traité que la politique a tenu secret jusqu'ici, mais dont le bruit public, digne de confiance dans cette occasion, a révélé les clauses principales. La paix de Lunéville en était la base. La France devait remplir les conditions de cette paix, et être contrainte à rétablir sur l'ancien pied ce qu'elle avait usurpé depuis sa conclusion; elle devait dédommager le roi de Sardaigne, rendre à la Suisse et à la Hollande leur indépendance, et consentir à la séparation de la couronne d'Italie et de France. Il fut convenu en même temps que le comte de Haugwitz transmettrait à l'empereur Napoléon ces conditions des trois cours (l'Autriche avait agréé le traité), et sur son adhésion lui offrirait la médiation de la Prusse et le renouvellement de son ancienne amitié. S'il refusait, la Prusse s'engageait à commencer les hostilités avant le 15 décembre. Quelques jours après la signature de ce traité, Alexandre quitta Berlin pour rejoindre son armée. Avant de partir il se rendit à minuit avec le roi et la reine au tombeau du grand Frédéric; là, penchés sur les cendres du héros, les deux monarques s'embrassèrent avec un profond attendrissement : scène digne des temps héroïques si les actions avaient répondu au sentiment

sublime qui l'avait inspirée, mais qui fut tournée en ridicule par ceux qui ne voient que dans le résultat la mesure du grand et du beau. Duroc, ayant été rappelé, quitta Berlin (1er novembre) avant la conclusion du traité; l'archiduc Antoine en partit le 7, deux jours après Alexandre.

Le roi, avant son alliance avec la Russie, avait déjà manifesté, en prenant possession du Hanovre, le changement qui s'était opéré dans ses sentimens. Ce fut le 26 octobre que plusieurs détachemens de Prussiens occupèrent la capitale de l'électorat, et que Barbou, avec le reste des Français, se retira dans la forteresse de Hameln, la seule place qu'ils conservassent encore. Comme immédiatement après on rétablit les anciennes autorités, les habitans se félicitèrent d'abord de cet heureux changement; mais bientôt ils ne surent plus comment expliquer la conduite des Prussiens. Le nombre des soldats étrangers augmentait chaque jour, et à peine le pays venait-il d'obtenir quelque soulagement, qu'il se vit forcé de pourvoir à l'entretien des nouveaux venus, qui n'épargnaient pas les menaces lorsqu'on tardait à les satisfaire. La garnison française de Hameln, s'attendant à soutenir un siége, ferma les portes de la ville; mais elle trouva au contraire des dispositions amicales au point qu'on lui fournit tout ce dont elle avait besoin. On inférait de

ces mesures contradictoires ou que la Prusse, d'accord avec la France, voulait s'approprier le Hanovre, ou que, voulant éviter le voisinage de l'armée combinée des Suédois et des Russes arrivée sur les frontières du Meklenbourg et sur le point d'y entrer, elle l'avait occupé elle-même pour les prévenir. Ce qu'il y a de certain c'est que ce ne fut qu'après la convention conclue avec la Russie que le but de l'entreprise fut déterminé et l'électorat assuré à son souverain légitime.

A côté de l'irrésolution manifestée par la Prusse, Napoléon conservait cette contenance calme qui sied si bien au favori de la fortune et au héros qui sent sa supériorité. Les feuilles publiques, qui annonçaient ses vues et ses volontés, ne manquèrent pas de railler la Prusse comme elles avaient raillé l'Autriche. Il avait envoyé d'Augsbourg à la banque de Furth 66 mille florins en dédommagement des dégâts que ses troupes avaient causés dans le pays d'Anspach, et on n'eut pas honte de les recevoir, tout en se plaignant amèrement de l'atteinte portée à l'honneur prussien, et en menaçant d'en tirer vengeance; tandis qu'une gazette allemande assurait ironiquement : « Qu'on était maintenant tranquillisé sur « la crainte d'une guerre en Franconie. » Un autre journaliste disait de la déclaration à la France :

« Que les expressions en étaient sans doute éner-
« giques, mais qu'au fond elles étaient plutôt de
« nature à être interprétées amicalement; qu'aussi
« Napoléon y avait répondu avec la plus profonde
« estime, et que c'était dans cette disposition que
« Duroc avait quitté Berlin. » Les journaux fran-
çais déclaraient sans aucune réserve : « Que la
« guerre du Danube serait terminée avant qu'on
« n'eût aucune affaire sur l'Elbe; que du reste on
« ne redoutait nullement la Prusse dans le cas
« où celui qui s'était porté si long-temps comme
« médiateur changerait de sentiment et devien-
« drait infidèle à sa parole. »

Après la prise d'Ulm et la ruine de l'armée autrichienne, l'espoir de l'empereur d'Allemagne ne reposait plus que sur les Russes dont les nombreuses cohortes arrivaient en Moravie. Les troupes du général russe Koutousof qui avaient pénétré jusqu'à l'Inn, se dirigeaient aussi du même côté. Forcé de céder à un ennemi supérieur, il avait suivi quelque temps la route de Vienne, et s'était porté ensuite, le 10 novembre, à Grein et à Krems sur la rive gauche du Danube. Après avoir soutenu un combat honorable contre Mortier qui avait traversé ce fleuve à Lintz, il s'était dirigé au nord sur Brunn, sans craindre les petits détachemens qui le suivaient à la piste, et sans s'imaginer qu'on pût l'inquiéter du côté de Vienne.

Mais les Français avaient franchi avec une célérité surprenante l'espace qui les séparait de la capitale de l'Autriche, l'avaient occupée le 13 novembre et s'étaient emparés du pont du Danube par surprise et sous la fausse annonce d'une suspension d'armes. Aussitôt leurs bataillons traversèrent le fleuve et se dirigèrent sur la Moravie; ce ne fut qu'avec peine et non sans éprouver des pertes que Koutousof parvint à opérer sa jonction avec la seconde division russe qui, sous les ordres de Buxhœvden, était arrivée, le 18 novembre, à Olmutz après avoir traversé la Silésie. Dès-lors tous les regards se fixèrent sur les contrées entre la Morawa et la Svarczava, avec le même intérêt que peu de semaines auparavant on les avait arrêtés sur les plaines arrosées par le Lech et l'Iller. L'espoir des uns se fondait sur le courage indompté des soldats du nord, et ils se rassuraient en songeant aux rapides victoires de Souwarof en Italie; d'autres comptaient sur un dénouement heureux parce que Napoléon, pour la première fois timide (c'était par feinte), avait reculé et abandonné le terrein qu'il occupait, et que le même jour où l'empereur Alexandre était arrivé à son armée, il lui avait fait présenter ses salutations amicales comme s'il eût désiré un rapprochement.

Les armées étaient déjà depuis huit jours en

présence, s'observant l'une et l'autre, recevant sans cesse de nouveaux renforts et se préparant à une lutte sanglante, lorsqu'arriva, le 2 décembre, l'anniversaire du couronnement de l'empereur Napoléon, jour qui devait lui offrir une nouvelle couronne de lauriers. Près de la petite ville d'Austerlitz, inconnue jusqu'ici dans l'histoire et dont le nom sera désormais immortel, s'engagea dans la matinée de ce jour une bataille entre les deux armées française et austro-russe, la première forte de 80 mille hommes, la seconde de 90 mille. L'acharnement avec lequel on combattit de part et d'autre fut proportionné au prix qu'on attendait de la victoire; mais les efforts des Russes vinrent échouer contre le génie de l'empereur des Français. Bientôt tournés et rompus dans leur centre, ils se virent avant la fin du jour forcés sur tous les points, et n'échappèrent à leur entier anéantissement que par leur indomptable bravoure. L'empereur d'Autriche désespérant dès-lors du rétablissement de ses affaires, conclut, le 4 décembre, une trève avec le vainqueur, en vertu de laquelle Napoléon conservait comme garantie la moitié de la Moravie, tout le cercle d'Autriche, le Tyrol et Venise. Alexandre, n'étant plus qu'un allié inutile, reprit le 6 le chemin de Pétersbourg, tandis que ses troupes, renforcées trop tard par un corps de

12 mille hommes qu'amenait le général Essen, se mirent en marche deux jours après, partagées en trois corps, et gagnèrent la Gallicie en passant par Cracovie, Caschau et Tirnau. La bataille des *Trois Empereurs*, comme la nommaient les soldats, rendit encore une fois le souverain de la France maître de dicter la paix qui fut conclue le 26 décembre à Presbourg; elle coûta à la maison d'Autriche environ 1000 milles carrés, et trois millions d'habitans.

Il s'était opéré avant la bataille d'Austerlitz divers mouvemens dans le nord de l'Allemagne. La division hanovrienne, venant d'Angleterre, avait débarqué le 19 novembre à Stade et en d'autres lieux. Les Suédois marchaient sur l'Elbe, et les Russes sur Hameln pour bloquer cette forteresse. Cependant l'attention se fixait principalement sur la Prusse, qui paraissait songer sérieusement à rétablir sa considération et à remplir ses obligations envers Alexandre. Sur la fin de novembre, toute l'armée prussienne, partagée en trois grandes divisions, se mit en mouvement: l'une formant l'armée de la Basse-Saxe, commandée par Ferdinand de Brunswick, campa dans les environs de Gotha et d'Erfurt; la seconde, sous Kalkreuth, se dirigea sur la Westphalie, et s'empara de Brême le 23 novembre; la troisième ou l'armée de Hesse, conduite par le

comte de Schmettau, se porta sur la Franconie. Elles furent suivies le 5 décembre de la garnison de Berlin, et de l'ambulance; tandis que se formaient en Silésie et ailleurs deux corps de réserve et d'observation. Tout annonçait que l'on voulait appuyer énergiquement les propositions que le comte de Haugwitz apportait à Napoléon.

Cet ambassadeur, arrivé le 28 novembre à Brunn, y trouva l'empereur des Français occupé des préparatifs de la grande bataille qu'il allait livrer. Déjà tout annonçait l'approche de ce moment décisif. Il régnait autour de Napoléon une activité extraordinaire : les uns arrivaient avec des rapports, d'autres partaient pour transmettre des ordres; lui-même, dont l'attention était concentrée sur un point unique, se borna à examiner quelques propositions relatives au Hanovre, et remettant à un autre temps toute explication ultérieure, il invita l'envoyé prussien à se rendre provisoirement à Vienne, et à y attendre l'issue de la journée qui se préparait, ce que celui-ci, considérant comme un ordre, effectua de suite. La position de l'empereur était telle, qu'une conférence n'y pouvait rien changer, et que tout dépendait pour lui du gain ou de la perte d'une bataille devenue inévitable.

Nous ne saurions affirmer au juste si à Berlin on fut réellement trompé sur cet événement, ou

si l'erreur fut propagée à dessein. Ce qui est certain, c'est que des nouvelles, qui se répandirent de cette ville dans le nord de l'Allemagne, attribuèrent la victoire aux Russes, et que dans la capitale de la Prusse on continua à manifester les mêmes dispositions à la guerre. Le comte de Haugwitz qui ne les avait jamais partagées, se trouvait dans la position la plus embarrassante. Les propositions dont il était chargé devenaient tout-à-fait hors de place après la défaite des alliés. L'un avait perdu sur le champ de bataille sa dernière espérance; l'autre se retirait après avoir été humilié. L'Autriche en concluant une trève s'était vouée au repos, et la Russie paraissait devoir s'occuper à réparer ses forces. Les frontières de la Hollande, menacées par l'aigle prussienne, avaient été mises à l'abri d'une surprise par une armée levée à la hâte, et cependant l'on avait tout à craindre pour les frontières de la Silésie, dégarnies par la marche des troupes à l'occident, et dont l'armée française s'était tout-à-coup rapprochée. D'une autre part, la séparation que le vainqueur avait faite des prisonniers polonais, de la masse des prisonniers russes et autrichiens, les menées sourdes par lesquelles on semait le mécontentement dans la Prusse Méridionale, et l'appel fait aux guerriers français pour les préparer à de nouveaux dangers, annonçaient assez



que la France connaissait les dispositions hostiles de la Prusse, et ne redoutait point une nouvelle guerre. Dans cet état de choses, il paraissait prudent de passer sous silence ce qui avait été convenu dans des temps plus favorables, et de faire plutôt valoir les droits de l'amitié blessée que les prétentions de l'inimitié en armes. Car, l'armée prussienne étant à l'occident tandis que sa présence aurait été nécessaire à l'orient, les Français pouvaient, avant son arrivée, former une entreprise décisive sur la Silésie, et s'assurer de l'amitié de l'Autriche en la remettant en possession de cette province.

Pénétré de ces considérations et en quelque sorte entraîné par elles, Haugwitz se présenta le 15 décembre devant Napoléon, qui se trouvait lui-même, par sa position, porté à l'indulgence et à l'oubli du passé. Il n'avait point été enivré par ses succès au point de s'abandonner sans réserve à l'inconstance de la fortune, et il ne paraissait pas maintenant de la prudence de poursuivre avec opiniâtreté le cours de ses avantages. Ses troupes étaient victorieuses; mais il avait acheté chèrement la victoire. L'Autriche était contenue par la force, mais n'avait rien perdu de son inimitié. L'archiduc Charles appelé d'Italie était arrivé à Gratz avec une armée qui avait acquis quelque gloire. La Russie avait à la vérité

abandonné le champ de bataille, mais sans conclure de paix. Il n'était pas facile de faire venir des renforts de France. Les forteresses de la Silésie et l'effervescence du peuple méritaient aussi d'être prises en considération. Dans ces conjonctures, Napoléon entra volontiers en négociation avec un homme qui lui était agréable, diplomate adroit et susceptible de se prêter aux vues de la France : on conclut donc avec lui l'arrangement provisoire suivant :

« La Prusse cède sans réserve à la Bavière la « principauté d'Anspach ; à la France le reste « du duché de Clèves avec Wesel et Neuchâtel. « La Bavière lui remet en retour, pour arrondir « le margraviat de Bareith, un district de vingt « mille habitans ; et la France, en raison de son « droit de conquête, l'électorat de Hanovre avec « toutes les autres possessions anglaises situées « en Allemagne. Le souverain de Prusse garantit « à l'empereur des Français les clauses de la paix « de Presbourg, et celui-ci au roi la possession de « tous ses anciens et nouveaux états. Ils s'en« gagent l'un et l'autre à protéger, en commun, « la porte ottomane. » Telle fut la convention que, de son propre mouvement et sans instructions de sa cour, le comte de Haugwitz conclut, le même jour où les troupes prussiennes entraient dans le Wurzbourg et y formaient des réquisi-

tions, sans permettre aux fonctionnaires de prévenir les autorités supérieures.

Le prince russe Dolgorouki et le grand duc Constantin, frère d'Alexandre, s'étaient transportés à Berlin après la bataille d'Austerlitz. L'empereur de Russie offrait au roi, s'il voulait commencer la guerre, de lui laisser les troupes qu'il avait sur l'Elbe et dans la Silésie. On se berçait toujours à Berlin de l'orgueilleuse idée que dans cette grande querelle la détermination de la Prusse aurait une influence décisive. Bientôt commencèrent, sur la situation des affaires, de nouvelles délibérations suivies de résolutions nouvelles. Dès sa première conférence avec Haugwitz, Napoléon avait proposé que la Prusse, en supposant qu'il reconnût sa médiation, ne permît pas que ni les Anglais, ni les Russes, ni les Suédois s'avançassent vers les frontières de la Hollande; et qu'elle fît obtenir à la garnison de Hameln une plus grande latitude pour se procurer des subsistances. Ces conditions ayant paru d'abord inadmissibles, on avait envoyé dans le camp français le colonel Pful, avec ordre au comte de Haugwitz de déclarer à Napoléon que la Prusse considérait la réoccupation du Hanovre comme un acte d'hostilité. En même temps le baron de Hardenberg communiquait cette démarche au lord Harrowby, ambassadeur d'Angleterre, en exigeant que les

troupes anglaises se retirassent derrière les prussiennes, sans se permettre aucun acte d'agression. Le roi demandait la même condescendance de la part du roi de Suède. Il promettait, en revanche, protection et sûreté à chacune de ces deux puissances, en comptant toutefois, en cas d'attaque, sur la réciprocité et sur le secours qu'avaient promis les Russes. C'était ainsi qu'à Berlin on faisait des projets et des négociations, dans l'ignorance complète où l'on était de ce que, dans le même jour, pouvait avoir conclu Haugwitz. Cependant Pful, expédié pour lui transmettre de nouveaux ordres, n'avait pas encore atteint les frontières de la Silésie, qu'il rencontra Haugwitz qui avait quitté Vienne le 16 décembre. A la suite des explications qu'ils eurent ensemble, ils jugèrent qu'il serait encore temps de demander à Napoléon l'évacuation du Hanovre si le roi rejetait la convention conclue par Haugwitz, et que s'il l'approuvait, il serait prudent de tenir cachées les conditions apportées par Pful. Celui-ci se décida sans peine à renoncer à une mission qui, quoique non hostile, pouvait cependant être un sujet de discorde, et retourna avec Haugwitz à Berlin, où ils arrivèrent le 25 décembre.

Jamais traité ne fut si mal accueilli, et cependant fait avec tant de prudence, que celui qu'apportait Haugwitz. A peine fut-il connu qu'il de-

vint l'objet du blâme universel. Les esprits étaient trop maîtrisés par les idées guerrières pour se rendre si promptement aux idées de la paix. Les soldats étaient mortifiés de retourner sans gloire dans leur patrie, et les citoyens indignés de l'abaissement prétendu de l'état. Peu étaient capables de juger de sang-froid et de peser le pour et le contre. La plupart n'envisageaient que les avantages que l'on pouvait se promettre d'une armée encore intacte et pleine d'ardeur, des promesses de la Russie et de la haine secrète de l'Autriche contre la France. Jamais, selon leurs vues, il ne s'était présenté une occasion aussi favorable pour agir, et jamais on ne pourrait se pardonner de l'avoir laissé échapper. L'opinion publique se prononçait surtout contre le comte de Haugwitz. « La « lenteur qu'il avait mise à se rendre auprès de « Napoléon paraissait presque calculée pour n'ar- « river, s'il était possible, qu'après l'événement, « et sa conduite, en général, présentée même sous « le jour le plus favorable, était on ne peut plus « étrange. Au lieu de se laisser diriger par Napo- « léon, à son arrivée à Brunn, et d'obtempérer à « son invitation de se rendre à Vienne, il était de « son devoir de lui communiquer les proposi- « tions du roi, sans les subordonner à sa propre « manière de voir, ou les ajuster aux circons- « tances. C'était ce retardement et cette condes-

« cendance qui étaient cause : que l'Autriche, trom-
« pée sur les sentimens de la Prusse, s'était hâtée
« de faire la paix, que la Russie avait cessé de
« continuer la guerre, et que les affaires avaient
« pris une tournure fâcheuse. Bien plus, au lieu
« d'envoyer un exprès au roi pour lui apprendre
« la conclusion du traité, l'ambassadeur s'était
« réservé de le faire de vive voix, genre de com-
« munication qu'il avait encore retardé par le peu
« d'empressement qu'il avait mis à venir. Qu'au-
« rait dit Frédéric-le-Grand si l'on s'était permis
« de remplir ainsi ses ordres ? » Telles étaient les accusations qui se faisaient entendre de toute part; il ne manquait pas non plus de gens portés à envisager la chose sous un point de vue encore plus fâcheux et à soupçonner de mauvaises intentions là où il n'existait certainement que prévention ou aveuglement.

Dans ce conflit des partis et des passions, le roi était peut-être moins capable que personne de prendre, par lui-même, une résolution quelconque. Plus indécis que jamais, il convoqua, pour s'éclairer de leurs conseils, ses hommes d'état les plus en réputation pour leur sagesse, ou les plus dignes de sa confiance, et jamais, si l'on en croit le bruit public, jamais séance ne fut plus orageuse et plus partagée d'opinions. Chacun parla selon qu'il était influencé par le présent ou

l'avenir, l'amour de la paix ou de la gloire, selon que l'audace de Napoléon lui paraissait plus ou moins redoutable, ou qu'il était bien ou mal disposé pour Haugwitz. Et lors même qu'après une longue discussion on eut conclu de ne point faire la guerre à la France, il s'en éleva une seconde beaucoup plus opiniâtre, à l'égard de l'échange offert par Napoléon. On était pénétré de la honte qu'il y aurait à changer sans nul scrupule des sujets fidèles et un héritage qu'on tenait de ses aïeux; mais on avait éprouvé aussi combien il était difficile de protéger des possessions lointaines. Si l'on considérait que la Prusse, devenue plus compacte par l'annexion du Hanovre, serait mieux garantie contre la France par la force de ses nouvelles frontières; on ne pouvait aussi disconvenir, que l'on ne devrait cet avantage, qu'à la spoliation d'une des plus anciennes maisons de l'Allémagne, parente et alliée de celle de Prusse. On disait à la vérité que la justice n'était pas toujours compatible avec la politique; mais il restait aussi à savoir si l'on agissait politiquement, en sacrifiant à l'intérêt ce qu'on avait encore conservé d'honneur et de loyauté.

Ce fut ainsi que, balotté par la honte d'accepter et la crainte de n'être point assez fort pour rejeter ce présent, le conseil chercha un terme moyen propre à se l'assurer en sauvant les appa-

rences, et tout en ayant l'air de se borner à modifier la convention de Vienne, on la rendit nulle en effet. On tomba d'accord sur ce qui suit : « Tout « doit rester dans le même état entre la Prusse et « la France jusqu'à la paix générale. La première « n'évacuera aucun des pays qu'elle tient, et n'oc« cupera que provisoirement le Hanovre, ce qui « pourra déterminer l'Angleterre à lui faire la « cession volontaire et solennelle de cet électo« rat. » De cette manière les conclusions de Haugwitz paraissaient sans danger et en même temps justes et utiles. Lui-même fut choisi comme porteur de ces nouvelles dispositions, et s'achemina pour Paris, le 14 janvier 1806.

Dès le principe, on avait interprété de diverses manières les vues secrètes de Napoléon en proposant cet échange. Les amis de la France et les partisans de Haugwitz n'ont jamais eu le moindre doute sur sa loyauté. « L'empereur, disent-ils, « tout en reconnaissant parfaitement que le pas« sage de ses troupes par le pays d'Anspach était « contraire à la justice, n'avait point perdu de vue « les avantages qu'il avait retirés de ce passage. Il « n'était nullement irrité contre la Prusse, et ne « pouvait l'être, parce que ce n'était qu'après l'of« fense commise envers elle qu'elle s'était jointe à « la Russie. Napoléon se trouvait d'ailleurs, après « la bataille d'Austerlitz, dans cette disposition

« d'esprit où l'on aime à faire des heureux parce « qu'on l'est soi-même. C'est avec joie qu'il a fait à « la Prusse un présent qui ne lui coûtait rien, et « c'est sans crainte qu'il a ajouté à la puissance de « cet état, parce qu'il n'en reste pas moins le « plus fort. Au reste, ce n'est pas sans quelque « avantage pour lui-même qu'il a agi de la sorte, « parce qu'il espère par-là rétablir la bonne intel- « ligence entre les deux nations. » Des esprits moins confians, et se rappelant les présens des Grecs, n'envisageaient dans cette offre qu'une politique astucieuse. « Il n'était point du caractère « de Napoléon d'oublier l'intervention hardie de « la Prusse, et si la situation actuelle des choses « l'engageait à dissimuler, pour le moment, la ven- « geance qu'il se préparait par le moyen du Hano- « vre n'en serait que plus éclatante. Cette dona- « tion funeste était de nature à exciter contre la « Prusse l'inimitié de l'Angleterre, à augmenter « la méfiance des princes germains, à rompre les « liens qui unissaient la Prusse à la Russie. En « cas de guerre avec la France, rien ne pouvait « être plus agréable à celle-ci que de voir la Prusse « échanger des pays fidèles et attachés à l'état « contre des possessions nouvelles et précaires. « Quel avantage y avait-il à gagner des frontières « bien liées, si l'on n'était point assuré de la « bonne disposition des sujets renfermés dans leur

« enceinte ? » Tels étaient les divers jugemens qu'on portait dans le public.

Cependant l'accueil bienveillant que le comte de Haugwitz reçut à Paris était d'un favorable augure, et contribua à entretenir les bonnes dispositions de la cour de Prusse. Le roi ayant déclaré le 24 janvier qu'il était parvenu à maintenir la paix d'une manière satisfaisante, rappela dans leurs cantonnemens la plus grande partie de ses troupes, et les remercia de leur attachement. Le baron de Hardenberg annonça le 26 au commerce que la position de la Prusse faisait cesser toute inquiétude sur le sort de l'industrie. Pour occuper provisoirement, comme on le croyait, le Hanovre, on exigea l'éloignement des alliés encore stationnés dans ce pays. Les troupes anglaises, y compris la légion allemande, sous les ordres du lord Catheart, s'embarquèrent, et les Russes, commandés par le comte Tolstoy, prirent le chemin de leur patrie en traversant la Poméranie prussienne. Le roi de Suède seul, refusa opiniâtrement d'évacuer la rive droite de l'Elbe, avant d'en être convenu avec le roi d'Angleterre; mais ce refus n'eut aucune influence sur les mesures de la cour de Berlin. Une proclamation, adressée, le 27 janvier, à la noblesse et au peuple du Hanovre, annonçait : « Que les Français, se préparant à évacuer « l'électorat, il resterait, jusqu'à la paix générale,

« sous l'administration et la garde de la Prusse.
« Que la partie des revenus du pays qui excéderait
« l'entretien des troupes et la paie des fonction-
« naires, serait employée en améliorations. Qu'on
« s'attendait à un accueil bienveillant et à une
« obéissance illimitée aux autorités prussiennes.»
Immédiatement après cette déclaration, le comte de Schulenbourg-Kehuert entra dans le Hanovre à la tête de vingt-trois bataillons, de vingt-cinq escadrons de cavalerie, et de plusieurs compagnies d'artilleurs. Ce fut en vain que le comte de Munster, placé à la tête des affaires, fit une protestation solennelle au nom de son roi, qu'il releva la scandaleuse contradiction qui existait entre cette conduite et la lettre adressée l'année précédente au lord Harrowby, et qu'il déclara que l'obéissance qu'on exigeait, supposant un entier renoncement au souverain légitime, était incompatible avec le devoir. La prise de possession ne continua pas moins de s'effectuer, et le comte partit pour Londres, au commencement de février, après avoir exhorté les Hanovriens à ne point tenter une résistance inutile. Tous ceux qui ne voulaient point s'abuser, conclurent dès-lors que le mécontentement de l'Angleterre était réel, et la situation de la Prusse dangereuse.

Un court intervalle suffit pour réaliser ces fâcheuses conjectures. Les dispositions de Napo-

léon changèrent dès que les troupes prussiennes furent retournées dans leurs cantonnemens. Il considérait avec mépris les mesures d'une puissance si prompte à résoudre, si timide à exécuter; et loin d'entrer dans ses vues, non-seulement il persista à vouloir l'échange convenu, mais encore il diminua la portion qu'il avait offerte, et y attacha des conditions désavantageuses. Pour conserver le Hanovre, la Prusse fut obligée de s'engager à fermer au pavillon britannique les embouchures de l'Elbe et du Weser, et à relever la Bavière de l'obligation de lui céder un district de vingt mille habitans. C'était un nouveau traité, ce n'était plus le traité de Vienne que Haugwitz avait signé le 14 février, et qui avait été confirmé par le roi.

On procéda dès-lors à un échange, affligeant pour les sujets, révoltant aux yeux des étrangers. Haugwitz était encore à Paris, lorsque le 24 février, Bernadotte prit possession d'Anspach, au nom de la Bavière. Le 28 février, la principauté de Neuchâtel, et le comté de Valangin furent relevés par la Prusse de leur serment de fidélité; le 18 mars, on y prêta hommage à l'empereur des Français; le 30, ces pays, sous le nom de duché, furent donnés en apanage à Alexandre Berthier, ami de Napoléon. Le général Dupont occupa, le 16, le reste du duché de Clèves, et le 18 la forteresse du Wesel; ce pays fut assigné à

Murat, beau-frère de l'empereur. Il se mêlait dans ces changemens bien des choses déshonorantes pour la Prusse. Profondément affligés de leur séparation de la mère patrie, les habitans d'Anspach déposèrent au pied du trône, dans une lettre touchante, l'expression de leurs sentimens et de leurs plaintes, et le roi y répondit avec une contrainte qui faisait assez connaître de quel poids il était oppressé. Afin d'occuper Wesel au jour fixé, les Français pressèrent tellement la garnison, que les Prussiens furent obligés de se loger dans les villages environnans, et de laisser provisoirement dans la forteresse les munitions et les provisions de bouche qui leur appartenaient.

La Prusse, tout en se laissant traiter ainsi par la France, se trouvait elle-même dans la nécessité pénible de faire éprouver à d'autres un pareil traitement. Engagé par son traité avec Napoléon à fermer aux Anglais les ports et les fleuves de la Mer du Nord, le roi, dans une proclamation du 28 mars, annonça au monde cette humiliante promesse, et fit établir des batteries sur la côte de Cuxhaven. Le 1er avril dévoila ensuite ce que l'on avait craint jusqu'ici d'avouer publiquement. Une déclaration de ce jour annonçait: Qu'en vertu de sa convention avec la France, la Prusse s'appropriait toutes les possessions alleman-

des de la maison électorale de Brunswick, comme une conquête dont l'empereur des Français lui faisait la concession et qu'elle les considérait comme légitimement acquises sous tous les rapports. Il fallut en même temps menacer le roi de Suède de la guerre. Quoique ce prince, d'une opiniâtreté poussée jusqu'au ridicule, se fût retiré (27 mars) avec ses principales forces dans la Poméranie, il entretenait toujours sur la rive droite de l'Elbe un faible détachement de troupes sous les ordres du comte de Lowenhielm, dans l'intention de conserver le duché de Lauenbourg à son allié le roi d'Angleterre qui ne l'exigeait pas, et dans la ferme persuasion qu'il ne serait point inquiété par les Prussiens. Ce fut en vain que Frédéric-Guillaume lui déclara qu'il occuperait toute propriété anglaise en Allemagne; que le chargé d'affaires russe, Alopeüs, lui conseilla d'évacuer un pays qu'on ne pouvait défendre; et que les chefs prussiens se conduisirent avec tout le ménagement possible. Lorsqu'ils voulurent entrer (23 avril) dans ce pays par le Meklenbourg, ils éprouvèrent de la résistance, et Lowenhielm ne se retira au nord par Ratzebourg qu'après une escarmouche où il y eut un Suédois tué, et plusieurs blessés de part et d'autre. La Prusse parvint ainsi à entrer en possession de tout ce que l'Allemagne renfermait de propriétés anglaises;

mais elle recueillit bientôt les fruits amers de l'injustice et de la perfidie.

Après des offenses aussi graves faites à l'Angleterre, on devait s'attendre aux effets de sa vengeanee: elle ne tarda pas à la faire éclater. A peine eut-on appris à Londres que les ports de la Mer du Nord étaient fermés au pavillon britannique, que le roi Georges III rappela aussitôt de Berlin son ambassadeur Jacson; ferma, le 8 avril, les embouchures de l'Elbe, du Weser, de l'Ems et de la Trave; défendit, le 5 avril, aux navires anglais de charger pour les ports prussiens; et fit mettre un embargo sur tous les bâtimens de cette nation qui se trouvaient dans ses ports. Ces mesures et les patentes délivrées, le 14 mai, aux corsaires anglais, coûtèrent à la Prusse, dans l'intervalle de peu de semaines, quelques centaines de vaisseaux et la ruine d'un commerce florissant. Son honneur ne fut pas moins en souffrance dans les déclarations officielles et les accusations qui partirent de Londres pour se répandre sur le continent, et dévoiler tout ce qui était encore demeuré secret ou avait échappé à l'attention publique. La conduite de la Prusse, examinée dès l'origine, y était représentée sous les plus noires couleurs. Les fautes que lui avaient fait commettre son indécision ou son aveuglement y étaient dépeintes comme des menées astucieuses

et perfides; son désistement de la guerre contre la France, comme un aveu honteux de sa faiblesse; et son intention d'administrer le Hanovre jusqu'à la paix générale, comme une trahison réfléchie. « Jamais puissance n'avait agi avec plus d'hypo-« crisie et enfreint avec plus d'audace les lois de « la fidélité à ses alliés. C'était d'elle qu'on pouvait « apprendre à blesser en flattant. Ne devait-elle « pas rougir de dire pour sa justification, que, « depuis la paix d'Austerlitz, le choix des moyens « propres à établir sa sûreté et le repos du nord « n'avait plus dépendu d'elle? Un tel langage « ne pouvait convenir à un état disposé à com-« battre pour la gloire et la patrie, moins encore « à la Prusse, dont les armées étaient pleines des « souvenirs du grand Frédéric, et qui avait un « allié tel que la Russie. Que devait-on penser de « cette puissance, lorsqu'elle osait se vanter « d'avoir, par sa convention avec la France, « éloigné les troupes étrangères du Hanovre? Ne « devait-on pas espérer que les cohortes prus-« siennes respecteraient un pays évacué par les « Français? Que dire de sa jactance en parlant des « sacrifices qu'elle avait faits? La Prusse avait à « la vérité sacrifié à la fois son indépendance, ses « devoirs, d'anciennes possessions et de fidèles su-« jets; mais ces sacrifices n'étaient point une « conséquence de la conduite de l'Angleterre, et ne

« donnaient pas le droit de la dépouiller. » Ces reproches n'étaient point exempts d'une certaine exagération, aussi l'on ne manqua pas d'y répondre et la Prusse trouva des défenseurs de sa conduite; mais les faits parlaient plus haut, et l'on ne pouvait disconvenir qu'elle n'eût usurpé l'héritage d'une des plus anciennes maisons de l'Allemagne.

Le roi de Suède ne se déchaîna pas moins contre la Prusse: on eût pu croire à son animosité et à son arrogance qu'il était inattaquable. A peine sa petite troupe eut-elle été forcée d'abandonner le duché de Lauenbourg, qu'il bloqua tous les ports de la Baltique, depuis Memel jusqu'à l'embouchure de la Peene, et donna ordre de capturer tous les navires prussiens. Personne ne doutait que Frédéric-Guillaume ne se vengeât de l'audacieuse aggression d'un ennemi impuissant, en s'emparant de la Poméranie suédoise, pays voisin et bien situé. Mais loin de prendre une attitude décidée, il manifesta, encore ici, cette timidité que donne la conscience d'une conduite injuste, sentiment qui, faisant tout craindre dans l'avenir, paralyse en quelque sorte le présent. Au lieu d'avoir recours aux armes, on eut recours à la plume; mais l'opiniâtreté suédoise ne fit point un pas en arrière. Quoique le roi de Prusse lui représentât avec force dans des lettres de sa

main, que la destinée du Lauenbourg était liée à celle du Hanovre, et que la Baltique n'était fermée ni à la Grande-Bretagne, ni à aucune autre puissance; Gustave Adolphe déclara constamment que son honneur, ses engagemens avec l'Angleterre, les obligations que lui imposait la paix de Westphalie, ne lui permettaient de cesser les hostilités commencées que sous la condition qu'on lui remettrait le Lauenbourg, et qu'on ouvrirait aux vaisseaux anglais la navigation de l'Elbe; et il continua de guerroyer contre la Prusse, forcée de subir cette humiliation.

Mais la plus sensible lui vint de Napoléon même. Après tant de marques d'indécision et de pusillanimité, ce prince lui avait retiré la considération qu'il avait peut-être long-temps eue pour elle; car rien ne semble plus méprisable aux yeux de l'homme énergique que le défaut de caractère. La conduite de la Prusse dans l'affaire du Hanovre y dut nécessairement contribuer beaucoup. Napoléon, convaincu par la condescendance du roi qu'il pouvait tout obtenir de lui, le regarda désormais comme incapable de faire obstacle à ses desseins, et disposa dès-lors de l'Allemagne à son gré.

Ce fut pour favoriser le grand duché de Berg qu'il venait d'ériger, qu'il porta la première atteinte à la Prusse. Depuis la paix de Lunéville,

les abbayes d'Elten, d'Essen et de Werden, dans le comté de Marche, reconnaissaient la souveraineté de la Prusse, et depuis leur sécularisation faisaient partie de ses domaines. Le grand duc forma des prétentions à leur égard, et voulut les annexer à son duché. En vain observa-t-on qu'elles n'étaient point situées sur le territoire de Clèves, et n'étaient point comprises dans les pays cédés, il persista dans sa demande. Le débat fut porté si loin, que, sur la fin de mars, des troupes prussiennes et françaises entrèrent en même temps. Cependant Blucher, qui commandait les premières, ne put empêcher la prise de possession. Les habitans du comté de Marche, qui ne redoutaient rien tant qu'un changement de maître, écrivirent à Berlin une lettre énergique où ils rappelaient leur fidélité si long-temps éprouvée, et la promesse du grand électeur.

Le roi devait bientôt éprouver une mortification encore plus sensible. La Prusse avait depuis long-temps l'habitude de prendre une part active dans les affaires de l'Allemagne : lorsque Joseph II voulut s'emparer de la Bavière, Frédéric-le-Grand y mit obstacle, et forma ensuite l'union des princes pour l'empêcher de porter atteinte à la constitution germanique; Frédéric-Guillaume II avait protégé le jeune comte de Buckebourg contre les prétentions de la Hesse; et, depuis la paix

de Lunéville, la Prusse avait exercé constamment une influence secrète ou avouée dans les changemens survenus en Allemagne. Mais celui qui s'opéra dans le milieu de juin dans la constitution germanique, montra d'une manière éclatante combien peu d'égards Napoléon conservait pour la maison de Brandebourg. Plusieurs princes du midi et de l'occident de l'Allemagne, entre autres les princes de Bavière et de Wurtemberg, devenus rois depuis la paix de Presbourg, se détachèrent alors tout-à-coup de l'ancienne confédération germanique, pour en former une nouvelle qui reconnut pour chef, en qualité de protecteur, l'empereur des Français, et connue sous le nom de confédération du Rhin. Tout eut de l'importance dans cette nouvelle confédération, le secret et la promptitude de sa formation, qui eut pour première conséquence pour l'Autriche, sa renonciation à la couronne impériale d'Allemagne; la dépendance où elle plaça plusieurs petits princes jusqu'ici indépendans, à l'égard de plus puissans favorisés par la France; enfin la prépondérance qui en résulta pour celle-ci. Tous les esprits, non aveuglés par la prévention, conçurent de justes alarmes, surtout la Prusse, qui sentit pour la première fois qu'elle avait cessé de figurer parmi les puissances dont l'association était regardée comme nécessaire. A

cette mortification se joignirent les griefs du prince de Nassau-Diez-d'Orange, beau-frère du roi. Les réclamations pécuniaires que ce prince adressait à la république batave depuis le décès de son père, ci-devant stathouder, furent rejetées par une décision de la France. Il se vit même dépouillé d'une partie des domaines de ses ancêtres en Allemagne, au profit du grand duché de Berg. Une autre usurpation de la France excita autant de mécontentement.

La forteresse de Wesel, qui devait être remise au grand duc de Berg, n'en était pas moins restée entre les mains de Napoléon. Par un décret émané de Saint-Cloud, il ordonna, qu'en sa qualité de ville de guerre elle serait incorporée à la vingt-cinquième division militaire, et appartiendrait au département de la Roer.

A cette même époque, Napoléon, en annonçant au roi l'existence de la confédération du Rhin, l'invita à en former une pareille dans le nord de l'Allemagne. Cette proposition s'accordait trop bien avec les besoins de la Prusse et les vœux secrets des amis de la patrie pour n'être point accueillie avec empressement. Quelques écrivains eurent aussitôt la bonhomie de rêver la fondation d'un empire dans le nord, et d'en calculer d'avance avec beaucoup de sagacité la superficie et la force; d'autres déclarèrent étour-



diment que ce n'était que d'une confédération de cette nature que dépendait le salut de l'Allemagne; et déjà Berlin s'adressait aux cours les plus marquantes pour obtenir leur adhésion. Mais tandis que la Prusse travaillait dans ce but, l'empereur des Français poursuivait le sien. L'acte constituant de la confédération rhénane portait simplement qu'on se réservait d'admettre dans la ligue d'autres princes et états de l'Allemagne, en tant que leur intérêt ne serait point contraire à l'intérêt commun; mais bientôt on ne se contenta plus de cette invitation en termes généraux. L'ambassadeur français appela expressément l'électeur de Cassel à y accéder, et même pour mieux le déterminer lui offrit Fulde, propriété du prince d'Orange, beau-frère du roi. On défendit aux villes anséatiques, Brême, Hambourg et Lubeck, de renforcer la confédération du nord, la France voulant les prendre sous sa protection particulière. Ensuite on menaça de la guerre ceux qui feraient passer leurs troupes armées ou non sur le territoire des membres de la confédération.

Le roi n'avait point méconnu, surtout depuis le retour de Haugwitz, ce qu'était sa position vis-à-vis de la France, ou du moins ce qu'elle serait bientôt. Aussi s'appliqua-t-il de bonne-heure à conserver l'amitié offerte par Alexandre, et à

en resserrer les liens afin de ne pas se trouver seul au milieu du danger. Déjà, en janvier 1805, le comte de Brunswick, accompagné de M. de Krusemark s'était rendu à Pétersbourg où il resta jusqu'à la fin de mars, et personne ne doutait de l'importance de cette mission, malgré qu'on eût répandu le bruit du contraire. D'autres dispositions annonçaient, d'une manière aussi certaine, que si la guerre n'était point encore décidée, on se préparait du moins à tout événement. Une armée, beaucoup plus forte que ne l'exigeait la prise de possession du Hanovre, était prête à marcher, et l'on songeait aussi, pour la soutenir, à faire une grande levée de milices. Les ménagemens conservés pour la Suède, l'espèce d'irrésolution manifestée envers l'Angleterre, montraient assez clairement qu'on s'attendait à une rupture avec la France. Cependant les dispositions pacifiques du roi auraient sans doute triomphé, s'il n'eût été en quelque sorte entraîné ou plutôt vaincu par l'opinion prononcée de sa capitale.

Le rétablissement de la bonne intelligence entre la Prusse et de la France, loin d'avoir obtenu l'approbation des habitans de Berlin, n'avait fait que donner encore plus de force à l'expression de leur haine. Depuis le traité de Vienne, Hardenberg était devenu l'homme du peuple. La considération et la bienveillance publiques se



manifestaient en sa faveur par des sérénades et des acclamations; tandis que l'animadversion contre Haugwitz éclatait de diverses manières injurieuses. Les attaques quotidiennes dirigées contre le premier par les journalistes français ne servaient qu'à rehausser son mérite aux yeux de la nation. Lorsque, pour éviter la persécution, il se retira du conseil, il s'éleva en sa faveur des regrets aussi universels que la méfiance et les reproches auxquels fut en butte le comte de Haugwitz, dès-lors chargé seul des affaires étrangères. Les acteurs se permettaient sur le théâtre des allusions saisies et applaudies avec transport, et même des écrivains estimés ne pouvaient s'empêcher de faire éclater leur mécontentement par des allusions historiques.

La conduite vacillante du roi de Prusse faisait assez connaître l'impression que produisait sur son esprit ce qui se passait sous ses yeux. L'espèce de diffamation que subissait l'un des premiers fonctionnaires de l'état demeurait impunie; quoique le grand Frédéric en un cas pareil eût tiré vengeance d'une audace qu'il considérait comme attentatoire à sa dignité. On sévit, mais mollement, contre les propos inconvenans que tenaient dans les lieux publics de jeunes militaires inconsidérés. On lisait sans obstacle les écrits injurieux à la France. Les allusions, les scènes tumultueu-

ses se répétaient au théâtre sans que personne, si ce n'est l'ambassadeur français, en témoignât du mécontentement. On savait, d'ailleurs, dans tout le royaume que la reine partageait les dispositions du public. Il ne fallait qu'un faible motif pour achever de déterminer l'esprit de son époux, excité de tant de manières; et ce motif ne tarda pas à s'offrir.

Quoique la crainte de la prépondérance et de l'oppression étrangères, mobile de la plupart des guerres, invitât à prendre les armes, et que de nouveaux griefs ajoutassent sans cesse aux ressentimens de la cour de Prusse; on manquait encore cependant d'un prétexte suffisant pour une rupture, lorsqu'enfin les négociations que depuis le mois d'avril la France avait entamées avec l'Angleterre, en présentèrent un qui sembla convenable. Une des conditions préliminaires du traité portait que les possessions allemandes de l'Angleterre retourneraient à leur premier maître. Cette nouvelle, annoncée au commencement d'août à Berlin par Lucchesini, ambassadeur de Prusse à Paris, confirmée par plusieurs lettres de Londres, communiquée par le roi d'Angleterre lui-même au peuple anglais, après la rupture des négociations, excita d'abord le sentiment de doute qui accompagne l'invraisemblance. On refusa pendant quelque temps de croire à la possibilité

de cette proposition et au mépris profond qu'elle exprimait pour la Prusse. Mais bientôt divers indices annoncèrent à la fois la persuasion qu'on en avait acquise, et la détermination qui en était la suite. Des courriers furent expédiés de Berlin dans toutes les provinces du royaume. Tous les généraux distingués, le duc de Brunswick à leur tête, se rassemblèrent auprès du roi. On arma dans toutes les possessions prussiennes, et les troupes quittèrent leurs cantonnemens pour se diriger sur l'Elbe. Les habitans de la capitale, comme saisis d'un esprit de vertige, s'abandonnèrent aux transports de la plus vive joie, et la position de l'ambassadeur français Laforêt devint de jour en jour plus critique. Krusemark partit le 15 septembre pour Pétersbourg, afin de s'entendre avec l'empereur Alexandre. Les Prussiens évacuèrent le duché de Lauenbourg, et les Suédois y entrèrent le 27 août sans éprouver d'opposition de la part de Frédéric-Guillaume, qui parvint de cette manière à se réconcilier avec Gustave, et à obtenir la liberté des ports de la Baltique. L'Angleterre, ayant obtenu ce qu'elle voulait, montra les mêmes dispositions que le roi de Suède, et annonça au préalable dans les journaux le rétablissement de la navigation de l'Elbe. Tels furent les effets de la haine commune contre un seul homme, que dans l'es-

5.

place de quelques semaines les relations des puissances changèrent entièrement de face; que le ressentiment fit place à l'amitié; et qu'on vit naître des alliances entre des adversaires déclarés. En même temps l'attitude que prenait Napoléon, l'aigreur des journalistes français contre la Prusse et la Russie, firent connaître qu'il était instruit et tout prêt. L'envoi de Knobelsdorf à Paris, pour remplacer Lucchesini, entretenait encore un faible espoir de paix que chacun s'attendait à voir incessamment s'évanouir.

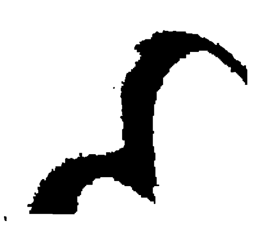
FIN DU LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME.

DE LA SECONDE GUERRE CONTRE LA FRANCE,

JUSQU'A L'ENTIÈRE DISSOLUTION DE L'ARMÉE PRUSSIENNE.

SEPTEMBRE 1806.—NOVEMBRE 1806.



SOMMAIRE.

État des esprits en Prusse. — Préparatifs militaires en Prusse et en France. — Déclaration de la France au sujet de la guerre qui va commencer. — Ouverture de la campagne sur la Saale. — Mort du prince Louis à Saalfeld. — Déclaration de la Prusse contre la France. — Bataille d'Iena. — Napoléon renvoie à leur souverain les prisonniers saxons. — Il poursuit ses avantages. — Reddition d'Erfurt. — Victoire de Halle. — Consternation générale à Berlin. — La Saxe abandonne la cause de la Prusse. — Berlin occupé par les Français. — Spandau se rend à la première sommation. — Napoléon à Berlin. — Divers décrets, et entr'autres division de la Prusse en départemens. — Tentative pour réorganiser les débris de l'armée prussienne, d'abord à Nordhausen, ensuite à Magdebourg. — Continuation de la campagne. — Affaire de Preuzlaw. — Prise de Stettin, de Custrin. — Blucher chassé de Lubeck est forcé de se rendre. — Les Français, maîtres de tout le territoire prussien entre l'Elbe et l'Oder, le deviennent aussi de la Hesse, du Hanovre, du duché d'Oldenbourg, du Mecklenbourg, de Hambourg, Brême, Lubeck, etc., etc. — Prise de Magdebourg, Hameln, Nienbourg, Plassenbourg. — Trahison de plusieurs Prussiens, et formation d'une légion franco-prussienne. — Mort du duc de Brunswick. — Quelques mots sur la reine.

Avant de passer au récit de la guerre qui anéantit la puissance prussienne, il n'est pas hors de propos de faire connaître au lecteur les espérances et les craintes des citoyens, les jugemens divers qu'on portait sur l'ennemi, les préventions du grand nombre, et les causes qui contribuèrent à amener les résultats désastreux de cette lutte.

Trois opinions distinctes partageaient les esprits. La plus prononcée, celle que professait une grande partie de l'Allemagne, prédisait la victoire. Elle se fondait sur la valeur de l'armée

prussienne, l'esprit qui animait les chefs, la confiance qu'ils inspiraient, et le préjugé qui parlait en leur faveur. Ce qui lui donnait encore plus de poids, c'était le vœu public fortement prononcé contre la France. « La Prusse, disait-on, « ouvrant seule la campagne, ne manquerait pas « de porter un coup décisif avant la coopération « de la Russie, et peut-être même terminerait-elle « cette guerre sans avoir besoin de secours étran- « gers. Quelle différence entre une brave armée, « conduite par des chefs vaillans, pouvant agir en « toute liberté et d'après sa propre impulsion, et « cette même armée sans cesse contrariée et pa- « ralysée dans ses mouvemens par la mauvaise « volonté d'alliés arrogans, comme dans la funeste « invasion de la Champagne? Pouvait-on élever « le moindre reproche contre un Brunswick ou « un Möllendorf? Le mauvais succès ne pouvait « être attribué qu'à autrui; eux-mêmes avaient « développé en toute occasion de la bravoure et « des connaissances militaires. D'ailleurs la cause « pour laquelle on se préparait à combattre différait « absolument de celle qu'on défendait alors : il ne « s'agissait pas maintenant du rétablissement de « la royauté; l'honneur offensé de la nation, sa « conservation, non son agrandissement, repous- « ser enfin une injuste agression, tels étaient les « justes et puissans motifs de cette lutte. L'en-

« thousiasme de la capitale en offrait la preuve ; « nul doute qu'il ne se propageât rapidement dans « l'armée, qui, animée par les souvenirs glorieux « du passé et les considérations du présent, ne « manquerait pas de s'illustrer par des actions non « moins éclatantes que les anciennes. »

Le parti des modérés ne pensait pas de même, quoiqu'il n'osât se prononcer ouvertement. Il s'accordait bien avec l'autre en ce qui concernait la bravoure des Prussiens; mais, plus circonspect et plus impartial dans son appréciation du passé, il ne s'abandonnait point à des espérances illusoires, et ne fondait les siennes que sur une résistance honorable : « Qui pouvait garantir infailliblement « la victoire aux Prussiens ? L'armée française, « exercée par de nombreux combats, presque tous « à son avantage, et conduite par des chefs aussi « habiles qu'expérimentés, avait presque la cer- « titude de triompher dans une bataille rangée. Ce « qu'on pouvait raisonnablement attendre de l'ar- « mée prussienne, c'est qu'en supposant qu'elle fût « d'abord forcée de céder, elle conserverait du « moins sa consistance ; sa première défaite ne « serait pas décisive comme celle des Autrichiens, « en sorte que ses revers mêmes contribueraient à « l'aguerrir. La forteresse de Magdebourg, et la « ligne imposante des forteresses de l'Oder de- « vaient aussi être prises en considération : cha-

« cune d'elles pouvait offrir un abri à l'armée « vaincue et arrêter les progrès de l'ennemi, qui « ne pourrait ni les laisser en arrière, ni les sub- « juguer facilement; ce qui donnerait à l'armée « russe et aux réserves de la Prusse et de la Silésie « le temps d'arriver. Peut-être alors le vainqueur, « habitué à honorer la bravoure, même dans un « ennemi, et disposé, au milieu même de ses suc- « cès, à présenter l'olivier de la paix, offrirait-il « de se réconcilier avec la Prusse qui ferait sans « doute quelque perte en pays, mais qui en serait « dédommagée par l'estime des hommes et par « l'expérience qu'elle aurait acquise dans cette « campagne. »

Les vues de ces deux partis étaient contredites, mais seulement dans les cercles intimes et confidentiels, par le petit nombre de ceux qui connaissaient plus à fond l'esprit de l'armée et les forces intérieures de l'état, ou qui jugeaient l'armée de Napoléon invincible. « Il n'y avait, selon « eux, pas la moindre probabilité de succès. L'ar- « mée prussienne était sans doute excellente, « mais elle manquait de cette longue pratique de « la guerre qui distinguait l'armée française; elle « comptait dans ses rangs un grand nombre de « soldats et de jeunes officiers sans expérience; « pesante et surchargée de bagage, elle se pré- « sentait devant l'armée la plus leste et la plus

« mobile. Mais, en supposant qu'on pût la placer
« sur le même rang que l'armée ennemie, que
« dire des généraux prussiens, de ces vieillards,
« débris fragiles des temps passés? Pouvait-on les
« comparer à l'empereur des Français et à ses
« généraux, tous dans la force l'âge? Lequel serait
« capable d'animer et de diriger la masse? Tous
« étaient dominés par une jalousie sans but et une
« fierté sans grandeur. On verrait bientôt, lors-
« qu'il serait question d'en venir aux mains, que
« chacun voudrait commander, qu'aucun ne
« voudrait obéir. On ne devait pas compter da-
« vantage sur l'union du peuple, sur son dévoue-
« ment pour la cause de la Prusse. Ses anciens
« sujets lui étaient sans doute attachés, mais ceux
« de la Prusse Méridionale nourrissaient toujours
« contre elle un secret ressentiment; le Westpha-
« lien et le Hanovrien, nouvellement incorporés,
« avaient pour elle une haine déclarée. Se reposer
« sur les alliés serait folie. Le Saxon ne pouvait
« embrasser sincèrement la cause de la Prusse,
« qu'il savait convoiter son beau pays, et, lorsque
« même le Russe arriverait du nord, des résultats
« récens avaient suffisamment montré ce que pou-
« vait son courage brut contre la valeur intelligente.
« Enfin, en accordant que la Prusse, favorisée par
« la fortune, eût le dessus dans quelques com-
« bats, la disproportion qui existait entre ses res-

« sources et celles de la France, ne se ferait pas « moins sentir à la longue; il pourrait même ar- « river que plus la résistance serait opiniâtre, plus « la paix serait chèrement achetée. D'ailleurs, ne « savait-on pas depuis long-temps quel peu de cas « Napoléon faisait de cet état, et que même de « simples soldats français, dans leur passage en « Franconie, avaient manifesté leur profond mé- « pris en insultant les aigles prussiennes. » Ce jugement n'était sans doute que celui du petit nombre; mais il fut bientôt accrédité par beaucoup d'indices fâcheux.

La position désavantageuse de l'état fut d'abord mise au jour par les mesures que nécessita la pénurie d'argent. Le modique trésor, fruit des épargnes du roi, depuis la mort de son père, avait été infructueusement appliqué aux deux précédens armemens de l'armée, qui, maintenant, était appelée, pour la troisième fois, à entrer en campagne. Rien n'eût été plus naturel que d'exiger du pays ce que demandaient les premiers préparatifs; mais la coutume ne l'approuvait pas et l'intérêt particulier s'y opposait. L'état qui, jusqu'alors, avait pu avancer des sommes à l'étranger, fut obligé d'user de son crédit pour lui-même. On ouvrit, sous diverses conditions, des emprunts considérables à Dantzick, à Cassel et à la banque de Franconie : de moindres ban-

ques y concoururent aussi, et, dans les anciennes provinces, on augmenta le prix du sel. En même temps, une ordonnance du 4 février introduisit le papier-monnaie, mesure dont on était menacé depuis long-temps : on émit des mandats sur le trésor pour 5 millions de thalers, et bientôt cette somme fut portée au double.

Ce que l'on publiait sur l'état des relations entre la Prusse, la Saxe et la Hesse n'était pas plus satisfaisant. On n'avait point douté d'abord que l'impulsion donnée par la principale puissance, l'amour commun de la patrie, et le danger que courait leur indépendance respective, ne les unît avec autant de sincérité que de promptitude. Des considérations particulières ne semblaient pas devoir trouver place, et l'on ne pouvait imaginer qu'on osât se dispenser de joindre ses forces à la confédération. On apprit pourtant bientôt que le temps n'était plus où l'Allemagne concevait des résolutions courageuses; et que maintenant trois seulement de ses princes ne pouvaient former une étroite union. La Saxe ne voulut y donner son adhésion qu'autant que la Prusse promettrait de couvrir ses états, et de ne point considérer Dresde comme ville de guerre : la Hesse déclara qu'elle ne participerait point à la guerre, et sa neutralité fut reconnue par la France; cependant elle arma secrètement pour la Prusse, la favorisa

de tout son pouvoir, et lui promit de se décider tout-à-fait en sa faveur, si le sort des armes lui était favorable. La crainte de la Prusse forçait l'une à rester dans son parti; la crainte de la France forçait l'autre, quoiqu'à regret, à ne pas se prononcer pour la Prusse. Ni l'une ni l'autre ne voulait rien hasarder, afin, dans tous les cas, d'être assurée de ne rien perdre.

La même indécision qui régnait dans les délibérations des souverains de Saxe et de Hesse se manifestait aussi chez les habitans de la Prusse et dans les mouvemens de l'armée. La guerre paraissait inévitable; il était inutile de chercher à tromper un prince du caractère de Napoléon; et un nouveau rapprochement n'était pas même désirable, parce qu'il ne pouvait durer, et que ce troisième armement avait épuisé les dernières ressources de l'état. Cependant on ne cessait de négocier à Paris; on donnait et on recevait des assurances d'amitié, comme si l'on eût voulu tenter sérieusement de s'arranger, ou qu'on eût pu en retirer quelque avantage. Personne n'était pourtant dupe de ce maintien apparent des relations existantes; aussi les délais apportés à l'ouverture de la campagne ne causaient que plus de surprise. Les troupes de la Silésie, placées sous les ordres du prince de Hohenlohe, avaient été rassemblées avec la plus grande hâte; l'avant-

garde, en mouvement depuis le 23 août, avait été suivie si promptement par le reste de l'armée, que, quoique celle-ci eût été retardée dans sa marche par plusieurs ordres contradictoires, elle était déjà, le 5 septembre, entre Bunzlau et Lowenberg. Le 7 elle entra dans la Lusace, et, du 14 au 18, traversa l'Elbe sur six points différens. On croyait généralement qu'elle continuerait sa marche rapide pour surprendre l'ennemi dans la Franconie et ruiner ses corps dispersés : il n'en fut pas ainsi. Ce ne fut que le 24 qu'elle reçut ordre de poursuivre sa route ; mais seulement jusqu'à Chamnitz. On ne pouvait concevoir les motifs de ce retard.

A l'occident, les troupes hanovriennes et westphaliennes, sous Ruchel et Blucher, avaient été réunies avec plus de promptitude. L'armée du centre, sous les ordres du duc de Brunswick, de Mollendorf et du roi, se formait avec non moins de diligence. Les troupes tirées de Magdebourg, de Halberstadt, du district de la Saal, de la Marche Moyenne et de la Thuringe, nouvellement acquise, se portèrent en avant ainsi que les garnisons de Potsdam et de Berlin. Cependant diverses causes entravèrent encore ici la célérité des mouvemens, et surtout la jonction de la division de Kalkreuth, qu'on attendait de Poméranie. Les Saxons, de leur côté, ne se rassemblèrent qu'avec



beaucoup de lenteur, parce que leur électeur avait peine à se décider, et que les Prussiens, eux-mêmes, en entrant dans leur pays y avaient causé du désordre, et que les formes usitées étaient loin d'être favorables aux mouvemens rapides.

L'ennemi déployait bien autrement d'activité. Tandis que les forces allemandes, incertaines sur leur direction, continuaient à se mouvoir lentement dans la Saxe, les Français se précipitaient de tous côtés sur un seul point. Au moment où les Prussiens entraient à Dresde, les légions françaises établies dans la Franconie et la Souabe reçurent l'ordre de quitter leurs cantonnemens; la garde impériale fut transportée en poste de Paris, et les troupes de l'intérieur se portèrent, à marches forcées, sur les frontières. Le 21 septembre, le roi de Bavière fut invité à rassembler contre la Prusse ses troupes encore armées; et l'on annonça, quelques jours après, l'accession du grand duc de Wurtzbourg à la confédération du Rhin. Napoléon, ayant quitté lui-même, le 25, sa capitale, arriva, le 28, à Mayence, où sa prodigieuse activité, qui embrassait tout, mit tout en mouvement. Il donna des ordres pour la formation d'une avant-garde pour l'armée du nord, d'une huitième division à Mayence, et d'une légion du nord, à Landau, composée de déserteurs polonais réunis par Zajonczek; il augmenta les ouvrages de Forch-

heim, et visita Wurzbourg, qu'il fortifia à la hâte, pour faire de cette ville, ainsi que de Kronach, des places de dépôt pour les munitions de guerre. A Mayence, il triompha des irrésolutions du grand duc de Hesse-Darmstadt, et l'attira dans son parti. A Aschaffenbourg, il fut reçu avec soumission par l'électeur et l'archi-chancelier de Dalberg; il s'attacha le grand duc de Wurzbourg, et enflamma pour la cause de la France le roi de Wirtemberg, qui se montrait jaloux de son amitié. En même temps, Napoléon s'efforçait de s'appuyer de l'opinion publique. Ce fut au commencement d'octobre que l'ambassadeur prussien, de Knobelsdorf, fit parvenir de Metz à Talleyrand, prince de Bénevent, alors à Mayence, l'ultimatum de son maître. La Prusse mettait trois conditions à la paix : 1° que les armées françaises repassassent aussitôt le Rhin; 2° que la France n'empêchât point d'entrer dans la confédération du nord les princes allemands non compris dans celle du Rhin; 3° que Wesel fût détachée de l'empire français, et que les abbayes westphaliennes d'Essen, d'Elten et de Werden, fussent provisoirement évacuées. Talleyrand s'empressa de communiquer à Napoléon cette ouverture, à laquelle il joignit une lettre du cabinet prussien, du 6 octobre, qui fut publiée aussitôt et qui, comparée avec une autre lettre du 3 octobre, présen-

tait la conduite de la Prusse envers la France et l'Allemagne, sous un jour également odieux.

« C'était en vain que la France, depuis plusieurs « mois, avait demandé à la Prusse des éclaircisse-« mens au sujet de ses armemens. Cette puissance « ayant reconnu la confédération du Rhin, on ne « s'était point opposé à ce que, de son côté, elle « en formât une aussi dans le nord de l'Allemagne. « Si, dans cette occurence, la France s'était pro-« noncée pour l'indépendance des villes anséati-« ques, et avait exigé la libre adhésion des prin-« ces allemands, invités à participer à cette der-« nière ligue; cette condition, loin de manifester « des intentions hostiles, devait être considérée « comme éminemment juste. Néanmoins les in-« trigues d'une pernicieuse faction avaient amené « les choses au point, qu'une armée prussienne « occupait la Saxe, menaçait la confédération du « Rhin, et commençait la guerre sans la déclarer. « Mais la direction de cette attaque et la décla-« ration de l'ambassadeur prussien expliquaient « suffisamment les vues de la Prusse. Tout en « parlant de la retraite de l'armée française, « de la libération de Wesel et des trois abbayes « westphaliennes, on pensait à se mettre en pos-« session des opulentes villes anséatiques et du « beau pays de Saxe. On voulait que, spectateur « tranquille, la France ne s'opposât point à leur

« asservissement, et consentît à se laisser avilir. « De pareils aveux étaient aussi honteux que « l'espoir qu'ils manifestaient était déraison- « nable. »

Napoléon tenait le même langage dans sa proclamation à son armée et dans son adresse au sénat. « Soldats, disait-il dans la première, tout « était préparé pour votre retour dans votre pa- « trie, lorsque la guerre a été rallumée par le « même parti qui, 14 ans auparavant, entraîna « les Prussiens dans les plaines de la Champagne. « Ils ne manifestent pas, à la vérité, cette fois l'in- « tention de brûler et de saccager Paris; mais ils « veulent arborer leurs étendards dans les capi- « tales de nos alliés; ils veulent s'approprier la « Saxe, et arracher les lauriers qui ceignent vos « fronts. Ils exigent que je m'éloigne de l'Allema- « gne. Les insensés! il n'existe pour vous qu'une « voie de retour, c'est celle que vous trace l'hon- « neur. Marchons et confondons leur orgueil! « qu'ils éprouvent le même sort qu'ils ont éprouvé « il y a 14 ans; qu'ils apprennent qu'il est facile « d'étendre sa puissance par la faveur de la grande « nation; mais aussi que son inimitié est plus ter- « rible que les tempêtes de l'Océan. » Il écrivit au sénat: « J'ai trouvé, en arrivant aux frontières de « l'empire, que les Prussiens avaient franchi les « leurs; j'ai dû me féliciter de mes mesures pro-

« visoires de défense. La Saxe était attaquée, le « sage prince qui la gouverne forcé d'agir contre « ses vœux et l'intérêt de ses peuples ; j'ai rassem- « blé promptement mes troupes ; mes dispositions « sont prises. L'humanité souffre de la funeste « influence du génie du mal ; mais cette guerre « est juste, nous ne l'avons point provoquée. » Ces déclarations, faites avec l'assurance de la conviction, électrisèrent tous les Français, changèrent les dispositions des Saxons, et égarèrent même beaucoup d'Allemands. La Prusse, prévenant Napoléon, aurait pu se procurer les mêmes avantages ; mais elle avait eu l'imprudence de trop différer.

Ce n'était cependant pas à beaucoup près la seule faute commise par cette puissance irrésolue. Malgré les nombreux obstacles qui s'étaient élevés entre la décision de la guerre et les mesures prises pour la faire, il ne paraissait pourtant pas sur la fin de septembre qu'on eût rien perdu de bien essentiel. La grande armée du centre s'était avancée jusqu'à Naumbourg. L'aile droite sous Ruchel se dirigeait par la Hesse et le Hanovre dans les contrées de Gœttingue et de Mulhausen, la gauche sous Hohenlohe, arrivée dans la montagne du Hartz, pouvait parvenir en quatre jours à Hof, dans le Baireith. L'arrière-garde, sous le prince Eugène de Wirtem[illegible]enue de Furstenw[illegible]

campait sur la rive droite de l'Elbe. Ces dispositions annonçaient l'intention de tourner, à droite et à gauche, la forêt de Thuringe, contrée montagneuse, d'un accès difficile, qu'on pouvait fortifier et défendre; et de chercher l'ennemi dans la Franconie pour s'y réunir et prendre position sur le Mein. Ce plan était d'autant plus convenable qu'il était propre à encourager l'armée en annonçant l'offensive; qu'il permettait, en éloignant l'ennemi de la Saxe, de remplir la promesse qu'on avait faite de couvrir ce pays; et assurait, en cas de revers, une retraite sûre derrière la forêt de Thuringe.

On n'en fut que plus surpris de la négligence à laquelle on s'abandonnait, de l'aveuglement qui régnait partout, et de l'inquiétude qui se manifestait dans les mesures. Tandis que, par suite d'imprévoyance ou de mauvaises dispositions, on laissait manquer le soldat du nécessaire, on se divertissait au quartier-général. On ne savait pas, ou l'on savait mal ce que faisait l'ennemi qui s'approchait, parce qu'il paraissait trop coûteux et trop vil d'entretenir des espions. Il se manifesta de bonne heure parmi les chefs un esprit de jalousie et d'indépendance. Dans les conseils de guerre on parlait beaucoup sans rien décider. Les plans n'étaient point examinés, ou étaient ajournés. Le général en chef faisait en secret le sien,

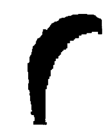
et lorsqu'il crut devoir le communiquer, tous les connaisseurs jugèrent avec étonnement qu'il avait fait choix du plus mauvais de tous.

La division du prince de Hohenlohe se préparait, le 27 septembre, à se porter de Chemnitz sur Hof, lorsqu'un ordre du duc de Brunswick changea toutes les dispositions que l'on croyait arrêtées. « Le prince, au lieu de marcher au sud-« ouest sur Hof, devait se diriger au nord-est par « Géra et Schleiz, et prendre position entre Jéna « et Saalfeld. Tournant de là à gauche, il devait « conduire ses troupes entre Saalfeld et Ordruf, « pour franchir, le 10 octobre, la montagne de « Thuringe, et descendre dans les plaines de la « Franconie. Lui-même enverrait un renfort au « général de Fauenzien, qui s'était porté avec un « faible détachement de Barith sur Hof, afin de « pouvoir assurer les passages de Saalbourg et « d'Adorf, et menacer en même temps Amberg et « Nuremberg. » Ruchel reçut des ordres analogues: on lui enjoignit de se porter avec l'aile droite de l'armée de Mulhausen sur Eisenach, pour faire croire à l'ennemi qu'on en voulait à Fulde. La grande armée devait traverser, en trois divisions, la forêt de Thuringe, par Etterwinden, Altenstein et Schmalnalden.

Ces dispositions du duc de Brunswick étaient fondées sur une espérance présomptueuse et sur

une vieille règle de guerre. D'après l'une, il s'était persuadé que Napoléon ne marcherait point en avant, et que, prenant une forte position en Franconie sur la rive gauche de la Saale et sur la droite de Baunach, il y attendrait l'ennemi; l'autre, lui faisait croire qu'il commettrait une faute essentielle en divisant son armée, et en ne portant point avec toute sa masse un coup décisif. Il n'avait point calculé ni l'inconvénient d'ouvrir par cette marche à l'ennemi le chemin de l'Elbe, ni la perte de temps qui résulterait du passage au travers de la montagne, ni les difficultés qu'on éprouverait ensuite dans le développement des colonnes.

De tous les généraux prussiens, le prince de Hohenlohe fut celui que l'adoption de ce plan mécontenta le plus. Indépendamment de ce qu'il ne s'accordait point avec sa manière de voir, il ne lui laissait presque aucune latitude. Forcé néanmoins d'obéir à un ordre positif, il conduisit ses troupes sur la Saale, et établit son quartier-général à Jéna. Appelé, de là, au quartier du roi à Erfurt, il unit ses efforts à ceux de plusieurs généraux aussi bien inspirés, pour empêcher qu'on ne s'engageât dans les montagnes de la Thuringe, et proposa de se retirer en trois colonnes sur la gauche à Saalberg, Saalbourg et Hof, ou de prendre une bonne position entre Neustadt et



Ronnebourg; mais tous les efforts furent inutiles. On soutint : « Qu'il était ridicule de s'imaginer « que l'ennemi eût l'intention d'attaquer du côté « de Hof. Que rien ne pouvait lui être plus agréable « que l'adoption du plan proposé, puisqu'il lui « permettait de se porter sur Fulde et Eisenach, « et de se frayer, par la forêt de Thuringe, un « passage qu'on ne manquait pas de comparer au « célèbre passage des Alpes. Il fallait déjouer pa- « reil dessein et pour cela ne point se laisser « donner le change par toutes les fauses démons- « trations de l'ennemi. » Complétement affermi dans ces vues, et fortifié, par les suggestions de l'astucieux italien Lucchesini, dans l'opinion que Napoléon n'attaquerait point, le duc ne changea rien à son plan, et persista à camper sur le penchant d'une montagne au nord. Il envoya Ruchel sur les hauteurs de Craula à Langen-Salza, et le prince de Hohenlohe sur la plaine élevée de Hochdorf, entre Teichel et Blankenhain, tandis que l'armée du centre occupait les flancs de la montagne près de la tour de Bienstadt, à l'ouest d'Erfurt. Il crut devoir rester quelques jours dans ces positions jusqu'à l'arrivée de la réponse définitive de Napoléon, qu'on avait envoyé demander. En même temps, il envoya à la découverte de la cavalerie jusqu'à Cobourg, Hildbourghausen et Meiningen, avec défense sévère d'entrer sur le

territoire ennemi, parce que la guerre n'était point encore formellement déclarée.

Tandis que le général en chef s'abusait lui-même et se laissait abuser par des hommes d'état, sans connaissance de la guerre, que le mécontentement du prince de Hohenlohe allait toujours en croissant, et que les délibérations restaient sans résultat; les esprits sans prévention voyaient, dans les mouvemens incertains de l'armée et le peu de soin qu'on prenait du soldat, dans le défaut d'unité et de force, le coup mortel qui devait frapper la Prusse se préparer en Franconie. Les corps épars de l'ennemi, composés en partie de ceux déjà stationnés en Allemagne, en partie de ceux qu'on avait fait venir de France se trouvaient maintenant réunis en fortes colonnes, et les maréchaux français, tous illustrés par de grandes actions, n'attendaient que les ordres de l'empereur. Pour lui, dont la volonté n'était point contrariée par les timides conseils d'hommes d'état étrangers à l'art militaire, il songeait, non à transmettre par un courrier la réponse qu'on attendait de lui, mais à l'apporter lui-même l'épée à la main, et à profiter en toute hâte de la prise que lui donnait l'ennemi.

Le 7 octobre, jour même où il annonçait au sénat que la guerre était inévitable, il se mit en devoir de la commencer. La division de Soult,

s'avançant ce même jour par le Bareith, assaillit le faible corps que Fauenzien commandait à Hof. Pressé de front, et menacé à sa droite du côté de Lobenstein par une autre division ennemie, le général prussien, d'après l'ordre qu'il avait reçu, se retira précipitamment par Schleiz sur Kahla ou Roda pour se réunir à l'armée d'Hohenlohe, et il arriva effectivement le 8 octobre, à midi, dans les environs de Schleiz. Mais, quelques heures après son arrivée, Murat, grand duc de Berg, ayant forcé le pont de Saalbourg, l'attaqua vivement. Dans la matinée du 9, on apprit en même temps que les Français étaient maîtres de la route de Poseneck, et s'avançaient du côté de Tanne. En danger de se voir tourné à sa droite et à sa gauche, Fauenzien résolut de s'échapper par la route d'Auma, la seule qui lui fût ouverte, et en vint à bout, mais non sans éprouver une grande perte. Attaqués et vaincus de tous côtés, ses guerriers, harassés et découragés, sans pain et sans bagage, arrivèrent à la nuit tombante à Triptis, d'où, repartant de suite, dans la crainte d'être attaqués le matin, ils atteignirent enfin Mettel-Pollnitz, et se réunirent aux Saxons sous les ordres de Zeschwitz.

La nouvelle de ce combat malheureux du 7, qui livra à l'ennemi les provisions entassées à Hof, et lui ouvrit les routes de Leipzick et de

Dresde, étant parvenue dans la nuit du 7 octobre au prince de Hohenlohe, et au duc de Brunswick, qui reçut aussi des renseignemens sur les mouvemens de l'ennemi, ces généraux prirent des mesures entièrement opposées. Le prince, après s'être occupé de recueillir les vaincus, en revint à son premier plan, et se prépara à repasser la Saale pour prendre, de concert avec Fauenzien et les Saxons réunis sur la rive droite de cette rivière, une forte position à Neustadt ou à Mettel-Pollnitz. Le duc, au contraire, donna ordre par une lettre à Fauenzien, qui arriva le 8 à midi, de se replier en toute hâte sur le prince, à celui-ci de rassembler ses troupes à Hochdorf, de côtoyer ensuite la rive gauche de la Saale, et de s'avancer jusqu'aux passages de la rivière à Jéna, Kahla, Orlamunde et Rudolstadt. L'armée du centre devait arriver le 10 à Kranichfeld, Tauroda, Blankenhain et Magdala, et le quartier-gégéral du roi devait être transféré d'Erfurt à Blankenhain. Le duc de Weimar était chargé d'envoyer des troupes légères sur le Mein et en Franconie sur la Saale, et de se rendre en personne avec une partie de l'avant-garde à Meiningen. Ruchel, en occupant Eisenach, devait cependant se rapprocher d'Erfurt, afin d'être à portée de coopérer avec la grande armée.

Le prince trouva ces dispositions aussi mal

entendues que fâcheuses pour lui. Il craignait non-seulement que l'ennemi ne s'établît entre la Saale et l'Elbe, et ne se répandît dans la Saxe sans défense, peut-être même dans les Marches; mais il était persuadé qu'on le plaçait à dessein dans une position qui, ne formant qu'une ligne d'avant-postes, ne lui permettait plus d'exécuter aucune entreprise importante. N'étant plus maître de cacher son opinion, il communiqua au duc ses appréhensions et ses vues. Il promettait « d'ar- « river le 10 dans les lieux désignés et d'y attendre « de nouveaux ordres, il croyait devoir distribuer « son avant-garde de manière à observer les « routes de Saalfeld, d'Auma et de Triptis; mais « il ne jugeait pas nécessaire de s'approcher le 9, « en masse serrée, de Hochdorf, attendu que ses « mouvemens ne pouvaient gêner, en aucune « façon, ceux de la grande armée. Il conseillait « d'envoyer sur l'Elbe l'armée de réserve, sous le « prince Eugène de Wirtemberg, pour couvrir la « Saxe et principalement Dresde. On n'approuva « que la dernière partie de cette proposition. Le « prince Eugène avait reçu des ordres convena- « bles, et la volonté du roi était que Fauenzien se « mît en marche pour passer la Saale. »

Le passage rétrograde de la Saale paraissait dangereux, « en ce qu'il isolerait les divisions de « l'armée et pourrait entraîner leur ruine. Aussi

« ne songeait-on pas au quartier-général à atten-
« dre l'ennemi sur la rive gauche; mais on était
« résolu de marcher en masse à sa rencontre. Le
« prince devait s'abstenir de toute opération
« jusqu'à l'approche de la grande armée, et rap-
« peler promptement les troupes qui pouvaient
« se trouver sur l'autre rive de la Saale.» Telle fut la réponse précise de Brunswick aux propositions réitérées du prince de Hohenlohe. On enjoignit après cela, dans la nuit, au prince Louis, fils de Ferdinand, oncle du roi, de ne point s'éloigner de Rudolstadt, et surtout de ne point attaquer l'ennemi; mais s'il en était attaqué lui-même, de se replier sur Orlamunde, et de s'y réunir au corps commandé par Gravert. Cependant le prince de Hohenlohe, ayant invité les chefs saxons et le général de Fauenzien à s'aboucher avec lui devant Neustadt dans la matinée du 10, partit ensuite pendant la nuit de Jéna pour se rendre à Kahla. Le défaut d'accord dans les desseins et les désirs des chefs était manifeste. L'un voulait commander sans réserve, l'autre ne voulait obéir que conditionnellement. Brunswick comptait sur l'effet des masses; une position bien choisie paraissait préférable à Hohenlohe. Le premier craignait « que son subordonné ne s'attribuât une trop grande portion de gloire; le second ne songeait qu'à la

possibilité de cueillir des lauriers qui n'appartinssent qu'à lui.

L'opposition de leurs vues, déjà fâcheuse en elle-même, le devenait encore plus par la défaite de Fauenzien dont le prince n'eut la première nouvelle que sur la route de Neustadt. Un nouvel incident y mit bientôt le comble. Nous venons de dire que Rudolstadt, le point le plus avancé de l'armée, était occupé par le prince Louis, neveu du roi. Ce prince, dans la force de l'âge, mais usé par ses excès, brûlait de se signaler. Il était un des plus chauds partisans de la guerre, et personne n'avait été plus indigné du retard qu'y avait apporté le traité de Vienne. Il accusait maintenant les chefs d'inertie et de lenteur. Il aurait voulu attaquer l'ennemi trois jours plus tôt; on l'avait vu parcourir le marché de Jéna en témoignant hautement son impatience. Il avait, comme la plupart des enfans des princes, une haute opinion de lui-même, n'obéissait qu'à regret aux injonctions d'autrui, et prenait beaucoup sur lui parce qu'il se sentait appuyé de son rang. Ceux qui le connaissaient l'auraient vu plus volontiers à l'arrière-garde, où quelquefois une attaque furieuse et téméraire amène un succès décisif; mais des considérations, qui ne devraient jamais avoir de poids lorsqu'il s'agit d'intérêts majeurs, l'avaient placé

à la tête de l'avant-garde; elles causèrent sa perte et celle de son armée.

Tandis que d'un côté les Français descendaient la rive droite de la Saale, une autre division, sous le maréchal Lannes, s'était avancée sur la gauche par Cobourg et Grafenthal, et avait repoussé dans la nuit du 10 octobre, les postes prussiens qui se trouvaient à Saalfeld. Le prince ayant entendu le feu des tirailleurs renouvelé de grand matin, accourut de Rudolstadt à la rencontre de l'ennemi avec un corps d'environ six mille hommes. On ne sait s'il y fut poussé par une bravoure sans discernement, ou s'il crut n'avoir affaire qu'à un corps ennemi peu considérable, ou s'il jugea mal des mouvemens respectifs des armées belligérantes; mais ce qui est certain c'est que ce combat fut hasardé contre la volonté du duc. Cependant la force supérieure de l'ennemi, le terrain coupé, favorable à sa manière de combattre, amenèrent une prompte décision. Toutes les divisions cédèrent les unes après les autres, et si l'on peut citer quelques traits de bravoure ils furent infructueux et appartiennent principalement aux Saxons. Les masses ennemies, débouchant de la forêt, croissaient sans cesse et gagnaient toujours plus de terrain; enfin leur cavalerie ayant débordé les corps prussiens qui combattaient enc[illegible] ceux-ci, cherchèrent leur salut dans la fuit[illegible]

uns se jetèrent à droite pour traverser la Saale, les autres à gauche pour traverser la Schwarza. Le champ de bataille et la victoire restèrent aux Français. L'artillerie, tout le bagage, et des magasins tombèrent en leur pouvoir. Il y eut plusieurs versions sur la fin du prince Louis, qui périt dans ce combat : le temps en a fait connaître les véritables circonstances. Occupé à rallier un corps de fantassins dispersés, les ordres qu'il distribuait çà et là, et ses brillantes décorations le firent reconnaître pour le commandant en chef, par un quartier-maître français nommé Guindey. Ce dernier court droit au prince et le somme de se rendre. Le prince répond par une injure et un coup de sabre; il est frappé au même instant d'un coup de pointe dans la poitrine, et de revers sur le derrière de la tête: mais son adversaire, attaqué lui-même par cinq hussards prussiens, est obligé de se retirer. Un des domestiques du prince essaie vainement de le transporter hors de la mêlée; il est forcé de l'abandonner après l'avoir porté à une soixantaine de pas, auprès d'un ruisseau, où le prince rend le dernier soupir. Deux hussards français le dépouillèrent, et Guindey, revenu sur ses pas, s'empara de son épée et de ses papiers. On dit que le vainqueur s'étant présenté à Napoléon, celui-ci lui adressa ces mots: « Mon ami, vous avez

« délivré votre patrie de son plus cruel ennemi. » Il fut décoré en même temps de la croix de la légion d'honneur, et nommé lieutenant. Ce fut ainsi, selon le rapport de Guindey, que périt un jeune prince, dont on peut plaindre la destinée en rendant hommage à sa valeur. Son corps, transporté par les Français à Saalfeld, fut embaumé et inhumé devant l'autel de l'église. Aussi long-temps qu'il y fut exposé, ceux qui lui étaient attachés lui payèrent un juste tribut de larmes; ils enlevèrent même, comme un gage de souvenir, quelques boucles de ses cheveux. Ses restes reposent maintenant dans la cathédrale de Berlin. La place où il tomba est marquée par une simple pierre et une inscription sans faste.

Pendant que la guerre commençait sous de si funestes auspices, dans les défilés de Schleiz et de Saalfeld, on ne combattait pas plus énergiquement avec la plume. On attendait depuis long-temps et avec impatience la déclaration de la Prusse contre la France, lorsqu'enfin, le 9 octobre, il en parut une datée d'Erfurt, quartier-général du roi; mais elle était loin de porter la conviction dans les esprits. Aux plaintes qu'on élevait contre l'empereur de France, se rattachait l'aveu humiliant des fautes qu'on avait commises. On n'y faisait pas entendre l'expression calme de la vérité, mais le langage passionné de la haine. Le

style portait plutôt l'empreinte de cette éloquence brillante qui séduit le Français, que de cette dignité sévère préférée par l'Allemand. Ce qui déplut surtout, fut l'assertion que la France avait voulu soustraire le Hanovre à la Prusse: cette accusation, étant dénuée de preuves, paraissait alors invraisemblable. Du reste cette pièce ne produisit aucune impression dans les pays éloignés de la Prusse, parce qu'elle y arriva en même temps que la nouvelle des pertes qu'on avait éprouvées, laquelle fut suivie d'autres plus fâcheuses encore.

Les habiles manœuvres de l'ennemi et la célérité de ses mouvemens lui avaient procuré l'avantage de pouvoir remonter les deux rives de la Saale, en sorte que ses divisions se soutenaient mutuellement à droite et à gauche. Cette circonstance eut de l'influence sur les dispositions des Prussiens. Non-seulement il n'était plus possible de se transporter sur la rive droite, mais il devenait urgent, comme le sentit le prince de Hohenlohe, de rappeler aussitôt les troupes postées sur la rivière, et de prendre une position plus concentrée: il donna des ordres en conséquence. Gravert se transporta d'Orlamunde sur Magdala, pour occuper le pont de la Saale. Boguslawski se rendit de Neustadt à Kahla; et le saxon Zeschwitz de Mittel-Pœllnitz par Roda à Lobeda. Le 11, l'armée entière du

prince était à Jéna et dans ses environs, et lui-même établit dans cette ville son quartier-général.

On peut juger, par l'effet que produisit une fausse alarme, de l'impression qu'avait faite sur l'armée le revers qu'on venait d'éprouver. Il était trois heures après midi, les divisions en mouvement se rendaient à leurs postes respectifs, lorsque tout-à-coup, on ne sait comment, le bruit se répandit que l'ennemi arrivait. Aussitôt une terreur panique s'empare de tous les esprits. Les soldats effrayés se précipitent de leurs logemens du côté des portes de la ville, et le désordre s'augmente au point, que le prince de Hohenlohe, pour le calmer, est obligé de faire sortir l'armée entière. Cependant on ne put engager la cavalerie à s'approcher des taillis et des vignes, qu'elle croyait remplies de tirailleurs ennemis. Cette scène honteuse ne cessa qu'au bout d'une heure. On vit sortir de tous les sentiers et les buissons, des paysans tremblans, des soldats débandés, des traîneurs et des fuyards de Schleiz, et de Saalfeld, qui avaient sans doute provoqué cette alerte. Il régnait dans l'armée une confusion effroyable dont il résulta même des pertes de toute espèce. La campagne était couverte de fusils, de harnais, de sacs à fourrage; quelques pièces d'artillerie, des chariots gisaient dans les fossés; le bagage des Saxons fut pillé par les

Prussiens, celui des Prussiens par les Saxons. Comme on l'avait transporté du côté opposé à Weimar, d'où plusieurs attendaient follement l'ennemi; il tomba le lendemain en grande partie en son pouvoir. A Lobeda, les gens qui transportaient le pain et la caisse des Saxons mirent l'escorte en fuite et gagnèrent le large avec les chariots ou en coupèrent les traits. Les troupes, arrivées dans la contrée de Muhlthal, passèrent la nuit à se démêler d'avec les chevaux fatigués et les équipages encombrés. L'armée, sans avoir été battue, offrait l'image d'une déroute.

Entre Jéna et Muhlthal est une hauteur que l'on gravit en suivant un sentier montant en spirale, appelé pour cette raison Schnecke, ou escargot. Au sommet s'étend une vaste plaine, que traverse la chaussée qui conduit à Weimar. C'est là que campa, le lendemain 12 octobre, l'armée saxo-prussienne: le centre occupa la chaussée; la gauche s'appuya sur le Schnecke; et la droite s'étendit jusqu'à Capellendorf, où le prince établit son quartier. L'établissement du camp, opération qui, pour l'ordinaire, ne présente point de difficultés, éprouva cependant des obstacles, en raison des circonstances et des mauvaises dispositions. Un épais brouillard, les désordres de la nuit précédente, l'encombrement des bagages et l'absence des ingénieurs, ne permirent d'achever

ce travail que vers le soir. Plusieurs villages, où étaient logés les Saxons battus à Saalfeld, furent cédés à la grande armée, tandis qu'elle-même posait son camp près de Weimar, en arrière de Blankenhain. Les Saxons qui avaient perdu leur bagage à Lobeda campèrent en plein air près des tentes prussiennes, et manquant de bois et de paille. Le général prussien Schimmelpfennig, vint occuper de son propre mouvement, avec ses hussards, le village d'Hohlstadt où devait être placé le quartier-général des Saxons. En outre l'armée de Hohenlohe était non-seulement, mal pourvue de munitions, mais se ressentait, depuis quelques jours, d'une disette de pain et de fourrage. L'approche même du danger ne pouvait ramener la concorde, et faire cesser la négligence.

On prit contre l'ennemi les dispositions suivantes. Dornbourg et le pont de Raschaus ne furent occupés que faiblement; à Cambourg, à Dornford, et à Ziegenhain, sur la rive droite de la Saale, on plaça de la grosse cavalerie; à Lobeda et à Burgau, de l'infanterie légère (fusiliers) et des chasseurs. La vallée de la Saale, depuis Cambourg jusqu'à Burgau, et Kahla, fut explorée par de nombreuses gardes avancées. Le général Fauenzien fut établi avec de l'infanterie à Jéna, pour soutenir les avant-postes de l'aile gauche. Boguslawski fut chargé d'entretenir la communication

entre les avant-postes de la Saale et ceux de l'aile droite. D'après l'opinion générale, les Français, en évitant les vallées et les ravins des environs de Jéna, devaient former leur attaque de front sur la rive gauche du côté de Magdala.

Le but de leur chef était tout opposé. Depuis leurs victoires à Schleiz et à Auma, ils s'étaient avancés, avec cette rapidité qui caractérise leurs entreprises, entre l'Elster et la Saale, et préparaient déjà les coups qui devaient accabler l'armée prussienne. Profitant de la négligence de ses avant-postes, ils avaient reconnu, le 12, la contrée de Lœbichau et de Lobeda, et avaient répandu l'alarme jusqu'au pont de Camsdorf, puis, après s'être renforcés, ils étaient revenus le soir, avaient traversé la Saale, et s'étaient établis à Burgau, après en avoir chassé les Prussiens. D'un autre côté le prince de Ponte-Corvo, placé avec sa division à Dornbourg, effraya tellement le faible détachement posté en deçà de la Saale, qu'il évacua aussitôt Dorndorf, pour s'établir sur les hauteurs de Dornberg.

Cette retraite, annoncée au comte de Fauenzien, chargé de garder Jéna et la vallée de la Saale, lui causa les plus vives craintes; elles étaient d'autant plus fondées que la Saale supérieure offrait des gués nombreux, qu'il avait à dos des hauteurs escarpées, et que la cavalerie

légère manquait déjà de cartouches. Il résolut, en conséquence, de se replier sur le corps principal, ce qu'il exécuta de suite. Dans la nuit du 13 octobre il quitta Jéna, clef de la vallée de la Saale, et arriva par différens points, principalement par le Muhlthal et le Rauthal dans les environs de Closwitz et Cospoda. Il confia la défense d'une hauteur qui couronne ce dernier endroit à un corps de troupes particulier. Lui-même s'établit entre ces deux villages, envoyant la cavalerie légère en arrière de Zwætzen, par Postendorf et Neugonne, à Stiebritz, non sans crainte d'être attaqué et forcé, ce qui arriva effectivement. L'avant-garde des Français, déjà parvenue à Jéna, le suivit à la piste, et, comme elle réussit à occuper les deux bois qui entouraient la hauteur, il fut obligé de l'abandonner aussitôt et de chercher une nouvelle position au pied du mont de Dornberg, entre les bois de Pfarr et de Loh.

Fauenzien, ainsi pressé, comprit aisément combien il avait perdu par l'évacuation de la hauteur de Cospoda, et combien il importait de la reprendre, puisqu'elle seule entretenait la communication avec la vallée de la Saale, et qu'elle permettait à l'ennemi d'observer librement les mouvemens des Prussiens. Dans ce but, il se renforça d'un détachement qui était sorti pour protéger les fourrageurs, et fit connaître en même temps

la position au prince. Soudain, tout parut annoncer des démonstrations vigoureuses. Prussiens, Saxons, infanterie et cavalerie, se mirent en mouvement; le prince avec son état-major marchait en avant pour diriger cette entreprise et refouler, disait-il, l'ennemi dans la vallée de la Saale. L'espérance renaissait dans les cœurs des soldats découragés et mécontens; mais ce fut pour s'éteindre encore.

Il était midi lorsque le colonel de Massenbach, envoyé à Weimar pour faire au duc de Brunswick de pressantes représentations sur le manque de munitions et de vivres qu'on éprouvait, en revint avec des promesses, qui ne devaient point être remplies et des ordres nouveaux. Très-peu de temps avant son arrivée au quartier-général on avait appris la nouvelle très-positive que les magasins de Naumbourg, sur la rive opposée de la Saale, et la ville elle-même, étaient entre les mains de l'ennemi: tout le monde fut consterné des suites de cette négligence impardonnable. Personne ne pouvait se dissimuler l'impossibilité de livrer bataille entre l'Ilm et la Saale, et la nécessité d'user de la plus grande diligence pour n'être point coupé de l'Elbe et des états de Prusse; car on en était au point que ceux qui auraient dû avoir le Rhin devant eux avaient la face tournée du côté de l'Elbe, et que ceux qui

étaient venus du Rhin avaient l'Elbe derrière eux. Le duc ordonna donc que la grande armée partirait, le 13, de Weimar, qu'elle se porterait sur la gauche dans la contrée de Auerstadt, et que, le lendemain après avoir garni les défilés de Kosen, elle avancerait toujours à gauche jusqu'à Freybourg, passerait l'Unstrut, et s'étendrait sur les hauteurs à droite de cette rivière en présentant son front à la Saale. Il chargea le comte de Kalkreuth de le suivre en même temps avec la réserve, de passer l'Unstrut et de former un camp à Laucha au-dessous de Freybourg. Ruchel devait venir d'Erfurt occuper la position qu'abandonnait la grande armée, et le duc de Weimar, déjà dispensé de suivre la marche qu'on lui avait prescrite, devait se joindre à lui. On signifia au prince de Hohenlohe de se maintenir dans sa position près de Jéna, et d'envoyer aussitôt un corps de troupes à Dornbourg, pour couvrir le flanc droit de la grande armée: tel fut le plan adopté par le duc pour sauver l'armée, et recouvrer les avantages perdus; il aurait été sans doute plus convenable, s'il l'eût mis plutôt à exécution ou s'il eût eu affaire à un ennemi moins alerte.

Le prince, après avoir reçu cet ordre, donna les siens au comte de Fauenzien, et se hâta de marcher avec ses troupes contre Dornbourg, qu'il apprit être aussi tombé au pouvoir de l'ennemi.

Ceux qui connaissaient son ambition ne doutaient pas qu'il ne fît l'impossible pour se signaler, et la moindre action qu'on attendait de lui était qu'il repoussât les Français dans la vallée de la Saale. Mais soit timidité dans l'exécution de ses ordres, soit qu'il se laissât influencer par les suggestions de ceux qui l'entouraient, soit embarras occasioné par un prisonnier dont il sera bientôt question, il ne répondit nullement à l'appel du duc, et parut être sorti du camp plutôt pour s'orienter que pour agir: car, parvenu sur les hauteurs de Zimmern voisines de Dornbourg, que l'ennemi n'avait pas encore occupées, il se contenta d'ordonner à Holzendorf de reconnaître les chemins creux qui y conduisaient; à Schimmelpfennig, d'en faire autant pour ceux de Cambourg, et après avoir fait transporter à la ville un repas, que l'ennemi avait fait préparer, il retourna à Capellendorf, et ne fit du reste aucun changement dans ses dispositions, ni la moindre tentative sur le Landgrafenberg. Exposés au plus éminent danger, les Prussiens et leur chef étaient plongés dans une sécurité profonde; aussi ce dernier n'a-t-il jamais pu se disculper de la faute qu'il commit dans la journée du 13.

Il pourrait peut-être se justifier plus aisément d'un autre reproche; les hommes pour la plupart jugeant plus impardonnable de ne point

prévenir le mal que d'en être la cause immédiate. Les hussards prussiens avait rencontré un Français rôdant dans la vallée de Postendorf, et l'avaient arrêté. C'était le capitaine de Montesquiou, chambellan de l'empereur, lequel, ayant été élevé à Dresde, possédait la langue allemande. Il offrit vainement à celui qui l'avait pris de l'or pour sa rançon; ce guerrier désintéressé le conduisit au prince. Il répondit aux questions de celui-ci, qu'il venait de Géra, qu'il était porteur de dépêches importantes de l'empereur, et que s'il n'était point accompagné d'un trompette, c'est qu'il avait manqué le maréchal Lannes. Parmi les dépêches, il se trouva une lettre de Berthier, que l'adresse invitait à décacheter, et qui contenait des propositions pleines d'humanité à l'égard du traitement des prisonniers et des blessés: il y avait deux autres lettres, l'une adressée au comte de Haugwitz, et l'autre au roi. On ne connaît pas les raisons qui déterminèrent le prince à retenir ce Français, quoique celui-ci lui demandât avec instance de l'envoyer sans délai au quartier-général. On sait seulement que le roi ne reçut la lettre de Napoléon que le lendemain matin à neuf heures, et que son contenu, qui fut divulgué par les journaux français, exprimait ou paraissait exprimer des intentions pacifiques. C'est ce qui fit accuser le prince de Hohenlohe de n'avoir point empêché,

comme il l'aurait pu, l'effusion du sang. Mais il n'est guère croyable que cela eût fait éviter la bataille, ni que Napoléon eût voulu l'éviter; peut-être même doit-on plutôt louer le prince d'avoir empêché le retour au camp français d'un émissaire adroit qui n'aurait pas manqué de rapporter à son empereur tout ce qu'il aurait pu observer. L'empereur n'était plus le 13 à Géra, comme l'avait assuré Montesquiou, il se trouvait alors à Jéna, et chacune de ses divisions était arrivée au poste qui lui avait été assigné. Le grand duc de Berg et le maréchal Davoust, envoyaient des partis de Naumbourg jusqu'à Leipsick et à Halle. Ces généraux avaient été chargés d'occuper les défilés de Kosen, dans le cas où l'ennemi ferait des démonstrations contre Naumbourg, ou bien, s'il conservait sa position, de le tourner par Alpoda. Le prince de Ponte-Corvo, s'établit à Dornbourg, d'où il pouvait prendre les Prussiens à dos, qu'ils se tournassent du côté de Naumbourg ou de Jéna. Lannes et ses braves occupaient cette dernière ville. Augereau et Ney, s'avançaient en toute hâte l'un de Kahla, l'autre par Roda, avec la certitude d'arriver tous deux à leur destination avant la nuit. Le maréchal Soult, ayant quitté Géra, gagna, après avoir traversé Jéna, la route de Dornbourg, établissant ainsi une communication entre la gauche et la droite de l'ar-

mée et à portée de les soutenir également. Il ne restait en arrière que la grosse cavalerie et la garde. Telles étaient les dispositions bien combinées de l'armée française pour enlacer un ennemi qui se croyait en sûreté.

De tous les généraux des armées en présence, aucun ne déployait autant d'activité que Napoléon. Arrivé à deux heures de l'après-midi à Jéna, il se rendit aussitôt sur le Landgrafenberg pour reconnaître la position des Prussiens. Sa résolution fut prise à l'instant même. Un mouvement général s'opéra dès l'entrée de la nuit. Ce fut sous ses yeux que se forma sur le sommet du mont la division du maréchal Lannes; celle de Gazan s'étendait à gauche sur trois lignes, et la division de Suchet à droite; la garde se formant en carré entoura l'empereur qui voulut passer la nuit en cet endroit. On l'accueillait partout de joyeuses acclamations qui se prolongeaient de ligne en ligne. Cependant des groupes nombreux de travailleurs se répandaient sur les coteaux de la vallée de la Saale, pour applanir les chemins des hauteurs et faciliter le transport de l'artillerie. Là, on traînait à bras des canons pour les placer dans les intervalles des divisions; on assure même que des communications furent ouvertes entre la ville et les vallées voisines du champ de bataille, pour faciliter la circulation du peuple attiré par



la curiosité, et qui ne pouvait trouver place sur le plateau de la montagne. Cette nuit mémorable offrit un spectacle unique. Sur une ligne de six lieues, les feux éclairaient toute la contrée; ceux des Français étaient moins en vue, en raison de la position plus concentrée de leur armée. Les gardes avancées se trouvaient à peine à une portée de fusil; celles des Prussiens distinguaient facilement les flambeaux qui éclairaient la marche de l'empereur, elles entendaient les cris de joie des soldats ennemis, les coups de hache qui retentissaient dans la vallée, le roulement de l'artillerie sur les flancs de la montagne, et en instruisirent les postes avancés; mais on assure que le résultat des observations n'arriva point jusqu'au prince.

Cependant l'aube du jour annonça le 14 octobre, journée déjà fatale aux Prussiens à Hochkirchen, quarante-huit ans auparavant. Un épais brouillard couvrait la forêt et la vallée; le plus profond silence régnait au quartier-général du prince; on croyait généralement que la plus grande partie des forces françaises s'était portée sur Naumbourg et Kosen, et que la journée se passerait tranquillement, lorsqu'on vit se développer les terribles conséquences des dispositions de Napoléon. Les avant-postes de Fauenzien culbutés annoncèrent à la fois la présence

et le dessein de l'ennemi, et les secours, envoyés en toute hâte de Dornberg par Klosewitz et par Lutzerode, ne purent résister à ses efforts. Le corps prussien, pressé toujours plus vivement par Suchet et par Gazan sous les ordres de Lannes, se débanda en partie et s'enfuit par Krippendorf et Vierzehnheiligen; l'autre partie, moins désorganisée, fit sa retraite par Gonne sur Hermstadt et Apella. Il n'était pas huit heures que les premiers coups dont dépendaient la bataille étaient déjà portés.

La canonnade réveilla le prince à Cappellendorf, sans dissiper ses illusions. Toujours persuadé qu'il n'avait rien à craindre il avait seulement donné ordre à l'aile droite de se tenir prête à marcher; sa surprise fut donc extrême en voyant la gauche abattre ses tentes, et se mettre en mouvement, tandis que Gravert, qui la commandait, lui annonçait la défaite de Fauenzien, et lui représentait combien il était urgent de faire avancer les troupes de Vierzehnheiligen. Ce ne fut qu'alors, et à l'arrivée des fuyards, qu'on fut pleinement convaincu de l'approche de l'ennemi, mais non de sa supériorité et de la présence de Napoléon; l'armée se mit donc en mouvement, l'infanterie sous Gravert se forma entre Klein-Romstadt et Kotschau, la cavalerie, conduite par le prince lui-même, marcha en avant pour soutenir

les-soldats de Fauenzien, et des batteries furent établies dans les endroits convenables. A l'approche du danger, les Saxons, dont le quartier général était à Hohlstadt, s'ébranlèrent aussi; la plus grande partie de la cavalerie prit position à Isserstadt, l'infanterie se forma sur la chaussée de Weimar à droite de Flohberg. Quelques corps d'observation furent placés du côté de Magdala d'où l'on s'attendait toujours à être attaqué. En même temps on envoya à la hâte Holzendorf, stationné dans la contrée de Rodlichen, pour occuper Dornbourg; mais il n'était plus temps. Le pont de Dornbourg, les hauteurs avoisinantes, négligées comme le reste, étaient depuis longtemps au pouvoir du prince de Ponte-Corvo; Holzendorf, expulsé du bois de Loh et bientôt après attaqué à Zwætzen par le maréchal Soult, était déjà en déroute et fuyait dans la direction de Stobra, d'où l'on entendait distinctement le feu roulant de l'infanterie et les détonnations de l'artillerie.

Dans cet état de choses, les rayons du soleil dissipant les vapeurs, éclairèrent les combattans. Malgré les obstacles que lui avait opposés le brouillard et le terrain marécageux, l'armée saxo-prussienne rangée en bataille s'avança sur Vierzehnheiligen occupé par les Français. Il s'engagea bientôt un combat meurtrier dont l'avan-

tage resta aux Prussiens, bien qu'ils eussent été obligés de rallier plusieurs de leurs divisions dispersées. L'ennemi céda quelque terrain sans abandonner pourtant le village. Tout paraissait dépendre, dans ce moment, de l'arrivée du général Ruchel qu'on attendait des hauteurs de Lehnstadt, près de Weimar; le prince lui avait donné à temps l'ordre de se rendre sur les lieux, en lui indiquant la direction qu'il devait suivre, et, maintenant qu'il était onze heures, il lui réitéra cet ordre par écrit avec l'injonction d'accélérer sa marche, ajoutant que le combat se soutenait avec avantage, et que son heureuse issue ne dépendait que de sa prompte coopération. Mais, au lieu de recevoir la nouvelle de son approche, attendue avec anxiété, on s'aperçut que sur les hauteurs de Stobra le feu se ralentissait peu-à-peu. Deux nouvelles colonnes du prince de Ponte-Corvo, arrivées de Dornbourg par Zimmern, avaient forcé à se retirer sur Buttelstadt la division de Holzendorf, que Soult avait plutôt occupée que combattue pendant deux heures. Cet incident fut cause que le prince de Hohenlohe jugea plus convenable de forcer l'ennemi d'évacuer Vierzehnheiligen, en y lançant des boulets rouges pour l'incendier, que de risquer un assaut pour s'emparer de cet endroit. Il résolut de se maintenir dans sa position jusqu'à l'arrivée de

Ruchel, et il ordonna aux Saxons de couvrir son flanc droit en défendant le sentier du Schnecke.

Cependant les Français se renforçaient et s'étendaient de plus en plus. Le brouillard s'étant dissipé, on vit de nombreux bataillons descendre des hauteurs de Klosewitz, et se jeter dans la forêt d'Isserstadt après avoir enfoncé tout ce qui s'opposait à leur marche, et encloué une batterie. D'autres, sous la conduite de Lannes, se précipitèrent sur Vierzehnheiligen en flammes, où leurs compagnons d'armes, retranchés dans les jardins, se maintenaient toujours, et obtenaient même des avantages. La division Soult, libre par la retraite de Holzendorf, repoussa dans Hermstadt la cavalerie de l'aile gauche, tandis qu'à la droite Augereau obtenait une supériorité toujours plus marquée. Toute la division Gravert se replia insensiblement sur Klein et Gross-Romstadt, et le feu meurtrier de l'ennemi y jeta bientôt le plus grand désordre. Quelques braves résistaient encore, ou formaient un noyau autour des drapeaux abandonnés.

Il était entre deux et trois heures, lorsqu'au milieu de cette effroyable confusion la division de Ruchel parut enfin, après avoir passé par Capellendorf et Frankendorf, et rangea son monde en bataille sur le Sperlingsberg. S'il crut triompher à la fois de l'ennemi et jouir de la

cruelle position du prince, il se trompa étrangement, car sa présence ne fit que mettre le comble à la défaite. A peine avait-il fait ses dispositions que l'ennemi le prit en flanc, tandis que le feu bien dirigé d'une batterie portait la destruction dans ses rangs. Plusieurs des plus braves chefs furent tués ou blessés; lui-même reçut dès le commencement de l'action un coup de feu au-dessous du cœur, qui le mit hors de combat : on le transporta à Frankendorf. Plusieurs corps, ayant pris la fuite, entraînèrent avec eux ceux qui tenaient encore. On eût dit que cette division ne s'était montrée que pour disparaître aussitôt, après avoir été spectatrice inutile d'une bataille perdue, qu'elle était incapable de rétablir.

Tandis que près de Romstadt la victoire se déclarait contre les Prussiens, les Saxons, ignorant ce qui s'y passait, se défendaient encore dans le poste qui leur avait été assigné entre Isserstadt et Schwabhausen. Mais ils subirent bientôt la destinée commune. La division Augereau, arrivée à temps pour participer à la victoire, s'avança avec impétuosité, menaçant de les cerner. S'étant formés en carré, on put croire un instant qu'ils parviendraient à s'échapper, lorsqu'arrivés dans la contrée de Kotschau, ils y trouvèrent les escadrons prussiens de Bila et de Getkandt ainsi que l'infanterie légère de Bogus-

lawski qui, après s'être aussi maintenue dans sa position de l'autre côté de la chaussée de Weimar, était maintenant en fuite. Les uns et les autres, entourés par la cavalerie française, furent sabrés ou faits prisonniers. Un petit nombre, ayant à leur tête le général Zeschwitz, se fraya un passage au travers des ennemis, et se réunit à cette portion de la cavalerie saxonne sous les ordres d'un autre Zeschwitz, frère du premier, laquelle, après avoir formé avec Ruchel une nouvelle attaque, arrivait battue à Hohlstadt. Ces deux corps, renforcés de quelques fuyards qu'ils avaient ralliés, se mirent encore une fois en position et tentèrent, mais vainement, de couvrir la retraite des restes fugitifs de l'armée. L'ennemi triomphant ne leur laissa point de relâche, et les dispersa tellement, qu'une partie s'enfuit sur la route d'Erfurt, et l'autre partie sur l'Ilm, par les défilés de Dienstadt. Telles furent les vicissitudes d'une bataille mal engagée, conduite sans ensemble, infructueusement soutenue par une témérité sans but, et terminée enfin par une déroute sans exemple.

Dans le même temps l'armée du roi avait éprouvé le même sort. Ce fut le 13 octobre, à huit heures du matin, que sa première division, sous Schmettau, partit de Weimar; la seconde et la troisième, sous Wartensleben et le prince

d'Orange la suivirent à une heure d'intervalle ; la dernière, sous le comte de Kuhnheim, se mit en marche à trois heures de l'après-midi : elles se dirigèrent toutes en colonne sur Auerstadt par la chaussée. La même négligence, la même ignorance du nombre et des desseins de l'ennemi, régnaient dans cette armée comme dans celle de Hohenlohe. Les passages importans de Kosen, qui conduisent sur la rive opposée de la Saale, étaient ouverts à l'ennemi, et l'on crut qu'il serait assez tôt de les faire occuper le lendemain. Les soldats fatigués furent obligés de passer la nuit en plein air, et ne trouvèrent, à l'exception de quelques-uns, ni alimens ni boisson pour restaurer leurs forces. La bataille paraîssait inévitable pour le lendemain, et l'on ne songeait point encore à gagner les défilés escarpés qui conduisent dans le fond de la vallée où est situé Auerstadt, tandis que le maréchal Davoust s'emparait dans la nuit même de la montagne de Kosner.

Le 14 au matin, la division Schmettau, soutenue par la cavalerie de Blucher, se mit en mouvement par un épais brouillard. Les troupes légères, en avant, rencontrèrent, entre les villages de Poppel et Tauchwitz, la tête de l'avant-garde française, qui se replia aussitôt, et comme on se figurait n'avoir affaire qu'à un faible corps, une

portion de la cavalerie sortit avec tant de précipitation de Hassen-Hausen, qu'elle se trouva tout-à-coup exposée au feu meurtrier d'une batterie placée sur la droite, qui la contraignit de fuir avec perte de son artillerie à cheval. Alors la division Gudin s'étant avancée sur les hauteurs environnantes canonna avec succès celle de Schmettau. Le duc de Brunswick, voyant la grande infériorité des Prussiens, expédia courriers sur courriers pour accélérer la marche des troupes restées en arrière. Enfin les divisions Wartensleben et Orange ayant réussi à traverser les marais et enfoncemens d'Auerstadt, la première parvint par la vallée de Rehausen à se réunir à l'aile droite, et la seconde à appuyer le centre. Le ciel s'étant éclairci, le combat devint plus vif, et les deux partis redoublèrent d'efforts. L'infanterie française, formant un carré, repoussa toutes les attaques de la cavalerie de Blucher, qui s'était avancée contre elle de Zechwar et de Spillberg; mais quelques escadrons de la division Wartensleben ayant réussi à pénétrer au milieu de l'aile gauche de l'ennemi, la victoire paraissait assurée de ce côté, et on songeait déjà à s'emparer de Hassen-Hausen dont on avait reconnu l'importance.

Mais de même que la fortune avait paru favoriser un instant l'armée de Hohenlohe pour l'a-

bandonner presqu'aussitôt et sans retour, elle se montra tout aussi capricieuse envers celle du roi. Tandis que les Prussiens étaient encore en devoir d'opérer leur développement, Morand et Friand arrivèrent tout à propos pour se joindre à la droite et à la gauche de Gudin; le destin favorisa même l'ennemi d'une autre manière. Le comte de Schmettau avait déjà été blessé à mort, lorsque le duc de Brunswick, qui donnait ses ordres en exposant sa personne au milieu d'un feu violent, fut aussi enlevé à l'armée. Frappé, au-dessus de l'œil droit, d'une balle qui fit sortir l'œil gauche de son orbite, il tomba sans connaissance. On le plaça sur un cheval, le visage couvert d'un mouchoir, et on le transporta ainsi à Auerstadt, où fut mis le premier appareil à sa blessure; là, il fut placé dans son carrosse, et conduit plus loin.

La perte du commandant en chef, qui n'avait communiqué son plan à personne, eût été fâcheuse même dans le succès; à combien plus forte raison ne devait-elle pas l'être dans des conjonctures aussi douteuses. Déjà la droite de l'ennemi, qui avait reçu des renforts, poussait avec vigueur la gauche des Prussiens; les rangs de la division Schmettau s'éclaircissaient de plus en plus; ceux de Wartensleben, tout en se maintenant dans leur position, ne souffraient pas moins;

lorsqu'enfin la division d'Orange, arrivée par Rehausen et Poppel, se présenta sur le champ de bataille. Au moyen de ce renfort, on renouvela l'attaque sur Hassen-Hausen, où l'infanterie ennemie fut obligée de se retirer, tandis que les débris de la division Schmettau se ralliaient derrière les lignes des assaillans. Mais, à neuf heures du matin, la division Morand n'ayant plus d'ennemis devant elle se mit en devoir de tourner la gauche des Prussiens; le général établit une batterie de douze canons dans le cimetière de Spillberg, et envoya une nuée de tirailleurs au dos de l'armée prussienne. L'attaque hardie que fit à onze heures le prince Guillaume à la tête de la cavalerie, qu'il amenait de Sulza, échoua contre les carrés ennemis, dans l'un desquels se trouvait Davoust. Plusieurs corps de réserve étaient restés spectateurs oisifs, et il eût été facile de rallier la cavalerie, c'est pourquoi Blucher ayant trouvé le roi au milieu de la foule, lui demanda s'il devait les conduire au combat; mais le roi, qui ignorait le sort de Hohenlohe et de Ruchel, désirait plutôt se renforcer et remettre la continuation de la bataille au lendemain. Dès-lors l'armée prussienne commença à opérer sa retraite. L'aile droite, d'abord poursuivie faiblement, parce que l'ennemi manquait de cavalerie, et ensuite canonnée des hauteurs de Sonnenberg,

se dirigea par Sonnendorf; la gauche, plus inquiétée, mais couverte par ceux qui restaient en arrière, passa par Rehausen; toutes deux arrivèrent sans grande perte à Auerstadt, mais les obusiers ennemis y ayant mis le feu, on fut obligé d'évacuer cette place en grande hâte. Les Prussiens étaient plus nombreux que leurs adversaires, principalement en cavalerie; les soldats n'étaient pas moins braves que les chefs dont la plupart furent tués ou blessés, et la destinée funeste du duc de Brunswick ne peut guère avoir décidé du sort de cette journée. Ce qui causa leur défaite, fut leur trop grande sécurité, le mauvais emploi de leurs masses amenées partiellement au combat et battues en détail, mais plus encore les habiles dispositions et le sang-froid du chef des Français.

Le roi se hâtait de gagner la route de Weimar pour se préparer à une nouvelle lutte, lorsqu'on aperçut tout-à-coup sur les hauteurs d'Alpoda les mouvemens des masses ennemies. Cette fâcheuse apparition lui faisant pressentir ce qui s'était passé à Jéna, le détermina à tourner à gauche sur Sommerda avec une partie de sa garde et d'autres troupes. Ce fut chez le pasteur de l'endroit que, calculant toute l'étendue de son infortune, dont il avait eu en route des informations plus précises, il se détermina à écrire à l'empe-

reur des Français. Montesquiou, dont nous avons déjà parlé, lui avait remis pendant la bataille la lettre de Napoléon, et les sentimens qu'elle exprimait faisaient espérer une réconciliation. Toutefois, dans son incertitude à l'égard de la générosité du vainqueur, il se porta sans délai à Sondershausen.

Jamais armée ne se trouva peut-être dans une position plus déplorable que l'armée prussienne. Cernée de toutes parts, elle se trouvait séparée de sa patrie; et ses chefs, victorieux en idée, n'avaient pas même assigné de point de ralliement en cas de revers. Une imprévoyance aussi blâmable devait déjà rendre difficile la réunion des soldats dispersés, tandis que diverses circonstances aggravantes apportaient encore de nombreux obstacles à cette réunion. La retraite vers le nord, la seule qui parût possible, ne pouvait se faire sans exposer à de dangereuses incertitudes l'une et l'autre armée, privées de toute communication entre elles, et l'énorme bagage qu'elles traînaient après elles était une nouvelle source de confusion. Le manque de connaissance du pays, les longues nuits d'automne, devaient contribuer à les égarer. D'ailleurs, les deux batailles perdues, en détruisant chez les Prussiens la confiance en leurs généraux, leur avaient donné une haute opinion de la capacité des généraux ennemis. A

cela se joignaient le souvenir des besoins qu'on avait éprouvés, et la perspective de ceux qu'on éprouverait encore, l'éloignement de toutes forteresses bien pourvues, chez plusieurs la crainte d'être poursuivis, chez quelques-uns le sentiment de la honte, chez tous celui de l'espérance déçue, capable à lui seul de paralyser tout courage et d'ôter toute présence d'esprit. De plus, les militaires instruits ne pouvaient se dissimuler que dans leur fuite les Prussiens seraient obligés de décrire un arc très-étendu, tandis que, pour les atteindre, leurs ennemis, plus lestes et plus faits aux fatigues, n'auraient qu'à en parcourir la corde.

Le prince de Hohenlohe éprouva les premiers effets de la dissolution de l'armée au château de Wippach, où il était arrivé à dix heures du soir accompagné d'une nombreuse cavalerie. Les bagages de l'armée royale, qui s'y trouvaient rassemblés depuis le 13, en obstruaient l'étroite avenue; les déserteurs et les fuyards, en apportant la nouvelle de la défaite d'Auerstadt, y avaient répandu la terreur; on fut obligé de recourir à la violence pour arracher, à l'obstination des habitans, des alimens et du fourrage; et le butin entassé dans cet endroit faisait craindre que l'ennemi ne s'empressât d'y arriver. La nouvelle arrivée à minuit du pillage de Sommerda, où l'on

voulait se rendre au matin, rendit encore plus poignant le sentiment de l'infortune. La proximité du danger ne permettant aucun retard, on résolut aussitôt de se porter sur Tennstadt pour éviter la route de Weissensee que suivait le bagage de l'armée. Mais la route de Tennstadt était encombrée par les bagages du roi et des princes. Les fuyards furent donc obligés de s'esquiver à travers champs, au milieu de l'obscurité la plus profonde, et lorsqu'enfin on fut arrivé dans cette petite ville, le 15 à 7 heures du matin, il restait à peine cent hommes de cette nombreuse escorte.

Il importait avant tout au prince d'obtenir des nouvelles positives de l'armée du roi. Il envoya à cet effet des courriers à Frankenhausen, à Mulhausen et à Liebstadt, et, d'après les rapports qui lui parvinrent, il crut pouvoir arriver sans inconvénient à Sondershausen, en passant par Ehrich; mais il fut encore trompé dans cet espoir. Une heure et demie s'était à peine écoulée depuis son arrivée à Tennstadt, qu'il s'engagea, devant la porte qui conduit à Ehrich, une vive escarmouche entre la cavalerie française et la cavalerie prussienne. La faiblesse de son escorte l'obligeant à fuir en toute hâte, lui et sa suite montèrent aussitôt à cheval, et, conduits par un guide sûr, ils sortirent par la porte opposée, et

parvinrent en suivant des chemins détournés sur les hauteurs d'Ehrich, d'où ils aperçurent les bagages saxons poursuivis par l'ennemi, et fuyant sur la route de Weissensee à Sondershausen : ils s'efforçèrent en vain de les devancer. Arrivés à Sondershausen, ils trouvèrent toutes les portes, les rues et les places remplies et encombrées. Des fuyards armés ou sans armes y affluaient de tous côtés. La nuit se passa au milieu du tumulte et des alarmes. Des bruits vrais ou faux se succédaient sans interruption. Personne ne pouvait donner des nouvelles de l'armée royale, ni indiquer l'endroit où elle devait se rassembler.

Le roi arriva enfin le matin du 16 octobre à Sondershausen, et quoique sa présence ne pût faire cesser le désordre, on s'efforça du moins d'y remédier. On résolut, pour couvrir Berlin, de rallier à Magdebourg les débris de l'armée en déroute, de les réunir à la première réserve prussienne stationnée à Halle, ou supposé qu'il n'en fût plus temps, de gagner l'Oder et de se joindre aux troupes prussiennes de l'est. En même temps on chargea le comte de Kalkreuth de conduire son corps sur l'autre rive de l'Elbe, et l'on nomma le prince de Hohenlohe généralissime du reste des troupes qui avaient combattu à Auerstadt et à Jéna. Le roi, de son côté, partit aussitôt pour faire à Magdebourg les dispositions nécessaires.

Dans ces entrefaites le vainqueur lui avait enlevé son unique allié. L'ennemi, n'ignorant pas que les Saxons désapprouvaient cette guerre, les avait déjà invités, avant l'ouverture de la campagne, à se détacher de la cause de la Prusse, il avait même répandu dans leurs avant-postes, avant et pendant le combat, des imprimés qui les invitaient à la défection. Maintenant, après la perte d'une bataille qui avait livré aux mains du vainqueur une grande partie des guerriers saxons, et qui lui ouvrait l'entrée de leur patrie, il paraissait facile d'attirer ce peuple et son souverain sous les drapeaux de la France; aussi Napoléon s'empressa-t-il de faire les premiers pas. Ayant rassemblé les officiers saxons prisonniers, il leur déclara : « Que son estime pour leur élec« teur lui faisait envisager avec peine sa position « vis-à-vis la Prusse. Qu'il était venu pour les « affranchir d'un joug honteux. Que toutes hos« tilités cesseraient de sa part, aussitôt que leur « souverain aurait rappelé ses troupes et suspendu « les travaux de fortification de Dresde et de Kœ« nigstein. Qu'eux-mêmes pourraient retourner « aussitôt dans leur patrie s'ils voulaient s'engager « par écrit, en leur nom et celui de leurs subor« donnés, à ne plus servir contre la France. » Cette garantie ayant été signée le 15, les chefs saxons et leurs soldats, munis de passeports, re-

tournèrent chez eux le 17. Nul doute qu'un tel ménagement ne dût devenir bientôt préjudiciable à la Prusse.

Mais ce qui lui fut beaucoup plus funeste, ce fut la promptitude que mirent les vainqueurs à poursuivre leurs avantages. Une partie de l'armée battue s'était dirigée au nord sur le Harz, l'autre partie fuyait à l'ouest du côté d'Erfurt. Dans le même temps un corps considérable de Prussiens s'approchait aussi de cette forteresse, jadis une des plus importantes de la Thuringe. Conduit par le duc de Weimar, il était arrivé le 7 octobre sur la pente septentrionale des montagnes de Thuringe à Tambach, tandis que l'armée se disposait à les franchir. Conformément aux ordres du général en chef, il s'était transporté sur la route qui conduit de Meiningen à la Werra, résolu d'agir si les circonstances l'exigeaient; mais la vivacité des mouvemens des Français contre Schleiz ayant déjoué ce plan, un nouvel ordre l'appela à se réunir à la grande armée par Schmalkalden et Gotha. Le duc de Weimar plus rapproché des ennemis, et pouvant en conséquence mieux juger de sa position et de la leur, annonca au général en chef qu'il ferait sa retraite par Trauenwalde et Ilmenau, soit pour arriver plus tôt, soit pour embarrasser les Français, et fit à cet effet les dispositions nécessaires. L'avant-garde fut rappelée, la petite

forteresse de Kœnigshofen qu'on venait d'occuper, évacuée, et le corps entier rassemblé dans la contrée de Romhild et de Hildbourghausen. Cependant les Français ayant pénétré jusqu'à Saalfeld, le général en chef, qui ne connaissait pas encore les nouvelles dispositions du duc de Weimar, lui expédia un second courrier qui arriva à Gotha dans la nuit du 12, pour lui recommander de se porter incontinent de cette ville à Weimar par la direction d'Erfurt. Mais le duc fidèle à son plan, qui lui paraissait préférable, campa le 13 dans les environs d'Ilmenau, et envoya vers Ruchel pour s'instruire de la position et du but de la grande armée. Il apprit le 14, après midi, que Ruchel se trouvait à Webicht et que le feu avait commencé. Aussitôt le duc se dirigea, dans la même soirée, sur Arnstadt pour atteindre Weimar; mais il était encore dans cette ville lorsqu'il apprit la défaite de Vierzehnheiligen.

Le duc avait résolu de gagner la chaussée par les hauteurs d'Egstadt en laissant Erfurt à gauche. Maintenant que l'occupation de Weimar par l'ennemi paraissait inévitable, considérant que cette résolution le conduirait à sa perte, il se hâta de tourner la Géra dans la direction d'Erfurt. Arrivé dans les environs de cette ville le 15 octobre, et y ayant envoyé chercher des vivres, il apprit qu'elle fourmillait de fuyards, que le maréchal

Mollendorf, le prince d'Orange, et d'autres officiers supérieurs s'y trouvaient aussi: enfin les funestes résultats de la journée du 14. On le suppliait en même temps de se former entre le Petersberg et la Géra pour protéger la retraite des vaincus qui aurait lieu dans une heure. Le duc apercevant, au moyen d'une longue-vue, les forces ennemies qui s'avançaient avec rapidité, envoya aussitôt, sous le duc de Brunswick-Oels, son infanterie par Tuttleben et Hochheim à Langensalza, et rangea sa cavalerie sur les hauteurs de Bindersleben. Cependant l'ennemi approchait, le jour était à sa fin, et Mollendorf chez lequel on avait envoyé plusieurs fois pour presser son départ le remettait toujours. Il faisait déjà nuit lorsqu'il fit annoncer au duc: « Que la retraite était impossible, « que les soldats débandés, que renfermait Erfurt, étaient blessés, harassés ou de mauvaise « volonté. Que le duc lui-même était tourné, et « qu'il lui conseillait d'essayer de se faire jour à « travers l'ennemi. » Rien ne pouvait être plus fâcheux que la perte du temps, toujours précieux dans un combat, inappréciable dans une fuite. Cependant sa résolution fut prise à l'instant même; il se dirigea sur Gotha, et passa la nuit au-delà de cette ville. Dès que le jour parut il se mit sur les traces de son infanterie, renforcé d'un corps prussien qu'il avait rallié à

lui, et l'ayant atteinte à Mulhausen, il se dirigea sur Heiligenstadt où il arriva le 17. Ce fut là qu'il reçut des nouvelles certaines sur le sort des deux armées, et des instructions positives. Une lettre de Nordheim que lui adressait le prince de Hohenlohe, lui ordonnait de voler à Magdebourg avec toutes les forces qu'il pourrait rassembler.

Le duc n'était point encore arrivé à Mulhausen que l'on traitait déjà de la reddition d'Erfurt. Cette forteresse, depuis quatre ans au pouvoir des Prussiens, protégée par deux châteaux forts, le Petersberg et le Cyriaksburg, aurait pu être, comme place de refuge, d'une très-grande utilité aux vaincus, si l'on y avait songé plus tôt. Mais négligée comme elle l'était, et entre les mains de commandans timides, on n'eut pas même l'idée de la défendre. On ne riposta au feu de l'ennemi que par quelques coups partis du Petersberg, plus propres à exciter qu'à intimider l'audacieux duc de Berg. La capitulation fut conclue le 16. Des soldats isolés ou en petites troupes, armés ou sans armes, avaient traversé le jour précédent le corps d'armée du duc de Weimar, et s'étaient refugiés à Langensalza. Les autres, au nombre de huit mille, posèrent les armes et furent acheminés sur Eisenach.

Arrivés dans cette ville, ces prisonniers y furent favorisés par la fortune, si contraire à tous leurs

compagnons d'armes, pendant cette campagne funeste. Le comte de Gotzen, envoyé le 13 pour faire une reconnaissance avec deux cents cavaliers, trouva à Heiligenstadt un détachement de hussards en marche pour se joindre à Ruchel; mais qui ayant appris sur la route d'Erfurt les désastres de l'armée prussienne, s'était dirigé sur Gotha et se réunit alors à Gotzèn. Celui-ci, informé que les prisonniers prussiens partiraient d'Erfurt sous une faible escorte, proposa aux chefs des hussards de faire une tentative pour les délivrer. Ce dessein ayant été approuvé, le lieutenant de Hellwig se plaça en embuscade à Eichenrodt non loin d'Eisenach, prit l'escorte à dos et délivra les captifs. Toutefois, cette entreprise ne tourna point au profit de l'armée. L'officier, expédié par le duc de Weimar à Gœttingue, qui devait être le lieu de rassemblement de cette troupe, ne lui en ramena pas même un seul homme. Au lieu de rejoindre les drapeaux, chacun avait regagné ses foyers.

Il existait encore une armée prussienne intacte, dans les provinces de la Prusse occidentale et méridionale, destinée à servir de corps de réserve, et qui se montait à seize mille hommes. Les troupes de ces contrées éloignées, en mouvement dès la fin d'août, se portaient à marches forcées sur l'Oder. Elles étaient arrivées dans le milieu de septembre

entre Beeskow et Copenik, et leur commandant, le duc de Eugène de Wirtemberg, était à Furstenwalde, d'où elles furent conduites le 29 sur la rive gauche de l'Elbe, avec injonction, à celles qui étaient restées en arrière, de rejoindre le plus promptement possible. Mais à peine ce corps s'était-il réuni aux environs de Magdebourg que le changement des circonstances le fit appeler à Halle, où il n'arriva que le 16 et le 17 octobre, après de longs détours qui l'avaient épuisé de fatigue : il établit son camp au midi de la ville sur la rive droite de la Saale.

Il ne restait au chef de cette division, après la défaite des Prussiens, d'autre alternative que de retourner à Magdebourg, ou de prendre une forte position sur l'Elbe, d'en détruire les passages, et, dans la supposition la plus funeste, de s'assurer de la route de l'Oder. Mais, loin d'agir d'une manière conforme à sa position, le duc ne s'occupa qu'à recueillir des renseignemens positifs sur l'armée royale et sur celle de Hohenlohe, refusa d'ajouter foi aux rapports fâcheux qui lui parvenaient, et même maltraita ceux qui les lui faisaient. En sorte que le prince de Ponte-Corvo eut tout le temps nécessaire, pour s'avancer à l'ouest jusqu'à Eisleben, et se former à Passendorf sur la rive gauche de la Saale. Cette rivière se partage en cet endroit en trois bras, sur lesquels

sont établis autant de ponts qui conduisent à Halle; le pont extérieur est de pierre, celui du milieu est composé de bateaux. Si le prince eût su tirer parti des localités, il eût été facile de les détruire ou du moins de les rendre impraticables; mais, loin de faire garder ces postes et d'autres non moins importans, par des forces suffisantes et à portée d'agir avec avantage, il ne les fit occuper que faiblement et sans aucune utilité; lui-même, après avoir examiné les ponts, s'en retourna tranquillement à la ville pour y faire préparer un repas. Les Français profitant de cette incroyable sécurité renversèrent tout ce qui s'opposa à leur passage, et pénétrèrent dans Halle, tandis que d'un autre côté le général prussien, Treskow, arrivant de Magdebourg sur la rive gauche pour se réunir à Eugène, était attaqué vigoureusement par l'ennemi, et perdait tout son monde dont une partie fut tuée, l'autre obligée de poser les armes. Les Prussiens se défendirent encore quelque temps dans les rues de la Halle, mais sans le moindre résultat. Accablés par la supériorité toujours croissante de l'ennemi, ils s'enfuirent en deux colonnes sur Dessau, et passèrent l'Elbe, dont ils ne détruisirent pas même entièrement le pont, pour gagner Magdebourg, où ils arrivèrent le 19. Les Français firent prisonniers environ cinq mille soldats et soixante-qua-

torze officiers, et prirent quatre drapeaux et trente pièces d'artillerie. Il y eut trois cents tués et cinq cents blessés. Les témoins oculaires de cette journée, frappés de la manière dont les choses se passèrent, et ne pouvant croire à tant d'imprudence, accusèrent sans fondement le duc de trahison. Les premiers rapports ayant été méprisés, aucune disposition efficace ne put avoir lieu, en sorte que la funeste issue de cette affaire prit l'apparence d'un crime, et que les soupçons qui planaient sur le chef parurent fondés sur de justes motifs.

Tandis que le dernier appui de la puissance prussienne venait de s'écrouler à Halle, on ne pressentait guère à Berlin les malheurs de l'état. Si la nouvelle de la mort du prince Louis y avait excité des regrets, les bruits mensongers de victoire dont elle fut suivie, avaient relevé toutes les espérances. On continuait à échauffer les esprits par des drames patriotiques, et par les injures dont on chargeait publiquement l'ennemi. Des poétereaux chantaient des hymnes guerriers qui pouvaient s'appliquer à tous les événemens d'une campagne, et les gazetiers s'escrimaient contre les journalistes français. L'hôtel du comte de Schulenbourg (qui veillait à la tranquillité de la ville, depuis le départ de Mollendorf), était journellement entouré d'une multitude de citoyens,

tous dans l'attente d'heureuses nouvelles. Une allégresse bruyante, une sécurité audacieuse régnaient encore dans la ville le 15 octobre, jour de naissance du prince royal. Mais à la joie succéda la consternation la plus profonde, à l'arrivée du capitaine Dorville envoyé par le roi, et lorsqu'un bulletin placardé à l'hôtel eut fait connaître la défaite en exhortant à la résignation. Dès-lors Berlin ne présenta plus qu'un tableau de confusion et de perplexité. Les autorités royales quittèrent la ville suivies d'un grand nombre des plus riches particuliers. La tourbe des écrivailleurs, quelques jours auparavant en guerre ouverte avec la France, se dispersa de tous côtés. Le comte de Schulenbourg prit aussi congé en laissant la garde de Berlin au prince de Hatzfeld son beau-fils. Il ne resta de la famille royale que les princes Henri et Ferdinand. Les fuyards étaient suivis de fourgons chargés d'argent, d'effets précieux, de papiers importans ou inutiles; mais on abandonna à l'ennemi les armes superbes qui remplissaient l'arsenal, et les riches collections des arts. Quelques heures suffirent pour opérer un changement complet dans les idées des Berlinois qui, se reposant la veille avec une orgueilleuse présomption sur la bravoure et les lumières des généraux prussiens, leur prodiguaient maintenant les épithètes de lâches et d'ignorans. Ceux

qui venaient de placer l'état parmi les puissances de premier ordre, le considéraient comme effacé du rang des nations. Ceux qui, quelques momens auparavant se targuaient de leur amour pour la patrie, l'auraient volontiers reniée. Il n'y eut que le petit nombre des hommes véritablement éclairés qui se montra raisonnable; quant à la populace, qui trouve dans tout changement quelque motif d'espérer parce qu'elle n'a rien à perdre, et qui est toujours avide de nouveauté, elle demeura indifférente comme partout.

On reconnut bien vite que c'était la crainte et non l'amitié qui avait jeté la Saxe dans l'alliance de la Prusse. Ce fut avec une approbation universelle que les Saxons apprirent que leur électeur, prenant conseil des circonstances, s'était détaché de la cause de la Prusse par une convention, conclue avec Napoléon le 23 octobre. On se rappelait les injustices anciennement éprouvées de la part de cette puissance, l'arrogance des officiers prussiens, et le peu de soin apporté pour couvrir la Saxe pendant cette campagne. « Un voisin tel « que la Prusse était toujours dangereux. En lui « accordant même de bonnes intentions, la prise « de possession du Hanovre n'en était pas moins « un exemple alarmant. De quelle utilité pouvait « être pour la Saxe sa persévérance à rester l'alliée « de cette puissance? L'alliance de la France était

« préférable, car elle assurait pour le moment le « salut de l'état, et offrait pour l'avenir une puis« sante garantie de sa conservation future. » Telles étaient les dispositions manifestées par les Saxons; la pensée que ces sentimens étaient professés par des étrangers et qu'ils paraissaient injustes, en adoucissait du moins l'amertume pour le gouvernement prussien.

Mais l'ingratitude des indigènes était bien plus pénible. Il existait en Prusse, comme partout, des gens infatués de leur importance, se prétendant négligés ou offensés par leurs supérieurs. Ces hommes, mettant à profit l'irritation générale contre les chefs de l'armée, et se portant pour vengeurs des fautes commises, osèrent publier des écrits qui révélaient les vices et les secrets de l'état. Ce qui jusqu'ici n'avait été confié qu'à l'intimité fut alors mis au grand jour. Le peuple, s'imaginant que ces publications lui révélaient les causes de la décadence de la Prusse, lisait avec avidité, et le succès encourageait les écrivains. La bigarrure du vrai et du faux, qu'on n'avait ni le loisir ni la volonté de démêler, exerçait la plus grande influence sur les esprits; aussi, pour compléter le triomphe de la malignité, et ne point laisser refroidir le goût pour ces lectures, on s'attaqua surtout aux personnes, et, sous le masque d'un pur amour pour la patrie, les noms les plus

illustres furent livrés à la haine et au mépris. A peine l'histoire conservera-t-elle les noms de deux ou trois de ces traîtres. Quelques-uns qui consacrèrent ouvertement leur plume à l'ennemi ont trouvé plus tard leur récompense dans son mépris. Tous rappellent la race hideuse des délateurs sous les empereurs de Rome, et s'ils ont échappé aux malédictions de leurs contemporains, c'est qu'ils n'ont point trouvé de Tibère : plusieurs même ont été rétablis dans les fonctions administratives.

Depuis la défaite de Halle, les Berlinois s'attendaient à chaque instant à voir arriver l'ennemi. Ils présumaient avec raison que Napoléon aurait à cœur d'occuper la capitale afin de couper toute connexion entre les provinces. Davoust arriva le 18 octobre à Leipzick, dont les habitans, d'abord effrayés, furent bientôt rassurés par l'excellente discipline de l'armée française. Le 21, il passa l'Elbe sur le pont qui fut bientôt rétabli vu la négligence apportée à sa destruction. A son arrivée à Wittemberg, cette ville pouvait à peine contenir dans son étroite enceinte la multitude qui s'y était rassemblée. Maître de la route de la capitale qui se trouvait sans défenseurs, tout l'invitait à s'y rendre, ce qu'il fit sans délai. Un corps nombreux de cavalerie entra le 24 à Berlin, et Davoust y arriva lui-même le 25. Une profonde tristesse s'empara de

tous ceux qui repassaient dans leur esprit les vicissitudes de la fortune. Ils songeaient à la prépondérance dont avait joui cette ville, qui n'avait ni craint ni vu aucun ennemi depuis 1760; à l'allégresse universelle de ses habitans lorsque l'empereur Alexandre y avait fait son entrée, l'année précédente, et précisément le même jour. Mais il se préparait pour eux de plus graves sujets d'affliction. Une seconde division française, sous les ordres de Lannes, ayant traversé l'Elbe à Dessau, venait d'arriver devant Spandau. La garnison de cette forteresse n'était que de six cents hommes, les remparts étaient dégarnis d'artillerie, et les parapets dans le même état de délabrement que cinquante ans auparavant. Le commandant de Beneckendorf se rendit à la première sommation, trouvant son excuse dans la conduite inexcusable de ses supérieurs.

Mais quoique les Berlinois fussent péniblement affectés de cet événement, le sentiment de leurs propres maux et la vue d'un spectacle nouveau pour eux le firent bientôt oublier. Potsdam, où le grand Frédéric dominait jadis, était déjà occupé par le vainqueur de sa maison et de son armée. Les citoyens humiliés de Berlin s'empressèrent néanmoins de se présenter à Napoléon, et en reçurent cette réponse : « Vous avez désiré ardemment la guerre, et vous l'avez. » Son

entrée à Berlin eut lieu le 27 octobre par un beau jour d'automne; on vit alors se réaliser ce qui aurait été taxé de folie si on l'eût annoncé quelques jours plus tôt. A quatre heures de l'après-midi le bruit de l'artillerie annonça l'approche de l'empereur. Dans les rues les soldats français rangés sur deux lignes contenaient les flots d'un peuple curieux. Toute la ville était en mouvement. Ceux mêmes qui le haïssaient, étaient forcés de convenir que le spectacle qu'ils avaient sous les yeux était d'un genre remarquable et nouveau. Le cortége entra par la porte de Brandebourg, surmontée du char de la Victoire érigé pour une destination bien différente; une troupe de mameloucks, dont jusqu'ici la présence avait été étrangère à ces climats, précédait la marche. Ils étaient suivis d'une partie de la garde, éblouissante de l'éclat de ses armes, et commandant le respect par sa belliqueuse tenue. Le vainqueur lui-même parut enfin à cheval au milieu de ses maréchaux, dont chacun rappelait de grands souvenirs, et pouvait revendiquer une partie de la gloire de leur chef, et il fut salué par mille acclamations de ses braves. La marche était encore terminée par des mameloucks. Cette masse s'avança lentement par la large rue dite Lindenstrasse jusqu'au palais; une partie de la garde passa la nuit en plein air dans le parc situé vis-

à-vis du palais, et alluma ses feux dont la brillante clarté formait un spectacle imposant. L'illumination en offrit un autre non moins beau, surtout aux environs du palais.

Napoléon consacra les premiers momens de son séjour à Berlin à recevoir les hommages empressés des personnages de distinction. Il accueillit avec froideur et sévérité les autorités supérieures tant civiles qu'ecclésiastiques, et ceux qui les lui présentaient, oubliaient souvent à leur égard le langage de la modération. Il visita néanmoins les membres de la famille royale demeurés à Berlin, dans la vue de se conformer à l'étiquette et pour ne point déroger à la politesse française. Il saisit aussi l'occasion de faire preuve de clémence. Une lettre du prince de Hatzfeld au prince de Hohenlohe, qui rendait compte de l'état des forces françaises, fut interceptée et remise à l'empereur. La loi prononçait la peine de mort; mais son interprète se laissa désarmer par les supplications de l'épouse du coupable, par la médiation de Ferdinand, et par les bons offices de Duroc : le prince obtint son pardon. Néanmoins Napoléon témoigna vivement à la princesse son mécontentement de l'influence des femmes de Berlin dans les affaires d'état. Il montra dans toute sa conduite la noble confiance d'un homme qui sait estimer ceux qui l'entou-

rent. La curiosité du peuple de Berlin trouva chaque jour un aliment dans le spectacle de parades brillantes et de revues des troupes qui passaient. Il oublia, ou parut oublier, les écrivains qui s'étaient montrés ses adversaires. Il fit venir auprès de lui le plus célèbre d'entre eux, l'illustre historien de la Suisse, l'apôtre éloquent de la liberté, qui ne sut jamais déguiser ses sentimens; il s'entretint avec lui sur des sujets historiques, de manière à forcer son estime. Napoléon n'évitait point de paraître en public, et s'y montrait tranquille et assuré, soit que ce fût l'effet de son intrépidité naturelle, ou de la justesse avec laquelle il avait apprécié le caractère du peuple chez lequel il vivait.

Le général Hullin fut nommé commandant de la ville. Outre la garnison, vingt compagnies de garde bourgeoise à pied et à cheval, chacune de soixante hommes choisis parmi les plus riches particuliers des vingt quartiers de la ville, veillaient à sa sûreté. Afin de prévenir la disette, on ordonna aux habitans de la campagne de verser dans les magasins une quantité de blé suffisante pour que la ville en fût toujours approvisionnée pour trois mois. Il releva le crédit public en ordonnant de recevoir dans les caisses royales, et pour leur valeur nominale, les mandats sur le trésor. Tous les salariés de l'état continuèrent à

jouir de leurs pensions. Les fonctionnaires publics furent appelés à jurer qu'ils reconnaîtraient les ordres de l'empereur, et qu'ils n'entretiendraient aucune relation avec ses ennemis : ce serment fut prêté le 9 novembre.

Cependant, malgré ces adoucissemens apportés aux souffrances du moment, on ne pouvait oublier qu'on avait changé de maître, et qu'on était naguère plus heureux. Les besoins des troupes, qui gardaient la capitale et qui la traversaient, exigeaient de grands emprunts. Le logement et la nourriture que les bourgeois devaient leur fournir, occasionaient à ceux-ci des embarras et des dépenses d'autant plus insupportables qu'ils n'y étaient point accoutumés. Toutes les propriétés royales, les armes que contenait l'arsenal, les magasins d'habillement, les provisions en bois et autres objets, passaient à l'ennemi, et souvent par l'effet d'une indigne trahison, affligeante pour les habitans et révoltante même pour ceux qui en profitaient. Le char de la Victoire qui ornait, depuis tant d'années, la porte de Brandebourg, en fut enlevé; on dépouilla l'appartement de Frédéric II de son épée, de son écharpe, de son hausse-col et du cordon de son ordre avec une grande quantité de drapeaux et d'étendards, pour les envoyer à Paris et y être déposés à l'hôtel des Invalides. Les palais

royaux furent dépouillés des meilleures productions de l'art : perte douloureuse pour les amis du beau, plus douloureuse encore pour les inspecteurs, réduits à montrer la place où étaient les objets que peu auparavant ils avaient tant de plaisir à offrir aux regards. Ce qui rappela surtout qu'on était tombé sous une domination étrangère, ce fut la nouvelle division du pays, que Napoléon décréta aussitôt après son entrée à Berlin. Les possessions royales dans la Haute-Saxe formèrent trois départemens, celui de Berlin comprenait : la Marche Moyenne, la Marche d'Uker, le pays de Priegnitz et l'ancienne Marche; celui de Custrin; la Nouvelle Marche : et celui de Stettin; la Poméranie. Dans la Basse-Saxe, le duché de Magdebourg, les districts de la Saale et de Mansfeld composaient le quatrième; et plus tard Hildesheim et Halberstadt avec le duché de Brunswick formèrent un cinquième département. Telle fut la volonté du vainqueur. A la vérité tous ces pays ne lui étaient pas encore soumis à l'époque où il fit cette division; mais il était indubitable qu'ils le seraient incessamment; car, aux malheurs qui accablaient l'état venait de se joindre le plus grand qui pût lui arriver, savoir : la reddition, presque sans coup férir, de forteresses imprenables, et cette multitude de prisonniers qui se rendirent successivement

aux Français. Ces événemens inouïs, et dont l'histoire n'offre point d'exemple, nous engagent à entrer dans les détails.

A l'arrivée du roi à Sondershausen, le 16 octobre, le prince de Hohenlohe ayant reçu le commandement des restes de l'armée, à l'exception du corps de troupes sous Kalkreuth, les dirigea tous le même jour sur Nordhausen dans l'intention de les réorganiser dans cette ville. Mais aussitôt qu'on y fut arrivé il reconnut que l'esprit qui s'était emparé des fuyards rendrait la chose bien difficile. D'un côté, la faim, les souffrances, avaient rompu tous les liens de la subordination; et de l'autre, le soldat était irrité par le souvenir de la sévérité excessive et des mauvais traitemens de ses officiers. Les sentinelles ne furent point respectées, et l'on pilla les boulangeries et les magasins. Comme on ignorait quelles étaient les divisions de l'armée qui avaient réussi à se sauver, et dans quel ordre elles arriveraient, on leur réserva les villages les plus voisins de Nordhausen, et l'on fit occuper les plus éloignés par les troupes présentes. Cependant comme ceux qu'on attendait n'arrivaient pas, on fit retourner les autres aux lieux d'où ils étaient venus. Ces dispositions, et d'autres semblables, augmentèrent le mécontentement. Les subordonnés éclatèrent en railleries amères contre les

chefs, et firent connaître ouvertement qu'ils avaient secoué le joug d'une servile crainte. « Le « soldat n'était-il destiné qu'à verser son sang « dans les combats, ou à périr de faim? On s'était « vanté de le mener à la victoire, c'était à la « mort et à la honte qu'on l'avait conduit. Il était « facile de battre l'ennemi pendant la paix ou le « verre à la main; mais ce n'était qu'en sa pré- « sence qu'on prouvait ce qu'on savait faire. Que « si le soldat était tenu d'obéir à ses chefs, ceux- « ci, de leur côté, devaient en prendre soin, et « s'ils se dispensaient de ce devoir, le premier « était dégagé du sien. » Ces propos couraient dans l'armée entière. Le prince eut besoin de déployer toute son autorité pour rétablir le calme et réprimer cet esprit de révolte.

Mais les inquiétudes furent portées au comble dans la nuit et dans la matinée du lendemain. Non-seulement on eut la certitude que Ponte-Corvo, après s'être emparé d'Erfurt, marchait sur Halle, mais on apprit en même temps qu'on allait être attaqué. Le lendemain de la bataille d'Auerstadt, le comte de Kalkreuth avait pris à Sommerda le commandement de la garde et de tous ceux qui s'étaient rassemblés dans cette ville. Ayant rencontré l'ennemi à Weissensee, il avait usé de stratagême pour le tromper. Fauenzien, Blucher et Massenbach, députés par lui

aux généraux français, Klein et Lasalle, leur persuadèrent qu'on était convenu à Weimar d'une trève pour traiter de la paix, ce qui les engagea à ne point attaquer les Prussiens. Mais à peine ceux-ci, tournant à gauche, furent-ils parvenus à Greussen, qu'ils se virent menacés, du côté d'Erfurt, par une forte division sous les ordres de Soult, qui ne voulut point croire à cette trève prétendue. Il s'engagea, à l'entrée de la nuit, entre lui et Blucher qui commandait l'arrière-garde, un feu très-vif qui se soutint jusqu'à Sondershausen, où se retirèrent les Prussiens poursuivis par Soult. D'un autre côté, Kalkreuth étant arrivé le 17 à midi à Nordhausen, l'ennemi parut en même temps et ne cessa d'inquiéter les fuyards jusque fort avant dans la nuit, heure à laquelle les Prussiens arrivèrent enfin à la petite ville de Sachsa, située au nord-ouest de Nordhausen.

Ces incidens ayant convaincu le prince que Nordhausen n'était point l'endroit où il pourrait réorganiser une armée, il résolut de se diriger aussitôt sur Magdebourg. Il assigna dans ce but à l'artillerie, aux masses déjà formées, et à d'autres corps moins considérables, la plupart sans armes, les lieux de rassemblement et la direction qu'ils devaient suivre ; il ne différa lui-même de partir que parce que la division de Kalkreuth se

trouvait engagée avec l'ennemi, et qu'il désirait la savoir hors de danger. Mais le malheur commun, qui souvent réconcilie des ennemis acharnés, ne put opérer un rapprochement entre les généraux prussiens, ni leur faire oublier leur mésintelligence. Tandis que le prince attendait des nouvelles de Kalkreuth, celui-ci s'était retiré de Sachsa par Stiege et Hassenfeld. Le prince, pénétré de la perte de temps qui en résultait pour lui, se porta incontinent sur Stolberg sans être poursuivi. Il arriva le 18 à Quedlimbourg, où il fut bien reçu par les habitans, et il envoya de là à Magdebourg pour y faire annoncer son arrivée. Il reçut la nuit suivante une lettre du roi, qui lui donnait le commandement général de toutes les troupes en-deçà de l'Oder, honneur d'autant plus dangereux, qu'il l'eût été même dans des conjonctures favorables. Toutefois l'ambition du prince en fut flattée et son ardeur s'en accrut; l'homme étant toujours porté à imputer aux autres les revers qu'il éprouve en commun, et se croyant capable de tout dès qu'il se trouve placé dans une position indépendante.

Le prince, arrivé le 20 octobre à Magdebourg, se vit singulièrement trompé dans ses calculs. Il avait compté y trouver Kalkreuth et Blucher, et se renforcer de leurs divisions; mais le premier, qui lui enviait le commandement, appelé d'ail-

leurs par le roi à Custrin, avait fait passer à ses troupes l'Elbe au-dessous de Magdebourg; le second, en quittant Nordhausen, avait pris la route d'Osterode. Il s'imaginait que le duc Eugène de Wirtemberg lui amenerait de Halle une armée encore intacte; il la trouva battue sur la rive droite de l'Elbe. Une indisposition du duc, peut-être aussi son mécontentement ou sa méfiance en ses propres lumières, lui en avait fait remettre le commandement à Natzmar. On ne savait ce qu'étaient devenus le petit corps commandé par le duc de Weimar, et quantité d'autres mentionnés dans les ordres du jour. Malgré l'ordre donné de bonne heure à Magdebourg de fermer le pont de l'Elbe et de retenir les fuyards, on n'avait point encore mis d'obstacle à leur sortie à l'arrivée du prince. Les portes et les rues de la forteresse qu'ils croyaient libres, se trouvèrent obstruées d'une si grande quantité de chariots et de bagages qu'à peine les piétons pouvaient-ils y circuler; et il ne fut pas moins trompé à l'égard des vivres. Le commandant de Kleist déclara : « Que de soixante mille pains qu'il avait « d'abord, le roi lui avait ordonné d'en distri« buer une quantité considérable aux premières « colonnes des fuyards. Que l'armée de Hohen« lohe devait pourvoir elle-même à ses besoins, « et que la garnison, que le prince voulait ren-



« forcer de douze mille hommes, ne devait pas « être exposée aux dangers de la famine. » A ces circonstances fâcheuses se joignaient encore les attaques de l'ennemi, qui enlevait les postes de cavalerie distribués dans des villages plus éloignés, la mutinerie des soldats qui changeaient de stations à leur gré, le découragement des chefs, et la crainte de voir, en cas de surprise, se répéter à Magdebourg ce qui était arrivé à Ulm.

Trompé dans ses espérances et jugeant bien qu'il ne pourrait réaliser aucun de ses plans, tandis que le moindre délai pourrait devenir fatal, le prince résolut de se porter en toute hâte sur l'Oder. Il avait déjà fait ses dispositions lorsqu'il reçut du général saxon Zeschwitz un message aussi inattendu que désagréable. Après la funeste bataille de Vierzehnheiligen, ce général était parvenu, avec beaucoup de perte, à se sauver avec ses Saxons par Weissensee, Frankenhausen et Mannsfeld, en longeant la Saale. Il venait d'arriver à Barby, lorsqu'il fut informé du traité conclu entre l'électeur et Napoléon. En conséquence Zeschwitz expédia aussitôt un courrier au prince de Hohenlohe pour demander le renvoi des Saxons. Quoique ce dernier ne fût point instruit officiellement du changement qui s'était opéré dans le système de la Saxe, il com-

prenait aisément les motifs de cette demande et l'impossibilité de s'y refuser. Tous les Saxons qui étaient à Magdebourg en partirent le soir et dans la nuit du 20 octobre. Quelques petits détachemens de cavalerie, qu'on n'avait pu d'abord découvrir, suivirent les Prussiens jusqu'à Rathenau, où ceux-ci furent atteints par Soult; quelque peu d'infanterie resta aussi avec le duc de Weimar, et ne fut rappelé que plus tard.

Le prince se porta le 21 octobre, de Magdebourg sur la rive opposée de l'Elbe. Les troupes cheminaient avec difficulté par des routes encore encombrées, elles passèrent par Genthin et arrivèrent le 23 à Rathenau. Le général Schimmelpfennig devait couvrir sa droite, et après avoir détruit derrière lui le pont, se diriger par Nennhausen et Alt-Frisack, et de là entre Zehdenick et Liebenwalde sur Schwedt, ou, s'il ne le pouvait, sur Stettin. La cavalerie eut ordre de se rendre par Jericho et Havelberg à Kyritz et à Wittstock. Le prince, lui-même, se décida à se porter en ligne directe à Ruppin; mais quelque prudentes que fussent ces mesures, divers incidens les déjouèrent. Le pont de Fehrbellin fut d'abord, par l'effet d'une méprise, rompu trop tôt; on apprit aussi que l'ennemi était à Brandebourg, ce qui fit craindre d'en être attaqué, pendant la marche, et d'être jeté dans les

marais de Rhinow. Il paraissait en outre indispensable de s'avancer sur Kyritz pour se rapprocher de la cavalerie, et de tâcher de se mettre en même temps en communication avec Blucher, qui ayant tourné le Hartz, en faisant un long circuit par Osterode, Susen et Brunswick, remontait maintenant au nord pour gagner l'Elbe et traverser ce fleuve à Tangermunde ou à Sandaü.

Ce fut donc pour suivre ce nouveau plan que le prince, quittant la ligne la plus directe, se porta le 24 plus au nord à Neustadt sur la Dosse, où Blucher en personne arriva dans la soirée. Ces deux généraux parurent s'entendre et s'accorder. Blucher se mit à la tête des corps de Natzmar qu'avait commandé le duc de Wirtemberg, et qui avait formé l'arrière-garde depuis le départ de Magdebourg, et il plaça son propre corps sous la conduite de Wobeser. On convint encore de se tenir aussi rapproché que possible et de ne laisser entre les divisions qu'un intervalle de quelques milles.

Le 26 octobre, au moment où le prince venait de quitter Neu-Ruppin, il apprit que le corps de Schimmelpfennig avait été attaqué et mis en déroute à Zehdenick. Cette nouvelle était prématurée, mais l'inquiétude qu'elle occasiona fut encore accrue par une autre nouvelle antérieure et plus positive, annonçant l'arrivée de l'ennemi

dans les environs de Potsdam et de Berlin. Tous ceux qui connaissaient la célérité des Français n'en auguraient rien que de funeste. Il paraissait également dangereux de rester ou de fuir; on était en même temps dans une grande perplexité de ne point voir arriver Blucher, qui se trouvait à Gransee, éloigné seulement de deux milles et demi, d'autant plus que le prince manquait complétement de cavalerie.

Le 26, au matin, le prince envoya à ce général l'ordre positif de venir le rejoindre, dût-il marcher toute la nuit. Lui-même poursuivit sa route jusqu'à Schœnermark, endroit peu éloigné de Gransee. Là, il exhorta ses troupes à se roidir contre les obstacles qu'on avait encore à surmonter et attendit pendant trois heures Blucher qui n'arriva point. Cependant la défaite de Schimmelpfennig, et les mouvemens de l'ennemi du côté de Berlin, paraissant de plus en plus vraisemblables, le manque de cavalerie rendait la position du prince extrêmement critique. On résolut, dans ces conjonctures, de se rapprocher du second corps de cavalerie qui s'avançait de Wittstock, et de remonter encore plus au nord. On arriva le soir, non sans de grandes fatigues, à Furstenberg, petit endroit misérable. Ceux qui purent être logés chez les habitans en obtinrent du pain; les autres, exposés aux injures de l'air,

eurent beaucoup à souffrir du froid et de la faim. Et cependant l'espoir qu'on avait fondé sur Blucher s'évanouissait, ce général ayant répondu au prince : « Qu'il ne pourrait ce jour-là s'avan« cer plus loin que Alt-Ruppin ; qu'il redoutait « moins l'ennemi que les marches de nuit ; qu'il « ne pouvait se dispenser d'accorder au moins « toutes les vingt-quatre heures quelque repos à « ses troupes fatiguées, et qu'à tout prendre il « préférait être en butte à tous les dangers que « d'exposer ses soldats par des marches déme« surées. »

Cependant le prince avait assigné la direction que devait prendre le corps de cavalerie qui se trouvait sur le territoire meklenbourgeois. Les détachemens à proximité devaient se réunir à lui à Fursteenberg ; les plus éloignés, sous les ordres de Bila, se rendre à Mittenwalde en passant par Custrinchen et Hertzfeld afin de couvrir sa droite, dans le cas ou Schimmelpfennig aurait été réellement battu ; les autres sous Schwerin, au lieu de gagner Passewalk, devaient suivre la route de Naugarten. Mais les premiers étaient encore si éloignés qu'ils n'arrivèrent à Furstenberg que fort avant dans la nuit. Le lendemain 27 octobre, le prince arriva à Lychen où il attendit encore Blucher pendant trois heures. Comme il s'était servi de la cavalerie de Beezen,

qui s'était réunie à lui à Furstenberg, soit pour assurer la marche de ceux qui étaient restés en arrière, soit pour renforcer le détachement aux ordres de Bila, il arriva que son infanterie poursuivit, sans cavalerie, sa route jusqu'à Boitzenboug.

Il se trouvait encore en-deçà de cette ville, lorsque des indices certains lui annoncèrent la présence de l'ennemi. Le duc de Berg, après avoir culbuté le jour précédent à Zehdenick la division de Schimmelpfennig, s'était porté incontinent sur Hasleben. De là, les généraux Lasalle et Milhaud, qui combattaient sous ses ordres, se dirigèrent, le premier à droite sur Prenzlau et le second à gauche sur Wichmansdorf, où il surprit et mit en fuite le corps de cavalerie qui devait se réunir à celui de Bila. Une partie des troupes de Milhaud se montrait sur les hauteurs de Boitzenbourg, tandis que le reste pillait la ville. Cependant le prince fut assez heureux pour que l'ennemi ne connût ni sa position, ni son dénuement de cavalerie. Séparé de Blucher, attendant en vain la cavalerie de Bila, ignorant le sort de ceux qui avaient été battus à Wichmansdorf, et privé du détachement de Schwerin quoiqu'il l'eût demandé, il ne lui fallait pas moins faire attaquer la ville par Fauenzien avec de l'infanterie et de l'artillerie volante. L'ignorance de

l'ennemi lui fut encore favorable dans cette occasion. Les Français, redoutant un combat sérieux, évacuèrent la place après une courte résistance et avec perte de quelques prisonniers, qui s'accordèrent à déclarer que le duc de Berg à la tête de sa cavalerie victorieuse s'était avancé jusqu'à Boitzenbourg, qu'il tenait Templin, et que les Prussiens étaient coupés de Prenzlau. La crainte, s'emparant des esprits, grossissait à tous les yeux le danger qu'on annonçait. Il fut décidé que l'on changerait de direction, et les habiles représentèrent qu'en passant pas Nieden on pourrait peut-être parvenir au passage de Locknitz, qui était la clef de Stettin. Cependant il était déjà nuit lorsque la cavalerie de Schwerin, attendue avec tant d'impatience, arriva enfin. Quoique harassées et affamées, les troupes se remirent aussitôt en route parce que l'ennemi avait consommé tous les vivres de Templin; elles se dirigèrent à Boitzenbourg par Arendsee et Schœnermark, et Blucher fut informé de ce changement de route.

L'obscurité de la nuit, l'extrême lassitude des soldats, et, ce qui est presque incroyable, le temps employé à trouver un gué commode pour passer un petit ruisseau, retardèrent l'arrivée des troupes à Schœnermark. L'avant-garde n'y entra qu'à deux heures, et le prince avec l'arrière-garde

qu'à quatre heures. On avait cru reconnaître, pendant la marche, des feux ennemis dans la direction de Prenzlau, et on avait envoyé des coureurs à la découverte ; d'autres furent détachés après eux de Schœnermark, et l'on délibéra sur ce qu'il y aurait à faire en admettant que la chose fût réelle. Il fut beaucoup question de marcher à Uckermunde en longeant l'Ucker et de traverser cette rivière à Wollin et à Usedom. On songea même à Stralsund. La crainte de s'engager dans les défilés des environs de Prenzlau, et d'être tourné par l'ennemi, devenant toujours plus puissante, les plus courageux même étaient indécis, lorsque les coureurs, de retour, annoncèrent que la contrée de Prenzlau était libre et sûre. Soudain, tout le monde se mit joyeusement en route dans l'espoir de trouver des alimens. On n'avait fait encore que peu de chemin lorsqu'on aperçut d'abord indistinctement, à cause des brouillards du matin, l'ennemi sur les collines éloignées ; mais bientôt on en eut la certitude, lorsqu'on vit paraître le capitaine Hugues, venant de la part du duc de Berg, sommer les Prussiens de se rendre. « Vous êtes, dit-il, entre deux feux, l'empereur « lui-même est à Templin et Lucchesi auprès de « lui, pour négocier la paix qu'on peut considérer « comme conclue. »

Pendant l'intervalle de temps qui se passa en

contestations entre le prince et le parlementaire ennemi, la plus grande partie des Prussiens avait traversé Prenzlau et le reste se disposait à les suivre; mais à peine le capitaine Hugues eut-il été congédié, que l'ennemi commença un feu très-vif. Ceux qui se trouvaient en-deçà de Prenzlau y ripostèrent quelque temps avec énergie et courage; mais les forces supérieures de l'ennemi eurent bientôt triomphé de leur bravoure.

La cavalerie de Pritwitz s'enfuit à toute bride dans la ville et mit le désordre dans l'infanterie. Avant que celle-ci eût eu le temps de se reformer, les escadrons ennemis la chargèrent et la forcèrent de poser les armes. Tous ceux qui n'avaient point dépassé Prenzlau éprouvèrent le même sort, et entre autres, le prince Auguste, fils de Ferdinand. Les autres se formèrent en demi-cercle, sur la route de Passewalk.

Sur ces entrefaites, le colonel de Massenbach, qui, sur l'ordre du prince, avait accompagné le capitaine Hugues dans le camp ennemi, et y avait eu une conférence avec le maréchal Lannes, revenait de sa mission. Quoiqu'il ne se fût approché ni de l'Ucker, ni du pont de Sechausen, trompé par une singulière illusion, il se figurait les avoir traversés à son retour, et il jugeait, d'après cela, que l'ennemi, tenant la droite de l'Ucker, les Prussiens étaient cernés de toutes

parts, ou le seraient incessamment. Il était dans cette persuasion, lorsqu'il se présenta au prince, qui venait de recevoir une nouvelle sommation par l'organe d'un Français nommé Belliard. On délibéra sur le parti qui restait à prendre : l'occupation de Prenzlau, à 7 milles de Stettin, la supériorité des forces ennemies, la bonté de sa cavalerie, la fausse supposition qu'il attaquerait les Prussiens de la droite de l'Ucker, tout était accablant. Déjà le souvenir de la gloire militaire de la Prusse faisait place à l'idée du faible avantage qu'un sacrifice volontaire apporterait à la patrie, lorsque le colonel Huser vint annoncer à l'assemblée qu'il n'avait plus que cinq coups à tirer par pièce, et que l'infanterie manquait de cartouches.

Ce rapport fâcheux fut suivi d'une conférence, entre le duc de Berg et le prince de Hohenlohe, qui acheva d'ébranler les esprits. Le général français déclara : « Que c'était pour la dernière fois qu'il « lui faisait d'amicales propositions ; que, d'après « la position actuelle des choses, le sort des « Prussiens, pour être différé de quelques ins- « tans, n'en était pas moins inévitable ; qu'en « conséquence, il ne pouvait plus consentir à ce « qu'ils défilassent tambour battant et enseignes « déployées ; que tout ce qu'il pouvait faire, sans « se compromettre, était de laisser aller les offi-

« ciers sur leur parole; que les soldats demeure« raient prisonniers, en conservant leurs bagages, « et que, par considération pour le roi, la garde « pourrait s'en retourner à Potsdam, sans escorte, « mais désarmée; qu'en définitive, il attendait « une réponse prompte et décisive. »

Le prince, ayant convoqué aussitôt le conseil de guerre, représenta aux officiers et aux généraux la position de l'armée, et les invita à parler; mais nul n'ouvrit la bouche. L'assemblée était morne et silencieuse, et comme plongée dans l'angoisse ou dans une sombre fureur. Après des invitations répétées, aucune parole courageuse ne s'étant fait entendre, tous paraissant désespérer d'eux-mêmes, le prince annonça les conditions du duc de Berg, et déclara qu'il se proposait de les accepter. Là-dessus, l'assemblée, agitée de sentimens contraires, se sépara, et bientôt la funeste nouvelle parcourut les rangs. Les soldats maudissaient leurs chefs, et ceux-ci leur sort. On ne parlait que de trahison; que de l'inutilité de tant d'efforts; que de la tache ineffaçable imprimée au nom prussien; quelques-uns même, transportés de colère, voulaient s'ouvrir un passage les armes à la main. Cependant les armes furent déposées avec une douleur muette, au milieu des cris de triomphe des vainqueurs, et l'on retourna à Prenzlau, d'où la garde partit, le 28, pour se

rendre à Potsdam, d'abord sans escorte, comme on l'avait promis, bientôt après observée comme par hasard, enfin réellement escortée. A leur arrivée à Potsdam, les soldats reçurent l'ordre de partir pour la France : les officiers eurent la faculté de se rendre partout où ils voudraient, hormis à Berlin, Kœnigsberg, Charlottenbourg et Spandau. Enfin, ceux des officiers qui n'appartenaient point à la garde, se rassemblèrent, le 30, auprès du prince de Hohenlohe, du général de Fauenzien et du colonel de Massenbach, et regagnèrent ensuite leurs foyers. Telle fut l'issue de cette tentative pour échapper à l'ennemi.

La voix publique s'éleva avec force contre le prince de Hohenlohe, qui ne put se justifier aux yeux de la nation, ni par le rapport qu'il adressa au roi, ni par le témoignage de Massenbach. On alléguait contre lui : « Que la patrie seule était à « plaindre, quoiqu'il eût aussi à déplorer la perte « de sa gloire militaire; qu'il avait montré partout « de la nonchalance et de la lenteur. Pouvait-il « nier que l'ennemi n'eût été instruit de tout ce « qui se passait, tandis que lui-même n'était in- « formé de rien, ou bien soutenir qu'il eût épuisé « tous les moyens de salut? Alléguer la difficulté « de se procurer des vivres, était une objection « absurde, puisque l'ennemi en avait bien su « trouver après lui, lui à qui il était bien plus

« facile de s'en fournir dans un pays ami, s'il y « avait, comme les Français, songé à l'avance, et « s'était saisi des dépôts de grains. Que, sans vou« loir pallier la désobéissance de Blucher, on pou« vait dire qu'un renfort de troupes n'eût point « amélioré sa position, dès que l'énergie man« quait. Que l'issue de cette affaire faisait voir « clairement l'état de trouble et de perplexité du « prince et de ses conseillers. On avait confondu « les deux rives de l'Ucker, on s'était exagéré le « nombre des ennemis, on avait ajouté foi, sans « aucun examen, au défaut prétendu de muni« tions, et l'on s'était rendu tout aussi légère« ment aux suggestions trompeuses du duc de « Berg. Enfin, tous les hommes, versés dans la « guerre, et connaissant la nature des lieux, « étaient forcés de convenir, qu'en faisant à « Prenzlau les dispositions convenables, vingt« quatre heures plus tôt, il eût été facile de con« tenir l'ennemi. » Tel fut le jugement que porta le public. Le prince, lui-même se retira d'abord à Oehringen, et plus tard dans ses domaines en Silésie, sans oser passer par Breslaw, où il avait brillé précédemment, et sans que le roi l'honoràt d'aucune marque de souvenir.

Après l'anéantissement de l'armée de Hohenlohe, l'ennemi vint facilement à bout des corps plus faibles qui suivaient la même direction. Le

premier qui se rendit, fuyait sur la gauche, sous les ordres du colonel de Hagel; mais, atteint, le 29 octobre, à Passewalk, par l'avant-garde du duc de Berg, commandée par Milhaud, il fut forcé de poser les armes.

La troupe, commandée par le second frère Bila, éprouva le même sort. Il marchait sur Prenzlau, lorsqu'il apprit que l'ennemi avait dépassé Hasleben. Dans la crainte d'être coupé, il se dirigea sur Strasbourg[1], pour gagner l'Oder. Arrivé à Falkenwalde, endroit peu éloigné de Stettin, il envoya un de ses gens pour prendre les ordres du prince de Hohenlohe, qu'il savait y être arrivé; mais il reçut, pour réponse, la nouvelle que le prince s'était rendu, et le commandant de la place refusa même de l'y recevoir, à cause de la proximité des Français : refus qui paraîtrait incroyable, s'il n'était attesté par plusieurs témoins dignes de foi. Il ne lui restait d'autre parti à prendre que de tâcher d'effectuer sa jonction avec Blucher, et il marcha à cet effet sur Uckermunde, présumant que ce général aurait suivi la route de Dammin et d'Anklam. A Uckermunde, l'attendait la nouvelle, non moins surprenante, que le duc de Berg se trouvait à Friedland, d'où il menaçait de le prendre en flanc, et son avant-garde déjà à Ferdinandshof. Déçu, pour la se-

[1] Petite ville du Brandebourg, à 4 lieues au nord de Prenzlau.

conde fois dans son espoir, il résolut de se porter sur Anklam, pour tenter de passer de cette ville dans l'île d'Usedom; en conséquence, il envoya un des siens à la découverte.

Sur ces entrefaites Bila l'aîné, qui escortait avec de l'infanterie des caisses royales, pour les mettre en sûreté à Usedom, était arrivé, le 30 au soir, de Grawenitz à Anklam, où ayant appris le dessein de son frère, il lui fit dire de se hâter, parce que les dispositions pour le transport étaient poussées avec la plus grande activité. Bila le jeune se porta aussitôt avec la cavalerie au-delà d'Anklam, tandis que son infanterie occupait la ville. Mais à peine avait-il dépassé Peene-Damm, qu'une grande lueur qu'il aperçut vers la porte opposée lui annonça la présence de l'ennemi, qui avait profité de l'obscurité pour s'en approcher. Il fit aussitôt sortir l'infanterie de la ville, et ne laissa en arrière qu'un fort détachement pour garder le pont de la Peene. Mais, soit que les dispositions eussent été mal prises, ou mal exécutées, soit qu'il y eût impossibilité absolue, ce qui est certain, c'est qu'il eût fallu plusieurs jours pour effectuer le transport des troupes. Cette tentative se termina donc comme les autres, et, le 31 octobre, les Prussiens se rendirent à un corps qui leur était très-inférieur en nombre, et qui était commandé par le général français Becker. Cette

perte, quoique considérable, fut accompagnée d'autres d'une bien plus grande importance.

Outre Passewalk et Anklam, la Prusse se vit enlever deux de ses plus importantes forteresses. L'une, Stettin, pouvait être considérée avec raison comme la clef de la Poméranie et de la Prusse Occidentale. Quoique, par l'effet d'un mauvais système d'économie et d'une confiance aveugle, elle ne fût point dans un état convenable de défense, non plus que toutes les autres places du royaume, elle était cependant à l'abri d'un coup de main. Elle comptait une garnison de six mille hommes et 160 bouches à feu; ses ouvrages étaient entourés de palissades, et elle était approvisionnée pour long-temps. On pouvait espérer qu'elle tiendrait au moins quelques mois; mais, telle fut la lâcheté de Romberg et de Knobelsdorf, ses commandans, qu'ils ouvrirent les portes, sans même brûler une amorce; et, telle fut leur impudence, que, dans la capitulation, ils n'eurent pas honte de se vanter de ne s'être rendus qu'à la seconde sommation. Ce fut de cette indigne manière que tomba au pouvoir de l'ennemi l'un des plus forts boulevards du royaume, place importante par son commerce et son opulence, et dépôt de toutes sortes d'objets d'équipement. Sa position la rendait maîtresse d'une partie considérable de l'Oder, et eût donné la facilité d'agir offensive-

ment : elle fut remise au général Lasalle, et la capitulation signée le 29 octobre.

Deux jours après, Custrin se rendit d'une manière encore plus honteuse. L'importance de cette place, et d'autres circonstances particulières, auraient dû engager le colonel Ingersleben, qui la commandait, à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Cette ville, située au confluent de l'Oder et de la Warta et entourée de marais, était déjà forte par sa position ; la garnison, qui avait reçu des renforts, pouvait suffire en raison du peu d'étendue des ouvrages ; elle était, de plus, bien pourvue de subsistances et de munitions. D'ailleurs, un souvenir tout récent aurait dû être assez puissant pour réveiller le courage des plus lâches, car le malheureux roi et sa triste épouse venaient de quitter les remparts de Custrin, après avoir tout mis en œuvre pour encourager la garnison. Enfin, on avait peu à redouter d'un ennemi dépourvu d'artillerie de siége.

Tous ces motifs ne firent aucune impression sur le commandant le plus dépourvu d'honneur. Ce fut immédiatement après le départ du roi, qui eut lieu le 26 octobre, qu'on commença à soupçonner ses intentions, à l'arrivée d'un émissaire français, chargé de lui remettre, on ne sait trop pourquoi, quelques prisonniers qui avaient fait partie de l'escorte de la reine. Néanmoins, comme

il continua ses préparatifs apparens de défense, et qu'il fit même brûler le pont de l'Oder, les craintes qu'on avait conçues sur son compte s'évanouirent. Mais, le 31 octobre, un détachement de la division de Davoust s'étant avancé sur la route de Francfort contre la place, divers indices alarmans ne permirent plus de douter qu'il ne se tramât une trahison. L'ennemi, après avoir occupé le faubourg, commença une fusillade à laquelle on ne répondit point. On défendit, contre l'avis d'officiers expérimentés, de mettre le feu au faubourg. La garnison reçut, dans la matinée du lendemain, la permission de sortir des remparts, et le commandant lui-même se transporta sur la rive opposée du fleuve pour négocier avec l'ennemi, qu'il invita, sans avoir reçu lui-même aucune sommation préalable, à prendre possession de la forteresse. A son retour, il commanda aux siens de se ranger sur la place du Marché et de mettre bas les armes. Quatre mille hommes furent mis au pouvoir d'à peine quinze cents ennemis, et conduits prisonniers en France. Les vainqueurs ne parlèrent, dans leur rapport, que du prix de cette conquête, et non de la manière dont ils l'avaient faite. Ils y gagnèrent 90 canons, des munitions pour deux mois, et la domination de l'Oder jusque dans le cœur de la Silésie.

De tous les corps considérables de l'armée prus-

supplièrent en vain d'envoyer des députés aux généraux français, Blucher inexorable fit fermer les portes de cette cité paisible, qui s'occupait depuis plusieurs années de niveler ses remparts, et qui au bout de quelques heures fut transformée en un camp redoutable. Les rues étaient remplies de troupes, et la soldatesque commandait dans les maisons. On garnit d'artillerie les remparts encore existants, et les citoyens tremblans, frémissaient en songeant au lendemain.

Les trois divisions françaises parurent à sept heures du matin, et bientôt un feu très-vif s'engagea devant toutes les portes de la ville. Les avant-postes prussiens ayant été culbutés, la ville se remplit de blessés et de fuyards. La fureur des combattans au-dehors, le bruit de l'artillerie, le sifflement des boulets, la crainte de voir la ville réduite en cendres, remplissaient les habitans d'horreur. La résistance se soutint avec énergie jusqu'à midi, où l'on jouit pour quelques instans d'un calme trompeur. Tout-à-coup le feu recommence avec encore plus de furie, et des cris terribles se firent entendre dans toutes les rues, car les Français avaient emporté d'assaut la porte dite Burgthor, et s'étaient précipités si vivement dans la ville à la poursuite des vaincus, qu'ils avaient fait prisonniers plusieurs officiers de marque dans l'appartement de Blucher. Ce général lui-même

qui, plein de sécurité, s'occupait alors à donner des ordres pour le lendemain, eut beaucoup de peine à gagner la place du Marché, où il rassembla les siens, pour repousser l'ennemi hors de la ville. Cependant le nombre des Français augmentait rapidement. Ils repoussèrent toutes les attaques, occupèrent les places et les rues, et canonnèrent le pont de la Trave, de façon que Blucher, se voyant sur le point d'en être coupé, se hâta de le passer pour gagner la porte de Holstein. Ce ne fut que hors des murs que l'on s'aperçut de toute l'étendue de la perte qu'on avait faite. Des bataillons entiers avaient disparu, ainsi que la plus grande partie de l'artillerie.

Menacé par l'ennemi à sa droite et à dos, Blucher après la perte de Lubeck avait à sa gauche la frontière de Danemarck où il n'osait s'avancer, et devant lui la Baltique, Resserré dans la banlieue de la ville qu'il venait d'évacuer, il fallait ou la reprendre d'assaut, ce qui était peu probable, ou se défendre avec sa nombreuse cavalerie sous le canon du fort de Travemunde, qu'il occupait encore, ce qui n'améliorait guère sa position; mais l'ennemi qui ne cessa de le poursuivre dans sa marche sur Ratkau, lui ôta même les moyens d'adopter l'un ou l'autre de ces partis. Il apprit à l'entrée de la nuit la défaite des siens à Schwartau, et à minuit la reddition de Travemunde.

Enfin, le prince de Ponte-Corvo, et le grand duc de Berg, l'ayant fait sommer dans la matinée du 7 novembre, de renoncer à une résistance inutile, tant de circonstances malheureuses auxquelles se joignait encore le manque de vivres et de munitions, finirent par l'emporter sur son opiniâtre persévérance. Il signa à Ratkau, où il avait pris la fièvre, une capitulation, d'après laquelle sa troupe affaiblie et harassée fut remise au pouvoir de l'ennemi. Tel fut le sort de la dernière division prussienne en-deçà de l'Elbe. Il fut douloureux pour son chef, funeste à l'état, et attira sur une ville paisible et innocente toutes les calamités de la guerre.

L'évacuation de Lubeck par les Prussiens ayant mis un terme aux horreurs de l'assaut, les habitans, revenus de leur terreur, se croyaient sauvés. Mais à l'entrée des vainqueurs, qui eut lieu le 6 novembre à trois heures après midi et tout le lendemain, ils se virent plongés dans un abîme de misère. L'ignorance complète des simples soldats sur les rapports politiques de cette ville, l'opinion où ils étaient qu'elle avait pris parti pour les Prussiens, et méritait le traitement réservé aux places prises d'assaut, le sentiment de leurs longs et pénibles efforts, dont ils attendaient récompense, la sécurité des citoyens qui ne s'attendaient point à des actes de violence, enfin la difficulté

de se faire comprendre, provenant de la différence des langages, toutes ces circonstances réunies préparaient aux habitans de tout état, de tout âge et de tout sexe, un sort tel que dans ce siècle de civilisation l'histoire se refuse à le retracer. Contentons-nous de dire que les fruits de plusieurs années de travaux furent anéantis en trois jours, et que rien ne fut épargné ni dans la ville ni dans son petit territoire. Et cependant cette affreuse catastrophe ne combla point la mesure des maux des citoyens, car ce qui leur resta après ces funestes journées fut absorbé par le traitement des chefs, la subsistance et l'habillement des troupes et l'entretien de dix hôpitaux. D'après l'évaluation la plus modérée la perte s'éleva à douze millions de francs: elle fut supportée par une ville de commerce paisible, sans haine contre la France, qui n'avait point pris part à la guerre, qui n'avait aucune obligation à remplir envers la Prusse, et qui n'eut pas même la consolation de voir ses malheurs utiles à la patrie. Si l'on considère les faits sous le point de vue moral, on a de la peine à fixer un jugement sur ce qui doit paraître plus odieux, ou d'une brutalité sans frein, ou du faux point d'honneur qui sacrifie l'innocent à une résistance sans but.

Tandis que d'un côté, l'activité des généraux français assurait à l'empereur la possession de

tout le territoire prussien et saxon, situé entre l'Elbe et l'Oder, d'autres s'emparaient de tout ce qui appartenait au roi et à ses alliés entre le Rhin et l'Elbe. Munster, Osnabruck et le comté de Mark, furent occupés, dès le 24 octobre, par des troupes hollandaises; le 26 et le 27, Brunswick cessa d'être l'héritage des Guelfes, et Fulda, d'appartenir au prince d'Orange. Le 29, les abbayes d'Essen, de Werden et d'Elten, pour lesquelles on n'avait pu s'arranger à l'amiable, passèrent au grand duc de Berg; et le 30, la Frise Orientale et Jevern au roi de Hollande, frère de Napoléon. Mais nul n'était moins préparé à son sort que l'électeur de Hesse. Il pensait s'être mis à couvert par la circonspection de sa conduite, mais sa ruine était résolue par Napoléon qui avait pénétré ses vues. Les ordres rigoureux de l'empereur lui furent notifiés par le ministre français Genest, dans une lettre officielle du 31 octobre. Surpris le lendemain par les troupes françaises sous les ordres de Mortier, il n'échappa qu'avec peine; les habitans furent désarmés, et le landgraviat traité comme un pays conquis. La même chose arriva au Hanovre, qui eut à peine trois semaines à se réjouir de ses anciens rapports rétablis. Mortier y parut, le 10 novembre, et nomma un pouvoir exécutif auquel il remit l'administration de cet électorat. Le duché d'Oldenbourg, le Meklen-

bourg, et les villes impériales Hambourg, Brême et Lubeck, reconnurent aussi la domination de la France. Tout le nord de l'Allemagne, plus de dix millions d'habitans et de mille villes tombèrent au pouvoir du vainqueur dans l'espace de deux mois. Quelques forteresses le bravaient encore et conservaient en quelque façon le nom et les droits de la Prusse.

On comptait principalement sur Magdebourg. A la vérité cette place se ressentait de l'extrême négligence du gouvernement, et la guerre avait interrompu les travaux ordonnés pour sa réparation. Mais bien qu'elle ne se trouvât pas dans un état complet de défense, c'était toujours un boulevard formidable. Elle contenait des provisions de blé et de farine suffisantes pour plusieurs mois. Les remparts et les arsenaux étaient garnis de huit cents pièces de canon. Les magasins contenaient plus de dix mille quintaux de poudre, et la garnison que Hohenlohe avait renforcée à son passage, se composait de vingt-deux mille hommes. De plus, les grands souvenirs de la guerre de trente ans, se rattachaient à Magdebourg, et l'on se tranquillisait, dans l'idée que l'ennemi n'était point en mesure de l'assiéger avec succès.

En effet, le maréchal Ney, qui depuis le 25 octobre, en avait formé le blocus avec un corps d'environ dix mille hommes, se trouvant dépourvu

de grosse artillerie, demeurait dans l'inaction devant ses murs. Quelques attaques insignifiantes avaient été repoussées, et de plus sérieuses n'auraient pas mieux réussi, si le soin important de la défense n'avait pas été confié, comme partout ailleurs, à un chef incapable. De Kleist, commandant de la forteresse, ne soutenait pas la noblesse de son nom par celle de ses sentimens. Il ne s'était jamais distingué que par une stricte observation des détails du service et par un mépris offensant pour ses inférieurs; son courage avait été parfois plus que suspect. Maintenant, vieux, cassé, et sur le bord de la tombe, la vie et ses jouissances devaient être pour lui d'un bien plus haut prix que ses devoirs et la voix de l'honneur. Il accordait journellement aux négociateurs français un libre accès dans la place, et même la permission d'y passer la nuit, et ses projets de trahison ne tardèrent pas à se développer. L'inspecteur qui avait continué les travaux de la place pendant le blocus reçut l'ordre de les suspendre et de livrer tous les instrumens. Les soldats furent privés de cartouches à balle. On donnait, comme raison de se rendre, la défaite de Prenzlau, la reddition de Stettin et de Custrin. Le 10 novembre, les Français occupèrent la porte dite Ulrichsthor; le 11, la garnison posa les armes. Lorsque la capitulation fut connue, on vit avec autant de surprise

que d'indignation que les chefs, les colonels, les capitaines n'avaient songé qu'à leurs intérêts personnels. Ceux qui demeurèrent à Magdebourg s'étaient réservé leur logement, avec exemption de toutes charges, et ceux qui passèrent dans les provinces occupées par l'ennemi, avaient stipulé que leurs traitemens continueraient à leur être payés par les autorités compétentes. Ce qui paraissait surtout inconcevable, c'est que parmi tant de guerriers de marque, il ne s'en fût pas trouvé un seul qui eût protesté contre une si infame lâcheté. Ceux qui jusqu'alors n'avaient pas encore désespéré de l'état, reconnurent pour lors sa véritable position, et envisagèrent sa ruine comme inévitable.

Ce qui acheva de les confirmer dans cette idée, fut la perte de Hameln et de Nienbourg, places d'armes de la Prusse sur le Weser. Aucune forteresse de la Prusec n'était peut-être en meilleur état que Hameln. Depuis que le Hanovre avait changé de maître, les ouvrages de Hameln avaient gagné en étendue et en force. Ses magasins étaient remplis. Une artillerie nombreuse garnissait les remparts, et comme le général Lecoq, que la rapidité des Français avait empêché d'effectuer sa jonction avec le duc de Weimar, s'était jeté dans cette place, la garnison en était plus que suffisante. Mais à peine l'ennemi se fut-il présenté à ses portes, que le commandant Scholer entra

aussitôt en pourparler. Le bruit se répandit bientôt qu'il avait entamé des négociations, et personne ne doutait que la capitulation n'eût été conclue aussitôt, si plusieurs officiers bien intentionnés n'avaient employé auprès de lui les exhortations et les menaces. Mais leur fermeté ne put retarder que d'un jour la reddition de la ville. Dans la matinée du 20 novembre, Scholer et Lecoq s'étant rendus au camp du général Savary, annoncèrent le soir à leur retour que la capitulation était signée, et exhortèrent la garnison à ne point attirer sur elle, par des injures intempestives, la vengeance de l'ennemi. Mais cet avertissement fut sans effet. Les braves sous-officiers se soulevèrent encore une fois contre les traîtres, et comme ceux qui avaient les premiers grades après Scholer refusaient le commandement, ils le déférèrent aux colonels Oerthel et Caprini. L'esprit de révolte éclata en même temps parmi les soldats. Dans la fureur qui les animait, ils se jetèrent sur les magasins, s'enivrèrent de liqueurs fortes, et insultant les chefs qui les rappelaient à l'ordre, ils se mirent à piller et à détruire. Ces enragés tirèrent plus de quarante mille coups de fusil pendant la nuit. Des militaires, des bourgeois, des femmes même, perdirent la vie ou furent maltraités et blessés. La terreur et le danger étaient au comble. Scholer, dans son

anxiété, envoya chez Savary demander des conditions plus favorables, afin de calmer la fureur des soldats; mais il n'en reçut qu'un refus. Ce ne fut que dans la matinée du 21 novembre que finit le tumulte, après que les Prussiens eurent brisé leurs armes, et que la garnison hollandaise eut fait son entrée dans la ville, dont les portes étaient depuis long-temps abandonnées et ouvertes. Les conditions de la capitulation firent connaître la turpitude de Scholer. Encore plus infame que les autres commandans, il avait assuré des pensions de retraite à tous ses officiers, dans le cas où les états de Prusse passeraient sous une domination étrangère. La ville fut en outre frappée d'une contribution de mille écus en or pour les frais de route des bas officiers : condition honteuse, et qui le fut doublement, en ce que peu d'entre eux touchèrent en entier la somme qui leur avait été allouée.

La prise de Hameln fut suivie de celle de Nienbourg sur le Weser, et de Plassenbourg près de Culmbach; la première de ces forteresses sous Strachwitz fut aussi livrée à Savary; l'autre, sous Uttenhosen, au colonel bavarois, comte de Becker. Leur reddition eut lieu le même jour, le 25 novembre, et leur capitulation fut rédigée dans le même esprit que toutes les autres. Les commandans séparèrent honteusement leur sort

de celui de leurs soldats. Cependant, pour voiler tant de bassesse, ceux-ci obtinrent les honneurs de la guerre; mais ils furent envoyés immédiatement en France. Les vrais patriotes, plongés dans l'affliction, jetaient de tristes regards sur les débris de l'état. De cette armée, qu'on avait jugée capable de braver la France, il ne restait plus que quelques milliers de soldats. Toutes les places d'armes en-deçà de l'Oder, excepté celles de la Silésie, étaient au pouvoir de l'ennemi, et avec elles un amas immense de munitions de guerre, résultat des travaux et des épargnes de plusieurs années. On obéissait avec soumission aux ordres que les étrangers envoyaient de la capitale; on vit même se former une légion franco-prussienne destinée à agir contre la Prusse. Et tout cela n'était point la conséquence d'une lutte prolongée; quelques semaines, ou plutôt une journée avait suffi pour plonger l'état dans cet abîme de malheurs. Ce qui aggravait encore la douleur publique, c'est qu'on ne pouvait pas opposer une seule grande action aux sarcasmes dirigés contre la Prusse, et que, parmi un si grand nombre de généraux, on pouvait à peine en avouer un seul. L'unique espoir de l'état se fondait sur les Russes, qui pressaient leur marche, et sur l'amitié de leur souverain pour le roi. Mais, avant d'entamer la narration des événemens qui se passèrent à l'est,

nous terminerons ce livre en retraçant le sort des principaux chefs prussiens qui figurèrent sur les champs de bataille d'Auerstadt et de Vierzehnheiligen.

Le duc de Brunswick, que nous avons laissé blessé, au lieu de se rendre à Erfurt, comme il en avait eu l'intention, fut forcé, par les marches rapides de l'ennemi, de gagner, d'abord en voiture, ensuite sur un brancard, Colleda et Sangerhausen. Le mouvement continuel, quoique fort doux, de ce dernier genre de transport, ainsi que la nouvelle de l'issue de la bataille qu'il apprit en route, augmentèrent ses douleurs physiques et morales. Il trouva à Blankenbourg deux médecins qui l'accompagnèrent jusqu'à Brunswick, où le repos et un meilleur traitement faisaient espérer sa guérison. Mais l'infatigable ennemi ne lui permit pas d'y prolonger son séjour. Le 25 octobre, cinq jours après son arrivée, il fut contraint, pour ne point tomber aux mains de l'ennemi, de s'éloigner de sa résidence; les vœux de ses sujets le suivirent à Ottensee, près d'Altona. Ce voyage, au travers de bruyères sablonneuses, l'avait si peu fatigué que les médecins croyaient pouvoir répondre de sa vie; mais ils s'aperçurent bientôt que la blessure profonde qu'il avait reçue à l'œil, ayant attaqué la masse du cerveau, devait en entraîner la dissolution.

Dès le 5 novembre ses forces diminuèrent sensiblement; il tombait à chaque instant dans un sommeil léthargique; il montrait cette indifférence qui, chez les malades impatiens, est l'avant-coureur de la mort. Dans la nuit du 9 novembre sa langue s'embarrassa, et son pouls devint insensible. Son agonie se prolongea jusqu'au 10 novembre à deux heures de l'après-midi. Son corps fut embaumé, et il fut inhumé le 24 dans l'église du village. La place où il tomba se distingue par un bloc de pierre et une inscription modeste.

Charles Guillaume Ferdinand, né le 9 octobre 1735, aurait pu, à l'époque du moyen âge, rivaliser avec le chevalier le plus accompli. Son corps était aussi vigoureux que bien proportionné, son maintien était noble, son commerce aimable, et ses mœurs répondaient à sa naissance. D'ailleurs, avec un esprit délicat, il était rempli du plus tendre respect pour les dames, il était pieux, d'un courage intrépide et plein d'ardeur pour la gloire. Une réunion si rare de belles qualités le distinguant au milieu de son siècle, l'a fait aimer des étrangers et de ses concitoyens. On put remarquer dans le système de son gouvernement, dans sa conduite envers l'empereur d'Allemagne, ainsi que dans toute sa vie, l'influence de son union avec la maison de Brandebourg. Hastenbeck,

Hoya, Crefeld et Emsdorf rappellent les exploits de sa jeunesse. La guerre pour la succession de Bavière, et la campagne contre la Hollande désunie et sans force, lui offrirent peu d'occasions. Dans la guerre d'invasion en France, l'indigne manifeste qu'il signa de sa main, lui fit encourir de justes reproches et la haine de cette nation, et ce qui aurait pu lui valoir quelque éloge fut détruit bien moins par sa faute que par celle des autres. S'il osa, à l'âge de soixante-dix ans, se mettre à la tête d'une armée qui, comme il le disait lui-même, n'était plus animée par l'esprit de Frédéric; cela ne peut s'expliquer que par cette faiblesse d'esprit des vieillards, qui leur persuade qu'ils sont toujours à la hauteur du siècle, parce qu'en apparence ils ont marché avec lui.

A l'égard de Ruchel, la persuasion qu'il était mort de ses blessures fut peut-être la cause de son salut. La balle qui l'atteignit s'étant amortie sur un porte-feuille rempli de cartes et de parchemins, qu'il portait sur sa poitrine, ne fit que l'étourdir et le renverser. On le transporta dans un moulin, dont le propriétaire l'accueillit avec beaucoup d'hospitalité, et le cacha si soigneusement, qu'il échapa aux perquisitions de l'ennemi. Aussitôt qu'il fut rétabli, il se rendit à Magdebourg, puis à Stettin, et de là auprès du



roi. Nous le verrons incessamment figurer de nouveau dans les affaires de la Prusse.

Les deux autres chefs de l'armée prussienne, le duc Eugène de Wirtemberg et le prince de Hohenlohe se retirèrent, l'un à Carlsruhe, l'autre, comme nous l'avons déjà vu, dans ses domaines de Silésie, d'où il ne fut point rappelé par le roi. Le prince de Hohenlohe était sans contredit le plus à plaindre. Malheureux dans son intérieur, la réputation, qu'il avait d'abord acquise dans le métier des armes, le consolait en quelque sorte de ses chagrins domestiques, et il avait cru l'augmenter encore dans cette campagne, et mériter peut-être le bâton de maréchal. Maintenant toutes ses espérances étaient anéanties, et le souvenir de ses premières actions ne pouvait balancer l'impression plus récente de l'événement de Prenzlau.

On a répandu tant de bruits, les uns faux, les autres déshonorans, sur le penchant que la reine avait manifesté pour la guerre, sur sa fuite pendant la bataille, et sur la manière dont elle l'effectua, que la justice nous impose le devoir de présenter ici dans tout son jour la simple et pure vérité. A son retour des bains de Pirmont, au commencement d'août, elle trouva à Berlin les esprits tellement portés pour la guerre, qu'elle partagea facilement l'enthousiasme général, d'autant

plus que cette lutte paraissait nécessaire, et qu'on se croyait assuré de vaincre. Le roi ayant résolu de se rendre à l'armée, elle voulut l'y accompagner, et choisit pour compagne la fille du général Fauenzien, qui l'avait déjà suivie à Pirmont. La reine étant tombée malade à Naumbourg, ce ne fut qu'au bout de quelques semaines qu'elle put rejoindre son époux à Erfurt. Mais à peine y eut-elle séjourné quelques jours, que les manœuvres rapides de l'ennemi, et le changement de position, forcèrent le général en chef à rétrograder. Le roi et la reine apprirent, en se rendant à Weimar, le combat de Saalfeld et la mort du prince Louis. Dès-lors Auerstadt devint le centre des opérations. Le 13 octobre, la reine quitta aussi Weimar avec sa compagne, et suivit l'armée, parce qu'aucune autre route n'était sûre. Mais le bruit s'étant répandu que l'ennemi se montrait sur les hauteurs de Kosen, elle retourna à Weimar, où elle arriva le soir, accueillie par les acclamations des troupes.

Ruchel, appelé auprès d'elle pour l'aider de ses conseils, appréciant au juste le danger de sa position, lui indiqua la route la plus sûre pour se rendre dans l'ancienne Marche, en passant par Heiligenstadt, Gœttingen et Brunswick, envoya, dans la matinée du 14 octobre, un de ses affidés pour accélérer son départ, fit atteler ses propres

chevaux à sa voiture, et lui donna une escorte de cinquante hommes. Ce fut ainsi que la reine traversa le Hartz, accompagnée pendant quelque temps du bruit de la canonnade, qui commençait à se faire entendre, et agitée entre la crainte et l'espérance, au milieu des nouvelles, tantôt bonnes, tantôt mauvaises, qu'elle recueillait. Elle en attendit long-temps de positives dans un état d'anxiété qui lui arrachait souvent des larmes, et était accompagné de funestes pressentimens et de songes pénibles. Ce ne fut qu'à Blankenbourg qu'une dépèche du colonel Kleist lui apprit en peu de mots son infortune. Plongée dans un accablement mortel, elle arriva le soir à Berlin, où la première nouvelle de la défaite avait mis toute la ville en mouvement: ses enfans en étaient déjà partis. Une multitude bienveillante, rassemblée devant le palais où elle descendit, fit entendre le cri: de vivent le roi et la reine! mais les acclamations d'un peuple nombreux annoncent rarement une fidélité à l'épreuve, et plus rarement encore un grand courage. L'infortunée princesse poursuivit le lendemain sa route: elle apprit à Stettin toute l'étendue de la perte qu'on avait à déplorer, et donna aussitôt ses ordres pour le départ. Sa compagne de voyage, étonnée de cette résolution, s'étant présentée à elle pour én connaître le motif: « Il n'existe plus d'armée prus-

sienne! » s'écria-t-elle dans l'amertume de sa douleur et dans son indignation d'avoir été si fort trompée. Là-dessus, elle se jeta dans sa voiture pour aller rejoindre son époux à Custrin. Dès-lors, elle l'accompagna partout comme son ange consolateur, et partagea ses peines avec une sollicitude dont sa santé fut même altérée.

Ce qui arriva au capitaine français Montesquiou et au lord Morpeth, mérite d'être cité. Le premier, déjà connu du lecteur, après avoir remis au roi la dépêche de Napoléon, était parti dans la matinée du 16 octobre pour retourner auprès de son souverain. Comme il courait risque de tomber entre les mains de fuyards exaspérés, le prince de Hohenlohe, voulant le mettre à l'abri de toute insulte, lui fit prendre la route qui conduit de Sangerhausen à Halle. Mais à son arrivée, et au moment où le prince Eugène de Wirtemberg le congédiait, les Français ayant attaqué la ville, il fut forcé d'être encore témoin de l'affaire de Halle comme il l'avait déjà été des batailles d'Auerstadt et de Vierzehnheiligen. Le lord Morpeth, envoyé d'Angleterre pour négocier avec la Prusse, était arrivé le 12 à Weimar, plein d'espérance, et fut désabusé dès le 14. Obligé de fuir aussitôt sans avoir pu entamer aucune affaire, il s'en retourna à Hambourg, d'où il était venu, et apporta dans le nord l'incroyable nou-

velle de la ruine de la grande armée prussienne.

Les divers rapports sur les forces respectives des armées belligérantes, et sur le nombre des tués et des prisonniers, sont tellement contradictoires, que ce serait peine perdue de vouloir les concilier. Il est arrivé ce qui a toujours lieu en pareil cas; c'est que les vaincus ont diminué leurs forces, et les vainqueurs exagéré les résultats de la bataille : ceux-là, pour sauver leur gloire, ceux-ci, pour éblouir et effrayer. Mais une audace aveugle ne donne point de titre à la gloire, et la politique a cessé depuis long-temps de mesurer l'importance de la victoire sur les rapports contradictoires du nombre des tués et blessés. Elle ne juge que d'après les grands résultats de la lutte, la prise d'une position, la conquête d'un pays, l'occupation des forteresses, la domination du cours des fleuves; et c'est sous ce point de vue que nous continuerons d'envisager les événemens militaires.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME.

CONTINUATION, PAR LES ARMÉES RUSSES, DE LA SECONDE GUERRE DE LA PRUSSE CONTRE LA FRANCE.

NOVEMBRE 1806. — JUILLET 1807.

SOMMAIRE.

Négociations entamées par la Prusse avec la France. — Napoléon consent à accorder une trève à des conditions tellement dures, que le roi refuse de les ratifier.— Le polonais Dombrowski fait un appel à ses compatriotes. — Marche des Russes sur la Vistule. — Prise de Varsovie par le grand duc de Berg et Davoust. — Insurrection de la Pologne encouragée par les Français. — Déclaration du roi de Prusse à son armée d'Ortelsbourg. — Situation de la Russie. — Prise de Thorn. — Affaire de Pultusk. — Napoléon à Varsovie.— Le roi et la reine quittent Kœnisberg. — Bataille d'Eylau. — Situation de la Silésie.— Reddition de Glogaw, Breslaw, Brieg, Schweidnitz. — Le chef de partisans Schill. — Siége de Colberg et de la forteresse de Graudenz, bombardement et prise de Dantzick.— L'empereur Alexandre rejoint son armée après avoir visité le roi de Prusse à Polengen, et la reine à Memel. — Affaire de Gudstadt, Heilsberg. — Bataille de Friedland. — Prise de Kœnisberg.— Alexandre fait proposer une trève à Napoléon. — Convention d'une trève. — Entrevue des deux empereurs sur le Niémen.— Capitulations de Cozel et de Neisse. — Formation de corps de volontaires par Gayl et Gotzen. — Leur tentative pour reprendre Breslaw échoue.— Capitulation de Glatz. — Traité de paix à Tilsitt entre la France et la Prusse.

La malheureuse journée du 14 août avait d'autant plus humilié les partisans de la guerre, qu'ils s'étaient d'abord abandonnés au vain espoir du triomphe. Les plus incrédules ne purent s'empêcher de reconnaître que l'armée prussienne n'était qu'un corps sans ame. Les généraux dans lesquels la nation avait mis sa confiance étant tout-à-fait déchus dans l'opinion, il ne paraissait nullement probable qu'avec les débris de l'armée ils pussent rendre quelques services, après avoir montré tant d'impuissance à la tête des forces intactes du royaume. En même temps, on tremblait à la

pensée des maux qu'entraînerait la continuation de la guerre, et de la nécessité de se soumettre à l'ennemi, après avoir joui, depuis la guerre de sept ans, de plus de quarante ans de gloire et d'indépendance.

Mais personne n'était aussi douloureusement affecté que le roi. Peu confiant en ses propres moyens et n'ayant point été préparé à supporter l'adversité, il en ressentait bien plus vivement l'atteinte. Il savait que ses forces, au-delà de l'Oder, étaient insignifiantes, et que celles qui erraient en-deçà n'étaient point encore en sûreté. Il se rappelait de combien peu d'utilité le secours des Russes avait été, l'année précédente, pour les Autrichiens, et il craignait un pareil résultat. Il songeait aussi que sa position, vis-à-vis la Russie, ne pouvait que devenir fâcheuse, s'il lui devait sa conservation plutôt qu'à l'empereur des Français ; et il aimait à se persuader que la lettre pacifique de Napoléon, apportée par Montesquiou, devait être le gage d'un accommodement équitable.

Frappé de cette idée, il envoya, le 18 octobre, auprès de Napoléon, son chambellan Lucchesini, avec des pleins pouvoirs très-étendus, en lui associant le général Zastrow. Les conditions proposées par Napoléon étaient dures : il exigeait la cession de toutes les possessions prussiennes de

la rive gauche de l'Elbe, à l'exception du duché de Magdebourg et de l'Ancienne Marche, avec la somme de 25 millions d'écus (93 millions de francs).

Mais, pressé par les circonstances, le roi consentit à tout, et Duroc, plénipotentiaire de l'empereur, se préparait déjà, le 30 octobre, à entamer les négociations pour la conclusion de la paix définitive.

Ce fut sur ces entrefaites qu'arriva la série de désastres dont nous avons rendu compte. Les Français, quoique habitués à de promptes victoires, s'étonnaient eux-mêmes de la rapidité de leurs succès. Cependant, les Russes s'approchaient des frontières, après avoir fait, le 22 octobre, à Grodno, une convention pour assurer, en Prusse, la subsistance de leur armée. Ces circonstances retardèrent la conclusion de la paix. Après tant de succès, Napoléon attendait de la fortune qu'elle couronnât son œuvre, sans rien négliger pour se prémunir contre son inconstance. Il en résulta que, tandis que le souverain vaincu désirait terminer, le vainqueur ne cherchait qu'à gagner du temps, et, lorsque Blucher se fut rendu, que Magdebourg eut ouvert ses portes, et que les Français se virent maîtres de l'Oder, il ne fut plus question de paix, mais d'une simple trêve, à des conditions encore plus dures que

les prédédentes. On exigeait, comme garantie, dans la Prusse Méridionale, tout le pays sur la rive droite de la Vistule, jusqu'à l'embouchure du Bug; dans la Prusse Orientale, Thorn, Graudenz et Dantzick; et dans la Silésie, toute la rive droite de l'Oder, avec une portion considérable de la gauche, y compris les forteresses de Glogaw et de Breslaw; du reste, aucune armée, prussienne, russe ni française, ne devait occuper la Prusse Occidentale, ancienne ou nouvelle: l'évacuation des forteresses de Hameln et Nienbourg fut aussi insérée dans les conditions.

Cette convention, signée à Charlottenbourg le 16 novembre par les fondés de pouvoirs respectifs, ayant été présentée à la sanction du roi, porta au plus haut degré le sentiment de ses peines et l'embarras de sa position. Il n'était pas en son pouvoir de remplir la condition qui stipulait le renvoi des Russes. Sa signature allait le dépouiller de tout ce qu'il nommait encore sa propriété; cette cession procurait à l'ennemi des ressources incalculables contre son allié, et donnait à celui-ci le droit de le traiter hostilement; lui-même devait se considérer comme prisonnier pendant la lutte qui allait s'engager, et, resté sans défense, allait se trouver à la merci de son vainqueur. Ce qui l'encourageait encore à refuser, c'était la position de l'empereur de Russie, qui

allait être dans la nécessité de déployer toutes ses forces pour empêcher l'envahissement de ses frontières. D'après ces considérations, le roi, contre l'avis de plusieurs de ses conseillers, refusa de ratifier les conditions de la trève, et, dans la circonstance difficile où il se trouvait, fit le plus mauvais choix en remettant sa destinée aux mains de la Russie. Dès-lors, tous les regards se tournèrent vers l'Orient, et les citoyens calculèrent en tremblant les résultats probables de cette nouvelle campagne.

Les avantages que la continuation de la guerre offrait à l'empereur des Français, étaient certainement considérables. Chez les habitans de la Prusse Méridionale, le sentiment de l'injustice qu'ils avaient soufferte, n'avait rien perdu de sa force. Les nobles polonais qui avaient été obligés de fuir leur patrie, étaient revenus en foule après la défaite de Jéna; et, pleins d'un nouvel espoir, cherchaient à encourager leurs concitoyens à reconquérir leur indépendance. Dombrowski, l'un des plus chauds partisans de Kosciusko, se fit surtout remarquer par son zèle. N'ayant pu se résoudre à vivre dans sa patrie opprimée, il avait levé une légion de Polonais mécontens et combattu pour la France pendant les guerres d'Italie, et en dernier lieu contre les Napolitains. Il était maintenant à Berlin auprès de Napoléon, et

il adressa, le 3 novembre, à ses compatriotes un appel énergique, qu'il appuya de sa présence. Protégé par l'avant-garde française, sous les ordres de Davoust, il arriva, le 4 novembre, à Posen, et y excita un soulèvement général. Les faibles corps prussiens furent partout surpris et désarmés; les villes de Kalisch, Sidarsch, Kempen et Widowa occupées; les caisses royales saisies; et le service des postes suspendu. En moins de quinze jours, un corps considérable de Polonais se trouva prêt à combattre, et un gouvernement national institué. Le 16 novembre, les habitans du palatinat de Lentschitz s'emparèrent de la petite forteresse du même nom, malgré la cavalerie prussienne accourue à son secours. Cette prise fut suivie de celle de Czenstochau, forteresse plus considérable qui se rendit le 19, avec six cents hommes, 30 canons et beaucoup de munitions. Bientôt les nobles et les plus distingués formèrent une ligue. On jura solennellement de reconnaître les bienfaits de Napoléon, en suivant ses drapeaux, et de faire à la patrie le sacrifice de ses biens et de sa vie. Partout régnait un enthousiasme qui augmentait les dangers de la Prusse.

Napoléon, avec son activité ordinaire, donnait encore une plus forte impulsion à l'ardeur des Polonais. Ayant conquis d'immenses ressources, il en usait en conquérant. Les chevaux pris sur

les Prussiens lui servirent à remonter sa cavalerie; avec les armes trouvées dans les arsenaux de Berlin, de Cassel, et dans les forteresses tombées en son pouvoir, il arma de nouvelles troupes, et il habilla les soldats français et étrangers avec les draps trouvés dans les magasins; son trésor se remplit des sommes imposées sur les pays occupés; il puisa dans les archives de la guerre, qu'une fuite précipitée avait fait laisser à Berlin, les connissances topographiques des contrées où il se préparait à porter ses armes. Les villes et les villages où se trouvaient ses troupes étaient dans l'obligation de fournir à leur subsistance; les princes alliés et les préfets des départemens français, de les tenir au complet. Les maréchaux Davoust, Lannes et Augereau, qui marchaient en avant, furent suivis, depuis le 10 novembre, par le grand duc de Berg, Soult, Bernadotte et Ney. L'empereur lui-même, pour faire connaître au monde sa volonté inébranlable, et qu'il était assuré du succès de ses armes, fit publier, le 21 novembre, jour même où Duroc présentait à la ratification du roi la trève conclue, deux déclarations, dont la première défendait toute espèce de communication avec la Grande-Bretagne, et prononçait la confiscation de toutes les marchandises anglaises; tandis que la seconde décidait que tous les pays conquis, et nommément Berlin



et Varsovie, ne seraient point restitués avant la paix générale, la restitution des colonies espagnoles, françaises et hollandaises, et la garantie obtenue de l'indépendance de la Porte contre laquelle la Russie faisait la guerre. Ces deux ordonnances furent les dernières qu'il publia de Berlin. Dans la nuit du 25, il quitta cette capitale humiliée. Le discours qu'il adressa, le 28 à Posen, aux Polonais rassemblés, excita le plus vif enthousiasme, et partout où il porta ses pas, l'admiration qu'il inspirait était telle qu'elle se manifestait souvent par des actes serviles, ou même ridicules.

Cependant les Russes, dont la marche n'était connue que par des bruits populaires et les bulletins français, attendu que les journaux allemands la cachaient soigneusement comme un secret d'état, les Russes, dis-je, avaient, dès le 14 novembre, occupé la Vistule, depuis Varsovie jusqu'à Plotzk, et envoyé des avant-postes jusqu'en deçà de la Bsura. Leurs forces ne s'élevaient pas beaucoup au-dessus de cinquante mille hommes. Ils étaient commandés par Bennigsen, hanovrien de naissance, âgé d'environ soixante ans, et peu connu comme général.

D'après leur destination primitive, ils devaient simplement appuyer les opérations contre les Français, et se porter dans la Silésie, par la

Prusse Méridionale; mais ce plan avait été renversé par les désastres de la Prusse, et la rapidité du vainqueur. Napoléon était à Posen, et le roi, dépouillé de la plus grande partie de ses états, coupé de la Silésie, où il aurait pu recruter, n'avait pu composer des débris de son armée qu'un corps de tout au plus vingt-cinq mille hommes, lequel, commandé par L'Estocq, sous les ordres de Bennigsen, campait entre Saalfeld et Soldau, et formait une ligne d'avant-postes de Dantzick à Plotzk. Cette position ne permettait ni d'attaquer l'ennemi, ni de se maintenir sur la rive gauche de la Vistule; l'événement ne tarda pas à le prouver. Déjà, le 26, les Français repoussèrent la cavalerie russe. Le lendemain, la garnison prussienne ayant évacué Varsovie, fut suivie, dans la nuit, par la division russe qui se trouvait sur la rive gauche de la Vistule, dont elle détruisit le pont. Le 29, le grand-duc de Berg et Davoust entrèrent dans la capitale de la Pologne.

Aussitôt que ce prélude heureux fût connu à Posen, un noble polonais, nommé Radziminski, s'empressa d'adresser une nouvelle proclamation à ses concitoyens. « Polonais, disait-il, il fut un « temps où la Russie recevait de vous ses czars; « où la Prusse était votre vassale; et où l'Autri- « che, accablée par les Turcs, vous devait son

« salut. Maintenant, la Pologne, rayée du nombre « des nations, a perdu jusqu'à son nom. L'ambi- « tion spoliatrice de ces trois puissances, et le « caractère efféminé de vos rois vous ont rendus « esclaves; mais un nouvel ordre de choses va com- « mencer. Le héros du siècle, arrivé dans votre « pays, vous appelle à la liberté; que chacun de « vous, en état de manier le sabre, s'élance sur « son cheval, et, selon la coutume de nos pères, « se fasse accompagner d'un ou de deux cavaliers; « que Lowicz soit le lieu de rassemblement des « guerriers des palatinats délivrés de leurs op- « presseurs. De là, ils seront conduits par Dom- « browski à Varsovie, où les attendent les ordres « de Napoléon. » Cet appel électrisa tous les habitans : les hommes accoururent avec leurs chevaux et leurs armes, les femmes avec leurs joyaux et leur argent. Les nobles émigrés revinrent dans leur patrie; et les Polonais qui, pour la plupart, avaient appris anciennement le métier des armes ou avaient déserté les drapeaux prussiens, se rassemblèrent sous ceux de la patrie. Bientôt, de ces troupes éparses, se forma une armée régulière; et d'une insurrection subite, une ligue puissante et bien organisée. Partout l'amour de la liberté enfanta de louables efforts, car rien ne doit être plus sacré pour un peuple que son nom, sa pa-

trie et sa constitution ; ni le temps, ni la force, ni même les bienfaits, ne peuvent effacer en lui le souvenir de son indépendance.

C'était avec non moins de succès que Napoléon enflammait le courage de ses guerriers. Le 2 décembre, anniversaire immortalisé par la bataille d'Austerlitz, il leur adressa l'ordre du jour suivant : « Ni l'Oder, ni la Wartha, ni les déserts de « la Pologne, ni la rigueur de la saison n'ont pu « vous arrêter. C'est en vain que l'ennemi a voulu « défendre Varsovie ; vos aigles planent sur la « Vistule, et les braves Polonais croient voir re- « vivre en vous les légions de Sobiewski. Nous ne « déposerons les armes, que lorsque notre com- « merce sera libre, et que nos colonies nous se- « ront rendues. Nous avons conquis sur l'Elbe et « l'Oder nos possessions des Indes et le cap de « Bonne-Espérance. Les Russes sont-ils capables « de s'opposer aux décrets du destin ? N'êtes-vous « pas les soldats d'Austerlitz ? »

Un esprit bien différent régnait dans la déclaration que le roi de Prusse adressa dans le même temps à son armée d'Ortelsbourg. Là, il n'était question que des commandans infames qui avaient livré les forteresses à l'ennemi ; des chefs indignes qui n'avaient songé qu'à assurer leur sort en rendant leurs divisions, même avant d'y avoir été forcés ; des lâches qui avaient regagné leurs foyers

sans permission; des corps qui, sur le champ de bataille, avaient refusé d'attaquer; et des valets de train qui avaient dételé leurs chevaux pour s'enfuir en abandonnant le bagage. Cette pièce, en faisant ressortir tant de lâchetés énonçait les causes des désastres éprouvés. Ce qui étonna surtout, ce fut la clémence du roi. Ingersleben seul fut condamné à mort, les autres furent seulement destitués ou renvoyés sans congé définitif. Cependant le roi se réservait aussi de récompenser. Il était dit que le simple soldat qui se distinguerait par sa bravoure et ses lumières pourrait, aussi bien que le premier des nobles, parvenir au rang de général; mais avec la restriction que cette attribution ne pourrait exister que pendant la durée de la guerre. Telle était encore la force du préjugé, qu'on avait peine à se conformer aux besoins du moment.

La proclamation de l'empereur des Français, et la déclaration du roi de Prusse, furent bientôt suivies de plusieurs combats meurtriers, au confluent de la Narew et du Bug, terminés par la bataille d'Eylau, après laquelle les armées belligérantes, également épuisées, furent forcées de rester pendant quelque temps dans l'inaction. L'historien doit désespérer de rester fidèle à la vérité, en présentant le récit détaillé de cette lutte terrible. La passion et l'animosité n'ont pas moins régné dans les relations des journalistes

que sur le champ de bataille, et l'on peut dire que jamais il n'y eut peut-être de rapports plus contradictoires, ni plus d'obstination dans les esprits à persévérer dans leurs préjugés. Et même, lorsque la lutte entre la France et la Russie fut terminée, et qu'il ne resta plus d'espoir, on ne cessa pas de se disputer sur la force des deux partis, sur le nombre des morts, et sur la perte en artillerie et en drapeaux, comme si le plus ou le moins eût pu dédommager ou consoler de la malheureuse issue de cette campagne. Il nous paraît donc plus convenable et plus conforme à la dignité de l'histoire, de ne point nous permettre de prononcer soit sur la victoire, soit sur la défaite; mais de nous contenter d'indiquer la position respective des armées, la direction qu'elles suivirent, le but qu'elles se proposaient, et celui auquel elles arrivèrent.

La situation où la Russie se trouvait tout-à-coup vis-à-vis de la France, au moment dont nous parlons, était sans contredit très-critique. La guerre, qu'elle entretenait depuis plusieurs années avec des succès balancés contre la Perse, durait toujours, et elle était à la veille d'en entreprendre une nouvelle contre la Porte. Des armées ennemies qu'elle croyait encore bien éloignées, au moment où elle s'armait contre elles, se trouvaient à quelques milles de ses frontières,



tandis que la Prusse aux abois ne pouvait lui offrir aucun secours. Néanmoins, en mettant de côté l'amitié qui unissait les deux souverains, Alexandre ne pouvait sans imprudence abandonner ce malheureux état; il semblait qu'après s'être tellement avancé, il ne pouvait, sans compromettre à la fois sa gloire et sa sûreté, entrer en composition avec l'empereur des Français, et retirer ses troupes. Il embrassa donc le seul parti qui lui restait à prendre, en se décidant à soutenir tout le poids de cette guerre et à rétablir la Prusse. Il expédia des ordres dans les gouvernemens de son vaste empire pour rassembler des troupes, et bientôt de nombreux bataillons, arrivés aux frontières, y formèrent une seconde armée sous les ordres de Buxhœvden. Le comte de Kamensky, russe d'origine et jadis compagnon d'armes de Souwarof, fut nommé, le 28 novembre, généralissime. Frédéric-Guillaume et son épouse fondaient tout leur espoir sur la promesse de leur allié, et les peuples se préparaient à supporter de nouveaux malheurs.

Cependant, avant l'arrivée de renforts partis de points si éloignés, les Russes furent obligés d'abandonner de grands avantages. Le 3 novembre Bennigsen avait aussi abandonné, on ne sait pourquoi, la rive droite de la Vistule, et pris position à Kiekhanow, Makow et Ostrolenka, sur

le Bug et la Narew. Le général prussien L'Estocq qui, après la destruction du pont de la Vistule, se maintenait à Thorn, où il était protégé par la largeur du fleuve et l'escarpement des bords, reçut l'ordre d'évacuer cette ville et de se réunir aux Russes dont les avant-postes se trouvaient entre la Wkra et la Narew. Cette retraite invitant les Français à se porter en avant, le maréchal Ney occupa Thorn le 6 novembre et rétablit le pont. Augereau et Soult traversèrent la Vistule sur plusieurs points, et Davoust passa le Bug à son confluent. Les uns et les autres établirent de fortes têtes de pont, et s'étendirent de Zakroczym jusqu'à Plotzk. La communication entre Varsovie et Praga fut rétablie par un pont de bateaux, et ce dernier endroit fut changé en un vaste camp fortifié. Bennigsen étant revenu quelques jours après dans les environs de Pultusk, se convainquit, non sans honte, de l'effrayante activité de l'ennemi, et résolut de recouvrer par la force ce que sa négligence lui avait fait perdre. Mais comme il n'était point d'accord avec lui-même, ses entreprises n'eurent que peu de succès. Ce ne fut que dans le milieu de décembre, lorsque Buxhœvden et Kamenski se présentèrent sur la scène, que les mouvemens des Russes acquirent plus d'importance et d'ensemble. Le premier de ces généraux était plein de

repoussé de Soldau et de Mlawa sur Neidenbourg, parvint cependant à se réunir aux Russes. Telle était le 26 décembre la position des combattans. Buxhœvden s'était transporté d'Ostrolenka à Makow, d'où ses avant-postes s'avançaient jusqu'à Golymin et Ciechanow. Le corps principal sous Bennigsen, se trouvait à Pultusk sur la rive droite de la Narew, où il recueillait les divisions repoussées; et la gauche de cette rivière était défendue par deux divisions particulières. Du côté des Français, les maréchaux Ney, Ponte-Corvo et Bessières, avaient atteint et battu les Prussiens; Soult arrivait à Ciechanow, Augereau marchait sur Golymin; Davoust et Lannes étaient parvenus jusqu'à Pultusk.

Les environs de Pultusk, étant couverts de forêts, n'offrent pour livrer bataille, qu'une plaine de peu d'étendue. Il était de la dernière importance de se maintenir dans cette position; attendu que si l'ennemi se rendait maître de la Narew et de la plaine située derrière les steppes d'Ostrolenka, il s'emparait des magasins russes et pouvait agir librement de ce côté. Plusieurs circonstances favorisèrent les Russes le jour du combat. Bennigsen restait seul chargé du commandement par la retraite de Kamensky, lequel effrayé des premiers revers de l'armée et comme frappé de démence, avait tout abandonné et

était parti pour Lomza dans la matinée du 26. Les divisions battues étaient arrivées à temps pour être réunies au corps principal, et l'armée avait été déjà rangée en bataille pendant la nuit. Aussi les Français furent-ils reçus avec résolution et vigoureusement repoussés à Golymin et à Pultusk. Dans cette journée sanglante, qui dura depuis dix heures jusqu'à huit heures du soir, et où l'on combattit à la fin au milieu de la grêle et de la tempête, et à la lueur des obus et des villages enflammés, les Russes se maintinrent dans leur position, et rendirent vaines toutes les tentatives de l'ennemi pour les tourner. Cependant, tandis que cette armée célébrait sa victoire par de joyeux *hurras*, et que ses chefs lui prodiguaient les éloges que méritait sa bravoure, elle reçut à minuit l'ordre de partir. On ne sait si cet ordre eut pour motif, comme on le prétendit, le manque de vivres, ou s'il doit être attribué à la jalousie de Buxhœvden qui n'avait pris aucune part à cette affaire, et avait méprisé tous les ordres qu'il avait reçus. Une nombreuse artillerie tombée au pouvoir des Français n'est pas une preuve sans réplique de la victoire qu'ils s'attribuèrent, et l'on ne peut affirmer davantage que les Russes n'aient dû leur salut qu'au mauvais état des chemins. Ce qu'on peut conclure des événemens, c'est que les deux armées se

trouvèrent également épuisées par la longue durée du combat, par les inconvéniens du terrain, par l'inclémence du ciel, et que la difficulté des transports paralysa pour long-temps leurs opérations respectives.

Les mesures que prit Napoléon servent à confirmer cette conjecture. En effet, il laissa les Russes reprendre haleine, ce que son infatigable activité ne lui eût pas permis de faire envers un ennemi vaincu. Ainsi, et à la grande surprise de ceux qui connaissaient le génie de ce terrible adversaire, les deux corps d'armée russes, divisés par la jalousie de leurs chefs et séparés par la Narew, cotoyèrent, sans être inquiétés sérieusement, les deux rives de cette rivière pour se rapprocher des frontières de l'Empire. Peut-être même seraient-ils revenus sur leurs pas, quelques jours après, pour attaquer les Français, si l'aversion mutuelle des généraux et la vanité puérile qui leur faisait briguer le commandement en chef, leur avaient permis de s'accorder. Cependant l'empereur des Français, dans la certitude de passer un hiver tranquille, résidait depuis le commencement de 1807, à Varsovie, où il donnait carrière à son activité. Il y établissait un gouvernement composé de sept magistrats, et veillait à l'administration intérieure et au rétablissement de l'ordre. Les maga-

sins se remplissaient de vivres et d'objets d'équipement. La défaite de Posen fournit des armes pour trente mille Polonais. On passait chaque jour en revue des troupes qui arrivaient, et les nouveaux soldats envoyés de France. Masséna, qui faisait la guerre en Calabre, fut appelé à l'armée du nord. Le baron Saint-Vincent, ambassadeur extraordinaire d'Autriche, fut si bien accueilli, que sa cour ne songea nullement à profiter de cette circonstance favorable pour se liguer avec les ennemis de la France. La majeure partie de l'armée était stationnée à l'entrée des steppes d'Ostrolenka, dans la contrée de Soldau, de Willenberg et d'Ortelsbourg. D'autres corps marchaient contre les forteresses de Graudenz, de Dantzick et de Colberg, ou campaient déjà sous leurs murs. Enfin, les divisions Ney et Ponte-Corvo, après avoir chassé vers le nord-est les Prussiens sous L'Estocq, commençaient à menacer Kœnigsberg.

On y avait appris, dans les derniers jours de décembre, la prétendue victoire des Russes, et cette ville offrait le spectacle de la plus vive allégresse. Dans les rues, étrangers et habitans se félicitaient indistinctement; la foule faisait entendre ses acclamations sous les fenêtres du château habité par le roi et la reine, qui reçurent aussi les félicitations des fonctionnaires. La preuve

obtenue enfin que l'armée française n'était pas invincible, était un puissant motif de consolation et d'espoir. Mais l'illusion une fois dissipée, l'accablement en fut d'autant plus profond. Le trésor et les effets les plus précieux furent expédiés à Memel. La reine accablée par la maladie et le chagrin, s'embarqua le 3 janvier, au milieu de la désolation générale, et quitta la capitale de la Prusse Orientale pour chercher un asile dans une ville, située à l'extrême frontière de l'état. Le roi la suivit le 6. A la joie, à l'espérance, succédèrent la tristesse et les alarmes, et les dépêches adressées à Pétersbourg furent encore remplies de douloureuses plaintes et de vœux stériles.

On savait déjà à quoi s'en tenir, dans cette capitale, sur ce qui s'était passé, et dans la persuasion que la mésintelligence des chefs avait seule empêché de remporter une pleine victoire, on s'était empressé d'y porter remède. Un courrier, en rappelant le comte de Buxhœvden du théâtre de la guerre, apportait en même temps pour récompense à Bennigsen la croix de Saint-George, et le titre de général en chef. Dès-lors, c'est-à-dire le 11 janvier, on vit régner la plus grande harmonie dans les opérations. Les deux corps d'armée russes, celui de Buxhœvden qui était alors à Biala, et l'autre sous Bennigsen à Tykoczyn, formant ensemble soixante et dix-

huit mille hommes, se rassemblèrent entre Arîs et Lotzen, derrière l'abri que forment les lacs de Spirding et de Lœwentin, et prêtèrent ainsi la main à L'Estocq posté à Barthen, dans le but de couper les maréchaux Ponte-Corvo et Ney, et de forcer les Français à repasser la Vistule. L'aile gauche et les corps avancés étaient soutenus par une division sous Sedmarazki, restée en arrière à Gonionz sur la Bobra. Le général Essen, arrivé de Turquie avec des forces considérables, ayant pris position à Bransk sur la Narew, devait empêcher l'ennemi de pénétrer derrière Ostrolenka.

Après avoir fait ces dispositions, Bennigsen au lieu de chercher à la source de l'Alle le corps principal de l'armée française, se dirigea au nord-ouest sur Heilsberg; mais les deux divisions qu'il voulait tourner, se portèrent en arrière. Cependant Ponte-Corvo, étant demeuré trop longtemps dans la vallée d'Elbing, fut atteint, le 25 janvier, entre Liebstadt et Mohrungen, près du village de Georgenthal, par l'avant-garde de l'aile droite des Russes. Markof, qui la commandait, brûlant de se signaler, l'attaqua avec tant de vivacité qu'il oublia d'en donner avis aux corps les plus voisins et de les appeler à son aide. Les Français durent leur salut à cette précipitation et à leur résistance opiniâtre. Les mauvaises mesures de Bennigsen favorisèrent leur retraite. Ce

général, comme s'il eût craint d'être attaqué par Ponte-Corvo, ou d'avoir sur les bras toute l'armée ennemie, mit le lendemain toutes ses troupes en position sur les hauteurs en arrière de Liebstadt, et permit ainsi à la division française d'opérer tranquillement sa retraite par Mohrungen.

Napoléon voyant ses maréchaux en danger, et les Russes en plein mouvement, réunit tous ses corps dispersés dans leurs quartiers d'hiver, afin de réduire à la défensive un ennemi qui avait commencé l'attaque. Peu de jours lui suffirent. Bientôt les Français présentèrent à leurs ennemis une ligne de bataille non interrompue de Strasbourg à Ortelsbourg, dans la direction d'Allenstein. Elle était soutenue à Thorn par un corps sous Lefèvre; un autre, commandé par Savary qui remplaçait le maréchal Lannes tombé malade, observait les mouvemens du général Essen.

Cependant les Russes s'avançaient avec précaution. Leur aile gauche avait porté son avant-garde à Mondtke, Allenstein et Osterode; l'avant-garde de leur aile droite s'était avancée sur Deutsch-Eylau et Lobau, et celle de L'Estocq sur Schwarzenau, lorsque Napoléon se montrant tout-à-coup à Ortelsbourg, les menaça toutes en même temps. Aussitôt Bennigsen tirant à soi toutes ses divisions, concentra ses forces sur la

hauteur de Jaukowe ou Joukendorf, comme s'il eût voulu passer l'Alle à Allenstein, et accepter la bataille devant Wartenbourg. Mais il ne persévéra point dans cette résolution hardie, s'il la forma jamais, ou, pour mieux dire, les mouvemens de son adversaire la firent bientôt avorter. Déjà le lendemain, 3 février, le quartier-général de l'empereur étant à Gettkendorf, le général Soult occupa Guttstadt sur la rive droite de l'Alle, et s'empara du pont de Bergfried, sur les derrières de l'armée russe, qui effectua aussitôt sa retraite entre la Passarge et l'Alle sur Landsberg; L'Estocq se retira sur la rive gauche de la Passarge à Schlodien, et de là sur la rive droite de cette rivière à Mehlsack; l'un et l'autre, vivement poursuivis, éprouvèrent des pertes multipliées. A Deppen, l'une des divisions prussiennes fut coupée par Ney; et l'arrière garde russe, atteinte par le grand duc de Berg, entre Glauden et Hoff, fut très-maltraitée; quantité de blessés, de malades et de bagages, aussi bien que les magasins de Guttstadt, de Liebstadt et autres établis sur l'Alle, tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Quatre jours s'étaient ainsi écoulés au milieu de ces attaques, lorsque les Russes arrivèrent enfin à Preusch-Eylau dans la matinée du 7 février. Leur position était devenue si désavan-

tageuse, qu'il ne leur restait plus d'autre alternative que de se retirer derrière la Pregel en laissant Kœnigsberg à la merci de l'ennemi, ou de courir la chance d'une bataille : leur chef se décida pour le parti le plus honorable. Il plaça son arrière-garde sur une éminence en avant d'Eylau, rangea le reste de ses forces de l'autre côté de cette ville, et attendit l'ennemi qui ne tarda pas à paraître de Landsberg, Heilsberg, et Wormdetten, en trois colonnes sous les ordres du grand duc de Berg et des maréchaux Soult, Davoust et Ney. L'attaque commença à deux heures après-midi; elle fut dirigée contre la position d'Eylau, dont les Français se rendirent maîtres après un combat sanglant, et cherchèrent ensuite à s'emparer de la ville. Son importance fit qu'on déploya, de part et d'autre, les plus grands efforts. La nuit régnait depuis longtemps qu'on se battait encore dans les rues; mais les Français finirent par l'emporter. Les Russes, protégés par des troupes fraîches, accourues à leur secours, rejoignirent la grande armée dans l'intention de soutenir le lendemain une lutte encore plus sanglante. Tous, chefs et soldats, passèrent sous les armes cette nuit qui devait être la dernière pour des milliers d'hommes des deux armées.

Dès l'aube du jour du 8 février, le temps étant

sombre et neigeux, les Français, dont Eylau formait le centre, étendirent leur droite et leur gauche dans le but de tourner l'ennemi et s'avancèrent contre les Russes, en position derrière Eylau, entre les villages Schloditten et Serpallen. L'aile droite soutint sans s'ébranler la première attaque des Français. Leur centre, aux prises avec Augereau, montra la même intrépidité malgré les habiles manœuvres de ce général, et le feu meurtrier de l'ennemi. Mais il n'en fut pas de même de leur aile gauche. Les masses françaises, masquées par Eylau et favorisées par la nature du terrain, l'attaquèrent avec avantage, et déjà le village de Serpallen était abandonné et la retraite paraissait inévitable, lorsque le sort en décida autrement. Les Prussiens sous L'Estocq étaient à Hussehnen, à deux milles d'Eylau, lorsque Bennigsen, dans la nuit du 7 au 8, les invita à se réunir à la droite des Russes. Mais l'ennemi posté à Deppen et qui ne les perdait pas de vue, les mauvais chemins et la fatigue ne leur permirent d'arriver à leur destination qu'au moment où les Russes commençaient à plier, ce qui fut une circonstance heureuse pour ceux-ci : à peine venaient-ils d'atteindre Althof qu'on les envoya au secours de l'aile gauche, où ils arrivèrent à temps pour rétablir le combat. L'Estocq sut tirer un si bon parti du peu de troupes qui l'accompagnaient, qu'il

chassa l'ennemi, supérieur en nombre, du village de Kutschitten où il s'était retranché, et lui causa une perte considérable. Ce fut la première fois dans cette guerre, que les Prussiens se montrèrent dignes de leur ancienne vaillance.

Cependant malgré les généreux efforts des Prussiens et des Russes, les Français bien que déjoués dans leur plan n'étaient rien moins que vaincus, et il n'y avait pas lieu de se prévaloir des avantages qu'on venait d'obtenir. Des monceaux de morts et de mourans, des flots de sang qui souillaient la neige récemment tombée, remplissaient le champ de bataille. Au milieu de la multitude des blessés, se traînant avec peine sur la route de Kœnigsberg, se pressaient de nombreuses troupes de fuyards et de soldats débandés, car, après six jours de combats consécutifs, l'ordre et la discipline avaient presque entièrement disparu. On comptait à peine trente mille hommes restés fidèles à leurs drapeaux, et encore étaient-ils exténués de fatigue et de faim. D'ailleurs, Ney, après avoir poursuivi les Prussiens se trouvait le soir à Althof sur la droite des Russes, et il se maintint dans le village malgré toutes leurs tentatives pour le lui enlever. Ce fut sans doute ce concours de circonstances qui détermina le commandant en chef des Russes à donner, vers minuit à ses troupes, l'ordre de se mettre en marche pour Kœnigs-

berg; et à céder aux Français, avec le champ de bataille, la gloire de cette journée.

Le bruit se répandit alors dans le public que Napoléon avait voulu engager le roi à renoncer à l'alliance avec l'empereur de Russie, par l'offre de conditions extrêmement avantageuses. Beaucoup de personnes en attribuèrent le refus à la haine implacable de Frédéric-Guillaume contre l'empereur des Français, à l'amour-propre blessé de son épouse, et à l'influence secrète d'un parti. Mais il est bien plus probable que la loyauté du roi, ses liaisons intimes avec Alexandre, et le traité qu'il négociait avec l'Angleterre, furent les véritables motifs de sa détermination. Quoi qu'il en soit, il est certain que le général Bertrand envoyé à Memel n'eut point à se louer de l'accueil qu'il y reçut. Le seul résultat des négociations entamées fut l'échange de trente officiers prussiens contre un nombre égal d'officiers français. Parmi les premiers se trouvaient Blucher et Fauenzien : celui-ci était alors en France, l'autre à Hambourg.

Les craintes qu'avait déjà répandues à Kœnigsberg la nouvelle de la bataille de Pultusk s'y renouvelèrent avec plus de force à l'arrivée des Russes devant les portes de cette ville (10 février); car il ne restait à ceux-ci, en cas d'attaque, qu'à vaincre ou à périr, en se retirant dans les rues

étroites de cette ville; aussi les habitans tremblaïent-ils en songeant au sort de Lubeck. Mais l'ennemi ayant rappelé le 16 son avant-garde qui se montrait déjà sur le Frisching, abandonna le 19 la ville saccagée d'Eylau. Dès-lors, on acquit la certitude qu'il renonçait à courir les chances d'une troisième bataille, et qu'il ne songeait plus qu'à se renforcer et se fortifier dans de sûrs quartiers d'hiver. C'est ce qui détermina les Russes à se porter en avant, mais avec précaution, et à former quelques attaques peu sérieuses. La plus chaude fut celle que les Prussiens dirigèrent contre les Français pour la possession de Braunsberg; mais il furent repoussés de l'autre côté de la Passarge. Toutes les autres affaires entre cette rivière et l'Alle, ne produisirent que quelques avantages infructueux souvent même abandonnés volontairement. Aussi, pour ne pas nous engager dans des détails insignifians, nous nous bornerons à faire connaître la position respective des deux armées au milieu de mars.

Napoléon séjourna d'abord à Osterode, et s'établit ensuite dans le château de Finkenstein. Il était entouré de sa garde. Le prince de Ponte-Corvo et Soult, stationnés l'un à Preussich-Holland, l'autre à Liebstadt, défendaient la Passarge. L'Alle supérieure était gardée par Ney et Davoust, postés à Gudstadt et à Allenstein. A

la place de Lannes, encore malade, le maréchal Masséna commandait à Pultusk la division sur la Narew et l'Omulew. Les Polonais étaient à Neidenbourg, et les Bavarois à Varsovie. La Vistule était défendue par de fortes têtes de pont à Marienwerder, à Modlin et à Praga; le Bug était gardé par des retranchemens élevés à Sicrock. Des rapports publics annonçaient qu'Augereau avait quitté l'armée pour rétablir sa santé; mais on conjecturait qu'il était tombé en disgrace et que son corps avait été dissous.

Le général de l'armée russe avait établi à Bartenstein son quartier-général. Ses forces principales se trouvaient sur les deux rives de l'Alle inférieure. L'Estocq, stationné plus au nord à Heiligenbeil, était renforcé par une division russe, et Tolstoy, sous ses ordres, était placé à Secbourg et à Bischoffsbourg. Plus bas, jusqu'au-delà de Passenheim, Ortelsbourg et Willenberg, se trouvait le hettmann Platow. Essen à Ostrolenka faisait de temps en temps des tentatives infructueuses contre l'ennemi. Il fut remplacé plus tard par Tutschkof. Heilsberg devait être le point de ralliement en cas d'attaque.

Tels étaient les campemens des deux armées, qui, plus actives que jamais, quoique tranquilles en apparence, se préparaient à de sanglans combats. Des troupes fraîches arrivaient de tous

côtés pour remplir les rangs éclaircis. Il fallait remplacer les munitions épuisées, procurer des vêtemens aux soldats, et faire venir de pays éloignés des grains, dont la Prusse dévastée manquait totalement. Mais l'ennemi, quoique privé des avantages des transports par mer, était pourtant moins embarrassé que les alliés. Il avait derrière lui, pour fournir à ses besoins, des pays fertiles, principalement la Silésie, dont il est à propos de rapporter ici la conquête, presque achevée à cette époque.

Dans le petit nombre des possessions prussiennes restées intactes, la Silésie était sans contredit celle qui aurait pu apporter le plus d'utilité au roi, et de préjudice au vainqueur. La crainte de l'Autriche l'avait fait hérisser de forteresses, qui la mettaient en état de braver les attaques de tout ennemi. Son éloignement du théâtre de la guerre lui donnait le temps de se remettre d'une première terreur, et de faire des préparatifs de défense, d'autant plus qu'elle surpassait de beaucoup en richesses et en ressources toutes les autres provinces des états prussiens. Frontière des pays où se portait l'armée ennemie, elle pouvait en menaçant ses derrières, paralyser ses progrès autant que les faciliter en tombant en son pouvoir. D'autres avantages lui donnaient aussi les moyens d'opposer à l'ennemi une résistance éner-

gique. On ne manquait ni d'argent, ni d'armes, ni de munitions, et le pays était plein de nouvelles levées et de vieux soldats. Il y avait une grande affluence de militaires qui s'étaient rachetés ou enfuis. Enfin le caractère des habitans était énergique et susceptible de se prêter aux plus grands sacrifices.

L'administration de la Silésie était depuis trente-six ans entre les mains du comte de Hoym. Son activité n'ayant point été mise à l'épreuve jusqu'alors par des dangers publics, on s'attendait que les circonstances l'engageraient à mettre en jeu tous ses moyens, à l'imitation do son digne prédécesseur Schlaberndorf, dont la prévoyance avait assuré la possession de ce pays à Frédéric II. Le général de Thiele, transféré de Varsovie à Breslaw, faisait aussi espérer beaucoup. Mais bientôt on reconnut que l'indifférence et la lâcheté les dominaient tous deux. On ignorait le sort du roi et de l'armée et l'on ne cherchait point à s'en éclaircir. Les levées qui ne pouvaient plus lui parvenir par la Prusse Méridionale, au lieu d'être employées à la défense de la Silésie, furent congédiées sous prétexte du manque d'argent. A l'égard des citoyens, il n'était question que de leur faire sentir la convenance de se tenir tranquilles en cas d'invasion, et nullement de les inviter à s'armer et à se défendre. Et même les pro-

positions du petit nombre de ceux qu'enflammait l'amour de la patrie furent négligées ou éludées.

Le comte Frédéric-Auguste de Puckler sur Gimmel était du nombre de ces derniers. Persuadé que le salut de la Silésie était de la plus grande importance pour l'état, il poursuivit cette idée avec tout l'enthousiasme d'un caractère passionné. Selon lui : « Il fallait appeler à la défense « des forteresses les vétérans dispersés dans la « province et créer dans le même but une milice, « dont les militaires congédiés et les officiers en « retraite formeraient les cadres. Les domaines « seigneuriaux pourraient fournir un corps con- « sidérable de garde-forêts et de chasseurs, d'un « excellent usage contre l'ennemi : il en serait de « même de la cavalerie des petites villes avec la- « quelle on avait coutume de compléter l'armée. « De plus, il n'était pas douteux qu'il ne fût aisé « de réunir sous les drapeaux pour la défense de « la patrie, les fuyards qui arrivaient chaque jour « ainsi qu'un grand nombre de volontaires. » Ce fut dans ce sens qu'il écrivit au roi.

Cette proposition était de nature à être adoptée; mais quoique le roi l'eût prise en considération et eût répondu obligeamment à son auteur, elle resta sans résultat parce qu'il ne se trouva personne capable d'en tirer parti, et que les autorités qui auraient dû s'en saisir, étaient en

proie au découragement, pleines d'indolence ou dévorées de jalousie.

De Thiel, chargé d'effectuer ce plan, y apporta obstacle sur obstacle, refusant de se mêler des affaires de la milice qu'il renvoya à l'auteur du projet. Hoym, à qui le roi l'avait communiqué en lui recommandant l'exécution, montra la même répugnance, et sous le prétexte qu'il était hors de ses attributions d'organiser des corps militaires, il se déchargea de cette affaire. Ce fut en vain que Puckler employa tous les moyens pour triompher de leur inertie et les faire entrer dans ses vues; ils restèrent fidèles à la règle, et lui-même, accablé de toutes parts, et sentant qu'il serait tôt ou tard responsable de s'être mêlé mal à propos de cette affaire, ne put supporter cette idée. Le 11 novembre il se donna la mort: victime, selon les uns, d'une ambition mal calculée; digne, selon d'autres, d'avoir vécu dans un temps plus fertile en sentimens généreux.

Quelques jours avant cet événement, un corps de troupes bavaroises et wirtembergeoises dont on ignorait le nombre, sous les ordres du prince Jérôme Bonaparte et du général Vandamme, était entré en Silésie, et s'était présenté devant Glogaw. Cette ville est fortifiée par l'art à l'est et au sud, et défendue en partie par l'Oder des deux autres côtés. Quoiqu'elle ne soit pas au nombre des

forteresses les plus importantes du pays, elle est cependant assez forte pour se maintenir quelques mois, et elle avait été pourvue à la hâte de toutes les choses nécessaires pour soutenir un siége. Il y régnait depuis le 21 octobre la plus grande activité. Elle avait été entourée de palissades, et l'on avait détruit tous les ponts des petites rivières voisines, afin d'arrêter l'ennemi; enfin la garnison avait été renforcée, et elle avait reçu un nouveau commandant, arrivé de Custrin et désigné spécialement par le roi. Ces dispositions et l'ordre du souverain de tenir jusqu'à la dernière extrémité, faisaient appréhender aux habitans les horreurs d'un long siége.

Mais déjà le 2 décembre ils étaient complétement rassurés sur ce point. Après un bombardement qui ne fut entretenu que depuis le 13 novembre, les commandans Reinhardt et Marwitz, croyant avoir suffisamment satisfait à l'honneur, cédèrent à la sommation qui leur fut faite. Malgré les accusations auxquelles ils ont été en butte, ils n'ont point fait connaître les motifs d'une si prompte reddition. Il est constant qu'ils ne manquèrent ni de vivres ni de munitions, ni de gens dévoués prêts à partager avec eux toutes les chances d'une résistance prolongée. Ils ne pouvaient non plus se dissimuler les funestes conséquences de leur conduite, qui permit à

l'ennemi de s'établir solidement dans la Silésie, lui valut plus de deux cents pièces de canon et de trois cents milliers de poudre. La prompte reddition de cette forteresse entraîna celle des autres et fit éprouver de grands obstacles à l'armement de la population du pays.

C'est ce qu'on éprouva surtout lorsque, peu de temps après, la capitale se fut aussi rendue. Breslaw, considérée de tout temps comme une forteresse des plus importantes, avait encore gagné en force par les soins de Frédéric II depuis la guerre de sept ans. Elle comptait trois bastions dont le principal, garni de beaux ouvrages avancés, était d'un aspect imposant. L'Ohlau et l'Oder remplissaient ses fossés larges et profonds, et dans la plaine où elle était située, aucune colline ne s'élevait pour la dominer. Il est vrai que l'étendue de ses faubourgs, qui touchaient jusqu'aux fortifications, facilitait l'approche de l'ennemi; mais d'un autre côté, le peu de rigueur de cet hiver, faisant que les eaux n'étaient gelées qu'à la surface, était tout à l'avantage des assiégés.

Glogaw tenait encore, lorsque deux corps de Bavarois, composés en grande partie de cavalerie légère, et commandés par Montbrun et Lefèvre, se présentèrent dans la matinée du 19 novembre devant Breslaw, où ils lancèrent quelques bombes. Ils espéraient y semer l'alarme et la surprendre.

Après quelques tentatives infructueuses, ils décampèrent le 21, en annonçant toutefois leur prochain retour.

Dans ces entrefaites, on avait résolu, dans le quartier général du roi, d'armer la Silésie. Le colonel comte de Gotzen, envoyé à cet effet à Breslaw, y arriva le 3 décembre, et releva le courage et les espérances des citoyens, en annonçant : « Que le prince d'Anhalt-Pless, nommé « commandant en chef de la milice, allait arri« ver. Que l'état de la Prusse n'était pas aussi dés« espéré qu'on s'était pressé de l'annoncer, et « que trois grandes armées russes étaient en mar« che pour mettre un terme aux progrès de l'en« nemi. » Cette déclaration fut publiée avec un appel aux citoyens. Gotzen exigea en même temps des vêtemens et d'autres objets d'équipement pour les levées, et fit convoquer les conseillers des contributions pour se concerter avec eux ; mais il n'était plus temps. Le 5 décembre, la cavalerie envoyée à la découverte étant revenue, le tambour appela aussitôt les soldats à la défense des remparts ; le comte fut obligé de partir en toute hâte ; la ville fut tout-à-coup cernée ; et sa prospérité, fruit de son industrie et d'une longue paix, exposée à toutes les chances d'un siége.

Le dimanche, 7 décembre, le son des cloches

fit place au bruit du canon. Tandis qu'une partie des assiégeans commençait à former la tranchée, l'autre s'établissait dans les maisons des faubourgs, afin d'occuper les assiégés par le feu de la mousqueterie. Ceux-ci, de leur côté, renversaient ou réduisaient en cendres les bâtimens où s'étaient retranchés les tirailleurs ennemis. La dévastation régnait devant les portes, mais l'intérieur de la ville souffrit peu de dommage jusqu'au 10, où l'ennemi ayant achevé ses ouvrages, put faire usage de son artillerie. Dès-lors le côté nord-ouest de Breslaw fut principalement exposé; les maisons des particuliers et les édifices publics souffrirent beaucoup, surtout l'église de Sainte-Élisabeth et son superbe clocher qui présentait aux canonniers français un but presque immanquable. On remarqua que chaque fois que les boulets rouges faisaient éclater un incendie, l'ennemi discontinuait son feu comme pour donner aux assiégés le loisir de l'éteindre, afin sans doute de ne pas détruire les ressources qu'il espérait trouver dans une ville opulente. Il n'épargna pas du moins les tentatives pour surprendre la place et s'y ménager des intelligences; mais les unes furent déjouées par la vigilance de ses défenseurs, les autres par le zèle des officiers et les bonnes dispositions de la bourgeoisie.

Cependant le prince de Pless était parvenu à

rassembler un petit corps de troupes, qu'il arma aussi bien que le permettaient les circonstances. Établi à Strehlen, dont la position inexpugnable lui présentait un sûr asile, il espérait arriver devant Breslaw à l'insu de l'ennemi, et dégager cette ville avec le secours des assiégés. Mais soit par la proximité de l'ennemi ou par l'imprudence des siens, Vandamme, informé de bonne heure de l'existence de cette petite armée, envoya contre elle, le 24 décembre, une troupe de Wirtembergeois et de Bavarois supérieure en nombre, sous les ordres des généraux Montbrun et Minucci, qui l'attaqua et la repoussa dans la montagne.

Cet avantage venait à peine d'être obtenu, que de nouveaux négociateurs français, envoyés dans la ville, s'empressèrent de le faire valoir : « Pourquoi, « disaient-ils, sacrifier sans but une cité riche et « populeuse ? Quel espoir pouvait-on fonder sur les « faibles ressources du prince de Pless, ou sur le « conte ridicule de l'arrivée des Russes ? Les sol« dats et citoyens devaient plutôt se mettre de« vant les yeux les maux qu'ils avaient soufferts « et ceux qui les attendaient encore. Il était au « pouvoir des assiégeans de les punir de leur opi« niâtreté, et d'aggraver encore les malheurs de « leur position. » Les allées et venues des négociateurs, les instances du commerce pour qu'on

se préservât d'un assaut, les conciliabules fréquens qui se tenaient chez le commandant de Thiel, tout faisait craindre la prochaine reddition de la ville; lorsque le vœu bien prononcé de la classe moyenne, les déclarations de militaires distingués par leur courage et leur rang, et le souvenir des ordres du roi, l'emportèrent encore une fois: le bruit de l'artillerie annonça le renouvellement des hostilités.

Mais bien que l'ennemi eût compté peut-être sur les mal-intentionnés et sur ceux qui étaient fatigués du siége, il s'était aussi attendu à la possibilité d'un refus, et avait utilisé le temps employé à la négociation. Une chose qui causa beaucoup de surprise, c'est que sans avoir été ni remarqué ni troublé par ceux qui gardaient les remparts, il avait réussi à étendre considérablement ses ouvrages, pendant la journée de Noël, ensorte qu'il se trouvait en mesure de bombarder aussi le côté sud-est de la ville. Bientôt cette partie éprouva les mêmes dommages que les autres. On y vit éclater plusieurs incendies; les maisons se remplirent de décombres; et beaucoup de citoyens y furent blessés. Dans cet état de choses, l'espoir de la délivrance vint s'offrir encore une fois, au moment qu'on y comptait le moins. Le 30 décembre, à la pointe du jour, on aperçut, des tours et des bastions, le village de Durgoy en

flammes, et le spectacle d'un combat dans les environs de Krietern. Les mouvemens divers des combattans, le feu de l'artillerie et de la mousqueterie ne furent plus un sujet de doute lorqu'il fit grand jour. Les efforts redoublés des assiégeans firent présumer le voisinage des Prussiens. C'était effectivement le prince de Pless, qui, parti de Neiss le 28 avec huit ou dix mille hommes, avait surpris et attaqué l'ennemi, comptant sur la coopération des assiégés. Son attente n'ayant point été remplie, il fut forcé de céder au nombre, après avoir soutenu seul un combat de plusieurs heures. Sa troupe, divisée en plusieurs petits corps, se retira dans les forts de la montagne sans grande perte, mais indignée de la lâcheté ou de la mauvaise volonté de la garnison.

Après le mauvais succès de cette seconde tentative, l'ennemi redoubla d'efforts, et réussit enfin à vaincre l'obstination des assiégés. Dans l'après-midi du 3 janvier, l'artillerie se tut sur tous les points. On sut bientôt qu'on était convenu d'une trêve, et la capitulation définitive fut signée le 5. Dès que les remparts eurent été dégarnis de leurs défenseurs, les liens de la discipline se relâchèrent, comme cela arrive ordinairement dans les villes conquises, et les soldats parcoururent les rues en vociférant contre leurs chefs. Les armes ou instrumens de guerre furent

brisés ou vendus. Les clameurs furieuses de la sédition retentissaient dans la ville, et le citoyen sans défense commença à redouter les siens et à désirer l'entrée de l'ennemi.

Le 7 janvier, à sept heures du matin, le son des cloches annonça le retour, sinon de l'ancien ordre de choses, du moins de la tranquillité. La garnison, au nombre d'environ cinq mille cinq cents hommes, sortit de la ville dans la matinée, tandis que les Wirtembergeois et les Bavarois en prenaient possession, et le 8, dans l'après midi, le prince Jérôme fit son entrée, entouré d'un brillant cortége. La garnison, ayant déposé ses armes sur le glacis, fut acheminée sur la France, à l'exception des chasseurs rendus à leurs maîtres, des vétérans et des hommes mariés auxquels on permit de regagner leurs foyers. Près de dix mille bombes ou boulets étaient tombés dans la ville, plus de cent trente citoyens avaient été tués ou blessés; le dommage, causé principalement par l'incendie des faubourgs, fut évalué à plus de 4 millions (15 millions de francs); une superbe artillerie, d'abondantes munitions, devinrent la proie du vainqueur. Le colonel de Stengel fut nommé commandant de la ville. Napoléon ordonna de faire, dans le cinquantième bulletin, une mention honorable des Wirtembergeois et des Bavarois victorieux.

Quant au jugement porté sur la manière dont fut défendue Breslaw, l'opinion ne fut pas plus favorable au commandant de Thiel qu'elle ne l'avait été à ses prédécesseurs : il fut accusé d'avoir manqué de dignité, d'énergie et de lumières, reproche dont il ne saurait se justifier. Il avoue lui-même qu'il ne fut informé de la reddition de Glogaw que le 5 décembre. Il ne mit point le temps à profit pour renforcer la garnison, ce qui lui était facile dans un pays riche en population. Il ne détruisit les faubourgs que lorsque l'ennemi s'y fut logé : mesure trop tardive pour en obtenir un avantage réel. D'ailleurs, on ne peut considérer sa courte résistance que comme préjudiciable et sans but. Il négligea aussi de faire occuper les ouvrages avancés, en prétextant la faiblesse de la garnison ; et se borna, dès le commencement du siége, à défendre les principaux remparts, sans songer que lorsqu'on tient les autres, ceux-ci n'ont besoin que d'un petit nombre d'artilleurs. Il vit le prince de Pless combattre presque sous les murs de Breslaw, sans oser faire une sortie, disant : « Qu'il ne pouvait s'y « hasarder avec les perfides Polonais ; » et préférant les livrer, huit jours après, à l'ennemi. Lorsqu'il voulut se justifier de la reddition de la forteresse, en alléguant le manque de viande et de bois, il fut contredit par la chambre des comptes,

qui l'accusa d'incurie, de mensonge et de mauvaises intentions. Enfin, le public fut généralement persuadé qu'au lieu de remplir tout ce que lui prescrivait le devoir, il s'était contenté de sauver simplement les apparences. Il porta le même jugement contre le général Lindner, homme profondément versé dans toutes les parties de l'artillerie et du génie, qui, ayant été chargé de visiter les forteresses de la Silésie, pour en organiser la défense, resta à Breslaw pendant toute la durée du siége. Nous faisons preuve de modération en disant: que toute sa conduite dénota la plus grande indifférence pour les intérêts de la Prusse, et que son estime pour l'ennemi ne peut se comparer qu'au mépris qu'il professait pour les siens.

Cependant, l'influence de la domination étrangère se manifesta aussitôt dans la ville conquise. Les autorités s'empressèrent de rendre hommage au nouveau souverain. Ainsi qu'à Berlin, on exigea d'elles un serment de fidélité, que plusieurs fonctionnaires consentirent à prêter, dans l'idée d'être utiles au pays en conservant leurs emplois. D'autres, fidèles au roi, s'y refusèrent avec fermeté, et prirent le parti de s'y soustraire en s'éloignant. Les maisons des citoyens se remplirent d'hôtes étrangers, bien ou mal vus, suivant les dispositions de ceux qui les recevaient; les palais et les

hôtels furent occupés par le prince et les principaux officiers, dont la table fut entretenue aux frais de la ville. On dut présenter des aperçus des revenus et des dépenses de la province, et le district de Breslaw fut taxé à une contribution de 18 millions de francs. Il fallut aussi fournir, pour vêtir et chausser les soldats, certaine quantité de toile, de drap et de cuir; on remplit les magasins de vivres de toute espèce, destinés à l'armée de la Vistule, et pour le transport desquelles on rassembla une multitude de chevaux de trait. Le théâtre se conforma au goût étranger, les gazettes furent forcées de le préconiser; mais l'acte auquel on se montre le plus sensible, ce fut la destruction des remparts. Les vieillards se rappelaient le temps considérable qu'il avait fallu pour élever ces fortifications, et tout ce que Frédéric II avait fait pour les améliorer; plusieurs même savaient ce qu'avaient coûté certains ouvrages; et maintenant, une simple charge de poudre suffisait pour renverser ces murs épais et ces voûtes impénétrables, tandis que des travailleurs, appelés par centaines de la campagne, venaient aplanir les terres bouleversées. La douceur de la température, qui avait favorisé la défense de la forteresse, ne favorisait pas moins sa destruction.

Immédiatement après la prise de Breslaw, l'ennemi partagea ses forces en deux corps, dont

l'un se porta sur Brieg, l'autre sur Schweidnitz. On ne comptait pas sur une résistance sérieuse de la part de cette première forteresse. La faiblesse de sa garnison, et le simple rempart qui la défendait, faisaient présumer avec raison que sa reddition serait prompte; puisque des places bien autrement formidables, s'étaient rendues presque sans coup férir. Aussi ne supporta-t-elle qu'un bombardement de trois jours : le 16 janvier, le commandant Cornerut se rendit aux mêmes conditions que Breslaw. Quatorze cents hommes se rendirent prisonniers. On fit sauter aussitôt le rempart.

On avait une bien plus haute opinion de Schweidnitz, construite sur le penchant d'une montagne, et que sa position avancée rendait comme la clef des autres forts. Depuis la guerre de sept ans, Frédéric II n'avait épargné aucune dépense pour perfectionner ses moyens de défense, et treize années avaient été employées par lui en réparations et augmentations. Cette forteresse, dont il n'avait pu s'emparer lui-même qu'après un siége de neuf semaines, avait été mise en état de résister pendant neuf mois.

Au moment où Schweidnitz fut menacée, elle n'était pas mieux préparée à la défense que Glogaw et Breslaw; mais le séjour de l'ennemi devant ces deux villes lui fit gagner un temps pré-

cieux qu'elle mit à profit pour s'armer. La garnison, dans le principe, de deux mille hommes seulement, fut portée à sept mille; le manque d'armes, qu'avait occasioné le transport à Graudenz de celles que renfermait l'arsenal, fut réparé en partie par les bons citoyens et les gentilshommes des environs, en partie par des lances que l'on fabriqua à la hâte; il y avait d'ailleurs abondance de vivres et de munitions. Les habitans eux-mêmes manifestèrent beaucoup de résolution et de bonne volonté. Mais, ainsi que dans tout le reste du royaume, les chefs manquaient de lumières et d'énergie: qualités que ni le rang, ni les menaces du souverain ne peuvent inculquer. Le commandant de Haak portait sur sa figure le sceau de l'ineptie, et faisait consister toute sa gloire à déployer une rudesse soldatesque qui révolte en temps de paix, et n'est d'aucun secours au moment du danger. De Hombolt, placé près de lui, appartenait à cette classe d'hommes sans principes, qui transigent facilement avec l'honneur, lorsqu'il s'agit de la vie. De Lindner, inspecteur en chef des forteresses de la Silésie, s'était laissé enfermer dans Breslaw; mais, quoique riche en connaissances, il est plus que probable que sa présence n'eût contribué en rien au salut des assiégés. Aucun des autres chefs ne portait un nom marquant.

Aussitôt que Vandamme se fut présenté dans la matinée du 10 devant Schweidnitz, on vit se répéter le même jeu qui avait eu lieu à Breslaw. La sommation de se rendre fut rejetée avec hauteur; les deux chefs, comme s'ils eussent voulu braver tous les dangers, se partagèrent la défense des ouvrages; les métairies des environs, et le village de Kletskau, où les assiégeans s'étaient établis, furent incendiés par le feu des remparts; l'artillerie tonnait sans interruption, et l'on ne manquait pas de riposter avec usure aux coups peu nombreux de l'ennemi. Les gens crédules, prenant tout cet étalage de résistance au sérieux, se croyaient d'autant plus en sûreté, que l'ennemi n'attaquait qu'avec tiédeur.

Mais leur erreur fut de courte durée. On s'aperçut, dans la matinée du 31 janvier, que l'ennemi avait profité de l'obscurité de la nuit et du bruit de l'artillerie pour pratiquer trois mines, et pour se préparer à l'attaque. Aucune des tentatives dirigées contre ses ouvrages n'ayant réussi; on se flattait que le grand éloignement de ses batteries ne lui permettrait pas d'atteindre les bastions et les remparts, ou du moins d'y faire brêche. Mais il montra, dans la matinée du 3 février, que son dessein n'était pas d'agir contre les fortifications, mais bien contre la ville. Son feu, dirigé contre elle pendant plusieurs jours, y causa

de grands ravages. Lui-même rétablissait promptement ceux de ses ouvrages que renversait l'artillerie des assiégés. A chaque instant, on voyait éclater dans la ville de nouveaux incendies, qui ne s'éteignaient, pour la plupart, que faute d'aliment; la crainte du danger empêchant les citoyens d'en arrêter les progrès.

Aussitôt après le premier bombardement, un envoyé parut dans la forteresse, chargé de propositions qui ne furent point accueillies. Il représenta que les assiégés n'avaient aucun espoir de salut, et que les forces de Vandamme augmentaient journellement, tandis que la désertion diminuait celles de la garnison. On répondit à cela que ce qui se passait hors des remparts ne pouvait influer sur les dispositions des commandans, et que leur détermination invariable était de faire leur devoir. A cette déclaration énergique, les esprits fermes furent remplis de confiance, les faibles reprirent courage, et personne ne s'imagina que des sentimens aussi prononcés dussent changer, du moins de long-temps. On en fut d'autant plus vivement affecté de ce qui se passa trois jours après. Le 6 février, à 10 heures du matin, les batteries ennemies cessèrent à la fois leur feu. Un prince de la maison Hohenzollern, envoyé par le prince Jérôme, entra dans la ville, annonçant : « Que le « roi, en quelque sorte expulsé de ses états, s'é-

« tait retiré à Memel, que Graudenz était assié-
« gée, que Dantzick tenait à peine, et qu'on ne
« pouvait nullement compter sur le secours des
« Russes. » Il finit par demander la reddition de la place. A dater de cette conférence, il ne fut plus question de se défendre. On convint d'ouvrir les portes si la place n'était point secourue avant le 16; elles furent en effet ouvertes ce jour-là. On fit valoir, dans le rapport adressé au roi, la résistance qu'on avait faite, et l'impossibilité de tenir plus long-temps, quoique les faits mêmes démentissent ces assertions. Si, comme on le prétendit, l'artillerie légère manquait, cet inconvénient, dangereux seulement en cas d'assaut, n'était cependant pas sans remède. On était d'ailleurs pourvu de tout, les ouvrages étaient dans le meilleur état, et d'une telle force, que l'ennemi, dans son admiration, les comparant à ceux de Luxembourg, ne les détruisit presque qu'à regret. Le seul prétexte spécieux était la désertion. Mais l'incurie des chefs, la sévérité poussée souvent jusqu'à la barbarie, et plus tard l'indulgence intempestive dont on usa envers les déserteurs arrêtés, sont autant de griefs qui atténuent ce moyen justificatif. D'ailleurs, la plupart ne désertèrent qu'après qu'on eut résolu de se rendre, et dans le but de se soustraire à la captivité; ce

qui n'empêcha qu'ils n'eussent à craindre d'être reconnus et punis.

Dès-lors, toutes les forces de la Prusse dans la Silésie furent réduites aux forteresses de Silberberg, Glatz et Neisse (Cosel était déjà cernée par l'ennemi), et à la troupe peu nombreuse, mais pleine de courage, que commandait le prince de Pless. Elle était campée dans les environs de Neurode et de Frankenstein, lorsque, pendant les négociations de Schweidnitz, le maréchal Lefèvre marcha contre elle, et, réuni au comte de Becker, général des Bavarois, l'attaqua le 8 de février. Après un combat sanglant, ils forcèrent les défilés de Wartha, repoussèrent ces braves gens dans le comté, et assurèrent la reddition de Schweidnitz, en mettant un terme aux tentatives du prince. Le reste de ses soldats se dispersa; une partie se réfugia en Bohême, et y fut désarmée; les officiers munis de passe-ports tâchèrent d'atteindre quelque forteresse de la Haute-Silésie; et lui-même, convaincu que la fortune lui était contraire, et qu'avec de si faibles moyens, les combats qu'il livrait étaient sans utilité pour le roi, prit le parti de se retirer à Vienne.

Pendant que les forteresses de Silésie se rendaient les unes après les autres, et que l'ennemi se préparait à s'emparer de celles qui restaient

encore, Napoléon profitait du repos que ses adversaires fatigués laissaient à son armée, pour attaquer Colberg en Poméranie, Graudenz et Dantzick, sur la Vistule, qui, par leur position, menaçaient les derrières de son armée.

Un lieutenant de la garde de la reine, qui, dans la bataille d'Auerstadt, avait eu beaucoup de peine à s'échapper, s'était transporté à Colberg pour s'y faire guérir de ses blessures. Ferdinand de Schill, c'était son nom, issu d'une famille qui n'avait ni richesse ni distinction, était un homme tranquille, sans prétentions, et à peine remarqué dans l'armée; mais nul n'était plus attaché à son roi et à sa patrie. Il était du nombre de ces guerriers qui peuvent aisément s'élever au milieu des hasards, parce qu'ils ne calculent pas le danger; et succomber avec la même facilité, parce qu'ils s'y précipitent en aveugles.

Aussitôt qu'il eut recouvré ses forces, il rassembla quelques braves, fit à leur tête plusieurs courses pour se procurer des renseignemens, et exécuta, pendant les deux derniers mois de 1806, plusieurs de ces petites surprises qui, quoique non décisives, remontent le courage du soldat en l'aguerrissant. Il eût causé bien plus de préjudice à l'ennemi, et rendu des services plus importans à la forteresse, si son commandant Loucadon avait voulu entrer dans ses vues, et si

l'envie ne cherchait pas toujours à écraser le mérite modeste. Il parvint néanmoins à faire remarquer son activité et, le 12 janvier, le roi lui-même approuva la proposition qu'il lui fit par écrit d'organiser un corps franc.

A peine était-il muni de ces pouvoirs, que quelques-uns des siens réussirent à enlever le général français Victor, qui se rendait à Stettin, ce qui contribua à augmenter leur confiance et à en inspirer aux autres. On vit bientôt se rallier sous les étendards de Schill, des prisonniers échappés ou rançonnés, des aventuriers, et des malheureux qui ne cherchaient que du pain. Secondé par quelques braves compagnons d'armes, il travailla sans relâche à former et à discipliner ce ramas d'hommes, plus semblables à des brigands audacieux qu'à des soldats. On se procura des draps et des cuirs pour couvrir au moins leur nudité. Les bourgeois et les paysans furent forcés de livrer leurs armes, les serruriers et forgerons mis en réquisition pour fabriquer des lances. On envoya aussi à Stralsund y chercher de l'artillerie et des armes. On s'attacha à la plus grande simplicité dans l'exercice. L'on s'étudia principalement à les former par un service actif. Des punitions et des récompenses sagement combinées servirent à exciter chez eux des sentimens d'honneur. C'est ainsi qu'en très-peu de temps fut créé

un corps, à la vérité peu nombreux, mais rempli de courage et de résolution, au nombre d'environ mille hommes, tant fantassins que cavaliers et artilleurs.

Si une troupe aussi faible ne pouvait rien entreprendre de considérable, elle n'en fut pas moins très-utile à la ville dès le premier moment de sa création. Non-seulement toute la contrée jusqu'à Neugard, où Schill s'était retranché, ne fut point exposée aux dévastations et aux courses des Français; mais de plus, il fut d'un grand secours pour faciliter l'approvisionnement de Colberg. Les avantages qu'il obtint, sans être brillans, relevèrent le courage de la garnison, dont parfois quelques soldats se joignirent aux gens de Schill. Plusieurs positions avantageuses, aux environs de la forteresse, furent occupées à temps et fortifiées. Mais Schill et les siens rendirent surtout d'importans services, lorsque les craintes se confirmèrent et qu'on se vit en présence du danger.

Colberg, assiégée deux fois sans succès pendant la guerre de sept ans, et forcée de se rendre la troisième fois par le manque de vivres, après avoir tenu quatre mois, conservait encore le souvenir d'une glorieuse résistance. Les enfans et les jeunes hommes de cette époque étaient devenus des hommes mûrs et des vieillards qui, se rappel-

lant les grands avantages que Frédéric II avait retirés de leur défense opiniâtre, s'encourageaient mutuellement à déployer la même résistance. Parmi ces derniers se distinguait le doyen de la ville, vieillard de soixante-dix ans, nommé Nettelbeck. Comme il avait passé une grande partie de sa vie sur mer, il possédait cette force d'ame et cette intrépidité calme que donne l'habitude de vivre sur cet élément. Toujours le premier dans le péril, lorsque tous désespéraient, il lui paraissait beau de redoubler de courage, et son audace était presque toujours accompagnée du succès. Il était d'ailleurs fort attaché à sa ville natale et à la constitution prussienne. Heureux par elle, il regardait comme le premier de ses devoirs de consacrer à la défendre ses biens et sa vie. Plus les autres montraient de faiblesse, plus il mettait de force dans l'expression de son opinion. Ses paroles enflammaient les soldats, sa conduite servait d'exemple aux citoyens. La noblesse d'ame de Schill leur inspirait la plus haute estime, et souvent il fit entendre, au commandant Loucadon, le langage de l'austère vérité.

Ainsi défendue, hors de ses murs par le courage d'une petite troupe, et dans son intérieur par l'intrépidité des citoyens, la forteresse attendait l'ennemi. Dans le milieu de février parut une de ses divisions composée en grande partie d'Ita-

liens, sous les ordres du général Feulié. Les Prussiens sous Schill se retirèrent alors de Neugard sur Freptow, et traversant la Raga, se rapprochèrent de Colberg. Le général français, après avoir délogé les avant-postes prussiens, se porta à Cœlin sur la rive droite de la Persante, où est situé Colberg, et prépara ses approches en s'emparant de plusieurs ouvrages éloignés. Le village fortifié de Selnow, tomba en son pouvoir, par la faute de Loucadon qui n'y envoya aucun secours; et malgré les efforts des Prussiens pour arrêter l'ennemi, ce dernier avait déjà fait de tels progrès dans le milieu de mars, qu'il parut convenable de brûler les faubourgs de Lauenbourg et de Gelder, afin de concentrer la défense.

Sur la rive gauche de la Persante, qui se jette dans la Baltique, à une demi-lieue de Colberg, et forme à son embouchure le port de la ville connu sous le nom de Munde, s'élève une colline appelée Mai-Kuhle, couverte d'arbres et entourée de marais. On trouve sur la rive droite la Mundner-Schanze, ancien fort, muni d'une tour à plate-forme. C'est de la défense et de la conservation de ces deux points, que dépendent les communications de Colberg avec le dehors et la possibilité d'en être secouru. Aussi songea-t-on, pressé comme on l'était par l'ennemi, à l'empêcher de s'y établir et à conserver le port libre. L

Kuhle fut donc entourée de jetées, aussi bien que le fort de Munde, et l'on établit une batterie de campagne sur le Wolfsberg, éminence située sur la plage à l'est de la ville. Cette mesure eut un plein succès. Toutes les tentatives de l'ennemi, sur les deux rives, échouèrent avec grande perte de sa part; et sous ses yeux des vaisseaux anglais, danois, suédois et polonais, entrèrent dans le port chargés de denrées, de munitions et d'un grand nombre de prisonniers rachetés.

Tandis que de part et d'autre on déployait tous les moyens pour porter dommage à son adversaire, il arriva à Colberg une nouvelle qui fut accueillie avec beaucoup de joie. Le maréchal Mortier, qui se trouvait dans la Poméranie suédoise, plutôt pour observer les Suédois que pour leur faire la guerre, s'était porté sur la fin de mars devant Colberg, avec la plus grande partie de ses troupes. La garnison de Stralsund, profitant de son absence, avait fait une sortie heureuse contre les troupes qui restaient, et les avait repoussées au-delà de la Peene. On savait déjà que les villes de Dammin et d'Anklam étaient occupées par les Prussiens, et l'on espérait voir bientôt lever le siége de Stettin. D'ailleurs le calme qui régnait, depuis le 13 d'avril, devant Colberg, l'évacuation subite de plusieurs villages, paraissaient aux assiégés d'heureux présages. Cette pers-

pective ne se rembrunit que trop tôt. Les Suédois s'étant avancés trop imprudemment furent attaqués le 16 à Belling, et forcés à la retraite. Une trève, conclue deux jours après à Schaltkow, leur imposa l'obligation d'abandonner à leur sort les forteresses de Colberg et de Dantzick; et Mortier, tranquille de ce côté, reparut de nouveau devant la première, qui, n'ayant été jusqu'ici exposée qu'au feu peu destructeur des grenades, fut maintenant de jour en jour plus resserrée et plus sérieusement menacée par Loison, qui dirigeait les travaux du siége.

Le danger toujours croissant, et l'absence de Schill, alarmaient d'autant plus les soldats et les citoyens, que Loucadon ne leur inspirait aucune confiance, lorsque le roi leur envoya un nouveau commandant. Le colonel de Greisenau, arrivé le 29 avril, jouissait depuis long-temps de la considération de l'armée. Son extérieur annonçait la fermeté. D'ailleurs, infatigable dans le service, il se multipliait en quelque sorte là où sa présence était nécessaire, et toujours disposé à écouter quiconque avait à lui parler. Quelques jours suffirent pour persuader aux citoyens, que s'il eût commandé dès le principe de concert avec Schill, l'ennemi en aurait bien plus souffert. Mais à présent les Français, serrant de près la place, avaient à la fois augmenté leurs forces, et s'étaient pro-

curé une nombreuse artillerie de siége, dont ils avaient manqué jusqu'alors. Bravant tous les obstacles, ils travaillaient sans relâche à pousser leurs tranchées, à étendre leurs lignes, et à nourrir contre la ville un feu aussi soutenu qu'il avait été languissant jusqu'ici. Telle était la position de Colberg, vers la fin de mai.

La forteresse de Graudenz, dont Frédéric II avait fait un boulevard contre les Russes, est située auprès de la ville du même nom. L'ennemi avait déjà fait contre elle une vaine tentative, le 16 novembre 1806, peu de tems après le départ du roi qui l'avait visitée en passant. Occupée par sept mille hommes sous Courbière, commandant expérimenté, et bien pourvue de tout, elle ne redoutait pas une attaque; aussi plusieurs mois s'écoulèrent avant qu'on entreprît rien de sérieux contre elle. Elle n'aperçut pendant ce temps que de faibles corps sans artillerie, qui ne pouvaient rien entreprendre. Le seul danger qu'elle eût à redouter venait du dedans, et se fondait sur la désobéissance de ses défenseurs, composés en partie de Polonais, qui bravaient leurs chefs et contre lesquels on avait été souvent obligé de sévir. Ce ne fut que le 11 février, qu'un corps plus considérable, composé de Français, de Polonais et de Hessois, traversa la Vistule et s'empara de la ville de Graudenz. Il y eut dès-lors plus de

mouvement aux environs de la forteresse. L'ennemi, qui s'était logé dans le village voisin de Neudorf, en fut chassé par les assiégés. Ceux-ci redoublèrent de vigilance envers les bâtimens qui tentaient de descendre la Vistule pendant la nuit, et de sévérité contre les déserteurs qui abandonnaient souvent et en grand nombre leurs postes. De leur côté, les assiégeans fermèrent les communications entretenues jusqu'alors avec la ville. Du reste, il ne se fit rien de décisif de part et d'autre, et la forteresse resta intacte jusqu'à la fin de mai; parce que les ennemis avaient rassemblé devant Dantzick toutes les forces dont ils pouvaient se passer en campagne.

Dantzick qui, avant d'appartenir à la Prusse, se voyait sans cesse attaquée par elle dans les sources de sa prospérité, s'était relevée à vue d'œil, depuis qu'elle lui obéissait. Sa population était toujours allée en croissant, et l'on vit, en 1803, plus de dix-huit cents vaisseaux entrer dans ses ports ou en sortir. L'importation de cette même année se montait à 6 millions et demi; l'exportation à 350,000 écus. Si cette ville avait brillé jadis parmi les villes anséatiques, elle ne jetait pas moins d'éclat maintenant, sous la dépendance de la Prusse, entre les villes commerçantes de la Baltique. Car, il est des lieux si bien favorisés de la nature, que ni les circonstances

fâcheuses, ni la méchanceté des hommes ne sauraient anéantir leur prospérité.

Si l'état florissant de Dantzick et ses grandes richesses attiraient l'attention de ses amis et de ses ennemis, sa situation leur paraissait d'une bien plus grande importance. A la vérité, on avait laissé passer le moment favorable où l'on aurait pu, en partant de Dantzick, agir efficacement soit sur les côtes de la Baltique, soit entre la Vistule et l'Oder; mais cette ville n'en était maintenant que plus nécessaire au roi, car, tant que l'aile gauche de l'armée française l'aurait à dos, elle devait, se trouvant sans point d'appui, être gênée dans ses opérations; d'ailleurs le mouvement qui avait eu lieu au nord du Bug vers la Passarge, nécessitait de nouveaux plans et de nouvelles dispositions.

Aussitôt après la sanglante bataille d'Eylau, Napoléon avait montré son habileté à changer au besoin de plan. Le polonais Dombrowski, stationné depuis la fin de janvier à huit milles au-dessous de Dantzick, trop faible pour pouvoir rien entreprendre, était réduit à rester en observation et à laisser les Prussiens maîtres de la campagne jusqu'à Dirschau. Mais ceux-ci furent bientôt menacés de perdre cet avantage. Vers le milieu de février, des Français, des Badois et plus tard la plus grande partie des auxiliaires saxons se joignirent peu à peu aux Polonais, et le maréchal français

Lefèvre reçut le commandement en chef de ce corps d'armée. Dès-lors toutes les dispositions des Français annoncèrent de leur côté l'offensive.

La situation de Dantzick, considérée dans son ensemble, est sans contredit des plus favorables. Les embouchures de la Vistule, de tout temps soigneusement gardées, lui assurent ses communications avec la mer. Entre celle-ci et le Frisch-Haf jusqu'à Pillau, s'étend une étroite langue de terre qui entretient la communication par terre avec Kœnigsberg. Du côté de la Baltique on peut empêcher les approches au moyen d'inondations; à l'ouest, les retranchemens de Bischofs-Berg et Hagelsberg, forment de puissans boulevards. De plus, les ouvrages mêmes de la ville sont formidables, quoique le gouvernement prussien n'y ait fait aucune addition; les fossés remplis d'eau et l'île fortifiée de Holm, formée au nord par la Vistule contribuent aussi à la défense.

A ces avantages naturels se joignait encore le temps dont on avait pu disposer pour en tirer parti. Si toutes les autres forteresses de la Prusse n'avaient pu compléter leurs moyens de défense, elles pouvaient en rejeter la faute sur l'apparition subite de l'ennemi; mais Dantzick avait eu trois mois entiers pour faire ses préparatifs. En outre, elle n'avait jamais eu moins de seize mille hommes de garnison, sans compter un grand nombre

de manœuvres que la stagnation du commerce permettait d'employer, et de citoyens disposés à répondre à tous les appels. Enfin elle était prévenue de longue main du danger dont elle était menacée et s'attendait à tout.

On fit effectivement les dispositions usitées en pareil cas. On planta des palissades, on répara les vieux ouvrages, et on en établit de nouveaux. Les faubourgs mêmes, quoique le siége de l'industrie et du commerce, quoique remplis de jardins délicieux ne furent point épargnés: on les abattit jusqu'à une certaine distance. On ne manqua pas non plus d'adresser aux citoyens des avertissemens et des exhortations. Cependant beaucoup de mesures nécessaires furent négligées, par l'effet de l'entêtement d'esprits bornés qui combattirent de salutaires conseils. On redoutait la hauteur de Ziganken et de Stolzenberg, sans pouvoir se dissimuler qu'on n'avait ni le temps de l'aplanir, ni de la lier aux forts avancés de Bischoffs et de Hagelsberg. On répondit à ceux qui proposaient d'établir une tête de pont à Dirschau, et de faire occuper le riche bourg de Werder, que ces mesures n'étaient point comprises dans le plan arrêté. L'avis de transformer les villes de Mewe et de Stargard, en places d'armes, celui de défendre les faubourgs de Schottland et de Saint-Albert, ne furent point adoptés, parce qu'on pensa que

les premières étaient trop éloignées, et qu'on pourrait se maintenir dans la possession des seconds du haut des remparts.

L'investissement de Dantzick fut précédé d'un combat près de Dirschau livré, le 23 février, aux Prussiens, par Dombrowski avec ses Polonais, et Ménard à la tête des Badois. Le petit corps prussien opposa à l'ennemi une résistance opiniâtre qui aurait mérité d'être secondée énergiquement par la garnison, dont cependant, à la surprise générale, il ne fut point appuyé. Il fut repoussé, et les vainqueurs, maîtres de la contrée, la pillèrent et la mirent à contribution, sans qu'on essayât d'arrêter leurs dégâts. Peu après, dans le commencement de mars, et pendant un jour de marché, le tambour d'alarme se fit entendre dans les rues, et le bruit se répandit que l'ennemi escaladait les remparts. Il était peu nombreux, et aurait été aisément repoussé si l'on avait fait une sortie; mais, au lieu de cela, on se contenta de fermer les portes de la ville, et, sans faire la moindre démonstration, on lui permit de pousser devant lui les postes extérieurs, et de se loger dans les faubourgs. Dès-lors la ville fut en proie à de constantes alarmes. La fusillade ne discontinuait presque pas au-dehors, où l'on voyait se renouveler à chaque instant des scènes de dé[illegible] poir parmi les habitans des faubourgs, do[illegible]

canon des remparts détruisait les habitations.

D'un côté l'infatigable activité de Lefèvre; de l'autre, l'inaction à laquelle une jambe fracturée réduisait le commandant Manstein, depuis le 24 février; enfin, la perte des avantages qui auraient pu protéger la défense, tout faisait craindre que Dantzick, bientôt totalement cernée, ne pût se maintenir long-temps; lorsque le feld-maréchal de Kalkreuth arriva de Memel pour prendre le commandement de la place. Ce général était doué de beaucoup de qualités recommandables. A l'expérience du vieillard, il unissait le feu de la jeunesse. Son coup-d'œil était rapide, et il n'ajournait jamais l'exécution d'un plan. Il jouissait à un haut degré de la confiance de l'armée, et les habitans de Dantzick, dont il avait été gouverneur depuis la prise de possession de cette ville, avaient pour lui une affection sincère, et reprirent courage en apprenant son arrivée. Aussi son entrée, qui eut lieu le 11 mars, fut-elle un jour de fête pour les citoyens, et pour lui un véritable triomphe. On crut la ville sauvée, par cela seul qu'il était chargé de la défendre.

Les fautes qu'on avait commises ne lui échappèrent point; mais il sentit combien il serait méritoire de prolonger la défense, et il y consacra tous ses soins. Les inondations à l'orient de Dantzick furent promptement établies; on eut

soin de renforcer les postes qu'on avait encore au-dehors; la Radaune détournée remplaça la perte de plusieurs moulins, et dans la ville même, des ordonnances bien entendues, et la bonne volonté des bourgeois, produisirent d'heureux effets. Le commandant sut réprimer, par d'amères railleries, l'esprit indocile des jeunes officiers, toujours portés à persifler les dispositions des chefs; les lâches furent livrés au mépris. On n'avait à craindre, pour l'avenir, que les progrès de la désertion, le besoin de fourrage pour la cavalerie, dont on commençait à se ressentir, et le manque d'infanterie. Les Russes seuls pouvaient obvier à ce dernier inconvénient, et l'on comptait d'autant plus sur eux, à cet égard, que le succès de la prochaine campagne dépendait de la conservation de Dantzick, et que ses communications par terre avec Kœnigsberg étaient encore libres.

Mais, avant que le secours demandé et promis eût pu arriver, la Nehrung, cette étroite langue de terre, dont nous avons parlé plus haut, était déjà occupée par l'ennemi. On l'avait jugée à l'abri de toute attaque, défendue comme elle l'était par un corps de troupes suffisant et bien pourvu d'artillerie; d'ailleurs, telle est sa situation, qu'on ne peut y arriver que par la Vistule sur des barques ou *prames*, ensorte qu'avec peu de monde, on pouvait aisément faire face à de

nombreux assaillans ; toutefois, les assiégeans, surmontant tous les obstacles, s'en emparèrent sans grande perte. Dans la matinée du 20 mars, un détachement ennemi, ayant traversé la Vistule sans être aperçu, attaqua les Prussiens, dont une partie fut défaite, l'autre coupée et forcée de se jeter dans Pillau : un troisième corps, qui arrivait au secours des premiers fut repoussé. Le général Rouquette, qui commandait sur ce point, au mépris de ses ordres et des conseils de la prudence, avait envoyé la veille à Fahrwasser sa cavalerie, et, privé ainsi des moyens d'éclairer les démarches de l'ennemi, s'en était laissé surprendre. La perte de la Nehrung était d'autant plus fâcheuse pour les assiégés, qu'elle entraînait la rupture de l'importante communication avec Kœnigsberg. D'ailleurs, on ne pouvait s'empêcher de soupçonner que la trahison n'y fût pour quelque chose.

Il était maintenant de la dernière importance de se maintenir sur la Vistule, pour conserver au moins la mer libre ; heureusement les moyens ne manquèrent pas. La défense en fut confiée à un corps considérable de Russes, sous Tscherbatof, débarqués à Dantzick dans les derniers jours de mars, avec les Prussiens qui, après l'affaire de la Nehrung, s'étaient retirés à Pillau. Le port de Neu-Fahrwasser, les embouchures du fleuve et l'île de Holm, qui assuraient leur communication

avec la ville, reçurent un nombre suffisant de troupes et furent pourvus de tous les moyens de défense. Quatre bâtimens de garde, bien armés, croisèrent sur la rivière. La porte d'Oliva, le point le plus faible de la ville, fut fortifiée par un nouvel ouvrage. On travailla aussi à élever un second retranchement sur une éminence située au-dehors, à quelque distance de cette même porte. On porta la même attention sur d'autres positions, aux environs de la ville, qui avaient été négligées.

L'ennemi, de son côté, n'en mettant pas moins à profit les avantages qu'il avait obtenus, se préparait à une puissante attaque, que le manque d'artillerie de siége ne lui avait pas permis de hasarder jusqu'alors. Profitant de l'obscurité des nuits, il s'était établi sur les éminences favorables de Ziganken et Stolzenberg, et, approché ainsi de la ville, il la menaçait en même temps que les forts avancés de Hagelsberg et Bichoffsberg. Il attaqua, pendant les deux nuits des 12 et 13 avril, le nouveau retranchement élevé devant la porte d'Oliva, et força ses défenseurs à l'abandonner. Il parvint aussi à s'établir, dans la nuit du 16 avril, à l'extrémité nord de l'île d'Holm, élevant un ouvrage à l'endroit où le bras de la rivière, désigné sous le nom de Lake, y rentre de nouveau; et rendit ainsi très-difficile la communication entre les embouchures de la Vistule et la

ville. La perte de la Nehrung devenant de plus en plus sensible, Kalkreuth désirait ardemment que cette position, si essentielle, fût reprise. Il appréhendait aussi un bombardement, depuis que l'ennemi poussait ses ouvrages avec tant d'activité du côté de l'ouest. Il adressa, là-dessus, à la bourgeoisie, des avertissemens auxquels on n'ajouta que peu de foi, et qu'on trouva même ridicules. Persuadés, les uns, que l'ennemi était dépourvu d'artillerie, les autres, que Dantzick, par son grand éloignement, était à l'abri de ses atteintes, ils s'endormirent dans la sécurité jusqu'à la nuit du 23 avril.

Le ciel était serein et la lune éclairait l'horizon, lorsqu'à minuit, des signaux donnés sur le Langen-Fahr et le Zigankenberg, furent suivis de détonnations épouvantables et d'affreux sifflemens. Dix-huit cents bombes et boulets furent lancés, pendant 13 heures consécutives, dans la ville, principalement dans les quartiers d'Altstadt et de Rechtstadt, et y portèrent le trouble et la désolation. Un grand nombre d'habitans se réfugia dans les endroits hors de la portée de la bombe, particulièrement à Langarten et dans le quartier de Niederstadt; beaucoup de riches cherchèrent un abri dans les cabanes du pauvre, que leurpeu d'élévation dérobait à la vue de l'ennemi; d'autres, dans des souterrains et des caves.

La présence du danger, auquel on n'avait pas voulu croire et contre lequel on ne s'était pas précautionné, remplit tous les cœurs de trouble et d'effroi. Les assiégeans ne cessèrent point d'entretenir leur feu, quoique beaucoup d'entre eux trouvassent la mort dans leurs ouvrages, foudroyés par l'artillerie des remparts. Ils le dirigeaient tantôt contre la ville, tantôt contre le fort avancé de Hagelsberg, qui fut considérablement endommagé. Les citoyens avaient passé quatorze jours au milieu des plus grandes épreuves, sans rien perdre de leur constance, et le commandant avait rejeté toutes les propositions de l'ennemi, lorsqu'un nouveau malheur, conséquence de la perte de la Nehrung, et plus funeste encore, vint renverser les espérances des assiégés, mais non abattre leur courage.

L'île d'Holm, le seul point qui servait encore à entretenir la communication avec Kœnigsberg, paraissait très-bien gardée. Quinze cents Russes avaient entrepris sa défense, et étaient soutenus par un nombre suffisant d'artilleurs prussiens avec quinze canons. Elle renfermait en abondance des munitions de toute espèce. Cette île était en outre protégée, en avant, par les embouchures et le port de Fahrwasser; en arrière, par la ville, dont les ouvrages étaient liés aux siens. On ne pouvait s'en emparer sous les yeux de la garnison,

de la ville, et elle contribuait puissamment à contenir l'ennemi, sur les deux rives de la rivière; à droite, sur la Nehrung; à gauche, sur le point de Schellmuhle. On pensait généralement que, bien défendue comme elle devait l'être, sa position la rendait imprenable. Aussi la manière dont on la perdit causa autant d'indignation que de douleur. Dans la nuit du 7 mai, trois cents Français traversèrent la Vistule dans d'étroits bateaux. Ce mouvement est remarqué, et deux ou trois coups de feu se font entendre; mais les Français redoublent d'ardeur à ramer, et au bout de quelques instans le débarquement est effectué. Ils surprennent les postes et marchent en avant, tandis qu'un renfort de Badois, qui les suit de près, égorge ou fait prisonnier tout ce qui résiste. L'artillerie, à l'exception d'une seule pièce, tombe en leur pouvoir, aussi bien que le retranchement de Kalkschanze qu'ils attaquent par derrière. Lorsqu'il se trouve beaucoup de coupables, chacun s'efforçant de faire preuve d'innocence, il est difficile de découvrir la vérité, c'est ce qui arriva dans cette conjoncture. On peut cependant affirmer, avec une certitude entière, que le sommeil de l'ivresse fut la véritable cause de ce désastre.

Cette nuit fatale augmenta à la fois les craintes des habitans de Dantzick et les difficultés de la

défense. La garnison était trop affaiblie et dans une position trop précaire, pour tenter de reprendre l'île de Holm. La communication entre les embouchures et le port de Fahrwasser, ainsi que les transports par mer, cessèrent entièrement.

Le fâcheux état de la forteresse excitait dans les soldats sans dévouement, qui composaient la garnison, le désir de l'abandonner. L'ennemi, maître des deux rives de la Vistule, profitait de cet avantage pour étendre son feu tout autour de la ville, le diriger contre les flancs du fort de Hagelsberg, qui avait déjà beaucoup souffert, et rétablir ses redoutes ruinées. Quelque énergique que fût la résistance, les assiégeans, bien plus riches en moyens, devaient pourtant finir par triompher, d'autant plus que, dans la forteresse, on était déjà réduit à ménager la poudre.

Au milieu de cette situation accablante, la ville éprouva tout-à-coup quelques instans de joie. Le 12 mai, le bruit se répandit, dans le public, qu'un puissant secours arrivait par mer. On disait le nom des chefs des divers corps, le nombre des vaisseaux de transport. Kalkreuth, lui-même, se préparait à quelque grand événement. On remarquait des mouvemens extraordinaires chez l'ennemi, et son feu contre la ville redoublait de violence. Cette nouvelle n'était pas sans fonde-

ment : cinq mille trois cents Russes et treize cents Prussiens, sous les ordres de Kaménski, s'étaient embarqués à Pillau et, le 12 et le 13, débarquèrent, partie à Neu-Fahrwasser, partie sur la Nehrung. A une portée de fusil du fort de Weichselmunde s'étend, le long de la mer, une forêt que son sol pierreux et raviné, rend difficile à traverser. On pouvait regarder, pour le moment, ce passage comme impraticable, en raison des retranchemens et des fossés dont l'ennemi l'avait pourvu. On résolut de s'en emparer, ce qui permettrait de prendre l'île de Holm en flanc. On comptait, non sans fondement, sur la coopération de la garnison, sur le secours de trois vaisseaux anglais, qui avaient offert de remonter la Vistule, et sur une fausse attaque que le colonel prussien Bulow devait former en même temps, du côté de la Nehrung. Tout fut préparé dans la matinée du 15; mais l'ennemi était en mesure. Avant même que les Russes fussent arrivés, Lannes et Oudinot, bien informés de leur dessein, avaient fait parvenir, de Marienwerder, des renforts considérables aux assiégeans, et ne cessèrent d'envoyer de la Vistule et de la Lake, des troupes fraîches à leur secours. Les vaisseaux, destinés à canonner l'île de Holm de front, et à détruire le pont de la Vistule, furent arrêtés par un vent contraire et des bas-fonds. Quant à la troupe,

sous Bulow, qui devait agir du côté de la Nehrung, l'ennemi se contenta d'abord de l'observer de Furstenwerder, où un pont permet de traverser la Vistule, pius il l'attaqua bientôt avec vigueur, et la culbuta. Cependant, une sortie de la forteresse paraissait trop hasardeuse, tant que l'ennemi combattait avec un tel succès. Il en résulta que Kamenski fut contraint de se retirer sur Weichselmunde, après un combat de six heures. Les Français montrèrent comment la Nehrung et l'île de Holm, perdues avec tant de facilité, auraient pû être fortifiées et défendues.

Les jours suivans se passèrent à s'enquérir des forces de l'ennemi, et comme on reconnut bientôt qu'elles étaient de beaucoup supérieures à celles qu'on avait à lui opposer, il ne fut plus question que de pourvoir aux besoins les plus pressans de la forteresse. On arrêta qu'un vaisseau anglais, chargé de trois cents quintaux de poudre et de cinq cents boisseaux d'avoine, remonterait la Vistule, détruirait le pont de l'Holm, et mouillerait à Dantzick. Le 19, dans l'après-midi, toute la ville fut en mouvement. On s'empressa de gagner les remparts et la tour de Langgarten, d'où l'on aperçut un superbe vaisseau à trois mâts, qui remontait majestueusement la rivière. Le feu des assiégés et des assiégeans, plus terrible que jamais, lançait dans les airs d'épais

nuages de fumée, tandis que les premiers adressaient au ciel des vœux ardens. Trois fois le vaisseau vomit la foudre de ses flancs, et trois fois des débris jaillissans en l'air en attestèrent les effets. Tout-à-coup, immobile comme par enchantement, lorsque le vent eut dissipé la fumée qui l'environnait, l'on vit son pavillon baissé et une quantité d'hommes occupés autour de lui. Il était échoué sur un banc de sable. Une demi-heure avait suffi pour changer en tristesse la joie des spectateurs.

Dès ce moment le sort de Dantzick ne fut plus douteux. Des lettres confiées au vaisseau anglais et qu'on oublia de détruire, firent connaître à l'ennemi la position et les besoins de la forteresse. Les tranchées, poussées de jour en jour plus proche de la place, firent craindre un assaut prochain. Le fort de Hagelsberg était à moitié ruiné, et ses plus fortes voûtes n'offraient plus d'abri. Tandis que les attaques devenaient plus vives, les munitions des assiégés tiraient à leur fin. Ajoutez à cela la désertion de jour en jour plus fréquente, et les révélations que ces transfuges faisaient à l'ennemi. Cette réunion de circonstances fâcheuses amena enfin une trève, conclue le 22 mai, et bientôt suivie d'une capitulation, d'après laquelle la garnison eut la liberté de se retirer, sous condition qu'elle ne servirait point, pendant

une année, contre la France, ni contre ses alliés. Les vainqueurs occupèrent, le 26 mai, les forts de Bischoffsberg et deHagels berg : les Prussiens évacuèrent la place dans la matinée du lendemain, tambour battant et enseignes déployées, se dirigeant par la Nehrung sur Pillau. Les Russes qui se trouvaient à Weichselmunde, avertis à temps, s'embarquèrent dans la nuit du 25, et levèrent l'ancre à la pointe du jour.

Tel fut le résultat d'une résistance glorieuse contre une attaque formidable. A partir de l'ouverture des tranchées, le siége avait duré cinquante-et-un jours. Trente mille bombes ou boulets étaient tombés dans la ville ou sur les remparts, et y avaient causé un dommage qui, indépendamment de celui des faubourgs, fut évalué à douze millions de francs. Au nombre des tués, on compta cent vingt-deux bourgeois et vingt-et-un officiers; quatre mille soldats, sans compter le nombre des morts, furent blessés ou malades, et il n'en restait plus que cinq mille en état de servir. Les vainqueurs trouvèrent dans la place neuf cent quatre-vingts pièces de canon; mais peu de fourrage et de vivres et encore moins de poudre. Une seule chose diminua la gloire de la défense : ce fut la désertion, déjà considérable pendant l'investissement de la place, et qui dépassa toutes les bornes au moment de l'évacuation. Persuadés,

on ne sait pourquoi, qu'ils allaient être conduits en Russie pour combattre contre les Turcs, les soldats devinrent furieux, jetèrent leurs armes et s'enfuirent par bandes entières. Ni prières, ni menaces, ne pouvaient les retenir, et l'ennemi qui voyait avec plaisir cette désorganisation, s'appliquait encore à la stimuler.

Pendant le siége de Dantzick, les armées belligérantes avaient conservé les positions, dans lesquelles nous les avons laissées après la bataille d'Eylau, également occupées à réparer leurs pertes par des renforts. Sur l'ordre de Napoléon, une levée de conscrits, que la loi n'appelait sous ses drapeaux qu'en 1808, accourut renforcer son armée, ainsi que d'autres bataillons tirés de l'occident et du midi, et qui réunis formaient une bigarrure toute nouvelle pour le nord de l'Allemagne. Les Russes se renforcèrent aussi de corps nombreux, et notamment au commencement d'avril de la garde impériale, divisée en deux colonnes, sous les ordres du grand duc Constantin et du général Kollogribof. Alexandre même avait quitté sa capitale. Le 1er avril, le roi de Prusse le reçut à Polengen, et la reine le jour suivant à Memel. Des larmes amères coulèrent dans cette entrevue, à la pensée de l'instabilité de la fortune et des temps plus heureux, qui les avaient réunis cinq ans auparavant dans

le même lieu. Alexandre se hâta ensuite de se rendre à l'armée, dont il avait confié le commandement en chef à Bennigsen (26 avril).

L'armée russe était au complet. Les besoins qu'elle éprouvait, et la douceur de la saison auraient dû engager son général à ouvrir la campagne; mais on ne saurait dire ce qui put le porter à attendre dans l'inaction la prise de Dantzick, d'autant plus que lui-même avait fait connaître le prix qu'il attachait à la conservation de cette place, lorsqu'il était encore temps de la secourir. Ce ne fut que le 12 mai, jour où Kamenski débarquait à Fahrwasser, que les Russes au nombre de cinquante mille, se rassemblèrent dans la forte position de Heilsberg. Dans la matinée du 13, leur avant-garde s'avança jusqu'à Launau, comme si elle eût voulu attaquer à Gutstadt la division de Ney. Alexandre et Frédéric-Guillaume la suivaient. Tous les militaires instruits croyaient que les Prussiens, après avoir traversé la Passarge, pénétreraient jusqu'à Preussisch-Holland, et ils comptaient que des mouvemens bien calculés améneraient d'heureux résultats. Mais soit que, faute d'avoir assuré la subsistance des troupes on ne se trouvât point en mesure de faire quelque tentative importante, soit que l'intrépidité de Ney qui attendit sans bouger l'attaque de l'ennemi, supérieur en nom-

bre, eût fait manquer cette entreprise, ou qu'enfin, comme le publia follement Ruchel, la conservation de Dantzick parût de peu de valeur, bref, l'armée retourna dans ses anciens retranchemens, où elle apprit bientôt la capitulation de Dantzick.

Ce ne fut qu'alors, comme si l'on eût renoncé volontairement à cette dernière ressource, afin qu'il y eût plus de mérite à triompher, que Bennigsen résolut d'agir énergiquement et d'après un plan déterminé. Divisée en sept corps l'armée russe se porta de nouveau contre Heilsberg; ses mouvemens étaient couverts par l'avant-garde qui s'établit à Launau. L'attaque principale était dirigée contre Ney qui occupait toujours Gutstadt et ses environs. D'autres corps étaient destinés à attaquer en même temps les têtes de pont de Spanden, de Lomitten et d'Elditten, pour occuper les maréchaux Ponte-Corvo et Soult, tandis que les Prussiens menaceraient Brunsberg. On espérait nettoyer ainsi la rive droite de la Passarge et se porter de là avec sûreté en avant.

Ce plan, bien calculé et irréprochable en lui-même, échoua en partie par les retards qu'éprouva son exécution. Les corps, placés au nord, étaient déjà en mouvement le 4 juin, conformément à l'ordre, lorsque leur marche fut suspen-

due jusqu'au lendemain, ce qui permit à l'ennemi prévenu de se concentrer et de faire ses dispositions. Mais ce qui contribua surtout à rendre vains les efforts des Russes, ce fut l'inébranlable intrépidité des généraux français. De toutes les têtes de pont qui furent attaquées, ils ne perdirent que celle de Lomitten qu'ils ne cédèrent qu'après un combat sanglant. Quoique Ney fut forcé à la retraite, il l'effectua avec autant de présence d'esprit que de lenteur. Tandis qu'on le croyait, le jour suivant, sur la rive opposée de la Passarge, il était posté tranquillement sur les hauteurs d'Ankendorf. Là, attaqué de nouveau, il se défendit encore dans le village de Heiligenthal ensuite à la vue de ceux qui le poursuivaient, il passa la rivière à Deppen avec ordre et peu de perte.

Maintenant il était d'une grande importance de ne point laisser échapper un moment favorable, et de poursuivre les médiocres succès qu'on venait d'obtenir. Les uns s'attendaient à de rapides mouvemens sur la Passarge; d'autres, à une attaque contre Altenstein où se trouvait Davoust, tous à la continuation des opérations commencées ; mais tous se trompaient. Tandis que l'avant-garde occupait la droite de la Passarge, que l'armée placée entre les villages de Deppen et Heiligenthal était prête à combattre,

et que la division, qui avait agi contre Lomitten, s'avançait pour la renforcer; le commandant en chef se rendit, on ne sait pourquoi, à Gutstadt, d'où il ne revint que dans la soirée du 7, pour faire rétrograder l'armée d'un quart de mille. On perdit ainsi un jour entier, et il en fut de même de la matinée du lendemain.

Napoléon se conduisait bien différemment. A peine fut-il informé de la marche des Russes, qu'il se hâta d'arriver sur les lieux, et de donner ordre à la division de Soult de traverser la Passarge à Elditten, pour tourner l'aile droite de l'ennemi commandée par Kamenski, et le couper de la division de L'Estocq et de Kœnigsberg. La nouvelle de ce mouvement arriva le 8 à midi au quartier russe, mais on refusa d'y ajouter foi : car telle était l'incurie du général en chef, ou l'ignorance des autres généraux, qu'ils croyaient la tête de pont d'Elditten prise et occupée par les leurs. Bientôt le rapport fut confirmé, et les suites de la négligence des Russes devinrent évidentes. L'armée russe, abandonnant le même jour le terrain qu'elle avait gagné, se replia des rives de la Passarge sur Quetz et Gutstadt, et envoya à Heilsberg une de ses divisions, sous Gorschakof, pour s'assurer de cette position et des défilés de Launau. En même temps on dépêcha un courrier à Kamenski et à L'Estocq pour

leur donner avis du plan qu'on venait d'arrêter; sur quoi celui-ci se dirigea sur Zinten, tandis que le premier, qui se trouvait à Mehlsack, tâcha de gagner Heilsberg par de longs détours; mais ayant rencontré inopinément l'ennemi à Walsdorf, il ne put effectuer son dessein sans éprouver quelque perte.

Le lendemain, 9 juin, tandis que le corps principal russe était occupé à traverser l'Alle sur plusieurs ponts, les divisions des maréchaux Davoust, Ney et Lannes, conduites par Napoléon lui-même, tombèrent sur l'arrière-garde, qui, sous Bagration, était à Glottau pour protéger le passage, et la poussèrent de position en position, sans pourtant pouvoir la mettre en déroute, ce qui donna le temps aux corps avancés qu'elle couvrait de gagner la rive opposée de l'Alle. Les corps qui suivaient se mirent en marche, et réussirent, pour la plupart, à passer la rivière sans éprouver de perte; mais il n'en fut pas de même des chasseurs qui, postés au-dessus et au-dessous de Gutstadt, furent très-maltraités et obligés de traverser la rivière à la nage. Les Français entrèrent à huit heures à Gutstadt, et les Russes arrivèrent plus tard à Heilsberg sans avoir été poursuivis et y furent reçus par Gorschakof. Bagration campa sur la rive droite, dans les villages de Reichenberg et de Liebenbourg.

Cette position sur l'Alle, que les Russes avaient quittée pour se porter en avant, et où ils étaient obligés de revenir, n'était rien moins que favorable. Leurs deux ailes se trouvaient séparées par la rivière, la rive gauche était mal fortifiée, le corps de L'Estocq paraissait coupé, et la route de Landsberg et d'Eylau ouverte. La rive droite offrant sans contredit de plus grands avantages, Benningsen ne doutait presque pas d'y battre l'ennemi; mais il avait affaire à Napoléon, toujours prompt et habile à prendre un parti, et dont le plan d'attaque était déjà arrêté le 10 juin à 9 heures du matin. Un courrier envoyé de la rive gauche vint annoncer que l'ennemi s'avançait sur Launau, et demander un prompt renfort, le moindre retard devant être dangereux.

On y fit passer aussitôt une division pour soutenir celle qui était déjà presque accablée; et l'armée russe, forte de quatre-vingt-quatre mille combattans, se forma en bataille sur les deux rives de l'Alle; la droite était commandée par le grand duc Constantin, la gauche par le prince de Gorschakof, auquel vint se réunir, à midi, le corps du comte de Kamenski. Cependant on déployait de part et d'autre de grands efforts à Launau. Le maréchal Soult et la cavalerie du grand duc de Berg forcèrent la division russe, qui y combattait sous Barasdin, de se replier sur celle que Lwow

amenait à son secours. Cependant ces deux divisions réunies ne se maintenaient qu'avec peine près du village de Bewernick. On fut obligé, pour rétablir l'équilibre, d'envoyer de l'autre côté de l'Alle le prince Bagration arrivé de Reichenberg, ensuite le général Ouwarof. Malgré cela la balance continuait à pencher en faveur des Français. Malgré de continuels efforts et de grandes pertes, les divisions attaquées n'atteignirent que vers le soir la forte position de la grande armée russe, sans que cette jonction mît fin au combat. Toute l'artillerie était en action. De nouvelles attaques eurent lieu : les unes avec succès, les autres repoussées avec vigueur. Un retranchement, déjà occupé par les Français, fut repris dans un moment décisif, avec une perte, pour eux, de cinq mille hommes d'élite dont Paris porta le deuil. Le feu se prolongea fort avant dans la nuit jusqu'à ce qu'enfin l'ennemi ayant été repoussé fut forcé à la retraite; il campa près des villages de Bewernick, de Langewiese, de Lawden.

Le lendemain, 11 juin, le premier soin de Bennigsen fut de reconnaître la position de l'ennemi dont la cavalerie s'étendait jusqu'à Retsch. Il rassembla le corps de Kamenski disséminé sur plusieurs points, et l'envoya sur la droite de l'Alle à Bartenstein, avec ordre de se diriger de là sur

Kœnigsberg pour se réunir à L'Estocq. Lui-même venait de compléter les rangs éclaircis par le combat de la veille, et de prolonger sa ligne au nord jusque près de Grossendorf, dans l'attente d'une nouvelle attaque, lorsqu'il apprit qu'un corps ennemi considérable se portait de Grossendorf sur la route d'Eylau. Cette nouvelle l'éclaira à la fois sur le danger de sa position, et sur les projets de l'ennemi. Il n'était plus douteux que, sa droite étant tournée, il ne fût exposé à être coupé de la capitale de la Prusse, et que le salut de son armée n'exigeât l'abandon de la position de Heilsberg. En conséquence, les troupes de la rive gauche de l'Alle reçurent l'ordre de se rassembler sur la droite, ce qu'elles firent avec la promptitude recommandée par leur chef. A dix heures du soir les baraques du camp et les ponts furent livrés aux flammes; et l'armée faiblement poursuivie, et ne se permettant que de courts repos, marcha toute la nuit et le jour suivant. Elle se dirigea sur Bartenstein qu'elle atteignit à cinq heures après midi, d'où repartant à minuit, elle arriva le 13 à quatre heures du matin à Schippenbeil. Le corps de Kamenski ne montra pas moins de célérité. Une traite de dix-sept heures, au travers des divisions ennemies, le porta de Bartenstein

jusque sur les bords du Frisching, où il opéra, le 13, dans l'après-midi, sa jonction avec L'Estocq.

Mais, tandis que Bennigsen mettait tout en œuvre pour déjouer les plans de Napoléon, celui-ci déployait contre lui autant d'habileté que de vigueur. Ses divisions rassemblées dans la plaine de Heilsberg, se portèrent incontinent sur Eylau, où il établit son quartier-général, dans la soirée du 12. De nombreux souvenirs se réveillèrent dans l'esprit de ses soldats, à l'aspect de cette vaste plaine où ils avaient combattu quatre mois auparavant. Toutes les circonstances de cette journée se retraçaient à leur esprit; chacun faisait valoir ses actions, entremêlant le vrai avec le faux ou exagérant la vérité. Plusieurs versaient des larmes sur le sort de leurs compagnons, victimes de cette journée, ou déploraient les vicissitudes des choses humaines. Soutenue par Davoust, la cavalerie du grand duc de Berg se dirigea sur Kœnigsberg; Soult et ses bataillons se proposant le même but sur Kreuzbourg, à l'est, la position de Friedland fut assignée aux maréchaux Lannes, Ney et Mortier; le premier devait s'y rendre par Domnau, ceux-ci plus bas, par Lanspasch; l'empereur lui-même suivait sans s'arrêter, et ses ordres furent exécutés avec tant de promptitude, que déjà le 13 une division de

cavalerie était entrée dans Friedland, et qu'une forte garde avancée explorait la rive droite de l'Alle. Les généraux Gallitzin et Kollogriwof, envoyés en avant par Bennigsen pour reconnaître la route de Domnau et Kœnigsberg, furent bien surpris de rencontrer cette avant-garde à Allenau, et le furent encore plus de trouver à Friedland une résistance dont il fallait triompher pour sauver le pont, et se rendre maître de la route. Dans la certitude qu'il s'agissait de vaincre pour obtenir ce que voulait leur chef, ils occupèrent les environs de la rive gauche, et envoyèrent sur la droite à Gros-Wormsdorf, Allenbourg et Wehlau, des forces suffisantes pour garder les passages, détruire les ponts, et se prémunir contre les attaques que pourrait tenter l'ennemi.

Les environs de Friedland sont propres à servir de champ de bataille. L'Alle décrivant une courbe étendue du sud-est au nord-est, présente à une armée une forte position entre les deux points opposés de son cours. Le terrain forme une plaine régulière, très-favorable à la disposition et au développement de grandes masses. La ville elle-même, embrassée par le coude étroit que forme la rivière, est située de manière à favoriser une retraite. Enfin, les bords escarpés de l'Alle contribuent aussi à augmenter ces moyens de sûreté.

Le 14 juin, anniversaire de la victoire à jamais mémorable de Marengo, commençait à peine que l'artillerie ennemie se fit entendre dans le voisinage de Heinrichsdorf et de Posthenen, et que les tirailleurs se répandirent dans la forêt de Sortlack. Comme la plus grande partie des forces russes ne faisait qu'arriver sur les lieux, il fallut se contenter de faire jouer quelques batteries, et renoncer pour le moment à une attaque en règle. Mais à mesure que les divisions arrivaient, après avoir traversé le pont de la ville et trois autres ponts qu'on avait établis pour hâter leur passage, Bennigsen les disposa de manière que l'aile droite, composée de l'infanterie de Gorschakof et de la cavalerie sous Ouwarof et Gallitzin, s'étendît de la tuilerie supérieure jusqu'au Muhlenfluss; et de là, l'aile gauche, c'est-à-dire l'infanterie sous Bagration et la cavalerie sous Kollogriwof, au moyen de la communication établie entre les deux rives par des ponts volans, jusqu'au coude que forme l'Alle au-dessus de Sortlack. Son ordre de bataille ainsi établi, il ordonna de marcher en avant.

Cependant les forces des Français s'étaient accrues dans la même proportion que celles des Russes; leur cavalerie attaqua impétueusement, à plusieurs reprises, les deux ailes des Russes. Ceux-ci, voulant priver l'ennemi de ses points

d'appui de Heinrichsdorf et de Sortlack, les canonnèrent à boulets rouges et les incendièrent. La forêt de Sortlack, dont l'ombre paraissait voiler de sinistres préparatifs, fut le théâtre d'une lutte opiniâtre, dans laquelle la valeur des Russes échoua. Ils firent aussi plusieurs tentatives contre Posthenen sans pouvoir s'y maintenir. Tels furent les événemens de la matinée et d'une partie de l'après-midi. Déjà la grande chaleur était passée, et plusieurs regardant le résultat du combat du jour comme indécis, déploraient le sort des braves qui avaient péri sans utilité; mais les engagemens qui venaient d'avoir eu lieu n'étaient que le prélude du combat, et les coups les plus terribles devaient se porter le soir.

Il était un peu plus de cinq heures, lorsque l'empereur voyant ses bataillons réunis, et n'ayant plus besoin de temporiser, changea subitement son ordre de bataille. Du sein de la forêt, qui depuis long-temps était pour les Russes un sujet de crainte, on vit la division Ney s'élancer et se précipiter sur l'aile gauche des Russes. L'attaque fut soutenue par un feu très-vif de Posthenen et par d'épais bataillons, ce qui rendit toute résistance inutile. Les Russes, resserrés entre l'Alle et le Muhlenfluss, ne purent se développer malgré tous leurs efforts. Repliés sur eux-mêmes, et ne présentant qu'une masse, sur laquelle un feu

meurtrier exerçait d'affreux ravages, ils s'enfuirent par Friedland sur la rive droite de l'Alle, et, pour arrêter leur impétueux ennemi, mirent le feu aux bâtimens situés sur la rivière. Le malheur de l'aile gauche décida du sort de l'aile droite, qui s'était vaillamment défendue contre les maréchaux Lannes et Mortier. Aussitôt qu'on y eut appris qu'on se battait pour la possession de Friedland, Gorschakof ordonna la retraite, et l'infanterie, puissamment protégée par la cavalerie, se porta en toute hâte sur la ville. Un spectacle affreux s'y préparait. Les Français qui en étaient déjà les maîtres semaient la désolation; on combattait pour la vie, et pour repousser l'ennemi dans la campagne. On y' parvint, sans qu'on pût dire si ce succès fut dû plutôt à la bravoure qu'à la fureur et au désespoir. Cependant les flammes s'étendaient toujours plus, et les ponts s'affaissaient sans que l'affluence des fuyards diminuât. Les malheureux fantassins et cavaliers n'ayant d'autre chance de salut que de se précipiter dans l'Alle, y périssaient presque tous au milieu des balles et des ondes. Une division considérable sous Lambert, trop vivement pressée par l'ennemi pour pouvoir atteindre Friedland, se retira protégée par la nuit à Allenbourg, situé plus bas sur la rive gauche. Là, elle traversa la rivière et se réunit au reste de l'armée.

Dans cette bataille, quoique perdue, la valeur des Russes brilla peut-être d'un plus grand éclat que dans aucune des victoires dont ils peuvent se glorifier; car après la perte qu'ils avaient essuyée à Heilsberg; le départ pour Kœnigsberg des divisions sous L'Estocq et Kamenski, enfin après l'inaction de leur réserve, qui, dès le commencement de l'affaire, était restée en station sur la droite de l'Alle; leurs forces sur la droite de l'Alle s'étaient trouvées réduites à un peu plus de soixante mille combattans, tandis que l'armée française, au moment de sa réunion, en comptait au moins entre soixante-dix et quatre-vingt mille. Ils avaient d'ailleurs combattu dès le commencement à découvert, et plus exposés au feu que l'ennemi, qui s'était avancé garanti par des villages, des enfoncemens et des forêts.

Lorsque la perte de la bataille les eut forcés à la retraite, l'incendie qui dévorait Friedland, le manque de ponts au-dessous de la ville, les bords élevés et escarpés de la rivière, et la vivacité de la poursuite, leur opposèrent de si grands obstacles que toute autre armée se serait rendue ou dispersée; mais rien ne put abattre leur courage. Aucun de leurs corps d'armée ne fut coupé; il ne tomba entre les mains du vainqueur que des soldats isolés ou grièvement blessés, et ils ne perdirent en tout que seize pièces de campagne, qu'on

ne put transporter sur l'autre rive. Huit mille des leurs furent tués ou noyés dans l'Alle; douze mille furent blessés au milieu d'un feu qui dura dix-neuf heures; peut-être avaient-ils fait autant de mal à l'ennemi qu'ils en avaient éprouvé eux-mêmes.

La lune brillait de toute sa lumière; Friedland en feu répandait au loin la lugubre clarté de ses flammes, pendant que l'armée russe, morne et silencieuse, s'avançait le long de la rive droite de cette rivière, deux fois témoin de sa bravoure et de son infortune. Elle atteignit assez tranquillement, dans la matinée du 15 juin, la ville de Wehlau, à l'endroit où l'Alle se réunit au Pregel; là, elle se transporta sur l'autre rive et brûla les ponts. Dès ce moment, l'ennemi ne lui laissa plus aucun repos. N'ayant qu'un jour d'avance, elle était obligé de précipiter sa marche pour gagner la Memel, qui sépare la Prusse de la Russie; elle y arriva enfin le quatrième jour de sa retraite, et le 18 elle se trouva à Tilsitt, située en-deçà de la rivière. Le passage de l'artillerie et des bagages dura une journée entière; l'armée les suivit la nuit suivante; et dans la matinée du 19, Bagration, à la tête de l'arrière-garde, était arrivé heureusement, quoiqu'il eût été troublé dans sa marche, et avait détruit les ponts derrière lui.

Dans ces entrefaites, le sort de Kœnigsberg

avait été décidé. Le même jour, où l'on combattait à Friedland, L'Estocq et Kamenski occupaient les portes et les remparts de cette ville. Ils comptaient encore sur les chances de la guerre, bien que l'affaire de Heilsberg eût dû les détromper, et que l'ennemi parcourût la campagne, autour des murs de Kœnigsberg. L'un des faubourgs nommé Nas-Carten et les moulins hollandais, situés devant la porte de Friedland, furent sacrifiés à la défense et incendiés. Mais la nouvelle de la victoire de Napoléon, arrivée le 15, ne permit plus de songer à la résistance. Les deux chefs se portèrent à marches forcées, d'abord sur Labiau, et de là, sur la petite rivière de Schillup, où ils opérèrent le 17, leur jonction avec Bennigsen, après avoir laissé au pouvoir de l'ennemi un grand nombre de leurs soldats harassés. Ruchel mit encore plus de précipitation ; il abandonna à elle-même Kœnigsberg, sans justifier la confiance de son roi, qui lui avait remis l'administration des affaires de la guerre, et sans emporter avec lui l'affection des siens ni l'estime de l'ennemi. Dès-lors les bourgeois montèrent la garde, et la crainte s'empara de tous les esprits. Toutes les maisons furent soigneusement fermées et éclairées pendant toute la nuit; on redoutait le sort de Lubeck qu'on n'éprouva cependant pas. Le lendemain 16 juin, Soult occupa la ville, défen-

dant toute violence et ne tolérant aucun désordre. D'immenses amas de grains et deux cents bâtimens russes devinrent la proie du vainqueur. On imposa à la ville une contribution de 8 millions de francs. Les Français se portèrent aussi de Kœnigsberg et de la Nehrung contre Pillau, immédiatement après l'appel courageux mais inutile de son brave commandant septuagénaire. Tels furent les événemens qui anéantirent les dernières espérances de la Prusse. Voici la position des deux armées qui y jouèrent le premier rôle.

Napoléon suivant l'ennemi pas à pas, avait transporté le 19 juin son quartier-général de Skaisgirren à Tilsitt. Ses troupes s'étendaient le long de la rive gauche de la Memel, ayant derrière elles la Prusse subjuguée et la Pologne amie. Le moral du soldat était exalté au dernier point par cette suite de succès, et sa confiance dans son empereur était sans bornes. Le grand duc de Berg commandait les avant-postes. Un corps assez considérable sous Masséna et le général bavarois Wrede, occupait sur la Narew la position la moins avancée vers le nord. A environ un demi mille de la rive opposée de la Memel, l'armée russe rangée sur deux lignes appuyait son aile droite au village de Pogegen, sa gauche à Schœnvalde. La garde impériale, en réserve, était placée à gauche du village de Bœningkaiten; des cosa-

ques et les baschkirs occupaient les prairies tout proche de la rivière. L'Estocq et Kamenski se trouvaient derrière les deux confluens de la Memel, la Gilge et la Russe. En outre, le corps de troupes dont nous avons parlé plus haut, d'abord sous le commandement d'Essen et de Futschkof, et depuis le 5 juillet, sous les ordres du comte Tolstoi, campait dans les environs d'Ostrolenka, où il était opposé à Masséna, sans communication avec Bennigsen, et n'ayant point participé aux affaires sur les bords de l'Alle. Ce corps avait agi séparément, et occupé l'ennemi avec succès pendant le mois de mai et le commencement de juin; mais se voyant ensuite isolé, et en danger d'être coupé, il s'était porté précipitamment par Sniadowe et Ticoczyn, sur les rives de la Memel.

Le général français s'était montré tellement supérieur à son adversaire, dans la dernière bataille, qu'il y avait lieu de croire que la fortune ne lui serait pas moins favorable au-delà qu'en deçà de la rivière qui le séparait de la Russie. Napoléon était devant Memel, comme jadis César devant le Rubicon, avec cette différence que ce n'était point à lui, mais à Alexandre à peser les conséquences du passage. A la vérité, en pénétrant plus loin, Napoléon devait s'attendre à voir se multiplier devant lui les obstacles; il avait à compter sur une forte résistance des Russes, qui

combattraient désormais pour leur patrie et leurs foyers, et que favoriseraient la nature de leur pays entrecoupé par de larges fleuves et les forteresses de la Baltique. Mais des considérations non moins puissantes militaient en faveur de l'entreprise. Il était impossible à l'armée russe affaiblie de réparer facilement ses pertes, et les forteresses n'étaient point préparées à la défense. La belle saison favorisait la promptitude des mouvemens d'un ennemi, supérieur en habileté, et qui pourrait, en se dirigeant au nord, se rendre maître de la capitale de l'empire, perte dont les conséquences seraient incalculables. On ne pouvait d'ailleurs se dissimuler que cette lutte, entreprise plutôt pour le maintien d'une puissance et d'une influence étrangères, que pour le salut de la patrie, n'eût contr'elle l'opinion publique, disposée à considérer les malheurs qui pouvaient en résulter comme la conséquence d'une amitié poussée trop loin, et à en faire retomber tout le blâme sur le souverain.

Alexandre, se rendant à ces motifs, résolut de proposer une trève. Bagration, autorisé par une lettre de Bennigsen du 19, en fit l'ouverture au duc de Berg qui était dans son voisinage. La proposition ne fut point rejetée par Napoléon. Le duc de Neufchâtel, s'étant abouché avec le prince Labanof-Rostrof pour la Russie, et le comte de

Kalkreuth pour la Prusse, ces négociations amenèrent, le 21 et le 25 juin, un armistice, qui fut signé par Alexandre à Tauroggen, et par Frédéric-Guillaume à Piktupohnen. Les deux armées restèrent dans leur position, et les souverains convinrent que, dans le cas où l'on ne pourrait s'accorder pour la paix, les hostilités ne recommenceraient qu'après un mois, à dater du jour de la rupture des négociations. La ligne de séparation, commençant à Nidden sur la Curisch-Nehrung, traversait le Haf par la rive gauche de la Memel, et descendait jusqu'à Grodno; elle s'infléchissait ensuite le long de la Lossanza à la Bobra, dont elle suivait le cours jusqu'à sa jonction avec la Narew à Wizna, et de là en remontant, aboutissait à la ville du même nom, frontière de la Russie et de la Prusse. Tout ce que cette dernière puissance possédait encore en Pologne resta, par cette convention, au pouvoir des Français, à l'exception d'une partie du territoire de Bialystock. On convint en même temps que, pendant la durée de la trève, on n'éleverait aucun ouvrage dans les forteresses de la Prusse qui tenaient encore; qu'on ne pourrait y faire entrer ni vivres, ni munitions; et que le corps d'armée de Blucher, débarqué en Poméranie, y resterait dans l'inaction. Tel fut le premier pas vers une réconciliation.

Cette dernière suivit de près. Le 25 juin à onze heures du matin, jour qui mit préalablement un terme aux combats, Napoléon et Alexandre, entourés des grands de leurs empires, eurent une première entrevue dans un pavillon que, pour éviter toute étiquette, on avait élevé sur un radeau au milieu du Niémen. Les armées des deux souverains, couvrant les deux rives, voyaient avec des transports de joie se passer devant leurs yeux cette scène inattendue, et tiraient un favorable augure de l'intimité et de la durée de l'entretien. Le lendemain, le même lieu fut encore témoin d'une nouvelle conférence entre les deux monarques, auxquels se joignit Frédéric-Guillaume. Le peu qui transpira de ce qui s'y était passé, ne laissa plus lieu de douter que la paix n'en eût été le principal objet, ou du moins qu'il n'existât un rapprochement entre les deux empereurs qui, seuls, devaient décider dans cette affaire. La petite ville de Tilsitt, qu'en attendant Napoléon rendit accessible à tous, prit tout-à-coup de l'importance. Les trois souverains, naguère ennemis, habitaient maintenant la même enceinte, et ne songeaient plus qu'à se réconcilier. Des guerriers, venus des contrées brûlantes du sud et des climats glacés du nord, mettant de côté tout ressentiment, se tendaient la main, se traitaient les uns les autres, et bu-

vaient à la postérité de leurs princes. La reine de Prusse vint, le 5 juillet, entourée d'un brillant appareil, augmenter la pompe de ces fêtes. Cependant, au milieu de cette allégresse bruyante, les négociations avançaient rapidement, et les courriers expédiés de Tilsitt, dans les derniers jours de juin, pour faire connaître les conditions de la trève, apportèrent en même temps la consolante nouvelle qu'on travaillait avec ardeur à mettre un terme à la guerre. Avant de rapporter la conclusion de la paix, il sera convenable de reprendre en peu de mots l'histoire des maux endurés par les pays envahis et les forteresses non encore occupées.

Ce fut dans la nuit du 31 mai que l'ennemi dirigea ses premières attaques contre Graudenz. Une batterie, élevée sur une des îles de la Vistule, lança dans la forteresse plusieurs bombes, que ses défenseurs considérèrent comme le prélude d'une attaque plus vive. Des tentatives de ce genre, répétées de temps à autre, causèrent des alarmes qui demeurèrent toutefois sans fondement. L'entreprise contre Dantzick nuissait à celle contre Graudenz. L'ennemi manquait d'artillerie de siége, et ses travaux sur la droite de la rivière, seul point d'où l'on pouvait agir, n'avançaient que lentement. Enfin, lorsque vers la fin de juin les préparatifs achevés semblèrent an-

noncer une attaque en forme, les assiégeans et les assiégés furent instruits des événemens de Tilsitt. Cette nouvelle mit un terme aux entreprises de l'ennemi, et la forteresse resta intacte.

Le sort de Colberg fut bien différent. Tout le courant de juin avait été signalé par des combats sanglans, et s'était écoulé pour les assiégés au milieu de constantes alarmes. Ceux-ci, non contens de déployer le plus grand courage sur leurs remparts, combattaient aussi hors des murs et défendaient énergiquement les ouvrages extérieurs. La prise, la reprise et l'évacuation définitive de la position seule du Wolfsberg, avaient coûté la vie à quantité de braves, depuis le 11 au 19 juin, et l'ancienne ville ou Altstadt et le faubourg de Lauenbourg, contre lesquels l'ennemi dirigeait ses plus grands efforts, étaient le théâtre de combats continuels, soutenus avec autant de perte que de gloire. La ville et ses habitans ne souffraient pas moins. Souvent les flammes, attaquant les maisons plusieurs fois dans un jour, consumaient, malgré l'empressement à les éteindre, l'asile et la fortune des particuliers. Cependant on eut le bonheur de conserver des communications avec la mer. Des bâtimens de Kœnigsberg, d'Angleterre et de Suède, alimentaient la place de poudre, d'artillerie et de denrées, détruisaient les ouvrages ennemis éle-

vés sur la plage, et conduisaient des prisonniers à Memel. Malgré toutes les pertes qu'on avait éprouvées, on était loin de s'abandonner au découragement.

Mais le 1er de juin amena une effroyable attaque. La nuit régnait encore sur l'horizon, lorsque le fracas de l'artillerie tirant les citoyens d'un sommeil paisible, les força de chercher un abri dans les souterrains et les caves. La Mai-Kuhle, qui protégeait le port, fut prise d'assaut à quatre heures, et la retraite des Prussiens, sur la droite de la Persante, fut suivie de l'incendie des faubourgs de Munden et de Pfannenschmieden. En vain, un vaisseau suédois tira-t-il vers midi près de trois cents coups de canon contre la Mai-Kuhle; tous les efforts furent inutiles, et à peine parvint-on à brûler une partie du pont de la Persante. Dans le faubourg de Lauenbourg l'église de Saint-George, dont on avait dégarni la partie supérieure pour y placer de l'artillerie, fut renversée par l'explosion d'un caisson de poudre auquel une grenade mit le feu, et tous les artilleurs furent tués ou blessés. Une grêle de bombes et de boulets tombait à la fois sur la ville et sur les remparts. Plusieurs pièces sautèrent sur les remparts, d'autres furent ruinées par l'ennemi, et le feu s'étant communiqué à plusieurs grands bâtimens, entre autres à la

Maison-de-Ville, tout le côté occidental de cet édifice à l'ouest avec ses tours, devint la proie des flammes. Le lendemain n'apporta aucun changement à cette situation. Colberg et ses environs étaient enveloppés d'une sombre fumée. Le feu continuait avec la même violence sans qu'on pût s'en rendre maître. L'ennemi commença, de grand matin, à menacer aussi le côté droit du port, et il était à craindre que cette attaque ne lui réussît. On pensait généralement que si le feu continuait avec la même furie, quelques jours suffiraient pour réduire la ville en un monceau de cendres. Les craintes augmentèrent au point que le désespoir commençait à s'emparer du plus grand nombre; lorsque tout-à-coup, à trois heures de l'après-midi, moment d'un éternel souvenir pour ces infortunés, le lieutenant de Kolleben, arrivé de Piktupohnen, annonça la trève. Le bruit du tambour répandit aussitôt cette heureuse nouvelle dans la ville, et chacun s'empressa d'éteindre le feu. Les soldats et les citoyens se montrèrent, pendant ce siége, dignes de rivaliser avec les braves des anciens temps. Six mille défenseurs s'étaient maintenus pendant quatre mois, et depuis la chute de Dantzick, contre vingt-quatre mille ennemis, dont ils avaient tué, blessé ou fait prisonniers dix mille, avec une perte de deux mille des leurs, dans le

nombre desquels se trouvaient des hommes d'un rare mérite. Sur quatre mille cinq cents habitans il y en eut trente-six tués, et quarante-six grièvement blessés. L'ennemi avait lancé contre la ville environ vingt-six mille bombes et boulets.

Dans la Silésie, la reddition de quatre forteresses, en moins de trois mois, avait si peu découragé les commandans des forteresses situées dans les montagnes, que ce ne fut que dès-lors que l'ennemi commença à éprouver une sérieuse résistance. Cosel, où le bavarois Raglowich se présenta le 23 janvier, éprouva, le 4 février, les premiers effets du feu de l'ennemi, quoique les inondations eussent interrompu les travaux du siége. La place fut canonnée vingt-cinq fois jusqu'au 5 mars, jamais moins de cinq heures, et souvent douze heures consécutives. Les obstacles qu'éprouva le colonel de Neumann dans la défense, provenaient principalement de la garnison forte à la vérité de quatre mille hommes, mais composée de vétérans et de recrues, et remplie de mauvaise volonté. Souvent des gardes entières s'évadaient pendant la nuit sur la glace des fossés, et même il se trama au commencement de mars une conspiration également dangereuse par sa généralité et l'audace des chefs. Il fut heureux pour Cosel que Napoléon ayant appelé à Dantzick et à Graudenz une grande

partie de l'armée assiégeante, le siége se changea, à partir du 12 mars, en blocus. Cependant malgré ce soulagement, l'intrépide Neumann, et après la mort de ce vieillard septuagénaire, son successeur, le colonel Puttkammer, eurent à lutter contre une série de maux toujours croissans. La mortalité s'augmenta au point qu'il périssait jusqu'à quinze hommes par jour, et même plusieurs tombèrent à leur poste. Les hôpitaux manquaient de médicamens, les magasins de subsistances, l'eau potable était épuisée, et le seul moulin qu'il y eût dans la place avait été détruit. Vaincu par tant de maux, Puttkammer prit enfin le parti de parlementer, et s'engagea, le 18 juin, à ouvrir les portes dans un mois, si dans cet intervalle la place ne recevait point de secours.

Neisse ne se défendit pas avec moins de courage que Cosel, quoique forcée encore plus tôt de se soumettre à des conditions semblables. Située entre la Neisse et la Biele, cette forteresse jouissait de l'avantage de pouvoir inonder ses environs. De plus, elle avait été fort améliorée sous Frédéric II, et augmentée par lui d'un fort dit de *Prusse*. L'ennemi ouvrit la tranchée dans la nuit du 2 mars. L'armement de Neisse était aussi incomplet que celui des autres places fortes. Il aurait fallu douze mille hommes pour défendre

ses ouvrages, et elle n'en comptait pas la moitié. Le nombre des artilleurs n'était pas proportionné à celui des pièces qu'il fallait servir, et l'infanterie, comme à Cosel, comptait beaucoup de jeunes recrues et d'invalides. Enfin les mesures prises pour retenir les eaux n'étaient rien moins que bien entendues. Cependant, malgré l'insuffisance de ces moyens, l'ennemi fut retenu devant ses murs pendant trois mois, et l'aurait été encore plus long-temps si la disette ne fût devenue à la fin intolérable. Le 1er de juin, le commandant de Steusen convint avec le général français Vandamme que la place lui serait livrée le 16, si elle n'était secourue avant cette époque. On compte que cent soixante mille coups furent tirés de la forteresse, et que quatre-vingt mille furent dirigés contre elle; peu de bâtimens furent épargnés; plusieurs, entre autres la belle église des jésuites, devinrent la proie des flammes.

Tandis que les forteresses des montagnes de la Silésie étaient ainsi serrées par l'ennemi, il se rassembla de nouveau autour d'elles une petite armée dans le but de les dégager. Nous avons rapporté plus haut de quelle manière s'opéra la dispersion de celle du prince de Pless, et comment ce chef se retira du théâtre de la guerre, convaincu de l'insuffisance de ses forces pour sauver la Silésie. Dès-lors quelques bandes seu-

lement, conduites par d'audacieux aventuriers, se hasardèrent à battre le pays, et encore causaient-elles plus de mal qu'elles ne rendaient de service; en sorte que les forteresses des montagnes, privées de tout secours extérieur, paraissaient devoir tomber en peu de temps;. lorsque la journée sanglante d'Eylau appela, sur les rives de la Vistule, une partie des Wirtembergeois et des Bavarois qui occupaient le pays. Cette diminution des forces ennemies suggéra à un lieutenant nommé de Gayl le projet d'une nouvelle entreprise. En conséquence, il s'adressa à Vienne au comte de Gotzen, qui avait été précédemment adjoint au prince de Pless. Gotzen entra dans les vues de Gayl, les fit approuver au roi, et, ayant obtenu le commandement général de la Silésie, il s'empressa de retourner à Glatz pour presser lui-même l'exécution. Quoiqu'on ne pût guère faire de levées que dans les étroites limites du comté, et que les circonstances ne fussent rien moins que favorables, on réussit néanmoins à former en peu de temps un corps considérable. Indigènes et étrangers, poussés par différens motifs, venaient en foule se ranger sous les nouveaux drapeaux, et comme l'avancement ne s'accordait qu'au mérite, on vit des hommes de condition s'offrir comme simples soldats. On se procura des chevaux et des armes, partie par des excur-

sions éloignées qu'on poussa jusque bien avant dans la Lusace, partie en surprenant de faibles détachemens ennemis. Bientôt on se sentit assez de force ou d'audace pour tenter quelque chose de plus important. Le 17 avril, on attaqua, sinon avec supériorité, du moins avec beaucoup de résolution, l'ennemi qui tenait les défilés de Wartha, et peut-être s'en serait-on emparé, si plusieurs compagnies de Polonais, traîtres aux Prussiens et fidèles à leur patrie, n'eussent passé à l'ennemi.

Le mauvais succès de cette tentative, faite dans le but de secourir Neisse, n'empêcha pas les Prussiens d'en former une seconde. On savait que Breslaw, ville ouverte, n'était que faiblement occupée, et l'on ne crut pas impossible de tirer parti de cette circonstance. On résolut, en conséquence, de se porter sur Landshut, Freybourg et Strigau, ensuite sur Canth, et, de là, contre Breslaw, de s'y emparer en toute hâte de tous les magasins d'armes et d'habillemens qu'y avait l'ennemi, enfin, de remonter, avec la même diligence, l'Oder jusqu'à Cosel. Ceux qui approuvaient ce plan espéraient, par ce moyen, attirer loin de Neisse les forces ennemies, se renforcer pendant la marche, et pourvoir en même temps d'armes et d'habillemens les nouvelles levées.

Malgré les dangers de cette entreprise, qu'il

s'agissait d'exécuter presque sous les yeux de l'ennemi, les premières opérations animèrent singulièrement le courage des Prussiens. Forts seulement d'environ quinze cents hommes, sous les ordres du colonel de Losthin et du comte de Roggendorf, ils arrivèrent, le soir du 13 mai, dans la plaine de Canth. Leur marche étant aussitôt connue à Freybourg, ils furent attaqués le lendemain par une division de Saxons et de Bavarois, partie de Frankenstein sous les ordres du général Lefèvre; mais ils eurent le bonheur de le repousser, et de gagner même des armes et de l'artillerie. Cependant Lefèvre, qui avait couru risque d'être fait prisonnier, tira, avec une promptitude incroyable, de nouvelles troupes de Schweidnitz et de Frankenstein, qu'il renforça de quatre cents houlans polonais arrivés tout à point d'Italie à Liegnitz; et bien convaincu que les Prussiens une fois découverts devaient renoncer à leur projet sur Breslaw, les attendit derrière Freybourg, à Salzbrun et à Adelsbach. Ce fut là que Losthin, attaqué le 15 par des forces supérieures, perdit tous les fruits de l'avantage remporté la veille. Six cents des siens furent tués, blessés, ou faits prisonniers avec lui. Le reste s'enfuit en désordre par Landshut à Glatz. A Breslaw, tout le monde fut en proie aux alarmes pendant deux jours; les ennemis appréhendaient

d'être chassés par des forces que la renommée avait fort exagérées, et les citoyens s'attendaient à payer chèrement l'audace de quelques braves.

Depuis la défaite de Canth, et l'occupation de Neisse, arrivée le jour précédent, il ne restait plus aux Prussiens que Glatz qui maintenant était observée et gardée par l'ennemi, supérieur en forces et maître de la campagne. La forteresse de Glatz, située dans la vallée de Neisse, plus formidable en apparence qu'en réalité, ne peut soutenir aucune comparaison avec Schweidnitz. A la vérité, à environ 2,500 pas de ses murs, de fortes positions dominent la contrée; mais la ville, dominée elle-même par une chaîne de montagnes situées sur la rive droite de la Neisse, est exposée à être de là réduite en cendres, aussi bien que ses ouvrages étendus, ses magasins et ses hôpitaux. Le comte de Gotzen, voyant bien ce qu'il avait à craindre de ce côté, occupa ces hauteurs avec sa petite troupe, s'y retrancha de son mieux, rejeta les propositions de Vandamme, et réussit même à repousser plusieurs attaques. Cependant il existait une trop grande disproportion de forces entre l'attaque et la défense pour pouvoir retarder long-temps la prise de la ville, d'autant plus que le défaut de vigilance fut aussi très-nuisible aux assiégés. L'ennemi ayant attaqué subitement les Prussiens, dans la nuit du 23 juin, s'empara de

leur camp et les força de se jeter dans la forteresse. Il s'ensuivit une nouvelle sommation, et le comte de Gotzen, voyant le découragement et la faiblesse des siens, et considérant qu'il ne lui restait de munitions que pour douze jours au plus, promit de livrer la place dans un mois. Telle était la position de la Silésie et des trois forteresses qui tenaient encore lorsqu'y arriva la nouvelle de la suspension d'armes.

Cependant, comme il arrive d'ordinaire dans les circonstances où l'on a beaucoup à espérer ou à craindre, les bruits les plus contradictoires se répandaient sur les conditions de la paix. Quelques-uns disaient que la franchise chevaleresque d'Alexandre avait prévenu l'empereur des Français en sa faveur, autant que les manières froides et réservées de Frédéric-Guillaume lui avaient inspiré d'éloignement. Plusieurs assuraient que la reine, par ses discours doux et insinuans, avait su adoucir la sévérité du vainqueur, tandis que d'autres prétendaient que l'opinion de ceux qui approchaient le plus près de Napoléon, n'était rien moins que favorable à cette princesse. Au nombre des pays que devait perdre la Prusse, on comptait généralement la Westphalie, et le Hanovre déjà cédé. On conjecturait que la Prusse Méridionale, accrue de la Pologne russe, formerait au grand duc Constantin un royaume parti-

culier. Les opinions étaient partagées sur les autres possessions prussiennes: par exemple, sur la Silésie, que les uns annexaient à la Saxe, dont les autres faisaient le partage d'un prince français, que d'autres, enfin, faisaient restituer au roi, par l'entremise de la Russie. Mais personne ne devinait juste, et tous les calculs des politiques furent mis en défaut, lorsque parut le traité de paix conclu le 9 juillet, à Tilsitt, entre la France et la Prusse, par Talleyrand, prince de Bénévent, et par les comtes de Kalkreuth et de Golz. En voici le sommaire:

«Le roi de Prusse cède à l'empereur des Français tous les pays compris entre le Rhin et l'Elbe, possédés par la Prusse à l'ouverture de la campagne. Il reconnaît Jérome Napoléon, frère de l'empereur Napoléon, comme souverain légitime du nouveau royaume de Westphalie, que doivent former ces pays réunis à d'autres états. Il renonce également à toute la Prusse Méridionale, à toute la nouvelle Prusse Orientale, et à la partie méridionale de la Prusse Occidentale. Tous ces pays, sous le nom de duché de Varsovie, passeront au ci-devant électeur, maintenant roi de Saxe, à l'exception des districts de Bialystock, de Bielks et de Drohyczin, situés entre le Bug, la Lossasna et la Bobra, qui seront réunis à la Russie, ce qui n'empêchera pas que la première de ces deux

puissances ne soit remise en possession du cercle de Cotbus, dans la Basse-Lusace. La ville de Dantzick recouvre son ancienne indépendance, avec un territoire de deux lieues de France de rayon, et se gouverne d'après ses propres lois, sous la protection de la Prusse et de la Saxe. Pour établir une communication libre et perpétuelle entre la Saxe et Varsovie, la Prusse accordera, au travers de ses états, l'usage illimité d'une route militaire. La navigation sur la Netze et le canal de Bromberg, depuis Drisen jusqu'à la Vistule, et de là, en retournant, sera exempte de péage. Il en sera de même de la navigation sur la Vistule que, ni la Prusse, ni la Saxe, ni Dantzick, ne pourront entraver par des défenses et des droits. Outre le royaume de Westphalie et son souverain, le roi de Prusse reconnaît aussi Louis, comme roi de Hollande, tous les membres actuels et futurs de la confédération du Rhin, les possessions de chacun d'eux, ainsi que tous les titres qui leur ont été ou qui leur seront conférés par la suite. Aucun de ceux qui ont pris part aux événemens de la guerre, ne sera inquiété dans sa personne ou dans ses biens, condition applicable à tous les pays prussiens, ou cédés ou rendus. Dans les uns et les autres, tous les biens fonds, toutes les fortunes publiques ou particulières, n'éprouveront de préjudice d'au-

cune espèce, et l'accomplissement des obligations affectées aux premières tombera à la charge du nouveau propriétaire. La Prusse fermera l'entrée de ses ports aux navires de l'Angleterre, et n'entretiendra aucune liaison commerciale avec cet état, jusqu'à la première paix entre lui et la France. »

La connaissance de ces conditions remplit tous les cœurs de tristesse. Ceux qui calculaient la perte dans son ensemble, remarquaient que cette paix enlevait au roi presque la moitié de ses états, et même au-delà, si l'on comprenait, comme de raison, le Hanovre. Ils observaient que les possessions conservées surpassaient de bien peu les acquisitions faites par Frédéric II; que vis-à-vis de la France, de la Russie et de l'Autriche, la Prusse ne serait plus qu'une puissance insignifiante, et qu'elle ne pourrait même plus se mesurer avec les puissances du second ordre de l'Allemagne, et nommément avec la Saxe, agrandie par cette paix. Ceux qui entraient dans les détails et faisaient des comparaisons, trouvaient encore plus de sujets d'affliction. La Marche électorale, ce berceau de la monarchie prussienne, avait été entamée par la cession de l'ancienne Marche. En perdant la forteresse de Magdebourg, la capitale avait perdu son boulevard, comme la Silésie ses plus fortes places, par la destruction des remparts

de Breslaw, de Brieg et de Schweidnitz. La première, où l'on pouvait arriver de la frontière en 24 heures, allait se trouver ouverte au premier ennemi qui traverserait l'Elbe, comme le serait aussi la Silésie du côté de la Vistule. Désormais le roi cesserait d'être maître dans son propre pays, puisque des troupes étrangères auraient le droit de traverser à leur gré la Silésie, ce qu'on avait refusé pour Anspach. « Si la cession de Bialystock « et des districts voisins ne pouvait être considé- « rée, à la rigueur, comme une perte réelle, il était « cependant pénible de voir des possessions prus- « siennes employées à satisfaire l'ami et l'allié du « roi. Enfin, quel excès d'humiliation pour la « Prusse, lorsque dans le traité de paix entre la « France et la Russie, il était dit de ce même allié: « *Que ce n'était qu'à sa considération, et pour lui* « *donner une preuve non équivoque de la sincérité* « *de son amitié, que Napoléon consentait à ren-* « *dre une partie de la Prusse conquise à son an-* « *cien souverain !* »

Bientôt après, Frédéric-Guillaume, adressa une lettre de congé à tous ses sujets au-delà de l'Elbe, aux habitans de Dantzick, et à ceux de la partie du district de la Netze comprise dans la cession. « Forcé, disait-il, de se soumettre à une cruelle « nécessité, il les dégageait de leurs devoirs envers « sa maison, et se séparait d'eux, comme un père

« de ses enfans. » Il reçut de tous des réponses affectueuses; mais celle des Westphaliens de la Basse-Saxe, qui se faisait remarquer par la franchise des sentimens, mérita l'approbation générale. Tout le monde convint que, dignes d'un meilleur temps, les Westphaliens s'étaient exprimés avec dignité, force et simplicité. Le roi ne prit point, comme de raison, congé des Polonais, parce qu'ils s'étaient congédiés eux-mêmes. Il renvoya seulement les soldats et les sous-officiers dans leur patrie, et invita les officiers supérieurs à demander leur retraite.

Ainsi se termina la lutte entre la Prusse et la France. Elle offre un exemple unique dans l'histoire, si l'on fait attention à l'ancienne renommée des vaincus, à leur courte résistance, et aux étonnans succès du vainqueur. Sans la Russie, sept semaines auraient suffi pour décider du sort d'un royaume dont la fondation avait coûté sept années de combats sanglans. La coopération de cette puissance prolongea la guerre de sept mois; mais, après la bataille de Friedland, les possessions du roi furent réduites à une étroite langue de terre au nord, et à un petit espace à l'ouest; encore, ce qui lui fut rendu à la paix, le fut-il comme un pur don de la part du conquérant, qui n'avait plus d'armée à craindre ni de considération à garder. Au reste si l'on examine, sans prévention, la

conduite des deux alliés, on regardera, comme digne d'éloge, celle de Frédéric-Guillaume, qui ne voulut pas devoir son salut à l'ingratitude, et l'on pardonnera à Alexandre de n'avoir point tout sacrifié aux chances défavorables de la guerre. Il eût été difficile de décider si l'Autriche aurait dû agir, avant que les événemens subséquens eussent fait comprendre pourquoi elle n'agit pas. Il est une vérité que ces temps extraordinaires purent lui faire connaître, ainsi qu'à tous les souverains, c'est que toute masse, inerte par elle-même, ne reçoit la vie et une impulsion favorable que par le pouvoir du génie et d'une forte volonté.

FIN DU LIVRE HUITIÈME.

LIVRE NEUVIÈME.

DEPUIS LE TRAITÉ DE TILSITT,

JUSQU'A LA RETRAITE DES FRANÇAIS DE RUSSIE.

1807-1812.

SOMMAIRE.

Convention réglant diverses clauses du traité de Tilsitt, mal exécuté de la part de la France. — Les Français évacuent le territoire prussien à l'exception de Glogaw, Custrin et Stettin. — Opinions diverses sur la conduite de la France vis-à-vis de la Prusse. — Plusieurs hauts fonctionnaires privés de leurs emplois. — Mesures prises pour réorganiser et épurer l'armée. — Le comte de Schaumbourg chargé de ce soin. — Le comte de Stein opère plusieurs améliorations à l'intérieur. — Ordonnances relatives à l'achat des propriétés, au paiement des dettes, à l'organisation municipale des villes. — Condition malheureuse des employés des provinces restituées. — Discrédit du billon. — Exigence de Napoléon au sujet du système prohibitif contre les marchandises anglaises. — Sociétés secrètes. — Voyage du roi à Saint-Pétersbourg. — Diverses ordonnances relatives aux finances. — Événemens de Portugal et d'Espagne. — L'Angleterre décide l'Autriche à une nouvelle ligue contre la France. — L'aventurier Schill. — Légion vengeresse formée par le duc de Brunswick-Oels. — L'Angleterre et l'Autriche cherchent en vain à faire entrer le roi dans leur coalition. — Rentrée du roi à Berlin. — Ordonnances relatives au service de la cour et à la création de nouveaux ordres. — Création d'une université à Berlin. — Émission de mandats royaux. — Autres mesures financières. — Édit apportant quelques changemens dans la constitution de l'état. — Ordonnances diverses. — Le commerce de Prusse entravé par les décrets de Napoléon contre les marchandises anglaises. — Cargaisons de plusieurs vaisseaux anglais confisquées dans les ports de la Prusse, et données par elle en paiement d'une partie de la contribution qu'elle avait à solder à la France. — Les bois de construction, et les grains, frappés d'une taxe à leur sortie de Prusse. — Mort de la reine. — Les États du pape et le royaume de Hollande, annexés à l'empire français. — Mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise. — Difficultés entre la Prusse et la France au sujet de l'évacuation des places fortes prussiennes. — La Prusse s'engage à seconder la France contre la Russie. — Campagne des Français en Russie, et son issue déplorable.

La paix conclue, les trois souverains se séparèrent, réconciliés en apparence. Frédéric-Guillaume et son épouse se rendirent à Memel, où ils continuèrent à vivre dans la retraite; Alexandre

prit la route de Pétersbourg, faiblement consolé de n'avoir pu vaincre par l'idée d'avoir au moins disputé la victoire; et le victorieux Napoléon partit pour Dresde, y reçut l'hommage des Polonais, et retourna ensuite à Paris. Le retour des empereurs dans leur capitale fit espérer aux Prussiens de se voir bientôt délivrés des maux et des charges qui les accablaient; mais cet espoir ne fut qu'une chimère. Depuis l'assujétissement de la Prusse, qui naguère occupait un des premiers rangs parmi les puissances militaires de l'Europe, on vit combien un changement de fortune peut altérer le moral d'un peuple, effacer en lui le souvenir du passé et rendre indifférent sur l'avenir, c'est ce qui se manifesta de diverses manières dans le nouveau genre d'hostilités, que ce royaume eut à soutenir après la paix, et dont nous allons entreprendre le récit.

Déjà le 12 juillet, jour où le roi signa le traité de paix de Tilsitt, le prince de Neufchâtel et le comte de Kalkreuth avaient passé une convention, qui fixait, d'une manière plus positive, diverses clauses relatives à cette paix. En vertu de cette convention, l'évacuation des pays rendus à la Prusse, devait se faire successivement à partir du 25 juillet jusqu'au 1er octobre, à l'exception de la partie du pays de Magdebourg, située sur la rive droite de l'Elbe, et des districts de Prenzlau

et de Passewalk dont la délivrance fut remise au 1er novembre; celle de Stettin devait être soumise à une convention particulière. On ne fit aucun changement aux limites du territoire attribué à Dantzick. La seule condition de l'évacuation de la Prusse était, que le paiement des contributions imposées au pays se ferait comptant, ou reposerait sur des garanties suffisantes, et l'on déclarait nulle en même temps toute demande qui n'aurait pas été formée avant la ratification de la paix. A dater du jour où s'était fait l'échange des pièces, tous les revenus de la Prusse devaient être perçus pour le compte du roi, si toutefois les sommes dues, depuis le 1er novembre 1806, se trouvaient alors liquidées. Une commission établie à Berlin, pour aplanir les difficultés existantes ou celles qui viendraient à s'élever, devait entrer en activité le 25 juillet. Tel était le fond d'une convention dans laquelle la Prusse crut voir la garantie d'un soulagement prochain; et dans laquelle la France, au contraire, sut trouver le prétexte de nouvelles vexations.

La fixation de ce qui devait revenir au roi de Saxe comme duc de Varsovie, fut le premier prétexte pour de longues explications. Le traité de Tilsitt ne lui accordait qu'une route militaire au travers des états prussiens, le maréchal Soult exigea aussi des routes pour le commerce, des

bureaux de poste saxons, et des priviléges importans pour le passage des marchandises et la navigation intérieure. D'après les expressions ambigües de ce traité la Prusse comptait conserver le cercle de Michelau: et l'on persista à vouloir l'annexer au duché de Varsovie. Il en fut de même de la Nouvelle Silésie, bien qu'en se tenant strictement à la lettre, elle dût rester au roi. Après avoir long-temps disputé avec les agens français, Frédéric-Guillaume, cédant au désir de voir ses sujets délivrés et ses états purgés de troupes étrangères, conclut à Elbing une double convention. La première, du 13 octobre 1807, accordait une route militaire passant par Crossen et Zullichau, ouverte aux Saxons, aux Polonais, ainsi qu'à leurs alliés; trois autres routes de commerce pour les marchandises saxonnes, polonaises, russes et françaises; et en même temps, ce qui parut surtout un douloureux sacrifice, la libre navigation de la Netze, de la Vartha, de l'Oder, et du canal de Frédéric-Guillaume, avec exemption pour les bâtimens du droit de visite. Dans la seconde de ces conventions, du 10 novembre, la Prusse renonçait au cercle de Michelau, à la Nouvelle Silésie, et ratifiait la donation de certains domaines de l'état, dont Napoléon avait gratifié les maréchaux Berthier et Mortier peu de temps avant la paix de Tilsitt.

A peine l'agrandissement du duché de Varsovie eut-il été arrêté, si ce n'est sans le consentement du moins certainement sans l'instigation du roi de Saxe, que la fixation des frontières de Dantzick fit naître de semblables prétentions. La paix de Tilsitt accordait à la ville un territoire de deux lieues de France. Mais au moment de déterminer positivement ce territoire, le général français Rapp, qui était commandant de la ville, traitait avec la bourgeoisie et lui promit de faire obtenir un territoire de deux milles d'Allemagne à partir, non de l'enceinte des remparts comme le portait le traité, mais bien de l'extrémité des ouvrages. Il était naturel que le roi s'opposât à un arrangement aussi contraire à ses intérêts qu'aux conditions du traité; mais Soult, s'autorisant de quelque ambiguité dans le texte français, insista pour qu'on exécutât l'injuste convention de Rapp. Par un troisième accord, passé le 6 novembre à Elbing, les vœux des Dantzickois ou plutôt les ordres du vainqueur se trouvèrent remplis.

Pendant le cours de ces négociations, les armées françaises n'avaient évacué que le territoire compris entre la rivière de Memel et la Vistule. Répandues au nombre de deux cent mille hommes, dans toutes les autres provinces prussiennes, elles vivaient aux dépens des habitans, sans songer à partir. Le motif de ce retard était le non-paie-

ment des contributions arriérées, difficulté qu'on avait cru d'abord pouvoir résoudre facilement, et qu'on trouva bientôt insurmontable. La commission royale établie à Berlin, en pleine activité depuis le mois d'août sous la direction de Sack, pour régler les conditions du traité de paix, avait à lutter contre le plénipotentiaire de Napoléon; Daru, dont la force de volonté et la sévérité inexorable ne le cédait point à celle de son empereur. L'affaire de la liquidation entamée, les commissaires du roi crurent satisfaire aux prétentions de la France avec 19 millions de francs; mais Daru fit monter à 154 millions cinq-cent mille francs la somme demandée soit pour contributions militaires soit pour les revenus de l'état, échus jusqu'à la conclusion de la paix: il ne consentit à en rabattre que 35 millions et demi. Une si prodigieuse différence, faite pour éloigner des négociateurs disposés à s'accorder, devait à plus forte raison produire cet effet sur des esprits pleins d'animosité, et plusieurs mois se passèrent en débats, suivis d'un côté avec le mécontentement et l'aigreur qu'inspire l'oppression, de l'autre avec toute l'arrogance de la force; aussi les représentations et les contradictions n'avaient point de fin. Et même lorsque le chargé d'affaires français eut rabattu ses prétentions à la somme de 112 millions, il s'éleva de

nouvelles contestations sur le mode de paiement, et les garanties à fournir; de sorte que la conclusion définitive n'eut lieu que le 10 mars 1808: elle fut aussitôt expédiée à Paris.

Le roi y avait déjà envoyé quatre mois auparavant son frère Guillaume, pour faire quelque tentative sur l'esprit intraitable de Napoléon. Mais plus les sollicitations du prince devenaient pressantes, plus le dernier leur opposait de froideur. On ne cacha point au prince que la délivrance de la Prusse dépendait moins de l'accomplissement des obligations contractées que de la direction que prendrait sa politique. On le retint ainsi jusqu'à la fin d'août, et l'on finit par lui faire une ouverture, propre à réduire à néant les négociations de Berlin, et à mettre le comble aux souffrances qu'on s'était décidé jusqu'alors à endurer dans l'espoir de conditions meilleures. Le comte de Champagny, ministre des affaires étrangères, déclara : Que la France exigeait non-seulement les contributions arriérées, mais aussi tous les revenus de l'état, depuis la paix de Tilsitt, et aussi long-temps que durerait l'occupation, formant un total d'environ 180 millions de francs; que la Prusse ne pouvait accuser qu'elle-même du séjour prolongé des troupes étrangères; que les retards apportés au paièment ne lui avaient mérité aucune remise; que néanmoins Napoléon

voulait bien se contenter de 154 millions et demi, première demande de Daru. Le prince essaya vainement d'obtenir quelque adoucissement à ces exigences. Champagny répondit par un langage toujours plus menaçant et plus outrageant pour la Prusse. L'entière dissolution de l'état ne paraissait même pas être hors des calculs de la France. Intimidé par tant de funestes indices, le prince céda et conclut, le 8 septembre 1808, une convention dont voici la substance :

La Prusse paiera 140 millions. Les forteresses de Glogaw, de Custrin et de Stettin, resteront entre les mains des Français: les deux premières jusqu'à paiement de la moitié; et la dernière jusqu'à liquidation complète. La Prusse entretiendra à ses frais les dix mille Français en garnison dans ces forteresses, qu'elle pourvoira de tous les objets de siége pour six mois. La Prusse accorde sept routes militaires et de transport entre les dites forteresses, comme aussi entre Magdebourg, la Saxe, Varsovie et Dantzick. Elle cède autour de la citadelle de Magdebourg, sur la rive droite de l'Elbe, une étendue de deux mille toises. Le roi promet de ne tenir, pendant dix années, que quarante-deux mille hommes sous les armes.

Peu de temps après la signature de cette convention, on vit se réaliser un bruit qui avait occupé la curiosité publique, et qui avait été

jusqu'ici un sujet de doute. Les deux plus puissans potentats de l'Europe, Napoléon et Alexandre, se réunirent à la fin de septembre à Erfurt, où tous les princes de la confédération Rhénane s'empressèrent de se rendre pour présenter leurs hommages à leur protecteur. Frédéric-Guillaume crut ne pas devoir laisser échapper ce moment, et envoya le comte de Golz dans l'ancienne capitale de la Thuringe, pour y renouveller de discrètes plaintes et de pressantes sollicitations. Il fallut même l'intercession empressée d'Alexandre en faveur de la Prusse, pour arracher à Napoléon un faible rabais de 20 millions.

Le roi réfléchissant, dès-lors aux sommes que ces négociations inutiles lui avaient déjà coûtées et pourraient lui coûter encore, aux charges que faisait peser sur son peuple l'entretien de tant de milliers de soldats et des administrations étrangères, aux dépenses multipliées qu'entraînait l'établissement des camps pour les manœuvres, dont l'ennemi avait occupé plusieurs pendant l'été, à la stagnation du commerce, d'après laquelle on ne pouvait espérer de voir cesser la pénurie du numéraire; considérant enfin que le séquestre, dont étaient frappés les revenus de l'état, lui ôtait tous les moyens de payer la contribution imposée, ratifia une convention à laquelle il ne pouvait s'opposer. Daru reçut le



5 novembre 1808, 50 millions en lettres de change, et 70 en obligations, qui, garanties par les provinces, devaient être échangées, dans le terme de six mois, contre des mandats hypothécaires sur les domaines de la couronne : il en résulta une nouvelle convention passée à Berlin par le comte de Golz. Ce fut ainsi que, treize mois après le traité de Tilsitt, la Prusse vit se terminer ses souffrances, celles du moins qui n'étaient que passagères, car elle devait se ressentir long-temps de celles qui avaient laissé des traces plus profondes. Dans le courant de novembre, les ennemis remirent les caisses et l'administration du pays entre les mains des fonctionnaires royaux; ils évacuèrent le territoire situé entre la Vistule et la rive droite de l'Oder; et au commencement de décembre, celui situé sur la gauche de ce dernier fleuve, dont les trois forteresses demeurèrent au pouvoir des Français, en vertu de cinq nouvelles conventions relatives : à l'approvisionnement et à la ligne de démarcation de chacune d'elles, à l'établissement des postes français et des routes militaires, et à l'entretien des troupes étrangères pendant leur marche.

Mais, comme si Napoléon eût craint que la Prusse ne tombât point assez-tôt au dernier degré de misère, il lui fit expier, par de nouvelles injustices, le peu de soulagement qu'il semblait

lui accorder. Le traité de Tilsitt portait: que, dans tous les pays cédés, les fonds et capitaux des particuliers et des établissemens publics ne seraient ni confisqués, ni saisis, et que les propriétaires pourraient en disposer librement. Quelque positive que fût cette condition, elle n'en fut pas plus respectée. D'après la convention entre son frère et Napoléon, le roi avait renoncé à toutes les sommes dues à lui en particulier dans le duché de Varsovie, et les avait cédées sans réserve, conformément aux dispositions du traité de Tilsitt. Ce fut la Saxe qui profita de cet engagement. Dans un traité secret, conclu le 10 mai à Bayonne, la France lui avait transféré, moyennant une somme de vingt millions, toutes les créances de la Prusse, dans ledit état, connues ou qu'elle pourrait découvrir; mais on fut étrangement surpris de l'étendue que le souverain de Saxe donna aux droits qu'il venait d'acquérir, lui qui passait pour le plus juste et le plus estimable des princes de l'Allemagne. Outre les sommes appartenant réellement au trésor royal, on saisit les capitaux de la banque, de la société maritime, de la caisse des veuves, de la maison des orphelins de Potsdam, des hôpitaux, des églises, des écoles et des fondations pieuses. La fortune même de plusieurs particuliers, soupçonnés d'être les agens de la banque de Berlin, fut confisquée

ou menacée de confiscation. La masse entière qu'on s'appropria s'éleva bientôt à plus de 17 millions d'écus d'Empire, environ 66 millions de francs, dont une très-faible partie pouvait être attribuée au roi. En vain la Prusse offrit-elle de se charger de toutes les obligations de la Saxe. La crainte que celle-ci avait de la France, et la haine des Polonais contre la Prusse, s'y opposèrent. Les particuliers qui purent prouver leurs droits devant les tribunaux, restèrent seuls en possession de leurs biens, et dans l'année 1811, environ 2 millions d'écus d'Empire, seulement, furent restitués à la caisse des veuves, et à d'autres petites fondations; l'état perdit à-peu-près 15 millions.

Quoique le public ignorât d'abord les intrigues et les injustices de la France, leurs conséquences fâcheuses étaient néanmoins assez manifestes pour exciter son attention, et lui faire assigner des causes à cette inconcevable dureté. Comme la disposition générale des esprits était défavorable à Napoléon, et se joignait au sentiment des maux qu'on éprouvait, ce fut nécessairement lui que l'on dut s'accorder à accuser d'en être l'auteur. « Son caractère naturellement dur « le portait, disait-on, à tourmenter les hommes « et à continuer pendant la paix les vexations de « la guerre. Le parjure pouvait-il surprendre

« dans celui qui, de tout temps, s'était joué des « sermens et n'avait cessé de tromper le monde « par de fausses apparences? Si sa conduite en« vers la Prusse prouvait une animosité extraor« dinaire, il n'était pas difficile d'en trouver le « motif. Déjà la différence qui existait entre ses « sentimens et ceux de Frédéric-Guillaume, était « pour lui un reproche tacite et une source de « mécontentement. On savait que le roi avait « prouvé sa loyauté en refusant de tourner ses « armes contre Alexandre, au mépris de tous les « avantages qu'on lui offrait. Mais la meilleure « raison se tirait de la position même de la Prusse, « tellement affaiblie qu'un ennemi sans pudeur « pouvait tout exiger d'elle. D'ailleurs l'avenir « devait aussi être pris en considération, car si « l'amitié entre Alexandre et Napoléon était pour « le moment grande en apparence, ce dernier « ne s'y livrait sans doute qu'en se réservant, « comme tous les cœurs desséchés par l'égoïsme, « la faculté d'y faire un jour succéder la haine; « il avait donc besoin d'affaiblir d'avance la Prusse, « qui aurait pu apporter bien des obstacles à ses « plans. »

Ceux qui prêtaient l'oreille aux bruits qui se répandaient de Kœnigsberg, tenaient un langage plus modéré : « Les mesures prises contre le « commerce anglais et l'importation de leurs mar-

« chandises, n'étaient sans doute pas aussi sévè-
« res qu'on s'efforçait de le persuader au monde.
« On parlait de la diminution de l'armée, et plu-
« sieurs indices annonçaient qu'on se mettrait,
« de ce côté, d'avance en mesure d'agir selon les
« événemens. Il était hors de doute qu'il existait
« à la cour un parti totalement opposé à la
« France, et exerçant dans le conseil une in-
« fluence décisive. On savait aussi qu'une société
« particulière, sous le nom inoffensif d'associa-
« tion de la vertu, travaillait à un but secret. Son
« projet apparent était, par une union plus in-
« time entre les ames nobles, d'améliorer les
« mœurs, de ranimer les vertus patriotiques, et
« de soutenir l'empire ébranlé; mais tandis qu'on
« affichait un pareil dessein, on en poursuivait
« un autre en silence; on s'efforçait, au moyen
« de quelques initiés, de préparer un grand
« nombre d'hommes crédules à des vues plus éle-
« vées, à se former des partisans dans l'étranger,
« et à les enflammer tous pour la cause de la
« liberté qui n'était autre que celle de la Prusse.
« Il n'était donc pas étonnant que Napoléon en
« éprouvât un ressentiment qu'il faisait retom-
« ber sur l'état. » Il n'est pas facile de détermi-
ner si ce tableau était exact ou exagéré, mais ce
que tout homme impartial voyait avec joie, ce
que l'empereur seul pouvait trouver mauvais;

c'était la noble fierté du roi dans le malheur, sa répugnance à entrer dans la confédération du Rhin, la nomination d'hommes capables à des emplois importans, l'abandon des formes surannées pour en adopter de nouvelles, et l'activité qui vivifia tout-à-coup toutes les parties de l'administration. Ce dernier point même réclame de notre part quelques développemens.

Immédiatement après la signature du traité de Tilsitt, le roi congédia plusieurs de ses serviteurs les plus élevés en dignité, notamment le grand chancelier Goldbeck; M. de Massow, chargé à la fois de l'administration de la justice dans les provinces, et de celle des affaires ecclésiastiques; M. de Reck, à la tête des affaires concernant les emprunts; le comte de Reden, administrateur des mines et fonderies; le baron des Voss, directeur des finances de la Marche-Electorale, de la Nouvelle-Marche, de la Poméranie, et de la Prusse Méridionale; le comte de Hoym, gouverneur de la Silésie; M. d'Anger, intendant des pays échus au roi en 1802 à titre d'indemnité, aussi bien que des autres provinces de la Westphalie et de la Basse-Saxe; M. de Thulmeyer, chargé du département de l'église, et des écoles calvinistes; enfin le premier président de la Poméranie, le comte de Ingersleben. Quelques-uns d'entre eux virent le public applaudir à leur

retraite. C'est le sort de quiconque a occupé un poste éminent ; mais aucun du moins n'avait mérité la haine du peuple. Aussi le roi ne leur témoigna-t-il aucune espèce de mécontentement ; leur renvoi fut présenté comme une simple mesure d'économie, rendue nécessaire par la réduction du territoire. Loin de leur témoigner quelque mécontentement, le roi leur écrivit à tous avec bonté, s'excusant en quelque sorte auprès de quelques-uns, et nommément auprès du comte de Hoym, qui ne survécut que peu de mois à la perte de son emploi.

Né le 20 août 1739 à Poblotz, en Poméranie, il s'était élevé rapidement aux premières dignités. Peu d'hommes d'état ont su capter avec plus de bonheur et de constance la faveur des rois, et se mettre avec plus d'habileté à l'abri des intrigues des cours. Un extérieur agréable, des manières polies, un choix heureux d'expressions lui attachaient les cœurs, sans compter les emplois et les bienfaits dont le pouvoir qu'il exerçait lui donnait la disposition. Aussi avait-il en Silésie beaucoup de partisans et d'amis. Il vivait sans prodigalité quoiqu'avec l'éclat que comportait son rang. On peut dire de son administration, que s'il ne fit pas lui-même le mal, il ne sut pas toujours l'empêcher, et qu'il ne fit pas tout le bien qui était en son pouvoir. Il mourut le 26



octobre 1807, dans sa belle terre de Dyhrnfurt, près de Breslaw. S'il eût terminé sa carrière deux ans plutôt, il eût pu se vanter d'un bonheur constant; mais sa conduite, lors de l'invasion de la Silésie, compromit également et sa renommée et son repos.

A la même époque, Ruchel se démit de ses charges, et se retira dans ses terres de Poméranie, avec une pension de retraite assez considérable. Ainsi que Hohenlohe, s'il trompa l'attente des autres, il ne s'abusa pas moins lui-même. Il ne manquait ni de courage, ni de lumières, ni de zèle; mais son courage dégénérait en témérité, ses lumières étaient obscurcies par un orgueil déplacé et même insultant, et son zèle suivait la fausse direction que lui imprimaient ses préjugés en faveur de son état, son mépris et sa haine pour un ennemi digne d'estime. C'est ainsi qu'avec un mérite réel il s'attira des détracteurs, et qu'en lui l'homme et le guerrier furent également méconnus et dépréciés.

Le comte de Haugwitz avait déjà quitté la direction des affaires étrangères immédiatement après la bataille d'Auerstadt, et s'était retiré dans son domaine de Krappitz, en Silésie, pour observer les ravages de la tempête, qu'il avait en vain tenté de conjurer. Sa retraite fit éclater dans le public toutes les passions qu'avait fait taire

jusqu'alors le respect qu'inspirait sa fortune ou son habileté. L'accord concernant le Hanovre fut considéré généralement comme l'origine, et celui qui l'avait conclu, comme l'auteur des malheurs de la Prusse. Sans l'accuser de trahison, on lui reprochait sa légèreté, et l'on s'empressait de faire revivre, pour le mortifier, des souvenirs fâcheux de sa vie privée. On oublia à son égard, comme à celui de beaucoup d'autres que proscrivit l'opinion publique, qu'il est plus beau de tirer des leçons salutaires des fautes des contemporains, que de se répandre contre eux en reproches inutiles.

Déjà, pendant le cours de la guerre, s'étaient rassemblés autour du roi plusieurs personnages marquans désignés par la voix publique comme dignes d'être appelés à réformer l'état. Nous nous contenterons, dans le cours de notre récit, d'indiquer ceux d'entre eux qui se distinguèrent par leur influence dans l'administration.

Le roi s'était transporté dans le milieu de janvier de Memel à Kœnigsberg. Les premiers soins du gouvernement se portèrent sur l'armée; mais, comme on le devine aisément, ce qu'on fit à son égard fut bien moins le résultat d'ordonnances que de dispositions secrètes, qui ne furent connues que par le résultat. Le sort des officiers prussiens, depuis les batailles de Jéna et d'Auer-

stadt, était des plus fâcheux, et ne s'était amélioré en rien par la paix de Tilsitt. Réduits à la demi-solde, ils avaient encore perdu ce qui, pour un militaire, est plus précieux que la liberté et la vie, la considération dont ils avaient joui jusqu'alors. L'opinion publique les accusait seuls des désastres de la guerre, et les bourgeois, saisissant l'occasion de se venger des vexations qu'ils en avaient éprouvées, les accablaient de reproches souvent non mérités. Pour y mettre un terme, ainsi qu'aux inimitiés qui en résultaient, le roi résolut d'établir des tribunaux d'honneur, devant lesquels les militaires accusés seraient appelés à se justifier. Ses propres frères présidèrent à Kœnigsberg un semblable tribunal, destiné à prononcer sur la conduite des chefs qui avaient livré à l'ennemi des corps de troupes et des forteresses. Blucher comparut devant ce tribunal, et fut acquitté. Dans d'autres lieux, on confia le soin de ces enquêtes à des généraux d'une réputation sans tache. Il était de la nature même de cette mesure de ne point répondre à ce qu'on en attendait. On n'élevait nul doute sur la pureté de l'intention qui l'avait fait prendre, mais on désapprouvait généralement que des militaires seuls fussent appelés à prononcer dans des affaires contre des militaires. On accusait ces tribunaux de trop d'indulgence. On s'accordait bien

à penser que, pour un militaire, la perte de l'honneur était la peine la plus cruelle, mais on jugeait aussi qu'il ne pouvait se réhabiliter que sur le champ de bataille. Épurer l'armée était regardé comme indispensable, mais le mode dont on avait fait choix ne semblait point promettre un résultat satisfaisant.

Cette opinion était partagée par plusieurs militaires habiles, et particulièrement par un homme, que ceux qui composaient sa société particulière jugeaient digne de coopérer à la nouvelle fondation de l'état. Gérard David de Scharnhorst, né en 1756, à Hamelsec dans le pays de Celle, avait été élevé à l'école militaire, fondée par le célèbre Guillaume, comte de Schaumbourg-Lippe-Buckebourg, qui la dirigeait lui-même. Scharnhorst entra en 1777, au service du Hanovre dont il sortit en 1801, pour entrer à celui de Prusse, où plus tard il fit partie de l'état-major. Plusieurs ouvrages utiles l'avaient fait connaître de bonne heure pour un militaire des plus instruits, et il montra plus tard, pendant la guerre, qu'il savait allier la pratique à la théorie. Fait prisonnier à la malheureuse affaire de Lubeck et presque aussitôt échangé, il se trouva sous L'Estocq à la bataille d'Eylau, et était en droit, d'après le jugement de tous les hommes impartiaux, de s'attribuer les succès qu'y avaient obtenus les Prussiens. Aux

talens du guerrier il réunissait les vertus de l'honnête homme. Lorsque, par une opiniâtre persévérance, il avait réussi à faire adopter ses plans, satisfait d'avoir pu opérer le bien, il en abandonnait sans peine la gloire aux autres. A ses manières simples et presque indolentes, à son langage négligé, il était difficile, au premier abord, de reconnaître en lui le guerrier plein de feu et l'homme habile dans les affaires. Ceux qui le connaissaient particulièrement louaient son zèle actif pour le bien de la patrie et son désintéressement.

Ce fut sur lui qu'on jeta les yeux pour opérer la réforme de l'armée. Les vices nombreux, dont le militaire était infecté, et qui révoltaient déjà tous les hommes sensés pendant la paix, étaient devenus bien plus choquans pendant la guerre, surtout par la comparaison qu'on put en faire avec l'organisation de l'armée française. La faveur dont jouissait la noblesse avait fermé jusqu'alors à la bourgeoisie tout accès aux grades supérieurs, tandis que le privilége attaché à un long service en frayait la route aux nobles même incapables. La moindre faute exposait le simple soldat à des punitions aussi rigoureuses qu'humiliantes, qui étouffaient en lui tout sentiment d'honneur. Dans un état qu'on pouvait appeler à juste titre militaire, l'obligation de porter les armes ne s'appli-

quait point à la généralité des citoyens et était soumise à un grand nombre d'exceptions. En outre, l'habillement de l'armée n'était ni commode, ni propre à garantir les soldats; l'énorme quantité de bagages entravait ses mouvemens; et le système vicieux des administrations militaires était plus nuisible et retardait plutôt qu'il n'accélérait l'expédition des affaires. On songea d'abord à remédier à tous ces inconvéniens. On adoucit la rigueur des châtimens réservés au simple soldat; on fit dépendre l'avancement des connaissances, de la bravoure et des services signalés, sans égard à la naissance. On distingua par des couleurs différentes les six divisions que fournissaient les six divisions des provinces: de la Prusse Orientale, de la Prusse Occidentale, de la Poméranie, du Brandebourg, de la Basse et de la Haute-Silésie. Chacun s'attendait à ce que l'obligation de servir s'étendrait à toutes les classes, mais le gouvernement craignit d'exciter les soupçons de la France, et recula devant cette mesure. A l'égard du nouveau département de la guerre, qui fut organisé plus tard, on apprit que sa sphère d'activité et de surveillance s'étendait à tout ce qui concernait les levées et le recrutement aussi bien qu'au maintien de l'ordre intérieur, au cantonnement des troupes, à l'entretien et à l'armement de l'armée et des forteresses,

aux fabriques d'armes et de poudre, à l'établissement des bureaux de postes militaires, à l'entretien des veuves et des vétérans, et aux écoles militaires. Ce département était en relation constante avec le ministre de l'intérieur et des finances, et le ministre des affaires étrangères; il recevait de celui-ci les nouvelles qui exigeaient des mesures de précaution, et il traitait avec l'autre de ce qui avait rapport à ses besoins. La trop grande étendue de ses opérations fit partager ce département en deux divisions, dont l'une ne devait s'occuper que des affaires de la guerre, et l'autre que d'objets d'économie militaire. Les chefs de ces divisions étaient membres du conseil d'état et communiquaient directement avec le roi. Les deux divisions générales se subdivisaient, la première en trois, la seconde en quatre sous-divisions.

Indépendamment de l'attention que réclamait la nouvelle organisation de l'armée, les commissaires qui en étaient chargés s'occupaient, avec encore plus d'activité, du soin de la mettre au complet, ou, pour mieux dire, de la recréer. On fit circuler, à cet égard, les bruits les plus étranges et les plus contradictoires. Les uns portaient la nouvelle armée à plus de cent mille hommes, d'autres au-dessous de trente mille; et, tandis que les premiers considéraient l'augmentation de

la force militaire de la Prusse comme aussi nécessaire que convenable, ceux-ci la jugeaient inutile et impossible. Nous avons rapporté plus haut que la convention avec la France, du 8 septembre 1808, réduisait l'armée à quarante-deux mille soldats, et ne permettait pas, du moins ostensiblement, d'outrepasser ce nombre; mais on sut par des mesures secrètes éluder cette restriction et tromper la pénétration de l'ennemi. La Prusse, ne perdant jamais de vue son élévation, voulait se tenir prête, en secret, à profiter de la moindre circonstance favorable que la fortune pouvait lui présenter encore. Aussitôt que les recrues étaient suffisamment exercées, on les renvoyait chez elles en les remplaçant par d'autres. De cette manière, et sans augmenter l'armée, on eut dans l'espace de trois ans, une force disponible de cent vingt à cent cinquante mille hommes, qu'on pouvait rassembler avec célérité, si les circonstances le rendaient nécessaire ou avantageux. Une grande quantité d'armes achetées en Autriche ou fabriquées dans le pays, fut tenue en réserve pour l'armement de cette masse. On sut aussi se procurer l'artillerie de campagne nécessaire, en refondant les canons de gros calibre trouvés dans les forteresses qu'on avait pu sauver, et les remplaçant par des canons de fer. C'est ainsi que

Scharnhorst, aussi prévoyant qu'infatigable, remplissait les fonctions qui lui avaient été confiées.

Dans l'intérieur, le baron Charles de Stein ne déployait pas moins de zèle. Né en 1756, à Nassau sur la Lahn, d'une famille de la plus ancienne noblesse, il avait été dès l'an 1780, placé par Frédéric II dans l'administration des mines et fonderies. Un voyage qu'il fit en Angleterre, dans la première année du règne de Frédéric-Guillaume II, contribua à étendre les connaissances qu'il avait acquises, en parcourant l'Allemagne méridionale, et en visitant les mines de la Saxe, de la Thuringe et de la Franconie, et à donner à son esprit une direction qui influa sur sa conduite pendant tout le reste de sa vie. A son retour, il fut nommé successivement à la présidence de plusieurs chambres provinciales, et en 1804, le roi actuel lui avait confié l'emploi de Struensee; emploi qui lui donnait la direction des douanes et accises, de l'industrie et du commerce. Quoique la création des mandats sur le trésor, dont il était l'auteur, fût loin d'avoir obtenu l'approbation générale, aucun homme dans l'état n'inspirait plus de confiance. On lui reconnaissait une probité à toute épreuve, un grand fonds de connaissances et une infatigable activité. Il avait assez de courage pour abolir des formes surannées, et d'énergie pour

en établir de nouvelles. Ses nombreuses relations dans toute l'Allemagne, et l'attachement qu'il professait pour l'Angleterre et sa constitution, parlaient encore en sa faveur. Tant d'avantages paraissaient contrebalancés par sa trop grande opiniâtreté à soutenir ses opinions, et sa répugnance à seconder les vues des autres; par une plus grande disposition à enfanter des idées brillantes et à les exciter chez les autres, qu'à les mûrir avec calme et à les poursuivre avec persévérance; enfin, par son animosité contre la France, qui, dans les circonstances actuelles, pouvait aisément le pousser à d'imprudentes démarches.

Tant que dura la guerre, il vécut dans ses terres du pays de Nassau. Après la conclusion de la paix, le baron de Hardenberg s'étant retiré des affaires, le roi appela, pour le remplacer, le baron de Stein, et le fit venir à Memel. Le 5 octobre 1807, il fut mis à la tête de l'intérieur et même d'une partie des affaires étrangères. Dès-lors on vit s'établir dans toutes les parties de l'administration plus d'harmonie, et se développer des vues d'une politique plus élevée, surtout par l'anéantissement des distinctions hostiles qui existaient entre les différentes classes des citoyens, et par une plus grande latitude offerte aux talens et à l'activité. Bientôt le nouveau ministre fit

connaître ses desseins par des ordonnances conçues dans un tout autre esprit que celles qu'on avait vues jusqu'alors.

La première parut le 9 octobre, à Memel, quelques jours seulement après sa nomination, et introduisit des changemens notables dans les rapports des propriétaires fonciers. Cette ordonnance donna aux bourgeois et aux paysans le droit d'acquérir des biens fonds, dont jusqu'alors, par un privilége exclusif, les nobles seuls pouvaient être propriétaires; ceux-ci pouvant à leur tour, sans déroger, se livrer à l'industrie commerçante aussi bien que les premiers. Elle portait, en outre, que chacun pourrait, à son gré, morceler sa propriété sous la réserve des droits de ses créanciers, après en avoir averti la police du pays, ou bien après en avoir reçu l'autorisation; réunir plusieurs propriétés en une seule; comme aussi changer ou abolir, par des pactes de famille, toute espèce d'obligation servile ou de fondation de famille, qui ne dépendrait pas d'un grand propriétaire. A l'avenir, le servage ne pouvait être constitué ni par la naissance ou le mariage, ni par des contrats ou par l'occupation d'un emploi servile, et, à dater du 11 novembre 1810, toute servitude telle que la corvée et le rachat de la glèbe devait cesser entièrement. De toutes les obligations en rentes, en services et en autres presta-

tions de ce genre, la loi ne reconnaîtrait pour fondées que celles qui reposeraient sur la jouissance d'un fonds et d'autres avantages, ou sur une convention positive.

Dans une seconde ordonnance, du 24 novembre, datée de Kœnigsberg, on prenait en considération la triste position où la guerre avait réduit les propriétaires de biens fonds. Pour les préserver d'une ruine totale, le roi accorda un sursis général pour les paiemens (indult), jusqu'au 24 juin 1810, de manière que toute poursuite dirigée contre les débiteurs devait être suspendue jusqu'à cette époque, mais les débiteurs étaient tenus de payer exactement les intérêts des sommes empruntées, sous peine d'être privés du bénéfice de la loi.

Une autre ordonnance, du 19 novembre 1808, publiée à Kœnigsberg, concernait les municipalités des villes. Elle avait pour but, non-seulement d'en consolider et d'en améliorer l'administration, mais encore de détruire parmi les bourgeois cet esprit de communauté et de corporation préjudiciable à l'intérêt général, et de provoquer leur zèle pour la chose publique en les invitant à s'en occuper. Il fut décidé que chaque ville nommerait, en prenant sa population pour base, un certain nombre de conseillers municipaux qui serviraient de représentans

de la bourgeoisie, et que l'on renouvellerait chaque année par tiers, les deux premières années par la voie du sort, et ensuite par ancienneté. Que l'élection se ferait d'après les districts dans lesquels chaque ville se trouverait incorporée, et que chaque bourgeois, que son revenu rendrait apte à élire, jouirait du droit d'élection. Les colléges électoraux seraient présidés par un inspecteur et trois assesseurs, qui présenteraient au conseil d'état les noms des élus. En vertu de cette élection, les conseillers municipaux seraient fondés de pouvoir pour représenter leur communauté dans toutes les affaires qui concerneraient la fortune, les droits et les obligations de leurs commettans. Leurs conclusions auront force de loi; ils auront le droit de convertir les contributions en argent, et de déterminer les services qui seront nécessaires; du reste ils ne sont point salariés. Ils se réuniront au moins une fois par mois, décideront à la pluralité des voix, et seront autorisés à nommer des comités pour des recherches particulières. Le conseil de chaque ville se compose suivant sa grandeur, de plus ou de moins de membres, partie salariés, partie non salariés, à la tête desquels seront deux bourgmestres, dont l'un sera choisi par le roi sur trois candidats qui lui seront présentés. Le syndic et les principaux conseillers siégeront pendant douze

ans, les autres pendant six ans seulement. Il y aura, en outre, dans chaque district de ville, un président et un adjoint, non salariés, qui seront élus pour six ans, et confirmés par le conseil. La police n'est pas positivement du ressort de la municipalité, mais si elle est exercée par elle ce sera sous la surveillance de la police générale. Dans tous les cas, les frais de police seront à la charge de la ville. Du reste, la bourgeoisie influera dans tout ce qui aura rapport à de nouveaux établissemens, ou à la mise à exécution de ceux qui auront été décidés, etc.

Le changement dans l'administration des villes, fut bientôt suivi d'une nouvelle ordonnance du 24 décembre 1808, qui concernait les premières administrations de l'état, et qui avait pour but de simplifier la marche des affaires, d'introduire de l'harmonie dans l'ensemble, et de centraliser toutes les opérations.

Mais tandis que l'on travaillait ainsi à la régénération de l'état, que le personnel des administrations se renouvelait, et que les papiers publics annonçaient chaque jour de nouvelles promotions; la classe des employés, naguère placés dans les administrations de la Prusse Méridionale, ne pouvait voir cette activité sans éprouver une juste douleur.

Leur sort était en effet des plus déplorables.

Chassés de leurs emplois, lors de l'insurrection de la Prusse Méridionale, privés de leurs revenus, et n'ayant obtenu que de légers secours du roi pendant la guerre, ils avaient tout espéré de la paix et se voyaient trompés dans leur attente. La nouvelle constitution que le grand duché de Varsovie s'était donnée, d'après l'autorisation des puissances, fermait aux étrangers tout accès aux emplois et aux dignités, et les Polonais s'abandonnaient volontiers à l'impulsion d'une haine justifiée par la loi. Le deuxième article du traité conclu à Tilsitt, entre la France et la Russie, faisait espérer aux malheureux destitués, que le roi de Saxe, comme duc de Varsovie, accueillerait favorablement la demande qu'ils lui firent de leur accorder de l'emploi, ou du moins des secours; mais ils n'en purent rien obtenir. Il déclara en rejetant, non sans fondement, l'obligation spécieuse qu'on faisait valoir, que les fonctionnaires polonais seuls avaient droit à sa protection et à ses secours, et renvoya les autres à leur ci-devant souverain. Il est certain que celui-ci ne manquait pas de bonne volonté pour les secourir; mais hors d'état de placer ou de faire subsister tant de malheureux, (ce dont, les droits d'une exacte justice ne lui imposaient pas d'ailleurs l'obligation), il se contenta de s'employer en leur faveur auprès de la cour de Dresde qui éluda aussi ses

représentations. Renvoyés ainsi d'une cour à l'autre, toujours supplians et jamais exaucés, les ci-devant employés de la Prusse Méridionale, au nombre de sept mille cent trente-neuf, furent voués à la misère. On publia en vain plusieurs écrits en leur faveur; une seule mesure leur apporta plus tard quelque soulagement : ce fut les retenues que Frédéric-Guillaume ordonna de faire pour eux sur les traitemens des fonctionnaires en place.

Les citoyens, surtout ceux des classes inférieures, eurent aussi beaucoup à souffrir par l'accumulation du billon, qu'aussitôt après la paix on vit refluer des pays cédés dans le royaume. Depuis nombre d'années, il existait dans les états prussiens des monnaies en argent de bon et de bas aloi. On n'ignorait pas que la valeur intrinsèque de celles-ci était fort au-dessous de celle des premières; mais le rapport exact établi entre elles, leur admission également favorisée dans les ventes et les achats à l'intérieur, et surtout la facilité avec laquelle on pouvait, moyennant une légère perte, échanger les unes contre les autres, atténuaient le mauvais effet qui pouvait résulter de cette différence, ou, pour mieux dire, le rendait absolument nul. Il n'en fut plus ainsi lorsque, pour payer les contributions de guerre imposées, on dut envoyer en France

une grande quantité de monnaie de grosse espèce; qu'on vit s'accumuler dans le pays, réduit à de plus étroites limites, toute la masse du billon en circulation dans la Prusse Méridionale et dans les provinces au-delà de l'Elbe, et qu'enfin, circonstance que personne n'avait pu présumer, l'Angleterre eut envoyé sur le continent des monnaies prussiennes fabriquées chez elle. Cette accumulation fit monter subitement le prix des marchandises de l'intérieur; le commerce avec l'étranger fut en perte; le salaire des ouvriers ne suffit plus à leurs besoins, et la paye des employés se fondit entre leurs mains. Il en fut de cette illusion comme de toutes les autres qui finissent tôt ou tard par se dissiper, et l'on vit disparaître avec elle l'avantage trompeur dont on avait joui avec insouciance pendant de longues années. Ce fut en vain qu'en mai 1808 on réduisit la monnaie aux deux tiers de sa valeur nominale. Le prix n'en demeura pas moins précaire, parce qu'il n'était pas le véritable, et que la méfiance et l'agiotage étaient également actifs. Ce ne fut que trois années plus tard, lorsqu'on eut fait connaître publiquement que le rapport de la bonne monnaie au billon était celui de sept à quatre, lorsqu'on eut résolu de faire disparaître entièrement celui-ci, en le retirant peu-à-peu pour le fondre, et qu'on eut adopté le nouveau tarif pour

tous les paiemens, que cessèrent les fluctuations du billon, et que même il finit par gagner quelque chose au change.

A la même époque, où l'on ressentait les mauvais effets du discrédit du billon, se manifestèrent les conséquences non moins fâcheuses de la perte des salines prussiennes. C'était principalement des sources abondantes du Magdebourg et de Halle que jusqu'ici les Marches, la Silésie, et les provinces orientales de l'état avaient tiré le sel nécessaire à leur consommation. Maintenant que ces sources appartenaient au nouveau roi de Westphalie, que celles de Colberg ne suffisaient pas pour les remplacer, et que de plus la mer venait d'être fermée à la Prusse; le manque de sel se fit bientôt sentir, et il fallut en faire venir par terre des pays voisins. L'augmentation du prix de cette denrée, que rien ne peut remplacer, rendit encore plus sensible la perte que l'on avait faite des mines. Tels furent les maux dont la paix de Tilsitt vint affliger l'intérieur de la Prusse. On s'en consolait du moins par la pensée qu'ils étaient inévitables sans être humilians. Il n'en fut pas de même de ceux que les caprices tyranniques de la France lui firent éprouver audehors.

On sait que, d'après le traité de Tilsitt, la Prusse s'était engagée à fermer tous ses ports aux navires

anglais. Le roi mit tant d'empressement à remplir cette obligation, que déjà vers le commencement de septembre 1807, il avait rompu toutes ses relations commerciales avec l'Angleterre, quoiqu'un grand nombre de bâtimens prussiens, la plupart chargés de grains destinés à l'approvisionnement de l'armée française, se trouvassent encore sur mer, en grand danger de devenir la proie des Anglais. L'empereur des Français exigea encore davantage sans que personne osât s'y opposer. Une ordonnance du 11 juin 1808, apporta de grandes restrictions, l'importation, l'exportation et le transit. Dans les villes maritimes, des consuls français, agissant en autorités indépendantes, s'occupaient principalement d'entraver le peu de commerce qu'on permettait encore. Leurs prétentions et leurs oppositions n'avaient point de terme. Ils exigeaient que l'on déployât une rigueur, qui lésait à la fois toute justice et les intérêts du pays. Le système de prohibition s'étendait aussi au commerce avec la Suède, ennemie de la France.

Tous ces actes d'une inflexible rigueur que se permit Napoléon contre la Prusse pouvaient du moins être envisagés comme une conséquence du traité de Tilsitt, mais aucun n'excita autant de mécontentement que la destitution de l'homme placé à la tête de l'administration; quoiqu'on

ne puisse décider si les malheurs de l'état lui ont fait personnellement plus de mal qu'il n'en a causé lui-même à l'état par un zèle trop empressé. Il ne pouvait échapper à la pénétration des autorités françaises qui vivaient et voyageaient en Prusse, que, dans l'état d'irritation des habitans, un grand nombre ne songeait qu'au prompt rétablissement de l'honneur et de l'indépendance de leur patrie. Les bruits, qui s'étaient répandus de bonne heure, sur les sociétés secrètes et leur but dangereux, non-seulement se soutenaient, mais s'accréditaient par la manifestation d'indices non équivoques et qui excitaient les alarmes. Heureusement les premiers étaient vagues, et les derniers pas assez convaincans pour motiver des accusations; et peut-être aurait-on vu naître et se développer bien des choses si le hasard n'en eût décidé autrement. Vers le milieu du mois d'août, le baron de Stein envoya à Doberan un de ses affidés chargé de dépêches pour le prince de Sayn-Witgenstein. Le messager tomba par malheur aux mains de l'ennemi, qui surprit ses dépêches et en conclut qu'il existait dans la Hesse et la Westphalie des associations comptant, pour agir, sur les conjonctures actuelles. Aussitôt des journaux français et allemands publièrent cette lettre, en l'accompagnant d'observations pleines d'amertume. Il en résulta que, le 26 no-

vembre, le baron de Stein demanda son congé, qu'il fut banni par Napoléon, et menacé de la confiscation des biens qu'il possédait dans la Franconie et dans les pays de la confédération du Rhin. Le roi prescrivit des défenses plus sévères contre les sociétés non autorisées, et fit enjoindre à tous les officiers qui étaient à Berlin de s'abstenir, dans la conversation, des sujets relatifs à la situation de l'état. L'administration intérieure et des finances passa entre les mains du comte de Dohna et du baron d'Altenstein. Beyme fut donné pour chef à la justice, et les affaires étrangères continuèrent à être dirigées par Golz. Quoique les dernières ordonnances de 1808 fussent l'ouvrage de Stein, elles parurent sous les noms de Dohna et d'Altenstein.

Telle était la position de la Prusse à la fin de 1808; l'année suivante, sur laquelle les citoyens reportèrent leurs espérances, ne parut les confirmer d'aucune manière. Déjà depuis long-temps on attendait à Berlin le retour de la maison royale. Des journaux l'avaient annoncé plusieurs fois comme devant être prochain, ils parlaient déjà des préparatifs de sa réception, et faisaient éclater leur joie pour les jours plus heureux qui allaient commencer, lorsque le 17 décembre le roi annonça dans une lettre à ses ambassadeurs près des cours étrangères, qu'il se disposait à se

rendre à Pétersbourg, leur enjoignant de combattre hardiment toute interprétation qui assignerait à ce voyage un autre but que celui de répondre aux invitations réitérées d'Alexandre, en profitant, pour lui faire une visite d'amitié, de son voisinage actuel de Pétersbourg. Quoique depuis long-temps le bruit de ce voyage eût circulé dans le public, cependant sa certitude et les assurances données en vue de tranquilliser, inspirèrent des inquiètudes aux esprits craintifs et ouvrirent un vaste champ aux conjectures. Mais le roi, sachant mieux que personne ce qu'il lui convenait de faire, partit le 27 décembre avec une suite peu nombreuse, et accompagné de la reine, du prince Guillaume son frère, et du prince Auguste, fils de Ferdinand. Il arriva le 6 janvier 1809 à Strelna, endroit situé à six lieues de Pétersbourg, et y fut reçu par l'empereur et son frère Constantin. Le lendemain il fit son entrée dans la capitale à travers une haie de trente mille soldats. Des fêtes d'une incroyable magnificence se succédèrent jusqu'à la fin du mois. Alexandre y déploya toute la splendeur de sa cour. Il donna dans des parades brillantes le spectacle imposant de son armée, n'oubliant rien de ce qui pouvait affaiblir le souvenir du passé, et faire envisager un avenir plus prospère. Il fit selon l'usage de riches présens à ses hôtes à leur arrivée; et à

leur départ il les accompagna jusqu'à la frontière de ses états. Le roi fut de retour à Kœnigsberg le 10 février.

Les premières ordonnances royales qui furent publiées dans cette ville étaient relatives à la liquidation des sommes dues à la France, et au maintien du crédit public. L'une, du 1er février, invitait les citoyens à un emprunt d'un million d'écus de Prusse, promettait six pour cent d'intérêt, une prime et le remboursement du capital au bout de six ans. Une seconde ordonnance, du 11 février, déterminait que les imposés, qui auraient à payer vingt thalers et au-dessus en argent et en un seul terme, pourraient en verser le quart en mandats sur le trésor, d'après leur valeur nominale; elle promettait aussi de recevoir en ces mêmes mandats une partie des sommes provenant de la vente des domaines à la couronne et des forêts. Une troisième, du 12 février, ordonnait que toute la vaisselle d'or et d'argent et les bijoux fussent portés à la monnaie, et que si les propriétaires refusaient de s'en dessaisir contre des bons, ils fussent tenus de payer le tiers de la valeur de la première, et le sixième de celle des secondes. Cette même ordonnance établissait aussi une taxe de cinq thalers par an sur les garnitures d'habits en or et en argent, et exigeait pour le fisc le quart de la valeur des métaux pré-

saluée à son départ de vingt-un coups de canon par la flotte anglaise qui se trouvait dans le port; celle des Russes ne fit aucun mouvement. On déclara de Paris que la maison de Bragance avait cessé de régner, et cette facile conquête fut placée provisoirement sous l'administration de la France. Dans un traité secret du 27 octobre, Napoléon était déjà convenu avec l'Espagne par qui et sous quelles conditions le pays serait gouverné à l'avenir.

Mais cette puissance, qui venait de coopérer à la ruine de sa voisine, ne s'apercevait pas qu'elle était elle-même prête à être engloutie. Depuis nombre d'années, la discorde et l'esprit de parti avaient fixé leur siége dans le palais du faible Charles IV, et don Manuel Godoy, homme de basse extraction, indigne favori du roi et de la reine, était l'objet du mécontentement général. Dans l'intention de le renverser, plusieurs grands s'étaient ralliés autour de Ferdinand, héritier de la couronne, prince qui ne se distinguait ni par ses lumières, ni par l'élévation de ses sentimens, et pour leur sûreté et celle du prince, ils avaient recherché la protection de Napoléon. Le secret mal gardé fut découvert au moment où les troupes françaises entraient en Espagne. Ferdinand et ses partisans furent arrêtés; on divulgua ce qui aurait dû rester enseveli dans l'intérieur du

palais, et bientôt de fausses mesures aggravèrent le mal. Le peuple disait hautement que s'il existait une conjuration elle ne pouvait être faite que contre le favori, et non contre le roi. Le premier sentit qu'en déployant une grande sévérité il ne ferait qu'augmenter l'animadversion à laquelle il était en butte, et la cour commença à craindre le mécontentement de la France. On agit encore avec trop de précipitation. La déclaration du père qu'il avait pardonné à son fils suppliant, et la peine légère dont on punit ses complices, ne servirent qu'à fortifier le public dans son opinion, sans le réconcilier avec le favori. Une démarche faite auprès de Napoléon pour connaître ce qu'il pensait de la situation du royaume, lui suggéra l'idée de mettre à profit ces dissensions. La résolution du roi, de fuir à l'exemple de celui de Portugal, quoique demeurée sans exécution, montra tout ce qu'on pouvait exiger de lui et de ses conseillers; l'abdication solennelle du trône en faveur de Ferdinand, à laquelle une émeute populaire força Charles de souscrire le 19 mars 1808, facilita l'exécution de funestes desseins. L'empereur des Français envoya aussitôt une seconde armée en Espagne, démarche dont le Portugal lui fournissait le spécieux prétexte, et, tandis qu'il semait ouvertement l'épouvante, des trames secrètes préparaient la ruine

de la famille royale. A la fin d'avril 1808, le père et le fils également aigris et intimidés, tous deux dépourvus de dignité et de caractère, moitié par persuasion et moitié par force, comparurent devant Napoléon, à Bayonne, comme devant un juge, et offrirent au monde un spectacle sans exemple jusqu'alors. Le 5 mai, Charles céda solennellement à Napoléon la couronne d'Espagne avec toutes ses colonies; le 10, le prince des Asturies, menacé de mort (tel fut le bruit public) en cas de refus, renonça à tous ses droits, et le 6 juin Napoléon gratifia de cette riche proie son frère Joseph Napoléon, alors roi de Naples. La maison royale détrônée résida en France. Madrid, tenu en respect par les troupes françaises, ne savait dans sa consternation comment s'expliquer ce qui s'était passé. L'Europe était dans la stupeur. Il ne manquait plus que l'adhésion du peuple pour consacrer ce changement de dynastie.

Mais, pour le bonheur du monde et le malheur de Napoléon et de sa famille, l'Espagne et le Portugal n'étaient point disposés à la soumission. Au commencement de juin 1808, l'étendard de la rébellion fut arboré presque en même temps à Cadix et à Oporto, et bientôt cet embrasement se propagea avec autant de rapidité que de violence. Le peuple ne pouvant supporter la honte

de recevoir des princes et des ordres de Paris, ne respirait que vengeance; les grands, craignant de perdre à la fois et leur crédit et leurs anciens priviléges, se joignirent à lui et donnèrent une direction déterminée à l'insurrection; le clergé, jouissant d'une influence plus grande dans ce pays que dans tout autre, présenta la cause pour laquelle on allait combattre comme celle de Dieu même; et l'Angleterre, menacée dans son commerce, envoya des armes, des munitions et des troupes. Bientôt toute la Péninsule fut en feu. L'escadre française, qui se trouvait dans le port de Cadix, fut obligée de se rendre. Une armée ennemie de quatorze mille hommes, cernée dans la Sierra-Morena, déposa les armes le 20 juillet, le jour même où Joseph Napoléon faisait son entrée à Madrid. Quelques semaines plus tard, le nouveau roi fut obligé de s'enfuir de sa capitale, et Ferdinand VII y fut proclamé solennellement. En Portugal, les généraux français, battus par les Anglais qui y avaient débarqué, conclurent, le 30 août, une convention qu'on désapprouva à Londres comme trop favorable aux vaincus. L'automne n'était point encore écoulée, que les deux royaumes, à l'exception d'une petite partie, n'étaient plus occupés par les Français. Napoléon, alors à Erfurt avec Alexandre, ne pouvant espérer que l'Angleterre voulût prê-

ter l'oreille à de fallacieuses propositions de paix, se hâta de retourner à Paris, et de se rendre en Espagne avec de nouvelles troupes; il y combattit depuis le milieu de novembre avec son bonheur accoutumé, mais sans obtenir les résultats qui lui étaient ordinaires. Il parvint, il est vrai, à comprimer l'insurrection et à ramener son frère à Madrid, mais sans pouvoir réussir à étouffer l'une et à affermir l'autre sur le trône. Après un séjour en Espagne de moins de trois mois, des démonstrations menaçantes, éclatées sur un autre point, le forcèrent à la quitter.

Les souvenirs douloureux que conservait l'Autriche, la pensée qu'elle n'avait retiré aucun avantage de la paix de Tilsitt malgré la stricte neutralité observée par elle pendant la guerre, les soupçons que depuis cette époque l'empereur des Français nourrissait contre elle, et la crainte de subir le même sort que l'Espagne si cette puissance venait à succomber, toutes ces considérations l'avaient portée à se liguer de nouveau avec l'Angleterre. Dès le commencement de mars, elle se montra plus formidable que jamais. En Allemagne, les amis de la patrie voyaient avec le plus vif intérêt les efforts de cette puissance, et vivaient dans l'attente de quelque heureux événement. Chez les habitans de la Prusse, des craintes inspirées par la sympathie prirent la

place de l'ancienne haine, et dans tous les cercles intimes il ne régnait qu'un vœu, c'était que tous les états de l'Allemagne se levassent en même temps contre la France. L'Autriche elle-même parut compter sur cette disposition, et vouloir l'accélérer par sa déclaration publique.

Mais le sentiment de la honte qui pesait sur l'Allemagne, n'avait pas encore assez de force pour surmonter la crainte que la France inspirait à ses princes, et bannir la méfiance qu'ils nourrissaient les uns contre les autres. Les uns s'empressèrent de se joindre aux armées françaises qui traversaient le Rhin, les autres restèrent passifs; et comme, pendant tout le mois d'avril, Napoléon marcha de victoires en victoires, la plupart conçurent la pensée décourageante que, la Providence appelant cet homme à la domination universelle, toute résistance devenait inutile. Quelques aventuriers plus hardis se levèrent seuls, ne recevant leurs pouvoirs que d'une juste indignation. Ils se mirent à la tête de bandes chez lesquelles le courage et le dévouement suppléaient au nombre, et s'efforcèrent de réveiller, pour la bonne cause, l'enthousiasme du nord de l'Allemagne.

Parmi eux on distinguait Schill, le brave défenseur de Colberg dont nous avons déjà parlé honorablement dans le cours de cette histoire

Lorsque les ennemis évacuèrent Berlin, il eut l'honneur d'entrer le premier avec sa troupe dans la capitale délivrée, et y fut accueilli avec de grandes démonstrations de joie et d'affection. Les poètes chantaient ses louanges, et le peuple se pressait sur son passage. Son mérite obtint partout un juste tribut de considération. Lui-même ne la recherchait ni ne l'évitait; simple dans ses manières et sans prétention aucune, il paraissait entièrement livré à ses occupations ordinaires; il conduisait chaque jour, hors de la ville, sa troupe chargée de son bagage comme si elle eût dû entrer en campagne; là, il la faisait exercer, lui donnait de temps en temps de petites fêtes, et se conciliait l'affection générale par la sagesse de sa conduite. Mais, tandis que chacun le supposait occupé seulement du présent, il ne songeait qu'à l'avenir. Membre de la société secrète qui travaillait au rétablissement de l'indépendance germanique, il entretenait une correspondance réglée avec ses chefs, surtout avec les mécontens de la Westphalie, il envoyait et recevait des dépêches, et se préparait de son mieux à agir dans le moment décisif. Ce fut le 29 avril, qu'à la tête d'environ six cents cavaliers il sortit tout-à-coup de la capitale pour n'y plus rentrer. L'officier qu'on envoya après lui ne revint point. Trois ents fantassin s s'échappèrent dans la nuit du 2

mai pour se réunir à Schill, et ce ne fut qu'avec peine qu'on parvint à empêcher le reste d'en faire autant. Tout Berlin apprit, avec le plus profond étonnement, une action aussi extraordinaire, et l'approbation publique qu'y donnèrent la plupart des habitans, manifesta l'esprit qui régnait dans cette capitale.

On a beaucoup disputé sur les motifs qui engagèrent ce chef hardi à exécuter une résolution, qui pour avoir été préparée d'avance, n'en était pas moins beaucoup trop précipitée. On ne sait s'il y fut poussé par un ardent besoin d'agir, ou par la persuasion qu'il trouverait un parti nombreux dans la Westphalie agitée, ou enfin par la crainte que son dessein ne s'éventât. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un ordre enjoignant à Schill de se rendre à Kœnigsberg, expédié de cette ville à l'instigation de l'ambassadeur de Westphalie, arriva à Berlin lorsque ce chef l'avait quitté, et était déjà occupé devant Wittemberg, place d'armes susceptible de défense, renfermant alors en dépôt des sommes considérables, et un parc nombreux d'artillerie. Elle avait attiré, avec raison, l'attention de ce chef qui manquait d'armes et d'argent; la proximité de cette ville lui donnait l'espoir de s'en rendre maître par surprise. Par malheur cette première tentative échoua. Le commandant, averti à temps, avait refusé le

passage et même de payer la plus légère contribution, et si les Prussiens passèrent le pont de l'Elbe sans être attaqués, ils ne le durent qu'à la faiblesse de la garnison.

De Wittemberg la troupe de Schill, après avoir levé une contribution militaire dans le pays de Dessau, pillé le château de Kothen dont le prince s'était enfui à son approche, et détruit à Halle les armoiries westphaliennes, se dirigea sur la forteresse de Magdebourg, dont la garnison, après l'avoir attaqué le 5 mai près de Doddendorf, lui laissa deux cents prisonniers. Ce succès fut loin de balancer les obstacles qui s'opposaient à la réussite de l'entreprise. Arrêté à chaque instant par le manque de moyens, souvent privé de subsistances; ne recevant point de secours du dehors comme il l'avait espéré, si ce n'est celui de misérables aventuriers; proscrit par le roi de Westphalie comme chef de brigands, tandis que son propre roi le citait devant une commission militaire, Schill ne pouvait espérer de se soustraire, par des actions brillantes, à l'infamie et au supplice, et encore moins de déployer cette discipline sévère qui donne de la considération aux troupes réglées. Partout, dans les districts de l'Elbe, de la Saale et de l'Ocker, s'élevaient des plaintes contres les violences exercées par ses soldats, et l'on imputait à la licence



et à l'amour du pillage ce qui n'était que le résultat du besoin.

Cependant, on s'armait en Westphalie, et l'on y faisait venir des troupes des pays voisins. Plusieurs milliers de Français et de Westphaliens se rendirent à Magdebourg, sous les ordres d'Albignac. Des Hollandais, sous Gratien, se dirigèrent sur Stendal. Des Mecklenbourgeois s'avancèrent de Rostock, et quinze cents Danois sous Ewald prirent position entre Hambourg et Lubeck. Les premiers avaient déjà emporté, le 24 mai, la petite forteresse de Domitz, que Schill avait prise, et dont il avait fait une place d'armes. Cerné lui-même sur tous les points, il ne lui restait de côté libre, que celui de la mer; il s'empressa de la gagner par Wismar et Rostock, et fit tant de diligence, que déjà le 25 mai il avait atteint Stralsund après avoir battu cinq cents Mecklenbourgeois à Dammgarten. Un léger combat le rendit maître de cette ville, dont on avait rasé depuis peu les fortifications. Il déploya la plus grande activité pour la mettre en état de défense, tout annonça la ferme résolution de faire une résistance désespérée si l'ennemi osait approcher.

Le 31 mai, se présentèrent environ sept mille hommes, tant Hollandais que Danois. Une fausse attaque, dirigée contre l'une des portes, masquait la véritable, qui se faisait sur l'autre; mais

les défenseurs, loin de se décourager par cette surprise, déployèrent toute l'énergie du désespoir. Les remparts étaient détruits, les portes occupées par les assaillans, et l'on se battait encore dans l'intérieur de la ville corps à corps, et avec un égal acharnement, lorsque Schill succomba dans la rue dite Fahrstrasse. Ses compagnons, plus attachés à sa personne qu'à la patrie, cessèrent à l'instant toute résistance, et tous les cœurs tombèrent dans cet accablement, qui succède pour l'ordinaire aux grands efforts devenus inutiles. Ceux qui purent échapper aux Français s'enfuirent où ils purent, ou se livrèrent eux-mêmes aux Prussiens. Les chefs, tombés au pouvoir du vainqueur, eurent à envier le sort de ceux qui avaient péri dans le combat; on les exécuta comme brigands. Malgré une attestation juridique, on douta long-temps de la mort de Schill, tant elle parut à la plupart peu digne de la cause qu'il avait défendue, et de ce qu'on avait attendu de lui.

On vit sortir de Prusse, presqu'en même temps que Schill, un autre patriote audacieux, fils d'un prince d'une antique et illustre maison d'Allemagne. Frédéric-Guillaume, duc de Brunswick-Oels, dépouillé de son patrimoine par Napoléon, résolut de tenter la fortune par les armes. Lié, ainsi que Schill, avec les mécontens de la Westphalie,

ce fut, dit-on, aux frais de l'électeur de Hesse qu'il leva en Bohême un corps de volontaires. Cette milice se distinguait par de courts uniformes noirs avec des paremens bleu-clair, et des schakos où était représentée une tête de mort avec deux os en sautoir. La couleur de leurs habits les fit appeler, par le peuple, *les Noirs;* eux-mêmes se donnèrent le nom très-significatif de *Légion-Vengeresse*. Après de petites incursions dans la Saxe, qui, ainsi que le Wirtemberg et la Bavière, resta attachée à Napoléon, ils en occupèrent (11 juin) la capitale de concert avec les Autrichiens, commandés par le général Am Eude : le roi se retira à Leipsick, résidence qu'il quitta plus tard à l'approche de l'ennemi, pour se rendre à Francfort sur le Mein. Ils cherchèrent alors à se renforcer par de nouvelles levées. Nous ne ferons pas l'énumération des marches, des contre-marches et des combats insignifians qu'ils eurent à soutenir contre le général saxon Thielmann, non plus que des pillages et des actes de violence dont on les accuse, et dont plusieurs sont sans doute à la charge du prince ; nous nous contenterons de remarquer que le feld-maréchal Kienmayer, qui reçut à cette époque le commandement en chef des troupes autrichiennes de la Franconie et de la Saxe, réunit toutes ses forces pour s'opposer au général Junot et au roi de

Westphalie, Jérôme Napoléon, qui s'avançaient, le premier de Bareith, et le second de Schleiz. Mais les plans et les entreprises de ce général n'ayant rien produit d'important, le duc, qui agissait conjointement avec lui, aurait quitté sans doute le théâtre de la guerre sans avoir été remarqué, si la mauvaise étoile de l'Autriche n'avait donné à l'énergie de ce prince une direction particulière.

Cette puissance, presque constamment malheureuse pendant le cours de cette guerre, venait d'être forcée, à la suite de la bataille qu'elle avait perdue à Wagram, de conclure une suspension d'armes avec la France. Il est probable que le duc aurait été compris dans celle qui eut lieu le 12 juillet, s'il eût daigné consentir à passer pour un général autrichien. Mais un sentiment orgueilleux de sa dignité, et cette audace indomptable qui se plaît à lutter contre la fortune, et enfante aisément des résolutions téméraires, ne lui permirent pas de songer à un accommodement, et lui suggérèrent un projet étranger à l'esprit du siècle. Ayant rassemblé sa troupe, il lui déclara que chacun était libre de prendre le parti qui lui conviendrait, et de séparer sa fortune de la sienne; mais que son intention était de quitter l'Allemagne, et de se réfugier en Angleterre. Un petit nombre seulement prit congé de

lui. Les autres s'offrirent à le suivre et à partager tous les dangers de cette entreprise. Aussitôt (le 25 juillet), il se mit en marche pour Leipsick, avec douze cents fantassins, sept cents cavaliers et six canons; de là, se dirigeant par Halle, il se montra devant Halberstadt, dont le colonel westphalien Meyronet voulut en vain lui fermer les portes, et arriva le 31 à Brunswick. Il y déclara, dans une proclamation affichée par ses soldats dans toutes les rues, qu'il prenait solennellement possession de l'antique héritage de ses illustres ancêtres; le lendemain, il calma les inquiétudes de ses sujets, culbuta les Westphaliens qui, sous les ordres de Reubell, s'étaient portés contre lui près du village d'Oelper, et le 3 août, atteignit inopinément Hanovre, tandis qu'on le croyait à Zelle. A Nienbourg, il traversa le Weser, dont il détruisit le pont, et se dirigea, en deux divisions, sur Brême et Oldenbourg. Après s'être emparé, dans l'Elsfleth et le Brake, de tous les bâtimens qui pouvaient tenir la mer, il employa, malgré le temps le plus affreux, la nuit du 7 août à transporter les vivres à bord, et à faire la presse des matelots des environs, et la matinée du lendemain à vendre les chevaux, et à jeter les munitions dans la mer. A midi, ses gens mirent joyeusement à la voile, et dans la soirée, le duc, accompagné de vingt-deux officiers, s'embarqua

sur un vaisseau américain d'un seul mât. Neuf vaisseaux de guerre anglais, qui mouillaient à l'embouchure, après l'avoir salué de leurs canons, s'empressèrent de le prendre à bord avec ceux de ses gens qui se trouvaient dans des embarcations peu propres à tenir la mer. Le prince arriva le vingt-quatrième jour, à partir de celui où il s'était séparé des Autrichiens, à l'embouchure de l'Humber, et débarqua à Grimsbey. Le roi de Westphalie fut tellement mortifié en apprenant l'évasion de cette petite troupe, qu'il congédia le général Reubell son favori, qui avait combattu avec désavantage à Oelper, et n'avait pu ensuite réussir à atteindre les fuyards.

Tandis que toute l'attention de la Prusse était fixée sur deux hommes qui sacrifiaient leur vie et leur fortune à leur opinion, nombre de gens à Kœnigsberg s'efforçaient d'inspirer au gouvernement une résolution énergique. On parlait dans le public tantôt de propositions faites par l'Autriche, tantôt de négociations avec l'Angleterre, et il ne paraissait pas invraisemblable que ces deux puissances, qui le désiraient vivement sans doute, ne cherchassent à faire entrer la Prusse dans leur ligue. Mais le roi, considérant que cette fois la Russie même s'était rangée du côté de la France, que la Pologne était armée, qu'il était entravé dans tous ses mouvemens, et que le sort

des armes, dans cette guerre, s'était plus que jamais déclaré en faveur de Napoléon, évita soigneusement tout ce qui aurait pu exciter la méfiance du gouvernement français. On prononça la peine de mort contre Schill. Tous ceux qui avaient partagé sa désertion furent sommés de comparaître, sous peine de bannissement et de confiscation de leurs biens. La principauté d'Oels fut saisie, et la Société de la Vertu, que le roi avait d'abord jugée utile, et autorisée par une ordonnance, fut formellement dissoute, et dut livrer ses archives. Le roi, s'appliquant à montrer une contenance tranquille, eut d'autant moins à s'en repentir, que la paix de Vienne, conclue le 14 octobre, trompa les espérances audacieuses de tous les amis de la patrie.

La capitale aussi, quoique portée pour les mesures vigoureuses, et toujours prompte à censurer, reconnut la sagesse de son souverain, et manifesta une joie sincère lorsque des annonces publiques et l'arrivée des frères du roi et des administrations, ne lui permirent plus de douter du retour prochain de ce monarque. Le 23 décembre, le même jour où seize ans auparavant il y avait fait son entrée avec sa future épouse, tous deux saluèrent Berlin après trois ans d'absence, et éprouvèrent une douce émotion, en revoyant un peuple dont la fidélité, depuis long-temps éprouvée,

se manifestait alors de mille manières. Toute la ville, où depuis plusieurs jours les étrangers affluaient sans interruption, fut en mouvement dès le grand matin. Les représentans de la bourgeoisie, en grand costume, se portèrent à la rencontre du roi, la garnison entière sortit de la ville. Des drapeaux flottaient sur toutes les tours, et le son des cloches se mêlait au bruit de l'artillerie. Les rues retentissaient d'acclamations; toutes les fenêtres étaient garnies de spectateurs qui agitaient des mouchoirs blancs, et dans les yeux d'un grand nombre brillaient de douces larmes, hommage le plus précieux de tous. Le théâtre et l'église célébrèrent, chacun à leur manière, ce retour tant désiré, et l'on frappa des médailles pour en conserver le souvenir.

Le roi signala son retour par deux ordonnances tendant l'une et l'autre à augmenter le faste de sa cour, ce qui eut lieu de surprendre dans un prince ami de la simplicité. La première, du 29 décembre 1809, ordonnait que tous ceux qui occupaient des emplois à la cour, seraient tenus de faire régulièrement leur service, et que les chambellans se rendraient aux assemblées en costume; elle désignait aussi les dignitaires qui auraient droit d'y paraître. Il fut permis aux femmes de ces derniers de se faire présenter à la reine pour obtenir leur entrée.

La seconde ordonnance augmentait le nombre des ordres et des décorations. On ajouta à l'ordre de l'aigle rouge une seconde et une troisième classe, et il fut en même temps prescrit que l'ordre du mérite, en or ou en argent, serait porté à la boutonnière, attaché au ruban de l'aigle rouge. Le 10 janvier 1810, anniversaire du jour où, en 1701, Frédéric III avait échangé le chapeau d'électeur contre la couronne royale, et dont il avait illustré le souvenir par l'ordre de l'aigle rouge, fut consacré à célébrer avec beaucoup de pompe, dans la salle des chevaliers du Palais-Royal, la création des nouvelles classes; et le dimanche servit à sanctifier cette solennité par une cérémonie religieuse. Si ces distinctions nouvelles, destinées à honorer le mérite, furent généralement approuvées, la nomination des premiers titulaires fut beaucoup moins bien traitée.

Parmi les dispositions qui avaient pour objet de favoriser les progrès des lumières, les unes prescrivaient de faire subir un examen plus sévère à ceux qui briguaient les emplois, les autres étaient relatives à l'établissement d'une université à Berlin, projet que l'on suivit à cette époque avec activité. Il en était déjà question dans le public en 1807, lorsque Halle passa au roi de Westphalie, et l'exécution en avait paru douteuse jusqu'alors; mais il fut enfin approuvé par

le roi (le 16 août 1809), à l'instigation de Guillaume de Humbolt, alors ministre du culte et de l'instruction publique. Le palais du prince Henri fut consacré à cet établissement. Les hommes les plus célèbres de l'étranger vinrent augmenter le nombre des savans que renfermait Berlin, et l'ouverture définitive des cours eut lieu dans l'automne de 1810, sans aucune solennité particulière. On s'entretint beaucoup, dans la capitale, des effets que devait avoir sur les sciences le nouveau sanctuaire qui leur était consacré, et l'on n'approuva pas moins une déclaration qui, d'un autre côté, permettait d'aller étudier aux universités étrangères. Les étrangers admirèrent la munificence avec laquelle on pourvut aux besoins de l'université de Berlin, et les émolumens considérables assignés aux professeurs. On n'avait encore rien vu de semblable en Prusse, et personne n'aurait présumé que les malheurs des temps et la pénurie du trésor pussent le permettre.

On espérait remédier au manque de numéraire par une ordonnance, signée à Kœnigsberg, qui, devant avoir force de loi à dater du 1er de janvier, ne visait à rien moins qu'à compléter les moyens jusqu'ici insuffisans, de relever le crédit des mandats sur le trésor. Il s'agissait d'émettre une somme de deux millions de mandats de la valeur d'un



thaler, et de retirer une somme égale d'anciens mandats de cinq thalers. Des bureaux particuliers devaient être établis à Kœnigsberg, à Berlin et à Breslaw, pour changer ces nouveaux mandats contre des espèces. On devait les recevoir pour leur valeur nominale dans tous les paiemens publics et particuliers, et l'on permettait à tous les contribuables d'échanger, pour payer les impôts, les anciennes obligations dont ils étaient porteurs contre les nouvelles. On voulait brûler publiquement les anciennes obligations retirées, échanger celles qui seraient restées, contre de nouvelles d'une valeur nominale plus considérable, et attacher à celles-ci le même droit qu'aux obligations de la valeur d'un thaler. On était tenu, à dater du 1er février 1810, de payer en mandats sur le trésor, aux caisses publiques, excepté à celle de la gabelle, le quart de la somme de tout paiement stipulé en or, en argent ou en billon; mais en même temps, il était permis de solder les trois autres quarts en obligations d'un thaler.

On tenta d'opérer, par trois voies différentes, l'amortissement de la dette publique : en premier lieu, par la vente des domaines de la couronne. Déjà, le 17 décembre 1808, le roi avait aboli la loi fondamentale de son bisaïeul Frédéric-Guillaume Ier, laquelle défendait l'aliénation, non-seulement de toute principauté et seigneurie,

mais aussi de toutes les propriétés particulières et des revenus de sa maison. Une déclaration, signée des princes de la maison royale, de leurs tuteurs et des états, disait, d'une manière générale : « Que la vente des métairies, ou biens tail-« lables, des moulins et autres dépendances des « domaines de la couronne, pourrait s'effectuer « sans réserve, et que l'aliénation des autres « fonds, rentes et droits, n'aurait d'autre limite « que celle exigée par les besoins de l'état, et « nommément les obligations contractées envers « la France. » Cette ordonnance fut rendue publique et reçut force de loi, le 6 de novembre 1809, mais non sans rencontrer beaucoup d'opposition. On considérait que les besoins de l'état étaient susceptibles de s'étendre indéfiniment; que les domaines de la couronne avaient fourni d'abondantes ressources, et que cette source, si riche, allait tarir. On remarquait qu'avec eux allait disparaître le véritable soutien de la puissance royale; qu'on verrait se dissoudre le lien le plus naturel et le plus solide qui puisse unir le prince à l'état; et qu'aussitôt que le premier prétendrait vivre exclusivement aux dépens du dernier, on le considérerait comme un pensionnaire inutile, peut-être même comme un souverain illégitime. On demandait enfin, si les successeurs du roi mettraient plus de scrupule à

observer cette nouvelle loi, que lui-même n'en avait mis à respecter l'ancienne.

On comptait trouver une autre ressource dans un emprunt de 32 millions de florins qu'on négocia en Hollande, et pour lesquels on offrit toutes les sécurités imaginables : on consentit même à reconnaître une très-ancienne dette de 4 millions huit cent mille florins, avec une partie des intérêts échus, que les états de Silésie avaient contractée avec garantie envers des particuliers hollandais, dans le temps où le pays appartenait encore à l'Autriche, et que la Prusse, en prenant possession de cette province, n'avait point formellement rejetée. Mais tout-à-coup le bruit se répandit que la dissolution de la Prusse était résolue, et (mortification cruelle pour la nation et pour son souverain), il fallut l'assurance positive de Napoléon, qu'il permettait à l'état de subsister, pour renouer cette affaire, qui néanmoins n'eut pas de suite; la Hollande, annexée bientôt après (le 9 juin 1810) à l'empire français, ayant perdu avec son indépendance la faculté de contracter en particulier.

On réussit mieux dans l'emprunt d'un million et demi de rixdalers qu'on ouvrit, le 12 février, dans la Prusse même, en se réservant d'employer la contrainte, si les avances volontaires n'étaient pas suffisantes. Les versemens pouvaient se faire en



billon, et le capital portait 5 pour cent d'intérêt; on promit de rembourser cet emprunt dans l'espace de deux ans, par des tirages au sort successifs, à commencer par les prêteurs volontaires.

Tels étaient les moyens que l'on crut propres à remédier au besoin d'argent; mais les hommes, les moins versés dans les matières de finances, sentaient combien ils étaient insuffisans. Quoique les engagemens de l'état ne fussent connus dans toute leur étendue que d'un petit nombre de personnes; ils paraissaient néanmoins, à la plupart, d'après une évaluation approximative, bien au-dessus des moyens qu'on avait pour les remplir. On ne pouvait attendre aucune faveur de la France, relativement aux sommes échues; ni espérer, à moins de les payer, de pouvoir agir librement dans l'intérieur. La Hollande, comme nous l'avons dit, n'était plus maîtresse de fournir à des emprunts étrangers; la mer était fermée; l'Allemagne appauvrie; et, supposé même, ce qui était douteux, que l'état pût satisfaire à tout par ses propres ressources, tous les hommes sensés voyaient bien qu'il ne le pourrait sans des mesures plus vigoureuses. Aussi le roi, qui partageait cette opinion, résolut-il de remettre toute l'administration de l'état entre les mains d'un homme qu'il avait déjà honoré de sa confiance, et qu'il n'avait congédié qu'à regret.

C'était le baron Charles-Auguste de Hardenberg, attaché depuis 1790 à la maison de Brandebourg, comme ministre d'état, et que nous avons déjà vu figurer honorablement. Lors du séjour du roi à Kœnigsberg, il avait remplacé dans le ministère des affaires étrangères M. de Zastrow, qui l'avait occupé pendant quelque temps après Haugwitz; mais la paix de Tilsitt l'ayant fait éloigner des affaires, ainsi que plusieurs autres fonctionnaires, il était allé de Kœnigsberg, d'abord à Riga et Liebau, et sur la fin de 1808, dans sa campagne de Tempelberg, près de Berlin. Il y avait passé 18 mois dans la retraite, lorsque le roi déclara à Napoléon qu'il lui manquait un homme doué de talens administratifs. L'intercession du comte de Marsan, ayant levé les difficultés que les préventions de l'empereur contre Hardenberg opposaient à son installation, il fut nommé chancelier d'état, le 6 juin 1810. Cet emploi, qui embrassait toutes les affaires de l'intérieur et du dehors, le plaça dans une sphère d'activité qui exigeait autant de lumières et d'expérience que de prudence et de courage. En même temps, plusieurs hommes d'état résignèrent leurs emplois, entre autres: le ministres des finances, baron d'Altenstein; le ministre de l'intérieur, comte de Dohna, et le grand chancelier Beyme. Scharnhorst quitta aussi la direction de la guerre; mais

seulement en apparence. Ceux qui étaient bien informés savaient qu'il continuait à travailler d'accord avec Hardenberg.

Le nouveau chancelier d'état, après avoir prolongé, pour une année, le délai accordé aux débiteurs, en novembre 1807, manifesta ses vues par une ordonnance du 27 octobre qui, sans l'abolir, apportait divers changemens à la nouvelle constitution introduite dans l'état. En même temps le roi nomma aux branches particulières de l'administration des fonctionnaires éprouvés; savoir: pour la police générale, le conseiller privé Sack; pour le commerce et l'industrie, le culte et l'instruction publique, le conseiller privé de Schuckmann; pour les postes, l'intendant des postes de Segebarth; pour les revenus de l'état, le conseiller privé de Heydebreck; pour le trésor, les conseillers privés L'Abbaye, Stagemann et d'Oelsen; pour la justice, le président de la chambre de justice de Kircheisen; pour les affaires étrangères, le ministre comte de Golz; et pour les affaires de la guerre, le conseiller privé et colonel de Hake; enfin, comme secrétaire d'état, le conseiller privé de Klewitz. La nouvelle constitution semblait annoncer qu'on s'y était proposé plus d'unité que dans la précédente, et que le chancelier d'état devait en être le point central. En effet, on lui avait conféré un pouvoir extraordi-

naire, et dans des circonstances de nature à mettre la capacité d'un homme à l'épreuve. Ceux qui considéraient son âge avancé, craignaient qu'il ne fût au-dessous de sa tâche; mais la promptitude avec laquelle se succédèrent les ordonnances, et les heureux effets qui en résultèrent, firent connaître qu'ils s'étaient trompés.

Une déclaration, qui parut en même temps que l'édit relatif aux changemens opérés dans la constitution, servit en quelque sorte de préambule aux arrêtés qu'on se proposait de publier. Elle portait : « que la moitié de la contribution mili-« taire imposée par la France serait sans doute « payée à la fin de l'année; mais que pour libérer « le pays il fallait aussi solder l'autre moitié, et « satisfaire à plusieurs obligations, pour mainte-« nir la confiance publique; que quoique les do-« maines de la couronne, dont la vente était inva-« riablement arrêtée, présentassent à eux seuls « une valeur suffisante pour faire face à toutes les « obligations, néanmoins le temps ne permettant « pas de les changer assez tôt en argent comp-« tant, le roi serait obligé d'établir de nouveaux « impôts, et les annonçait d'avance; qu'il espérait « prévenir, du moins en partie, les plaintes que « pourraient provoquer ces nouvelles charges, « par une égale répartition, obtenue en imposant « les propriétés jusqu'à présent libres, et par d'au-

« tres mesures également avantageuses au peuple; « que la banque, et la société du commerce ma« ritime recommenceraient à payer les intérêts « des capitaux, à dater de 1811; que les créan« ciers nationaux et étrangers recevraient des « obligations pour les intérêts échus, payables à « termes fixes; que les engagemens contractés pri« mitivement et relatifs aux emprunts étrangers, « seraient remplis le 1er juillet 1812, et toutes les « autres dettes de l'état en même temps couvertes; « que les dettes militaires des provinces et des « communes, seraient soumises à une commission « spéciale formée à Berlin, pour être vérifiées et « réparties suivant les principes de la plus exacte « équité, et que leurs intérêts et leur amortisse« ment successif seraient garantis par l'état; qu'on « promettait au peuple une représentation conve« nable pour porter au pied du trône ses repré« sentations et ses vœux, et qu'en revanche on « attendait de lui une confiance tranquille et cet « esprit public qui ne s'effraie point des plus pé« nibles sacrifices. »

Dès-lors, on vit commencer une série de déclarations et d'édits publiés dans le même esprit et dans le même but. Une disposition du 28 octobre, en abolissant ou diminuant d'anciens impôts, établissait une taxe générale sur toutes les consommations, et une autre sur tous les objets de luxe.

On promettait de les faire cesser l'une et l'autre, aussitôt que les besoins extraordinaires de l'état seraient diminués. La saisie au profit de l'état des biens de tous les cloîtres, chapitres et bailliages fut décrétée le 30 octobre. On ne conserva, de ces établissemens, que ceux consacrés à l'éducation de la jeunesse et au soulagement des malades, tout en permettant de doter plus libéralement les cures et les écoles, et d'entretenir les ecclésiastiques. Les restrictions apportées à la liberté du commerce, et avec elles toutes les maîtrises et les communautés furent abolies par un décret du 2 novembre. Au moyen d'une carte, qu'on était tenu de renouveler chaque année, en payant une taxe proportionnée à l'importance de l'industrie exercée, tout citoyen eut le droit de continuer son ancien métier, ou d'en entreprendre un nouveau, sans aucune autre condition. Un réglement du 20 novembre changea les dispositions de l'impôt du timbre, et en augmenta le produit, tout en opérant des soulagemens partiels. On décréta, le 6 décembre 1811, une taxe particulière, à partir du 1er septembre de la même année, pour subvenir à l'entretien des troupes françaises qui occupaient les forteresses de l'Oder.

Parmi ces ordonnances, destinées à remédier au pressant besoin qu'on avait d'argent, il en parut d'autres qu'on pouvait appeler de réconcilia-

tion, parcequ'en supprimant des priviléges oppressifs et en accordant des libertés générales, elles diminuaient le sentiment d'amertume qui devait résulter de ces demandes répétées, en même temps qu'elles tendaient à augmenter les moyens d'y satisfaire. Les sujets prussiens étaient encore accablés de beaucoup de charges anciennes et nouvelles, malgré qu'on en eût aboli un grand nombre. Les villageois étaient tenus de fournir des relais, pour un modique salaire, aux officiers civils et militaires qui voyageaient pour les affaires du gouvernement. *La banalité* s'étendait encore sur les moulins, les brasseries et les distilleries, et s'arrogeait un droit inique. Des permissions, même récentes, accordaient le droit du premier marché et de monopole. Les créanciers se regardaient comme lésés dans leur propriété par la prolongation de l'indult ou du délai de paiement. Ce que les seigneurs terriens conféraient de leurs terres au paysan ne pouvait point devenir sa propriété, ou bien ne pouvait lui appartenir que sous l'obligation de divers services et charges, dont il ne lui était point permis de s'affranchir. Ces usages surannés, ces abus et ces droits usurpés, furent supprimés, restreints ou modifiés par plusieurs ordonnances royales.

Il en fut, de ces mesures, comme il en est ordinairement de celles qui opèrent de grands chan-



gemens dans les rapports organiques d'un état. La plupart les blâmèrent sans réserve, d'autant plus, qu'à l'attachement pour les anciens usages se joignait chez eux la répugnance qu'inspirait l'augmentation des impôts. Ceux qui étaient plus raisonnables ou qui du moins voulaient le paraître, s'exprimaient à peu près de la manière suivante :

« Il était évident que plusieurs dispositions « avaient été arrêtées saus qu'on eût pris connais- « sance des localités, et que l'exécution de plu- « sieurs autres était attachée à des formalités plus « vexatoires que le paiement de l'impôt. La sup- « pression des maîtrises et corps de métiers, était « non-seulement une abolition de droits acquis « légitimement, mais encore une usurpation de « propriété, attendu que la permission d'exercer « une industrie ou un métier avait été considé- « rée jusqu'ici comme un gage sur lequel on pou- « vait prêter avec autant de sûreté que sur un im- « meuble; d'ailleurs, le bas prix des marchandises « et de la main-d'œuvre, auquel on espérait arri- « ver par-là, était incertain, tandis qu'on pouvait « compter pour le paiement de la patente sur une « multitude de misérables boutiquiers et de mau- « vais artisans. A l'égard de la suppression des cloî- « tres, sans insister sur ce point, qu'une classe assez « nombreuse de desservans allait ainsi se trouver

aussi riche qu'assurée; et les bibliothèques des communautés religieuses, bien fournies d'ouvrages anciens et rares, une précieuse augmentation à celles de Breslaw et de Francfort. L'ouverture des cours de ces deux universités réunies, eut lieu le 19 octobre.

Ces travaux entrepris pour la réforme de l'état, étaient fort contrariés par la situation des affaires à l'extérieur. Déterminé à affaiblir l'Angleterre par l'anéantissement de son commerce, Napoléon dont l'esprit inépuisable enfantait chaque jour de nouvelles mesures prohibitives contre ce commerce, contraignait à les adopter tous les états qui se trouvaient sous l'influence de son pouvoir. Par malheur la Prusse était de ce nombre. Non-seulement il lui fallut déclarer, le 10 mars 1810, qu'elle confisquerait toute marchandise étrangère sortie des ports anglais, ou de tout autre pays qui ne serait pas en bonne intelligence avec la France; mais elle fut forcée de fermer, par une ordonnance du 19 juillet, ses ports aux vaisseaux des États-Unis du nord de l'Amérique, quoiqu'ils eussent été exceptés de la défense, et de retirer immédiatement un arrêté supplémentaire, par lequel elle mitigeait la mesure rétroactive qui lui était imposée.

Ce qu'elle perdit en cette occasion fut cependant de peu d'importance, comparé au préjudice

que lui fit éprouver plus tard la cruelle persévérance de Napoléon. Elle eut surtout beaucoup à souffrir de deux décrets, dont l'un du 5 août 1810, connu sous le nom de *Tarif de Trianon*, prohibait tout commerce avec l'Angleterre et ses colonies, et imposait sur toutes les marchandises, soit qu'elles eussent été confisquées ou trouvées sur des armateurs, ou même importées d'après une licence spéciale du gouvernement français, une taxe qui surpassait la moitié ou même les deux tiers de leur valeur. L'autre, qui parut le 19 octobre, ordonnait de brûler, en France et dans tous les pays occupés par les troupes françaises, tous les produits de manufactures anglaises qu'on pourrait trouver dans les douanes ou dans les magasins des particuliers, comme mesure de justes représailles contre l'Angleterre, qui ne souffrait chez elle aucune marchandise de fabrication étrangère. L'excessive rigueur de cette mesure alarma toute l'Allemagne, surtout la Prusse épuisée et endettée. L'entière stagnation du commerce et les pertes énormes auxquelles il fallait se soumettre pour satisfaire la France, se faisaient tous les jours plus sentir, et le mécontentement était à son comble; cependant il était tout aussi difficile à la Prusse, aux pays de la confédération, à la Saxe et aux villes anséatiques, d'essayer de fléchir la volonté de fer de Napoléon,

que de résister à ses ordres. Le 10 octobre on déclarait, dans une ordonnance, que toutes les marchandises prohibées, capturées ou importées en Prusse, d'après une licence du gouvernement français, seraient assujéties au tarif de Trianon; et que toutes celles qui arriveraient par mer seraient saisies sans aucune exception. Dans ces conjonctures fâcheuses, et pour empêcher la ruine entière du commerce, le roi fit la remise des anciens droits; permit, pour favoriser l'industrie, la libre importation des produits bruts; et accorda aux négocians divers avantages relatifs au mode de paiement.

Cet allégement et le peu de sévérité que l'on mettait généralement en Allemagne, à faire exécuter les ordres de la France, s'accordaient si peu avec les intentions de l'empereur, qu'il fit entrer des troupes à Francfort sur le Mein, dans les villes anséatiques et dans le Mecklenbourg, pour y exercer une surveillance active et empêcher la contrebande. Les autres villes de l'Allemagne s'attendaient à être soumises à de pareilles précautions, surtout celles sur la Baltique, dont la situation est des plus favorables à un commerce interlope. Et, en effet, des bruits menaçans augmentèrent tellement les alarmes, que le roi, dans une seconde ordonnance, se crut dans l'obligation d'ordonner aux autorités locales, de prendre

note de toutes les marchandises brutes ou ouvrées qui passeraient pour être anglaises, de rechercher avec grand soin leur origine, de confisquer aussitôt celles qui étaient prohibées, et de soumettre les autres au décret de Trianon, quelle que fût leur destination. On reconnut bientôt la sagesse de cette mesure. Le 28 octobre, jour même où cette déclaration fut signée, l'ambassadeur français se plaignait de la tiédeur de la Prusse, de manière à inspirer de vives inquiétudes.

Ces avertissemens étaient de nature à forcer le roi de satisfaire aux plus dures prétentions de Napoléon, et de se prêter à la destruction des produits de l'industrie anglaise. Les marchands de Kœnigsberg, d'Elbing et de Berlin, aussi bien que ceux de Leipsick et de Francfort sur le Mein, en appelèrent en vain au droit de propriété; en vain ils firent observer que les marchandises dont on voulait les dépouiller étaient du nombre de celles qu'on avait saisies, capturées, ou qu'ils avaient acquises par des voies licites; en vain ils réclamèrent contre l'effet rétroactif de la loi. Il fallut ménager la méfiance du vainqueur et faire des sacrifices à la force. Reconnaissons cependant, que si les vues de la France ne furent qu'imparfaitement remplies, on le dut à la bonté d'un souverain qui a mérité par sa conduite un tribut

éternel de louanges, quoiqu'il ait eu le malheur de vivre dans un temps où la ruse était une vertu. Le fait suivant donnera une idée de la situation fâcheuse du roi, obligé souvent dans l'intérêt de ses sujets, de faire violence à la loyauté de son caractère, et de se prêter à des actes qui n'étaient rien moins que délicats. On savait à Paris qu'un grand nombre de vaisseaux marchands anglais, retenus par des vents contraires, erraient dans la Baltique, Napoléon en prit occasion d'exiger de la Prusse qu'elle leur ouvrît ses ports, et qu'elle s'emparât de leurs cargaisons pour les céder en nature à la France, qui déduirait cette valeur du restant de sa contribution militaire. La délicatesse du roi fut révoltée, et il s'efforça de traîner les négociations en longueur; mais le despote finit, comme toujours, par l'emporter. Le 28 janvier 1811, son chargé d'affaires signa une convention, en vertu de laquelle les cargaisons de quantité de navires furent saisies et transportées à Magdebourg, pour y être inventoriées et évaluées.

Quelques esprits en Prusse se réjouirent de ce gain considérable; ceux qui conservaient le moindre sentiment d'honneur ne purent que gémir d'une mesure imposée par la force. Une autre prétention, formée plus tard par la France, ne parut pas moins fâcheuse. Sous prétexte que

l'Angleterre se procurait, avec avantage, les objets de première nécessité, mais de fait dans le but de mettre encore plus d'obstacles à la contrebande, Napoléon avait assujéti l'exportation des grains et des bois de construction de son empire à des droits exorbitans. La Prusse fournissait ces mêmes productions, et c'était sa source principale de bénéfices. Il n'en fallut pas davantage pour suggérer de nouvelles restrictions à l'empereur des Français. En juillet 1811, la Prusse fut invitée à mettre sur tous ces objets la même taxe que celle existant en France; elle fut obligée, par un décret du 26 juillet, de renoncer à mettre à profit les ressources de ses propres provinces, et de fermer à ses sujets une source abondante de gain. Tant de maux qui affligeaient son royaume causaient au roi mille chagrins. Un chagrin domestique vint s'y joindre encore.

Il était marié depuis plus de seize ans, et peu de grands peuvent se vanter d'un bonheur domestique aussi parfait que celui qu'il goûtait avec la reine. Ces deux époux, unis d'un amour sincère, éprouvaient dans l'intérieur de leur maison des jouissances bien préférables aux pompes de la cour; quatre fils et trois filles faisaient leur joie et leur orgueil.

Dans le mois de juin 1810, la reine, accompagnée de son époux, s'était rendue au château de

plaisance de Hohenzieritz, à peu de distance de Neustrelitz, auprès de son père le duc Charles de Mecklenbourg. Après un séjour heureux au milieu de sa famille, elle fut attaquée (le 30) d'une fièvre qui l'obligea de laisser le roi retourner seul à Berlin. Son mal parut dans le principe peu dangereux, et se réduire à un mal de poitrine ordinaire; mais plus tard il prit un caractère alarmant. Son époux, revenu de Charlottenbourg, auprès d'elle, le 19 juillet, à cinq heures du matin, apprit avec effroi la perte dont il était menacé. La vive émotion que sa présence fit éprouver à la malade, fut pour elle le premier indice qui lui fit pressentir qu'elle était proche de sa fin; la profonde tristesse des siens acheva de lui ôter, à cet égard, toute espèce de doute. Elle expira à neuf heures, dans la trente-cinquième année de son âge. Sa fille aînée, le prince Charles et les princesses d'Orange et de Hesse, qui s'étaient empressés d'accourir, la trouvèrent déjà sans vie.

Peu de reines ont été aussi aimées pendant leur vie, et aussi regrettées après leur mort. L'arrivée de son corps, à Berlin (27 juillet), répandit dans cette capitale une douleur profonde et générale. On rappelait son amabilité dans la vie privée, l'éclat qu'elle répandait dans les fêtes. On songeait à combien de pénibles épreuves elle avait été exposée pendant les dernières années



de sa vie, et ceux qui espéraient un meilleur avenir, regrettaient qu'elle n'eût pas vécu assez long-temps pour la voir réconciliée avec la fortune. Une société d'hommes honorables conçut l'idée de créer un établissement pour former des institutrices, et de lui donner le nom de la reine; un appel fut fait, à ce sujet, aux trois capitales de la Prusse. Le roi lui donna la dernière marque d'attachement qui était en son pouvoir, en lui érigeant un tombeau à Charlottenbourg, sa résidence favorite. Ses restes mortels y furent transportés, le 23 décembre, de la cathédrale de Berlin où ils avaient reposé jusqu'alors. Les habitans de la capitale remarquèrent avec émotion qu'à deux époques différentes la reine y avait fait le même jour son entrée solennelle; la première fois, comme fiancée; la seconde, à son retour de Kœnigsberg; et ils trouvaient dans cette observation un nouveau sujet de tristesse. Encore aujourd'hui, chaque fois que l'entrée du monument est ouverte, pendant les mois d'été, on s'y rend en pélerinage comme au tombeau d'une sainte.

Nous voici arrivés à l'époque où l'étoile brillante de Napoléon commença à décliner, et celle de l'Allemagne, jusqu'alors obscurcie, à briller de nouveau sur l'horizon. Si l'esprit éprouve de la fatigue et de la répugnance à raconter même de grandes actions, lorsqu'elles ont l'injustice pour

principe et pour fin, combien ne doit-il pas répugner à retracer les actes violens d'une domination sans frein, et d'une puissance funeste à l'humanité! Mais le devoir de l'historien exige que, surmontant son indignation, il présente le tableau des actions même les plus révoltantes, afin que l'humanité apprenne à quel degré d'humiliation elle peut tomber lorsque, déifiant un conquérant, elle lui sacrifie sans résistance les plus sacrés de ses droits. Ainsi, après avoir livré à l'indignation du lecteur le récit de la guerre sourde que Napoléon ne cessa de faire à la Prusse, depuis l'affaiblissement de l'Autriche, nous allons raconter succinctement ses injustes procédés envers les autres états de l'Europe; sa tentative de subjuguer la Russie, entreprise à laquelle il eut la cruauté de forcer la Prusse à concourir; ses marches, ses victoires, son fol entêtement, jusqu'au jour où le ciel irrité prépara sa ruine et frappa d'un premier coup sa puissance, dans les plaines du Dnieper et sur les bords de la Bérésina.

La dernière lutte malheureuse de l'Autriche, terminée le 14 octobre 1809 par la paix de Vienne, avait coûté à cette puissance au-delà de deux mille milles carrés, avec plus de 3 millions trois cent mille habitans. Sa sûreté était compromise par la perte de ses frontières naturelles,

principalement du côté de l'ouest, ses communications avec la mer étaient coupées, et son énorme dette ne lui permettait de se rétablir qu'après de longues années. La malheureuse issue de cette guerre avait accéléré ce qu'on avait voulu prévenir en courant aux armes, et Napoléon, se croyant plus que jamais invincible, agit dès-lors comme s'il eût été le souverain arbitre du monde.

Il s'attaqua d'abord à l'église dont il professait les dogmes, et fit repentir le pape de sa condescendance à le couronner. Sous prétexte que Pie VII ne songeait qu'à bouleverser la France, et à nuire à celui qui en était le souverain, il déclara solennellement, le 17 février 1810, que ne pouvant plus le laisser subsister comme prince temporel, il annexait pour toujours les états de l'église à l'empire français. Il tourna ensuite ses regards sur l'unique état ecclésiastique qui subsistât encore en Allemagne. Son souverain, Charles-Théodore de Dalberg, en 1801 électeur et archi-chancelier, nommé prince primat depuis 1806, de tout temps favorisé de la France comme l'un de ses plus souples amis, fut obligé, d'après une convention du 1er mars, de se contenter d'être prince usufruitier de son état, dont Francfort sur le Mein était la capitale, et qui reçut le nom de grand duché de Francfort. Eugène Na-

poléon, fils adoptif de l'empereur et son représentant en Italie, en devait être l'héritier désigné.

Trois mois après, le royaume de Hollande fut effacé du rang des états. Louis Napoléon, troisième frère de l'empereur, placé par lui sur ce trône en 1806, avait été accusé plusieurs fois de se montrer trop indulgent pour l'Angleterre. Sur un nouvel ordre de se conformer à des mesures encore plus sévères, et que son cœur désavouait, il abandonna secrètement son trône et ses états. Napoléon, offensé de cette généreuse résolution, annula les dispositions de Louis en faveur de son fils mineur, et déclara le 9 juillet : « Que la Hol-« lande appartenait à la France comme alluvion « de fleuves français. »

L'Allemagne apprit avec surprise, quatre mois plus tard, que la France ayant besoin d'une nouvelle garantie contre l'Angleterre, la trouvait dans les embouchures des fleuves du nord de l'Allemagne. Qu'en conséquence tout le pays, compris entre la mer du nord et une ligne qui, partant du confluent de la Lippe et du Rhin, s'étendait jusqu'à Haltern, de là jusqu'à l'Ems par Telget, puis de l'Ems jusqu'au confluent de la Werra et du Weser, enfin de Stolzenau sur le Weser jusqu'à Stecknitz sur l'Elbe, appartiendrait dorénavant à l'empire français. Par cette dé-

marcation, les villes anséatiques, ces anciens dépôts de richesses et de liberté, passèrent sous une domination étrangère; aussi bien qu'Oldenbourg, dont le duc, allié de l'empereur de Russie par le mariage de son fils, refusa toute espèce de dédommagement; les possessions de plusieurs petits princes; et même plusieurs districts de la Westphalie; sans que le roi fût informé de leur annexion à la France par d'autre voie que par celle des papiers publics. Le Valais, petit état indépendant, allié de la Suisse, disparut aussi à la même époque, et forma, sous le nom de Simplon, un département français.

Tout ce que nous venons de rapporter se passa dans l'intervalle de quelques mois, aussi bien que le divorce de Napoléon avec son épouse Joséphine, et son mariage avec Marie-Louise, fille aînée de l'empereur d'Autriche, union cimentée par la vanité, et plus propre à embrouiller qu'à raffermir les rapports politiques des états. L'Allemagne était dans la consternation. Tous ses princes prévoyaient ce qu'ils avaient à attendre des caprices de Napoléon, ou des nouveaux changemens que les circonstances pourraient lui suggérer. Cette dernière supposition prenait d'autant plus de consistance, que déjà circulait dans le public le bruit précurseur d'une nouvelle rupture, d'un grand refroidissement survenu entre

la Russie et la France, et que la Prusse, dont la position entre les deux puissances ennemies du nord et du midi, n'était que trop importante pour Napoléon, se voyait traiter par lui de manière à faire augurer une guerre prochaine.

Dans les premiers jours de 1811, le roi annonça à Paris qu'il espérait rembourser sous peu la moitié de sa dette à la France, et qu'il comptait alors, en vertu de la convention, voir Glogaw évacuée. Le gouvernement français en réponse exigea les intérêts accumulés, et présenta d'autres comptes non soldés. Lorsqu'on y eut satisfait, non-seulement il sut trouver un nouveau prétexte pour ne pas rendre Glogaw, mais il alla jusqu'à justifier les vexations inouïes du commandant de cette forteresse, en rejetant sur un excès de zèle l'ordre par lequel ce dernier avait déclaré la ville en état de siége, et exigé l'ouverture de toutes les lettres.

D'autres conditions ne furent pas remplies plus scrupuleusement. Les garnisons des trois forteresses de l'Oder, qui ne devaient pas s'élever au-dessus de dix mille hommes, avaient reçu depuis le mois d'avril des renforts successifs qui les portaient actuellement à vingt-trois mille hommes, dont l'entretien coûtait au-delà de deux cent cinquante mille écus de Prusse par mois. Un agent français, envoyé à Berlin pour s'enten-



dre avec le gouvernement, relativement à ce surcroît de dépense que le gouvernement français paraissait avoir l'intention de rembourser depuis le mois d'avril, repartit vers la fin de l'année sans avoir terminé cette affaire, et après avoir employé tout l'été à régler les comptes.

Les conventions ne portaient que sept routes militaires à accorder à travers la Prusse; il fallut en accorder, le 26 avril, une huitième de Stettin à Mecklenbourg, et plus tard, le 4 juin, à la place de l'ancienne, entre Stettin et Dantzick, une nouvelle avec deux chemins de traverse entre ces forteresses et Varsovie, passant par Deutsch-Krone et Conitz. Le royaume étant ouvert aux troupes françaises dans toutes les directions, le roi ne pouvait presque plus dire qu'il fût maître dans son pays.

Les mesures de la France, dans son intérieur, répondaient à celles qu'elle prenait préalablement au dehors. Quoiqu'il n'eût rien paru d'officiel sur l'activité guerrière qui régnait de l'autre côté du Rhin, ni sur le but qu'on se proposait, cependant toutes les nouvelles s'accordaient à dire qu'on y faisait des préparatifs extraordinaires. « Les divisions les plus éloignées avaient déjà « reçu l'ordre de marcher. On levait partout de « gré ou de force l'élite de la jeunesse. Toutes les « villes retentissaient du bruit des armes; par-

« tout on exerçait les nouvelles levées. Dans au-
« cune des guerres précédentes, on n'avait vu
« rassembler une si grande masse d'artillerie, de
« munitions et de vivres, ni faire en général
« d'aussi prodigieux préparatifs. Les côtes mari-
« times, visitées l'année précédente par l'empe-
« reur, venaient de l'être une seconde fois, et
« toutes ses dispositions annonçaient qu'il médi-
« tait une longue absence, et qu'il redoutait une
« entreprise de la part de l'Angleterre. » En outre, les mouvemens qui se manifestaient dans tous les pays de la confédération du Rhin, et la réoccupation par les troupes françaises (27 janvier 1812) de la ville de Stralsund, que Napoléon avait cédée deux ans auparavant à la Suède pour la mettre dans ses intérêts, et qu'il reprenait maintenant parce qu'elle ne voulait pas répondre à ses vues; toutes ces circonstances ne laissaient aucun doute sur la guerre qu'on allait entreprendre, et sur le pays contre lequel elle serait dirigée.

Dans ces conjonctures, aucun prince n'avait à prendre une décision aussi pénible pour son cœur que Frédéric-Guillaume. Ami de la paix et d'Alexandre, il ne pouvait suivre son penchant sans s'exposer à compromettre l'existence de sa maison et la prospérité de son pays. Forcé, par le malheur de sa position, à prendre un parti

qui lui répugnait, son seul motif de consolation était la pensée que sa détermination ne serait point désapprouvée par les hommes sensés, quoique contraire à leurs vœux et aux siens. D'après cette considération, il conclut, par l'entremise de son ambassadeur à Paris, M. de Krusemark, un traité d'alliance avec Napoléon, et en même temps trois conventions particulières : la première, déterminant d'une manière plus précise la nature de la coopération avec la France de la Prusse contre la Russie; la seconde, les mesures des deux premières puissances contre l'Angleterre; et la troisième, ouvrage de M. Beguelin, les fournitures que l'état ferait à la France pendant la guerre contre la Russie, en paiement des contributions de guerre arriérées.

Aussitôt que ces conventions eurent été ratifiées et eurent enlacé la Prusse dans de nouveaux liens, les Français et leurs alliés, au nombre de quatre cent quatre-vingt mille fantassins et de soixante-dix mille cavaliers, se mirent en marche pour inonder successivement les états prussiens dans toutes les directions. D'après la convention, il n'y eut que la Haute-Silésie, y compris les principautés d'Oels, de Brieg, de Breslaw, et le comté de Glatz, qui resta intact, et que les forteresses de Colberg et de Graudenz, qui ne furent pas évacuées par les Prussiens. Tout le reste

du pays, même les villes de Berlin et de Kœnigsberg, durent recevoir les Français dans leur passage; et même les forteresses de Spandau et de Pillau leur furent ouvertes, quoique cela ne fût point mentionné dans l'accord. Bientôt on fit fermer tous les ports de la Baltique, ce qui fit cesser entre Lubeck et Memel le commerce maritime que la France avait promis de protéger. Les autorités étrangères se conduisirent avec autant d'arbitraire que dans un pays conquis, et les soldats français se livrèrent à mille exactions, enlevant aux bourgeois et aux paysans leurs chevaux et leur bétail. L'industrie cessa partout ses travaux. Cependant, le roi employait tous ses moyens pour fournir aux besoins des armées alliées, auxquelles il joignit les vingt mille hommes qu'il s'était engagé à fournir.

Le 24 juin 1812, Napoléon traversa le Niémen, et adressa une proclamation à son armée, dans laquelle il invitait les braves d'Austerlitz à le suivre dans la carrière de la gloire, et à accomplir contre la Russie les décrets inexorables du destin. En même temps ses ordres du jour et les feuilles officielles annonçaient les motifs de la guerre, savoir : « L'agrandissement, en 1809, du « duché de Varsovie, de plusieurs parties détachées « de la Gallicie autrichienne, mal interprété par la « Russie; l'annexion du duché d'Oldenbourg à la

« France, et l'autorisation donnée par un ukase « au commerce avec l'Angleterre. Au désir ardent « de la France de rétablir la bonne intelligence « par un accommodement amiable, la Russie n'a- « vait répondu qu'en éludant et en continuant « ses préparatifs de guerre. Enfin, elle avait eu « l'audace d'exiger l'évacuation de la Pologne et « de toutes les forteresses prussiennes, la diminu- « tion de la garnison de Dantzick, le rappel des « troupes entrées dans la Poméranie suédoise, et « un traité satisfaisant avec la couronne de Suède, « comme conditions préliminaires de négociations « pacifiques. » Voilà ce que publiait la France. A travers le voile qui les recouvrait, il n'était pas difficile de démêler dans ces communications que Napoléon était vraiment l'agresseur, que l'exécution de la paix de Tilsitt était à la longue impossible à la Russie, et qu'en s'armant de bonne heure, elle avait montré qu'elle connaissait le caractère et les intentions de son adversaire.

Il n'entre point dans le domaine de cette histoire de suivre en détail les événemens de cette guerre. Il suffira, pour l'intelligence de ce qui va suivre, d'esquisser à grands traits les préludes brillans et l'épouvantable issue de cette entreprise.

Napoléon, ayant franchi le Niémen, se porta en avant sur Kowno, et les Russes, sous Barclay de

Tolly, abandonnant leur forte position de Wilna, se retirèrent derrière la Duna, sans lui opposer de résistance, soit que les renforts de l'intérieur fussent encore trop éloignés, soit qu'on craignît de hasarder, dans une bataille décisive, le sort de l'empire. Ils abandonnèrent même les retranchemens formidables de Dunabourg, et se contentèrent de remonter la rive droite du fleuve, pour maintenir la communication entre les différens corps, et s'appuyer de la seconde armée, qui était sous les ordres de Bagration, à Slonim, tandis que la cavalerie légère ne cessait de harceler et de fatiguer l'ennemi. Quoique cette manière de faire la guerre ne s'accordât point avec les vœux de l'empereur des Français, qui aimait les décisions promptes, cela ne l'empêcha pas d'avancer. S'attachant à suivre la première armée sur les bords de la Duna, tandis que le maréchal Davoust poussait la seconde vers le Dnieper, il se porta toujours plus en avant dans la direction du sud, dans l'espoir de séparer les armées ennemies, et de couper leur communication avec les contrées méridionales. Il les trouva enfin toutes deux réunies sous les murs de Smolensk, où elles lui opposèrent une résistance inattendue. Ce ne fut qu'après une bataille meurtrière, et qui dura plusieurs jours, qu'il parvint à entrer dans l'enceinte déserte de cette forteresse dévorée par les

flammes. Il ne put cette fois réussir à s'ouvrir, par la destruction de l'ennemi, la route de Moscou. Pour parvenir à cette antique résidence des anciens czars, dépôt de trésors immenses et d'une énorme quantité de provisions, il eut besoin de livrer, le 7 septembre, une seconde bataille plus terrible que la première au prince Kutusow, à qui Barclay avait remis le commandement en chef.

Le 14 septembre, l'armée française fit son entrée à Moscou, tandis que les troupes de Kutusow, après avoir traversé la ville, se dirigeaient au sud-ouest sur la route de Kalouga et de Tula. Le but de tant de persévérance et d'efforts paraissait atteint. Napoléon s'exprimait dans ses rapports comme un vainqueur auquel il ne reste que peu à faire, et les Parisiens se préparaient à célébrer un nouveau triomphe; mais cette fois ils anticipaient sur l'avenir. L'entrée des Français à Moscou présenta dès les premiers jours des circonstances bien différentes de celles de leurs entrées précédentes à Vienne et à Berlin. Une armée, demeurée nombreuse malgré ses pertes, plutôt poussée que battue, et s'augmentant sans cesse de nouveaux renforts accourus de l'intérieur, avait pris position dans le voisinage, et semblait dire qu'en elle résidait encore la force de l'état. On ne vit sortir personne des portes pour ac-

cueillir le vainqueur. Les plus considérables et les plus opulents des habitans avaient fui, et les vastes palais étaient déserts. Une basse populace, composée presque entièrement de paysans que la cruauté de l'ennemi avait chassés de leurs foyers, circulait seule dans cette immense enceinte de cinq milles d'Allemagne, où se mouvait habituellement une masse de trois cent mille individus. Napoléon lui-même sentit le désagrément de sa position, mais sans pressentir qu'elle pourrait devenir affreuse, ce qui arriva bientôt. Tandis qu'il se félicitait, dans le fort impérial du Kremlin, des succès de ses armes, on vit éclater de toutes parts des incendies ou préparés à dessein, ou résultats de la négligence et du hasard. Bientôt les flammes, excitées par la fureur des tempêtes équinoxiales, se propagèrent de rue en rue; de superbes églises devinrent leur proie, et les coupoles dorées de leurs tours s'écroulaient avec un bruit affreux. Des palais aussi grands que de petites villes disparurent réduits en cendres. Cependant la rage et l'ivresse, un horrible tumulte, un désespoir furieux, la brutalité et la scélératesse, régnaient d'un bout de la ville à l'autre. Des gens armés ou sans armes, les soldats et le peuple égorgeaient, pillaient, et étaient eux-mêmes égorgés ou pillés. Ils ne s'accordaient que sur un seul point, la soif de s'enrichir et de détruire.

Lorsqu'enfin les flammes se furent ralenties faute d'aliment, on trouva qu'à peine la cinquième partie de Moscou subsistait encore. Une ville, unique en son genre, venait d'être anéantie. Il n'en existait plus sur la terre, qui pût offrir au même degré le singulier mélange de la civilisation européenne et des formes asiatiques.

Napoléon et ses soldats s'aperçurent, aussitôt après la destruction de Moscou, de la grande perte qu'ils avaient faite. Cette ville, où ils espéraient trouver toutes les commodités de la vie, offrait à peine un abri. D'immenses provisions de toute espèce, entassées depuis plusieurs années, avaient été consumées par les flammes. Smolensk, le dépôt le moins éloigné de l'armée, se trouvait à une telle distance que ce n'était qu'avec beaucoup de peine qu'on pouvait en tirer des subsistances. Les villages des environs de Moscou jusque dans un rayon considérable étaient abandonnés, et n'offraient que de bien faibles ressources. Pousser plus loin à l'est eût été marcher sans but, et se porter sur Pétersbourg, en ayant l'ennemi à dos, offrait trop de dangers. D'ailleurs, la position avantageuse que l'ennemi occupait, lui donnait les moyens de se renforcer, et chaque jour il devenait plus audacieux et plus pressant. Sa cavalerie légère répandue de tous côtés, épiait chaque occasion favorable, en-

levait de petits corps, tombait à l'improviste sur de plus considérables, répandait l'alarme et rendait extrêmement difficile de se procurer des vivres et du fourrage.

Quoique l'empereur reconnût les dangers de sa position, il ne put se déterminer, malgré l'avis de ses généraux, à faire une prompte retraite, tant était grande sa confiance dans la fortune, qu'il avait si souvent forcée de concourir à ses projets, ou dans son habileté à laquelle il avait dû tant de fois sa conservation. Mais pour la première fois il échoua dans toutes ses tentatives. Ses fausses attaques étaient déjouées ou tournées contre lui, on trainait ses négociations en longueur ou on les évitait à dessein; les invitations aux habitans fugitifs de revenir à Moscou sous la protection d'un vainqueur généreux, excitaient l'indignation ou le mépris. Plusieurs semaines s'écoulèrent ainsi, tandis que la fâcheuse situation de l'armée, bien loin de s'améliorer, s'aggravait toujours plus par les maladies, la faim et les souffrances de toute espèce. En s'y prenant plus tôt, ni le courage ni les forces nécessaires n'eussent manqué pour la longue retraite qu'on avait à faire, mais maintenant elle devenait aussi hasardeuse qu'obligée, et paraissait ne pouvoir s'opérer sans de grands sacrifices. Le 19 octobre, après un séjour de cinq semaines à Moscou, le signal

du départ fut donné, et suivi de désastres dont l'histoire n'offre aucun exemple.

La nouvelle de la prise et de l'embrasement de la capitale de la Russie avait soulevé et exaspéré tous les peuples de cet empire immense. Sur les rives du Don, seize mille Cosaques avaient pris les armes de leur propre mouvement, et, après avoir juré de venger la patrie et l'église, avaient fait en sept jours une marche de soixante-dix milles d'Allemagne. Le même enthousiasme s'était emparé de tous les habitans des contrées voisines. Tous s'empressèrent de se rendre à Kalouga auprès du général Kutusow qui se mit aussitôt à la poursuite des Français. Le roi de Naples, parti le 18 octobre, était à peine arrivé avec sa cavalerie à Tarntina, très-peu distant de Moscou, qu'il fut attaqué, battu et faillit être fait prisonnier. L'empereur, qui avait cru effrayer l'ennemi en formant une attaque du côté de Kalouga, trouva, le 24 octobre, à Malo-Jaroslawez une armée bien préparée à le recevoir, et qui lui fit éprouver une grande perte. Le maréchal Davoust, à la tête de l'arrière-garde, fut complètement battu le 3 novembre près de Wiasma. Mais la faim plus cruelle que le glaive exerçait aussi ses ravages parmi les malheureux Français. A ces maux vinrent se joindre, pour la première fois le 7 novembre, les effets redoutables du froid. Manquant de

boissons spiritueuses, de pain, de vêtemens chauds, campant en plein air sur la glace et la neige, ils périssaient chaque nuit par centaines, ou tombaient d'épuisement le matin. Tous devenant étrangers les uns aux autres, l'excès des souffrances fit disparaître tout ordre et toute subordination : chacun ne songea plus qu'à lui-même; officiers et soldats confondus et marchant pêle-mêle maudissaient l'auteur de leurs maux, et déploraient leur sort. Enfin, après avoir éprouvé une perte de quarante mille hommes et de quatre cents canons, ils arrivèrent à ce Smolensk, tant désiré, trois semaines après leur départ de Moscou.

L'armée ne s'arrêta que deux jours à Smolensk; mais ce séjour fut encore trop long pour son salut. Napoléon, parvenu le 17 novembre à Krasnoï, y trouva les Russes qui l'y avaient devancé, et fut obligé de soutenir un combat qu'il aurait volontiers évité et qu'il vit bientôt décidé à son désavantage. Lui et plusieurs de ses généraux s'enfuirent à toute bride du champ de bataille pour se rendre à Ladi, seul passage qui leur fût encore ouvert; une grande partie des soldats abandonnés de leurs chefs devint encore la proie de la mort et du vainqueur. Le maréchal Ney, qui depuis la défaite de Wiasma commandait l'arrière-garde et qui suivait en sécurité ceux qui

venaient d'être battus, éprouva le même sort. Onze mille des siens environ se rendirent à l'ennemi. Lui-même se sauva avec quelques centaines d'hommes par la même route qu'avait prise l'empereur.

Dès-lors, l'armée tout entière se porta, non sans quelque espoir de salut, sur les rives de la Bérésina. C'était là que Victor, Dombrowski et les restes de la division d'Oudinot, au nombre d'environ trente mille hommes, attendaient les leurs; là, qu'une nombreuse artillerie pouvait remplacer celle qu'on avoit perdue; que dans un pays ami on espérait trouver des vivres et jouir de quelque repos. En même temps la température devint plus douce. Mais tous ces avantages étaient balancés par l'arrivée d'un corps russe, qu'après la prompte paix conclue par Alexandre avec les Turcs, Tschitschagof avait amené de Moldavie. Ce général s'était avancé jusqu'à Minsk, pour opérer sa jonction avec un autre corps qui, sous les ordres de Wittgenstein, s'avançait des bords de la Duna. Il fallut déployer une grande promptitude et de plus grands efforts pour atteindre la Bérésina et y établir des ponts. Le danger imminent qui pouvait résulter du moindre retard, fit faire néanmoins ce qui paraissait impossible. Près de Studenzi et Wasselowo, au-dessus de Borisow, au même lieu où, un siècle au-

paravant, Charles XII avait traversé la rivière pour conquérir Moscou, deux ponts promptement établis parurent ouvrir une perspective de salut. L'armée passa le 26 et le 27 septembre; mais jamais passage ne fut plus funeste. Même dès le commencement on se précipitait en foule sur les ponts avec un emportement farouche, et lorsqu'on vit paraître les Russes, et qu'un des ponts se fut écroulé, le désordre et la confusion n'eurent plus de bornes. Le faible était précipité dans les flots par le fort dont il retardait la marche, l'officier par le soldat. Des centaines d'hommes furent écrasés sous les roues de l'artillerie. Ceux qui essayaient de traverser à la nage la rivière qui venait de dégêler, éprouvaient dans ses ondes un engourdissement mortel, ou bien étaient brisés par le choc des glaçons flottans, ou ensevelis sous eux. Au loin, sur les deux rives, régnaient le tumulte, la terreur, la rage, et les angoisses de la mort. Des horreurs capables de terrasser les plus grands courages s'offraient de toutes parts à des hommes découragés et épuisés, et des souffrances qui eussent paru insupportables, même réparties sur une vie entière, se présentaient en foule et au même moment. On croit généralement qu'il réchappa à peine les deux tiers de l'armée, et encore par la faute de Tschitschagof; mais ces infortunés ne furent

épargnés que pour éprouver des maux encore plus horribles que tout ce qu'ils avaient souffert jusqu'alors.

A peine les déplorables restes de l'armée française s'étaient-ils éloignés de quelques lieues de la Bérésina, que tout-à-coup, comme si le ciel eût résolu leur entière destruction, succéda à une douce température le froid le plus excessif. Ici l'homme put reconnaître que souvent la nature est son plus terrible ennemi. Ces vainqueurs du monde, le visage voilé, les bras effacés le long du corps, s'avançaient dans un morne silence, et d'un pas mal assuré, comme dans un convoi funèbre. C'est en vain qu'ils cherchaient à se garantir du froid en s'enveloppant de lambeaux de pelisse, de peaux fraîchement écorchées, de sacs, de nattes de paille, de vêtemens de femmes et de prêtres. Toutes les routes qu'ils suivaient étaient couvertes de morts et de mourans, et chaque campement présentait l'aspect d'un champ de bataille. Ici, l'on voyait des malheureux, semblables à des spectres, errer autour des feux des bivouacs, au milieu de ceux qui venaient d'expirer, jusqu'à ce qu'eux-mêmes succombassent à leur tour; là, des soldats, épuisés de fatigue et de froid, étaient dépouillés par leurs compagnons d'armes de leurs misérables vêtemens, avant même qu'ils eussent rendu le dernier sou-

pir; plusieurs avaient perdu l'usage de la parole; d'autres, frappés de délire, faisaient rôtir des cadavres ou se rongeaient les mains et les bras. Pour mettre le comble à tant de misères, il ne manquait plus que d'être poursuivi par l'ennemi, ce qui eut effectivement lieu. Les Cosaques, que les journaux français représentaient sans cesse comme les ennemis les plus méprisables, devinrent alors la terreur des fuyards, et ne cessèrent de poursuivre les débris de l'armée jusqu'à Kowno sur le Niémen; là, où les fiers soldats de Napoléon avaient franchi, pour la première fois, la frontière russe. Leur nom seul donnait des ailes aux troupes, et faisait trouver des forces aux plus épuisés. Tout l'or et l'argent pris à Moscou, les tableaux et les autres ouvrages de l'art, qu'on se proposait de faire transporter à Paris comme trophées de la victoire, les richesses des maréchaux et des généraux, à l'exception de ce qui fut détruit, tout tomba entre les mains des Cosaques; quant à Napoléon, il partit dans le plus grand secret de Smorgonie, et son voyage fut si rapide, qu'il arriva le 14 de décembre à Dresde, et le 18 à Paris. Son unique soin avait été d'empêcher que le bruit de son désastre ne le précédât et ne compromît sa sûreté.

Personne ne saurait assigner avec certitude combien de milliers d'hommes succombèrent,

tant dans les combats que morts de faim, de froid, de misère, dans la captivité, dans les hôpitaux, ou engloutis dans les ondes de la Bérésina. Il suffit d'observer que, dans les premiers mois de l'année suivante, on ensevelit et l'on brûla deux cent quarante-trois mille cadavres ennemis, et cent vingt-trois mille chevaux.

Telle fut l'issue d'une campagne annoncée avec une orgueilleuse ostentation, conduite avec des dépenses infinies et poursuivie en dépit de nombreux avertissemens et de fâcheux pronostics. Outre qu'il eut à regretter une armée aussi expérimentée que brave, Napoléon perdit le prestige de sa gloire et l'avantage que lui donnait la croyance généralement établie de la supériorité de son étoile, et de l'infaillibilité de ses armes. Le pressentiment d'un nouvel ordre de choses s'introduisit dès-lors dans tous les cœurs, même dans celui du sceptique, et plusieurs crurent voir dans les flammes de Moscou l'aurore d'un plus beau jour.

FIN DU LIVRE NEUVIÈME ET DU SECOND VOLUME.

